

**M. Cheysson
rencontrerait
M. Andropov
lundi**

LIRE PAGE 3

Le Monde

Fondateur : Hubert Beau-Méry

Directeur : André Laurens

3,60 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,50 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 25 fr. ; Canada, 1,10 \$; Côte d'Ivoire, 240 F CFA ; Danemark, 6,50 kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 36 c. ; Grèce, 50 dr. ; Irlande, 75 p. ; Italie, 1.200 L. ; Liban, 320 P. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 60 esc. ; Royaume-Uni, 225 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 L. ; Yougoslavie, 85 d. Tarifs des abonnements page 2
5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Tél. MONDIPAR 696772 F
C.C.P. 4287 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

M. Begin conforté

Par la rencontre toute fortuite de deux calendriers, Israéliens et Palestiniens s'interrompent, cette semaine, sur la voie à suivre dans des débats à la Knesset et au sein du « parlement de l'O.L.P. » réuni à Alger. Les uns sont-ils disposés à amorcer une négociation et les autres à prêter attention à une éventuelle ouverture en ce sens ? Des deux côtés, les perspectives ne sont guère encourageantes.

En Israël, la crise morale ouverte par les massacres de Sabra et de Chatila, puis leurs retombées politiques lors du dépôt des conclusions de la commission d'enquête ne semblent guère remettre sérieusement en cause la majorité, le pouvoir et les méthodes de M. Menahem Begin. Par soixante-quatre voix contre cinquante-neuf, les trois motions de censure déposées par l'opposition et reprochant au premier ministre de n'avoir ni donné sa démission ni écarté le général Shabara du cabinet ont été repoussées le mercredi 16 février. En deux jours, M. Begin peut même se targuer d'avoir renforcé sa position, le député libéral qui s'était abstenu lors d'un vote précédent sur le remaniement ayant rejoint ses collègues du Likoud. L'atmosphère de crise n'aura donc pas duré bien longtemps, et le jugement de la commission Kahane, présentement considéré comme « sévère », n'aura pas empêché le chef du gouvernement d'être solennellement confirmé à son poste.

Dans ces conditions, le « gouvernement d'union nationale » avec les travaillistes, dont on a beaucoup parlé ces derniers jours à Jérusalem, semble plus chimérique que jamais. Démentant formellement que des contacts aient été pris en ce sens, le chef du parti national religieux, M. Yossef Burg, ministre de l'Intérieur, a même assuré crûment qu'il faudrait « des événements bien plus graves » pour qu'un tel projet prit corps. Sur le plan parlementaire, le rapport Kahane a bel et bien fait long feu, et le calme dans lequel s'est déroulé le débat sur la motion de censure montrant assez l'assurance de la majorité et la réassurance de ses adversaires. Leur porte-parole, M. Yitzhak Rabin, s'est borné à insister sur l'abîme séparant les objectifs que s'était fixés le gouvernement dans le conflit libanais et les résultats obtenus. « Le pays, a-t-il dit, n'a jamais mené une campagne aussi coûteuse pour un enjeu en fin de compte aussi limité. »

C'est donc, selon toute vraisemblance, avec un Etat hébreu aussi arc-bouté que jamais sur ses certitudes que doit compter la résistance palestinienne. Cette constatation ne l'inciterait pas à la complaisance si elle y parvenait le moins du monde déposée. Or, ce qu'on sait à ce jour du déroulement des débats d'Alger, ne semble pas annoncer de décision importante ou d'évolution très significative. Alors que le président de son assemblée vient de dire que l'O.L.P. ne se proposait de « détruire aucun Etat de la région », il est douteux que les Palestiniens consentent seulement le geste hautement symbolique et avantageux pour eux qui consisterait à remanier leur charte, conformément à cette intention proclamée, mettant au même coup dans l'embarras la diplomatie israélienne. Entre une O.L.P. qui n'accepte pas d'évoluer, au nom du refus de « concessions militaristes » et un Israël où rien, décidément, ne peut ébranler la position de M. Begin, sur quelle base — est-elle la bannière américaine — le dialogue pourrait-il enfin s'engager ?

Le gouvernement affiche sa confiance et sa fermeté

Après les sanctions demandées par la direction de l'usine Citroën d'Aulnay-sous-Bois contre quatre délégués de la C.G.T., M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, dans une déclaration qu'il nous a adressée, prend acte de ces sanctions, et met en garde les responsables de la firme automobile contre toute « tentative de revanche ».

Dans ce conflit, M. Mauroy prêche le calme. A l'hôtel Matignon, où l'on souhaite que les procédures habituelles suivent leur

cours, on note que la C.G.T. défend ses militants sans pour autant aviver la tension.

Les ateliers de l'usine Citroën d'Aulnay fonctionnaient normalement, jeudi 17 février, malgré la tension provoquée par l'annonce de douze licenciements, dont quatre délégués cégétistes, à la suite des graves incidents du 2 février. La C.G.T. a choisi dans un premier temps la voie de la modération, espérant que les pouvoirs publics pourraient faciliter la recherche d'un compromis.

Invité à préciser ses déclarations du 27 janvier selon lesquelles les travailleurs immigrés employés dans le secteur de l'automobile seraient « agités par des groupes religieux », le premier ministre n'a apporté, mercredi soir 16 février, à Antoine 2, aucune information complémentaire.

Au cours de sa prestation télévisée, M. Mauroy a exprimé une grande confiance dans les résultats de ses orientations économiques et sociales, et exprimé implicitement le regain d'optimisme perceptible dans la majorité.

Citroën : la C.G.T. attend un compromis

« Nous ne pouvons accepter aucun licenciement, [mais] il nous faut nous dégager de toute provocation. (...) Il y a mille façons d'agir avant de faire grève. » C'est par la modération, n'excluant pas la fermeté, que la C.G.T. — par la voix de M. André Sirjoin, secrétaire général de la Fédération des métallurgistes — a réagi aux décisions de la direction de Citroën.

Vingt-six lettres de mise à pied conservatoire avaient été envoyées par la direction Citroën d'Aulnay après les graves incidents du 2 février qui ont fait vingt-cinq blessés, dont trois hospitalisés de six à treize jours.

Mardi 16 février, Citroën a tranché : quatorze mises à pied de six jours — durée maximale pour ce genre de sanction — dont onze salariés et trois délégués ; douze licenciements, dont huit salariés et quatre responsables cégétistes (deux délégués du personnel, un membre du

comité d'entreprise et le secrétaire général de la section C.G.T., M. Akka Ghazal, qui est aussi délégué du personnel et délégué syndical au C.E.I.).

Pour ces salariés protégés par la loi, la procédure normale sera engagée : consultation lundi 21 février du comité d'établissement et demande d'autorisation de l'inspecteur du travail, avec ensuite recours possible auprès du ministre du travail.

JEAN-PIERRE DUMONT.
(Lire la suite page 29.)

Municipales : la gauche reprend espoir

Les enrages sont à droite. Et ils le sont parce que la gauche est en train de réussir. Ainsi parle M. Pierre Mauroy, à tort et à raison. M. Mauroy a peut-être tort de vendre la peau de la crise, même s'il peut se prévaloir de certains signes encourageants (lire page 8, l'article d'Alain Verhulst). Quant à l'« espèce d'enragement » des adversaires de la gauche, elle mérite discussion.

Le climat de la campagne électorale se dégrade, c'est vrai. M. Chirac prend sa part de cette dégradation lorsqu'il rend MM. Del-

ferre et Badinter responsables de l'insécurité à Marseille et dans l'ensemble du pays. Le ton est donné dans un discours par le maire de Paris (références aux « quarante fonctionnaires de la ville » de Marseille « emprisonnés aux Boumottes », allusion à l'« élégance » du garde des sceaux et aux « larmes dorées » de son domicile) contribue à accroître l'idée que, l'opposition, en effet, s'enferme.

En fait, il convient de faire la part des us et coutumes électoraux de ce pays, soumis, avant chaque échéance, aux règles de l'affrontement bipartite. Il est regrettable, certes, que les responsables politiques se croient obligés de « faire baisser le débat d'un cran », comme le dit M. Bertrand Delanoë, porte-parole du P.S. Mais il s'agit là d'une tradition.

JEAN-MARIE COLOMBANI.
(Lire la suite page 8.)

Demain, un article de M. Giscard d'Estaing sur les euromissiles

Le Monde publiera demain, dans ses éditions datées du 19 février, un article sur les euromissiles, dans lequel l'ancien président de la République propose de substituer l'« objectif zéro » à l'« option zéro » et souligne l'« occasion historique » qui se présente à l'Europe.

AU JOUR LE JOUR

Cuisine

Parmi les assauts d'amabilité et les débats d'idées auxquels donne lieu cette campagne électorale, il faut accorder une mention spéciale à un échange entre M. Chirac et Badinter.

Le maire de Paris, dénonçant le « laxisme » de la justice qu'il impute au garde des sceaux, s'est gaussé de cette gauche « élégante » qui gouverne « sous les lambris ». Piqué, M. Badinter a répliqué en annonçant qu'il était disposé à « fournir l'adresse de son tailleur » au maire de Paris et à l'inviter à dîner « dans sa cuisine », puisque c'est ainsi, révèle-t-il, qu'il a coutume de traiter ses hôtes.

On rêve d'un face-à-face télévisé au moment de la vaisselle. Bon appétit, messieurs !

BRUNO FRAPPAT.

Gauhati. — Les violences dans l'Etat d'Assam ont pris, le mercredi 16 février, une nouvelle dimension, avec l'assassinat, par des policiers autochtones, de quatre membres des forces para-militaires indiennes déployées sur place pour tenter de maintenir l'ordre pendant les élections à l'assemblée régionale.

Les autorités restent muettes sur les circonstances de ce quadruple meurtre, mais les observateurs redoutent que l'incident, qui s'est produit à

Pour le visiteur, cet Etat stratégique de la frontière indienne, en proie à des violences électorales sans précédent opposant autochtones et immigrants, ressemble à une place en état de siège. Le grondement des convois militaires, le pas des troupes en marche, le bruit des explosions occasionnelles, le bilan des morts qui semble s'allonger indéfiniment, le discours officiel selon lequel « tout va bien », résumant ici toute l'activité.

Cela rappelle des lignes avancées, comme si l'on était près d'un champ de bataille, dit un officier supérieur des forces para-militaires

Dhurbri, dans le district de Goalpara, environ 160 kilomètres à l'est de Gauhati, la capitale, n'aît les plus graves conséquences.

Les forces para-militaires indiennes déployées en Assam — connues sous le nom de Force de réserve de la police centrale — sont placées sous le contrôle du gouvernement fédéral, alors que les policiers autochtones sont des fonctionnaires du gouvernement de l'Etat d'Assam.

De l'envoyé spécial de l'A.F.P.

Indiennes envoyées en Assam pour maintenir l'ordre pendant les élections à l'Assemblée régionale. La seule différence est que nous ne savons pas qui sont les ennemis. Tout le monde semble impliqué dans la violence... C'est de la folie.

Le nombre officiel des morts est de plus de trois cents, deux cents personnes sont d'autre part portées disparues, et des milliers sont privés d'abri depuis que la violence s'est à nouveau emparée de cet Etat après que le gouvernement fédéral de M. Gandhi aient annoncé que des élections allaient y avoir lieu. Les autochtones assamais s'opposent à la consultation, protestant contre le droit de vote accordé aux immigrants en provenance du Népal et du Bangladesh, au nombre d'environ cinq millions.

Ce sont des étrangers, comment pouvons-nous laisser les élections avoir lieu si des étrangers ont été autorisés à voter ? lance Utpal Mahanta, un étudiant enflammé qui a abandonné ses études pour se joindre au mouvement de protestation entamé il y a quatre ans.

Victoire à notre mère l'Assom, crie Mahanta, en écho avec un groupe d'une dizaine de personnes, dont trois filles, qui disent partir pour le district où le scrutin doit se dérouler aujourd'hui. « Nous empêcherons les étrangers de voter... Que la police nous obéisse ! », dit Chandana Chakraborty, une adolescente. Son frère aîné, raconte-t-elle, a été tué par les immigrants en 1980. « Ce drame a changé ma vie, ajoute-t-elle, j'ai abandonné mes études, et voilà où j'en suis... Je sais ce que je fais. »

Attirés par les terres fertiles de la vallée du Brahmapoutre et chassés par les violences entre communautés ethniques dans l'ancien Pakistan-Orientale — l'actuel Bangladesh — les immigrants sont arrivés par dizaines de milliers et ont commencé à dominer l'économie de l'Etat. Ils ont été l'objet de mouvements hostiles dans le passé, mais qui n'ont pris la forme d'un mouvement organisé qu'il y a environ quatre ans.

Nous nous sommes trouvés soudain en pleine crise, raconte Sudhir Das, qui a quitté le Pakistan-Orientale en 1969, on nous demandait de nous expliquer comment le pouvaient-nous ? Nous avions tout fait. « Nous ne sommes pas des étrangers, nous sommes aussi

indien que les Assamais », insiste Sukanta Gosh, dont la petite maison de l'ab a été brûlée le mois dernier dans un faubourg de Gauhati.

Bien que M. Gandhi ait été contraint par la Constitution d'organiser les élections en Assam, elle est prise au piège de la crise. Il s'agit d'un responsable assamais. « Ils ont cru qu'ils pourraient tenir des élections et réduire le mouvement par la force, mais vous voyez ce qui arrive », poursuit-il en dressant la liste des troubles.

DILIP GANGULY.
(Lire la suite page 4.)

Redécouvrir Gadenne



PAUL GADENNE
Le vent noir
romans
AUX ÉDITIONS DU SEUIL

SEUIL

ENGOUEMENTS

Les nouveaux autonomistes

Etre « branché ». N'est-ce pas, pour les jeunes, le fin du fin ? On disait avant, « être in », « dans le coup », c'est-à-dire en phase avec la société dans laquelle on vit, prêt à recevoir ses messages les plus variés, à l'écoute du monde et de ses circuits. Or, voici que des phénomènes nouveaux apparaissent, qui n'ont plus rien à voir avec une génération mais qui, sous des formes diverses, font basculer une masse de gens dans l'autre sens.

La prolongation de la crise, la façon dont patagent les gouvernements dans le monde, l'impossibilité d'entrevoir la sortie du tunnel, font naître des réactions d'adaptation, dont la plupart vont dans le même sens.

L'important est maintenant d'être débranché, de retrouver une autonomie passive ou créatrice. Il y a déjà un certain temps que des sociologues ont repéré ce phénomène de rupe narcissique, mais il a pris une soudaine ampleur, notamment avec les technologies nouvelles à certaines modes.

Le walkman, (pardon, le baladeur) qui permet de passer à travers les gens, musique en tête, est déjà un vieux symbole, l'un des plus purs de cette attitude de défilé vis-à-vis de

La politique monétaire américaine

M. Volcker confirme une orientation moins restrictive

Les cours du dollar ont fléchi jeudi 17 février dans la matinée sur les marchés des changes. Le cours du dollar américain est ainsi revenu de 6,83 francs à 6,77 francs à Paris et de 2,41 à 2,385 deutschemarks à Francfort. Ce recul fait suite aux déclarations du président de la Réserve Fédérale M. Paul Volcker, qui a confirmé la veille que les Etats-Unis entendaient pratiquer une politique monétaire moins restrictive.

M. Volcker, qui était entendu mercredi par la commission bancaire du Sénat, a exposé les grandes lignes de la politique monétaire qu'il entend mettre en œuvre en 1983.

« Il s'agit, a-t-il notamment déclaré, de poursuivre les progrès enregistrés en ce qui concerne la stabilité de prix tout en fournissant les liquidités monétaires suffisantes pour appuyer la croissance. Ce n'est pas à dire que la politique de la Réserve Fédérale sera moins automatiquement liée à l'évolution de la masse monétaire que par le passé. »

M. Volcker a donc officialisé en quelque sorte une évolution de la politique américaine amorcée en juillet après plusieurs faillites d'établissement bancaires et financiers qui avaient eu un grand retentissement aux Etats-Unis. L'assouplissement devient encore plus net en août lorsque ce fut au tour du système financier international d'être ébranlé par la défaillance des plus gros emprunteurs de l'Amérique latine et de l'Europe de l'Est, ce qui plaçaient les banques d'outre-Atlantique — et les autres — dans une situation dangereuse.

L'objectif du président de la Réserve Fédérale est double. Il s'agit en premier lieu de ne pas compromettre la reprise de l'économie américaine qui semble maintenant, amorcée, comme en témoignent la progression de 0,9 % de la production industrielle en janvier — c'est le meilleur résultat obtenu depuis février 1982 — et l'augmentation des livraisons de permis de construire (+ 15,9 % par rapport à décembre, + 88,2 % par rapport à janvier 1982).

Il s'agit en second lieu de rassurer la communauté financière internationale toujours préoccupée par le problème de l'endettement de certains pays dont la liste — on parle aujourd'hui du Portugal et de la Syrie — s'allonge dangereusement.

Environnement. Il a ses « fans », mais semble avoir atteint un certain seuil de diffusion.

Malgré son prix élevé, le magnétoscope, en revanche, a pris rapidement une place dans de nombreux foyers : un million d'appareils en France. La vidéo — ses magasins, ses clubs, l'explosion de ses programmes en cassettes — est devenue la grande affaire depuis l'apparition de la télévision. Surprise : il y a autant d'ouvriers que de cadres supérieurs qui s'équipent.

La vidéo, c'est la conquête de l'autonomie par rapport au temps, à la programmation de la télévision, d'une liberté perdue, celle de pouvoir se fabriquer un menu « à la carte » avec, par exemple, un hors-d'œuvre rapiqué d'un débat politique de la veille, et, en plat du jour, un film loué à un club du quartier.

L'utilisateur s'ébroue au milieu de ses images, composant sa soirée en fonction des circonstances. S'il a des enfants (50 % des « vidéomaneurs »), les dessins animés et les aventures de l'espace maubourent les temps morts des jours de congé.

PIERRE DROUIN.

(Lire la suite page 2.)

RIE
Gare

Le Monde

idées

Crise économique ou changement de mentalité ?

Société

Les engouements d'une société peuvent éclairer son évolution. En analysant la faveur que connaissent aujourd'hui la vidéo, le micro-ordinateur, la gymnastique et le piano, Pierre Drouin y lit des réponses individuelles à la crise, où ne sont pas exclues, au reste, des recherches de plus de chaleur humaine. C'est également au changement des mentalités et surtout au bouleversement de la notion de travail que Lionel Taccoen attache son attention. Quant à Jacques Ellul, les mutations qu'il analyse lui paraissent relever plus d'une cassure que d'une lente transformation des esprits.

ROGER PRIURET constatait récemment : « Les gouvernements qui avaient une théorie économique pour aborder la crise ont vu leurs idées démenties par les faits en 1982 ». (1). L'observation, inquiétante, est juste. Ces théories économiques ignorent les hommes. Devises et marchandises s'échangent comme des fluides dans un circuit. La réalité est autre. **Henri Lepage** (2) note : « La théorie économique n'a jamais joué un grand rôle dans la vie pratique des entreprises... Les modèles de comportement des consommateurs utilisés par les praticiens sont fondés sur la sociologie, la psychologie... ». La crise actuelle ne s'explique pas sans une synthèse entre psychologie et économie, car producteurs et consommateurs sont des hommes avec leurs idées et leurs irrationalités. Les problèmes du nucléaire civil sont significatifs à cet égard. Le refus des populations est souvent mis sur le compte d'Hiroshima. Cette explication ne tient pas lorsqu'on sait que d'importantes programmes nucléaires ont été réalisés jusqu'au début des années 70 aux États-Unis sans émotion publique excessive. La contestation s'est développée ensuite. La peur d'Hiroshima a été le terrain sur lequel a germé le refus, mais le ressort, le déclin, furent d'une autre nature. De nombreuses études ont été réalisées pour comprendre le rejet du nucléaire. L'enquête ici est une interprétation personnelle, mais je la crois conforme à la réalité. Elle tient en deux conclusions :

- 1) Une évolution des mentalités est en cours dans l'ensemble des pays occidentaux. Pénétrent ses racines dans notre passé, elle est apparue au grand jour vers 1970.
- 2) Cette évolution se révèle dans de nombreuses enquêtes, celles de la Cofreca citées par **Lionel Taccoen** (3) ou dans un sondage de **Périer** (4). Schématiquement, les valeurs liées à l'épanouissement personnel montent, celles liées à la collectivité (tel le patriotisme) baissent. Le nucléaire civil est rejeté lorsqu'il est ressenti comme l'expression d'un État centralisé menaçant l'indépendance des choix individuels. Rien n'indique que de telles évolutions ne soient apparues hors des habitats d'origine européenne. Récemment, j'ai tenté de montrer que ces changements de

par **LIONEL TACCŌEN** (*)

mentalités sont conformes à l'histoire de notre morale et qu'il ne faut pas les prendre pour une mode (5). Des phénomènes importants comme le pacifisme ou la baisse des naissances sont vraisemblablement liés à ces évolutions. Ici, je n'aborderai que l'économie. Le travail n'est plus une valeur dominante. Il s'agit d'un véritable effondrement. Sur tel type de grand chantier, nu cobaltisant une centaine d'entreprises, on travaillait en moyenne quarante heures par semaine en 1972. En 1982, on travaillait trente heures ! (Il s'agit de heures réellement travaillées, non des horaires officiels ou du temps payé.) Avec de tels faits, l'explication monétaire de la crise — nu par les cycles de Kondratieff — prend une apparence singulièrement ébrie ! Mais la valeur « travail » qui s'effondre se rapporte uniquement, comme le note A. Minc, au « travail organisé, structuré » (6) et non au travail personnel. Ce refus d'engagement concerne aussi bien les cadres, comme l'a joliment raconté **Chantal Fiquet** (« Les cadres : retour à la maison ») (7).

Les moines de notre économie

Si les économistes utilisaient leurs modèles mathématiques sensés représenter les économies occidentales en injectant dans le calcul un facteur nommé « ardeur au travail » ou « heures effectivement travaillées », je suis persuadé qu'ils découvriraient que nous traversons une crise dont nous ne sommes pas prêts de sortir. La même opération effectuée pour Taiwan ou Singapour, où l'ardeur au travail reste forte, montrerait pour ces pays un avenir plus brillant. Jean Lecar, compagnon de Jean Monnet, a écrit que notre économie était sous-animée (8). On ne peut être plus juste : sous-animée parce que nous n'y mettons plus assez d'âme. Il n'est pas possible de lutter contre une mentalité dominante. La seule solution est d'utiliser notre changement de mentalité pour

(*) Auteur de *L'Occident est nu* (Flammarion).

redresser l'économie. N'oublions pas le symbole de notre époque : l'Église perd ses prêtres, mais gagne des moines car les premiers doivent s'insérer dans une organisation et les seconds recherchent un épanouissement personnel. Il existe en cas où l'épanouissement personnel se confond avec l'intérêt de l'entreprise. C'est la micro-entreprise où ses créateurs travaillent pour eux-mêmes. Ces petits patrons sont les moines de notre économie. Le dynamisme de cette micro-économie persiste malgré la crise, ce qui est conforme à l'évolution des mentalités décrites : « De 1974 à 1980, les effectifs salariés sont à peu près stables. Mais cette stabilité globale résulte d'une augmentation d'environ 550 000 salariés dans les petits établissements (1 à 19 salariés) à peu près compensée par la diminution de 550 000 personnes dans les grands (plus de 200 salariés) » (9).

Les trente-cinq heures clandestines existent déjà largement dans les grandes entreprises (je parle des heures effectivement travaillées). Elles n'ont guère créé d'emplois. Les rendements officiels baissent dangereusement le temps réel de travail. Les solutions sont autres : il faut s'acharner à faire coïncider les tâches effectuées et l'épanouissement personnel. Les moyens sont connus, même s'ils ne sont pas simples : décentralisation réelle, enrichissement des tâches et, pourquoi pas, tentatives vers l'autogestion.

L'évolution des mentalités en Occident est un processus complexe. Il aurait fallu entre autres évoquer la baisse de « l'esprit conquérant ». J'ai voulu montrer dans cet article que les conséquences sur l'économie n'étaient pas négligeables, mais que des solutions étaient identifiables.

- (1) *Le Nouvel Observateur*, 25 décembre 1982.
- (2) *Vive le commerce*, Dunod, 1982.
- (3) *La France à deux vitesses*, Flammarion, 1982.
- (4) *Le Pèlerin*, 3 janvier 1983.
- (5) *L'Occident est nu*, Flammarion, 1982.
- (6) *L'Après-Crise est commencée*, Calmann-Lévy, 1982.
- (7) *Le Monde Dimanche*, 3 janvier 1983.
- (8) *Crier l'émphélie*, La micro-économie, Le Hainaut.
- (9) *Michel Drouin, Économie et statistique*, mai 1982.

Les nouveaux autonomistes

(Suite de la première page.)

C'est par les enfants surtout que les consoles de jeux, puis le micro-ordinateur arrivent maintenant à domicile. La palette des compétitions qui peuvent se dérouler sur l'écran devient de jour en jour plus riche, et ATARI, qui contrôle déjà sans doute à peu près la moitié du marché français, Texas Instruments, Mettall Electronics Intelligence, s'en donnent à cœur joie pour rivaliser d'invention dans ce « pays des merveilles » où, sans se déplacer, on peut s'adonner aux échecs, au bridge, au tennis, au ping-pong, au football, à la boxe, au golf, au ski, où les aventures de Parisien succèdent à celles des robots de la science-fiction, où les batailles navales galactiques, où la bataille navale succède à la stratégie des bombardiers.

Des milliers de jeux sont maintenant proposés aux chères têtes blondes et à leurs parents qui peuvent également offrir à leurs enfants une belle panoplie de cassettes éducatives : dictées magiques, initiation au solfège, au dessin, aux mathématiques, à la grammaire.

Convivialité renforcée

Le micro-ordinateur domestique, avec sa mémoire plus importante, offre des possibilités nouvelles sur ce terrain, mais permet aussi de faciliter les calculs qu'exige la « gestion » du ménage (contrôle des mensualités payées sur des emprunts, rentabilité des placements, impôts). L'apprentissage du langage pour « programmer » s'exige que, quelques heures d'attention.

La pénétration du micro-ordinateur renforce l'autonomie des individus. Mais des effets indirects, que l'on ne percevait pas au départ, sont en train de se manifester, qui conduisent à recueillir l'analyse. D'abord, ces petits appareils ont incontestablement rapproché les parents et les enfants et ont fait souvent perdre de leur superbe aux premiers lorsqu'ils ont constaté que les jeunes se débrouillaient souvent plus vite qu'eux dans le maniement du clavier.

En outre, se sont créés, depuis l'origine, des « clubs » Microtel (1), où les initiés et les débutants échangent idées et programmes, de même qu'entre amis les passionnés de l'informatique se retrouvent chez l'un ou chez l'autre aujourd'hui autour de la nouvelle machine. Ainsi, la convivialité a été paradoxalement renforcée par l'irruption du micro-ordinateur, et dans le champ de la télématique, à Villiers, contrairement à toute attente, c'est le service de « messagerie », c'est-à-dire les dialogues entre abonnés qui a le mieux marché. Ou à même vu des Strasbourg se servir du réseau expérimental de télécommunication des *Dernières Nouvelles d'Alsace* pour se fixer des rendez-vous amoureux (2).

« Je suis un corps »

Ce détournement se constate également dans le culte du corps qui est reparti avec une grande intensité du fait de la vogue des nouvelles gymnastiques. L'« aérobie », ce mélange de culture physique et de danse, sur fond musical, tout droit venu de Californie, a fait éclore des salles parisiennes (3) et même une émission de télévision le dimanche matin où, entraînés par Véronique et Davina, une quinzaine de jeunes personnes (les hommes sont là à titre d'aliés) s'appliquent à l'oxygénation et à la tension-extension.

Mais les lieux plus classiques de culture physique, où les hommes (surtout, cette fois) viennent se refaire du muscle, ont aussi vu la nouvelle vogue. Il suffit d'appeler *body building* ces séances pour attirer de nouveaux clients. La Chine exporte aussi maintenant ses méthodes : celle qui s'inspire depuis des millénaires de l'échauffement pour les sports de combat et que l'on a rebaptisé *stretching* (étirement), et l'autre, plus douce, que l'on voit pratiquée surtout à l'aube, dans les parcs de Shanghai ou de Pékin : le *taï chi*, plus ambiguë, puisqu'elle s'efforce de réconcilier l'esprit et le corps. Mouvements lents, harmonieux, comme s'ils se déroulaient en état d'apesanteur.

Cette reconstruction de soi-même n'a jamais été aussi prise. Comme l'écrivait l'existentialiste chrétien Gabriel Marcel, on temps où toutes ces pratiques ne défileraient pas en France comme aujourd'hui : « Ne

pas dire j'ai un corps, mais je suis un corps ». Là aussi, contrairement aux apparences, le narcissisme n'est pas pur. Il faut souvent le regard de l'autre pour se libérer de l'angoisse, et cette communication dans la gymnastique en groupe est également très recherchée.

Parmi les nouveaux « autonomistes », gardons-nous bien d'oublier les personnes de plus en plus nombreuses qui se lancent dans la pratique d'un instrument de musique ou qui y poussent énergiquement leurs enfants. Un professeur de conservatoire de Bagnole nous disait : « Il y a maintenant deux ans d'attente pour les classes de piano, celles qui sont les plus demandées (70 % contre 30 % pour tous les autres instruments) ». Des familles d'ouvriers n'hésitent pas à dépenser 15 000 F pour l'achat d'un piano.

La forte progression des ventes, depuis trois ou quatre ans, tient aussi au fait que nombre d'adultes, qui avaient dans leur prime jeunesse fait quelques gammes, se remettent à l'instrument, ou même commencent d'apprendre, en pleine force de l'âge.

Des cours collectifs pour adultes se sont ouverts, des sessions intensives de solfège rassemblant de plus en plus d'amateurs. Là aussi, l'attrait du travail en groupe existe, mais il n'a que peu de rapport, cette fois avec celui de la reconstruction personnelle de la musique, qui arrive aujourd'hui toute faite par l'intermédiaire de tant de machines.

Dans cette quête si ardente de l'autonomie, on comprend que le piano ait une place de choix parce que c'est l'un des seuls instruments qui se suffisent à lui-même. Mais les vendeurs ne sont pas fous : ils savent toute l'ambiguïté de cette recherche de l'autonomie, et l'on voit l'un d'entre eux s'efforcer d'écrire dans son annonce publicitaire : « Avec un piano, vous n'êtes jamais seul ». (4) Car la recherche de l'effacement sans risque, qui se traduit si bien par la multiplication des salons domestiques (16 millions de chiens et de chats en France !), est aussi forte que celle de la sécurité, dans ce monde où l'on se voit vaciller.

Ces engouements si variés sont une des réponses à la crise dont on ne voit pas le bout. Les facultés d'adaptation de l'homme sont considérables. Beaucoup plus que ne le pensent économistes et politiques. Si les choses allaient vraiment plus mal, on pourrait sans doute voir éclore des comportements de masse très différents. Ceux qui portent cette fois à la solidarité, comme dans tous les moments où la nation est en danger.

PIERRE DROUIN.

- (1) *Le Monde Dimanche* du 8 mars 1981.
- (2) *Le Monde Dimanche* du 26 décembre 1982.
- (3) Lire l'article de Marcelle Michel, dans *Le Monde* du 3 février 1983.
- (4) On peut approcher cette publicité de celle qui est faite pour l'ordinateur X : « Le copain de toute la famille ».

La cassure

par **JACQUES ELLUL** (*)

Je pourrais me réjouir de ce que, enfin, dans les milieux gouvernementaux, on prenne conscience de l'influence de la technique. Le président de la République lui-même, dans son récent discours à la Sorbonne, a souligné que le développement de l'informatique et des techniques nouvelles posait des problèmes nouveaux. Dans le précédent gouvernement, il n'y avait pas de question à ce sujet, on se trouvait en présence d'un développement normal et continu de la technique. Il est très satisfaisant de reconnaître maintenant que l'irruption de l'électronique correspond à une seconde révolution industrielle. Et nous sommes un bon nombre à l'avoir dit et montré depuis quelque trente ans. Peu importe. Il y a une prise de conscience. Ce qui devient décevant, ce sont les propositions faites pour prendre en compte cette « seconde révolution industrielle ». On ne cesse de parler de rendre les entreprises plus compétitives, d'augmenter la productivité, on recherche la « césure », « créneau » pour la vente de nos produits sur le marché international, on prétend résoudre le problème du chômage inévitablement créé par

l'automatisation et l'informatisation par une meilleure formation professionnelle des jeunes pour les rendre aptes à l'utilisation des nouvelles techniques (comme si la seule difficulté résidait dans le défaut de compétence des ouvriers et des employés !). Or, tout cela, je puis l'assurer, ne représente rien en face de la mutation provoquée par les nouvelles techniques.

Le premier défaut est évident : de ne pas réaliser ce que signifie le terme même de « seconde révolution industrielle » par manque de réflexion sur... la première révolution industrielle du dix-huitième siècle. On ne prend pas du tout conscience de ce qui s'est passé alors ! Il faut arriver à « se mettre dans la peau » des gens du dix-huitième siècle. Ou encore ce qui a changé sous l'impact du développement de l'industrie lourde et de l'apparition d'une nouvelle source d'énergie (charbon, métallurgie, textile) : il y a la cassure.

Or ce que l'on nous propose maintenant pour répondre à la « seconde révolution industrielle » correspond à peu près à ceci pour le dix-huitième siècle : on va aider les paysans à vendre leurs produits, on va essayer de leur faire acheter les nouvelles machines, on va adapter l'économie féodale aux usines, on va mettre en place de nouveaux conseils municipaux dans les anciennes villes, on va améliorer les contrats entre fermiers et propriétaires terriens, etc. C'est-à-dire rien de ce qui correspondait à la « nécessité » de la grande usine. La « seconde » révolution industrielle entraîne et entraîne de plus en plus des ruptures, des impasses, des mutations comparables à celles du dix-huitième siècle. Nous sommes en présence non plus d'une crise comparable à celles du dix-neuvième

(au lieu d'être investi dans le commerce, il n'est investi dans l'industrie, il y a eu un déplacement massif de la population (urbanisation) usinée et création d'une nouvelle classe sociale liée à un nouveau mode de répartition du travail : le salariat).

Le marché s'est transformé : qu'y a-t-il de commun entre le « marché » rural existant jusqu'au dix-huitième siècle et puis ce que progressivement on va appeler le « marché » où se confrontent les producteurs, les industriels. Le crédit du dix-neuvième siècle n'a strictement plus rien à voir avec celui du dix-septième siècle. Un circuit s'est établi (parfaitement analysé par Marx) entre l'accumulation du capital et la croissance économique, alors que cela n'existait pas dans une économie rurale.

La mutation

Je pourrais continuer indéfiniment. Le lecteur me dira que tout cela, on le sait ! Bien sûr, je n'invente rien, mais on ne comprend généralement pas en énumérant tout ce qu'il y a eu d'adaptation de toutes les structures sociales, mentales, économiques. Je dis bien une mutation, faisant apparaître des formes économiques inimaginables auparavant. Une sorte de saut dans l'évolution, une rupture de tout ce qui existait auparavant. Il n'y a aucune adaptation d'une « économie » antérieure : il y a la cassure.

Or ce que l'on nous propose maintenant pour répondre à la « seconde révolution industrielle » correspond à peu près à ceci pour le dix-huitième siècle : on va aider les paysans à vendre leurs produits, on va essayer de leur faire acheter les nouvelles machines, on va adapter l'économie féodale aux usines, on va mettre en place de nouveaux conseils municipaux dans les anciennes villes, on va améliorer les contrats entre fermiers et propriétaires terriens, etc. C'est-à-dire rien de ce qui correspondait à la « nécessité » de la grande usine. La « seconde » révolution industrielle entraîne et entraîne de plus en plus des ruptures, des impasses, des mutations comparables à celles du dix-huitième siècle. Nous sommes en présence non plus d'une crise comparable à celles du dix-neuvième

(*) Écrivain.

DDB EDITIONS
DESCLEE DE BROUWER

Ce livre de foi, de non conformisme et d'intransigeance a une sorte de valeur permanente et universelle...

Raymond JEAN

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

DDB COLLECTION CONNIVENCE

JEAN SULLIVAN
DIEU AU DELA DE DIEU

DESCLEE DE BROUWER

86 F

Le Monde

Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75447 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS
3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE
341 F 554 F 707 F 980 F

TOUS PAYS ÉTRANGERS
PAR VOIE NORMALE
601 F 1 074 F 1 547 F 2 020 F

ÉTRANGER
(par mandat)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS
381 F 634 F 807 F 1 140 F

IL - SUISSE, TUNISIE
454 F 779 F 1 105 F 1 430 F

Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (voir verso) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les sous-payements en espèces d'urgence.

Le Monde
DIPLOMATIE
EN VUE

M. Cheysson

Libres op

L'ave

Florianes Am

Florianes Am

2 nuits à

2 nuits à

DIPLOMATIE

EN VISITE OFFICIELLE EN U.R.S.S.

M. Cheysson rencontrerait M. Andropov le lundi 21 février

Moscou. — Ce n'est qu'après être arrivé à Moscou mercredi soir 16 février que M. Cheysson a appris avec certitude qu'il rencontrerait M. Andropov. Mais l'entrevue ne devrait avoir lieu que lundi prochain, ce qui contraindrait le ministre des Relations extérieures à revenir de Leningrad — où il doit passer la fin de la semaine — dans la capitale soviétique, au lieu de gagner directement Bruxelles où il aurait dû participer à une réunion des ministres de la C.E.E.

Du côté français, on accordait beaucoup d'importance à une entrevue avec le numéro un soviétique. Les sujets d'accord étant non seulement Moscou et Paris, le dialogue à un niveau élevé rendait nécessaire, estimait-on, une telle rencontre. En arrivant mercredi à l'aéroport de Vnoukovo, M. Cheysson n'a d'ailleurs mis les points sur les « i » en annonçant qu'il était porteur d'un message de M. Mitterrand à l'attention de M. Andropov. M. Gromyko, qui parait très en forme, avait bien fait mine de ne pas écouter, il devenait difficile aux Soviétiques, sous peine d'humilier non seulement leur hôte, mais aussi le président de la République, de ne pas entendre.

Les entretiens, qui ont commencé ce jeudi matin avec M. Gromyko, sont placés sous le signe de la franchise. On ne cherche ni à cacher ni d'un côté ni de l'autre. Du côté soviétique, la presse de ces derniers jours ne s'est pas privée de regretter les positions françaises sur les euro-

De notre envoyé spécial

missiles, les qualifiant d'« atlantiques ». Du côté français, c'est encore M. Cheysson qui a insisté, à l'aéroport, sur la nécessité pour les deux pays de « comparer leurs analyses » et d'être « conscients des raisons de leurs divergences, car nous le savons, il y a entre nous des divergences (...). Les tensions croissent entre l'Est et l'Ouest, détournant nos ressources vers les armements, sans que la paix soit mieux assurée », a expliqué le ministre, qui a aussi cité, comme l'illustration de la montée des périls auxquels beaucoup semblent résister à trouver remède, le drame de « pays occupés ». M. Cheysson n'a pas dit quels pays il avait en tête. Ce pouvait être le Liban, mais aussi l'Afghanistan.

Il sera question au lendemain de l'un comme de l'autre. Sur le Proche-Orient, les analyses françaises et soviétiques convergent en partie, mais non les propositions de solution ; contrairement à Moscou, Paris notamment ne rejette pas le plan Reagan et ne se focalise pas le rôle de l'O.L.P.

A propos de l'Afghanistan, c'est à un dialogue de sourds qu'il faut s'attendre, encore que certains experts français dénotent une très légère évolution du côté soviétique. Le moins qu'on puisse dire, c'est qu'une telle évolution n'est pas évidente, même si le bruit a couru — répandu par qui ? — que M. Andropov avait

été personnellement opposé à l'intervention en Afghanistan. C'est sans doute l'un des points que M. Cheysson s'emploiera à creuser lundi au cours de sa rencontre avec le secrétaire général.

La conversation pourrait se réduire aussi à un double monologue à propos des euro-missiles. Moscou ne pardonne pas à M. Mitterrand d'avoir approuvé à plusieurs reprises la double décision de l'O.T.A.N. de décembre 1979, mais Paris n'accepte pas la proposition soviétique de prendre en compte dans les négociations avec Washington les forces de frappe française et britannique. On ne peut pas exclure cependant que l'on aille au-delà de cette opposition fondamentale et que des solutions de compromis soient étudiées ; mais force est de constater que la France ne peut pas être considérée par le Kremlin comme un interlocuteur de première catégorie dans le marchandage SS-20 — Pershing-2. La carte ouest-allemande est autrement importante pour la diplomatie soviétique.

Les conversations devraient être plus positives à propos de la conférence de Madrid, où un accord est proche sur l'organisation d'une grande réunion européenne, dont la première phase serait consacrée à la mise au point de nouvelles « mesures de confiance ». Avant de passer aux affaires bilatérales, M. Cheysson aimerait aussi se faire expliquer en détails la position soviétique sur la question chinoise et tenter de relancer Moscou sur le problème de la stabilisation du prix des matières premières. Le ministre des Relations extérieures, qui connaît les réticences soviétiques à s'engager dans le dialogue Nord-Sud, ne s'attend pas à une réponse positive, mais il se refuse à écarter la question.

Ce sont bien sûr les affaires commerciales qui domineront les échanges de vues sur les questions bilatérales. Paris voudrait savoir en substance si on est décidé à Moscou à reprendre la coopération pour rétablir le déficit des échanges, qui a dépassé en 1981 et 1982 le cap des 8 milliards de francs. Le contrat signé le 21 décembre dernier pour la construction d'une usine de traitement du gaz à Astrakhan, payée comptant, est considéré comme prometteur. Reste à savoir s'il sera suivi d'autres opérations.

JACQUES AMALRIC.

LE LAOS NOMME UN AMBASSADEUR A PARIS

Bangkok (Corresp.). — M. Souphanouvong, président de la République Lao, a nommé à M. Thongsay Bodhisane, les lettres de créance que l'accréditait comme ambassadeur en France, a annoncé le mercredi 16 février l'agence de presse lao K.P.L. M. Bodhisane, ingénieur des travaux publics, de formation française, occupait, avant sa nomination, un poste de responsabilité au ministère de la construction.

Suspendues en 1978, les relations diplomatiques entre la France et le Laos avaient été rétablies en décembre 1981. Paris a nommé, en juin 1982, M. de Bouillane de Lacoste, ambassadeur à Vientiane.

● L'avenir de l'O.U.A. — Le président Shagari, du Nigeria, était attendu, ce jeudi 17 février, à Nairobi, pour y participer à la réunion de douze Etats membres de l'Organisation de l'unité africaine chargée de régler la crise que traverse l'Organisation. Ce voyage a entraîné le report de la visite officielle du président Bougou, du Gabon, qui était attendu, à Lagos, ce jeudi.

Avant de quitter la capitale nigérienne, M. Shagari s'y est entretenu, avec le président Kerékou, du Bénin, du problème de l'expulsion des « immigrés illégaux » du Nigeria. — (A.F.P., Reuters.)

EUROPE

Finlande

LA DÉFENSE CÔTIÈRE SERA ASSURÉE PAR DES MINES ACOUSTIQUES

(De notre correspondant.)

Helsinki. — La Finlande a commandé à l'Union soviétique des mines marines modernes destinées à assurer la défense de son littoral, en remplacement de matériel démodé. Il s'agit de mines à influence (ou acoustiques), qui explosent au passage d'un navire de surface ou d'un sous-marin. Selon le traité de paix signé à Paris en 1947, la Finlande aliée de l'Allemagne vaincue, s'était engagée à ne pas posséder, fabriquer ou expérimenter « de mines ou torpilles fonctionnant par un mécanisme à influence ». Ces engins qui étaient interdits à l'époque sont actuellement utilisés à des fins défensives.

Le communiqué publié mercredi 16 février, par le ministère de la Défense, précise que l'U.R.S.S. et la Grande-Bretagne chargées de veiller à la bonne application du traité ont convenu des dispositions de ce document ne constituant pas un obstacle à l'utilisation de mines acoustiques par les forces armées finlandaises. Elles envisagent également de commander des mines de ce genre à la Grande-Bretagne.

Compte tenu des limitations en ressources et en effectifs du pays, ce matériel augmentera considérablement sa sécurité côtière dans « les situations exceptionnelles ». Cette initiative, si modeste soit-elle, sera de nature à accroître la crédibilité de la Finlande, dont la volonté de défense a été récemment mise en doute par le général Rogers, commandant des troupes de l'O.T.A.N. stationnées en Europe. Au début des années 60, la Finlande avait été autorisée à s'équiper, contrairement aux dispositions du traité de paix, en missiles principalement destinés à sa défense anti-chars et anti-aérienne.

P. P.

Italie

LA POLICE A DÉMANTELÉ DEUX IMPORTANTS RÉSEAUX DE TRAFICANTS

Rome (A.F.P., Reuters). — Les policiers italiens ont mené en quelques jours deux opérations d'envergure contre le « milieu », démantelant un réseau de trafic d'armes et un autre spécialisé dans le recyclage de fonds fournis par le trafic de stupéfiants. Cet important coup de filet a permis de recueillir des preuves sur l'existence de relations entre des chefs de clans siciliens et napolitains et des bandes qui opèrent aux États-Unis et en France, selon ce qu'apprend mardi 15 février, de source judiciaire.

LES « BRIGADES ROUGES » AURAIENT FOURNI 10 KILOS D'EXPLOSIFS A « ACTION DIRECTE » EN FÉVRIER 1980

Venise (A.F.P., A.P.). — Les Brigades rouges italiennes auraient fourni environ 10 kilos d'explosifs, en février 1980, au mouvement terroriste français d'Action directe, selon les éléments d'une enquête conduite à Venise par le juge Mastelloni. Selon cette enquête, dont les conclusions ont été rapportées mardi 15 février par l'agence Ansa, qui cite des « indiscrétions », la remise de ces explosifs a eu lieu à San-Remo, non loin de la frontière franco-italienne.

L'explosif — du plastique transporté du Liban par bateau — aurait été remis à trois membres du mouvement terroriste français, dont l'identité n'est pas révélée, par Nadia Potti, Maria Giovanna Massa et Leonardo Lo Bianco, trois militants de premier plan des Brigades rouges.

Toujours selon Ansa, le juge Mastelloni aurait réuni les éléments permettant de prouver la collaboration entre Action directe et les Brigades rouges dans cette affaire grâce aux révélations d'un terroriste italien « repenti ».

R.F.A.

La Cour constitutionnelle a levé le dernier obstacle juridique au scrutin du 6 mars

De notre correspondant

Bonn. — En rejetant, mercredi 16 février, par six voix contre deux, la plainte de quatre députés protestant contre la dissolution du Bundestag (nos dernières éditions du 17 février), la deuxième chambre du tribunal constitutionnel de Karlsruhe a levé le dernier obstacle se trouvant encore sur le chemin qui conduira aux élections générales du 6 mars. Dans une courte allocution télévisée, le président de la République, M. Karl Carstens, a « salué » la décision de Karlsruhe, qui certifie qu'elle dissolvait le Bundestag, il a agi dans le cadre de ses prérogatives. Et il en a profité pour faire de la morale aux partis, en pleine empoignade électorale. Il souhaite une campagne honnête, sans recours à la diffamation de l'adversaire et observant les critères de crédibilité. Il y a peu de chance que cet appel soit entendu.

De toute évidence, le tribunal ne voulait pas intervenir de manière trop voyante dans l'affaire. Il a donc simplement repris à son compte la thèse du chancelier Kohl selon laquelle il n'était plus sûr de sa majorité après le 17 septembre. Les libéraux ne constituent-ils pas réellement un élément d'instabilité en raison de leurs dissensions internes ? N'avaient-ils pas réclamé à leur congrès de Berlin des élections pour le 6 mars ? On pourra s'étonner que les États d'âme d'un parti relativement petit servent de point d'appui à une scotocose juridique. Mais c'était le seul moyen de disculper M. Kohl du reproche de « manipulation ».

ALAIN CLÉMENT.

Espagne

Le projet de modernisation de l'administration se heurte à la résistance des hauts fonctionnaires

De notre correspondant

Madrid. — La modernisation de l'administration, dont les socialistes avaient fait leur cheval de bataille pendant la campagne électorale, semble au moins se concrétiser dans le domaine des incompatibilités. Le conseil des ministres du mercredi 16 février a examiné le texte d'un nouveau projet de loi, le troisième sur ce sujet, qui doit être envoyé la semaine prochaine au Parlement.

Cette disposition concerne les hauts fonctionnaires (inspecteurs des finances, avocats de l'Etat, diplomates, etc.) qui devront se consacrer à plein temps à leur charge, sans possibilité de cumul avec toute autre fonction dans le secteur public ou privé. Toute participation à un conseil d'administration de société leur sera interdite. Les exceptions sont peu nombreuses : la principale concerne la possibilité pour les ministres et secrétaires d'Etat de conserver leur siège au Parlement.

Le conseil des ministres du 9 février a déjà décidé l'envoi au Congrès des députés d'une loi d'incompatibilité concernant les parlementaires et précisant que députés et sénateurs ne pourront dorénavant exercer d'autre fonction publique. Cette disposition affecte plusieurs dizaines de députés du groupe socialiste, où les enseignants sont nombreux. Elle touche aussi la formation conservatrice, Alliance populaire, qui compte de nombreux représentants des professions libérales.

La première loi d'incompatibilité, votée en juin 1982 par les centristes et l'Alliance populaire, prévoyait l'interdiction pour les fonctionnaires de recevoir plus d'un salaire de l'administration. Mais le cumul d'emplois était autorisé lorsque l'un des deux était à mi-temps. Les médecins de la Sécurité sociale étaient autorisés à exercer plus d'un emploi, à condition que leurs horaires respectifs soient compatibles.

THERRY MALINAK.

Libres opinions

POLITIQUE ET PSYCHIATRIE EN U.R.S.S.

L'aveu

par le docteur GÉRARD BLES (*)

La démission de l'Association des neurologues et psychiatres soviétiques de l'Association mondiale de psychiatrie (A.M.P.) (1), à la veille du congrès mondial de Vienne — qui se tiendra en juillet, — prend tout son sens dès lors qu'on la situe dans le contexte de mobilisation des sociétés scientifiques de psychiatrie, dans le monde entier, contre l'utilisation abusive de la psychiatrie à des fins politiques. La première étape en fut, en 1977, le congrès d'Honolulu, aboutissant à la mise en place d'une commission d'enquête de l'A.M.P. que les Soviétiques se sont obstinés à refuser de reconnaître.

Devant cette attitude négative et la persistance avérée des abus, de nombreuses sociétés scientifiques ont décidé de demander au congrès de Vienne l'exclusion ou la suspension de l'Association soviétique. Mais, désarmées avant tout d'aboutir à la cessation des abus eux-mêmes, et prêtes pour cela à saisir toutes les ouvertures, un certain nombre de sociétés européennes, sur l'initiative notamment d'une société française, l'Association française des psychiatres d'exercice privé (AFPEP), ont décidé de donner suite à des propositions des représentants soviétiques eux-mêmes en organisant, pour les prochains mois, une délégation internationale de psychiatres appelée à se rendre en U.R.S.S. pour examiner les victimes présumées de l'utilisation politique de la psychiatrie, à la condition de disposer de toutes les garanties d'indépendance dans leur mission scientifique.

Parallèlement, la mobilisation des professionnels comme de toutes les personnes concernées par les droits de l'homme est de plus en plus vive, à travers notamment l'activité des divers comités nationaux réunis depuis un an dans l'Association internationale contre l'utilisation politique de la psychiatrie.

Face à cette convergence des efforts de tous en faveur des libertés, la Société des psychiatres soviétiques a choisi le retrait : aveu irrécusable quant à la réalité des pratiques incriminées et quant à son incapacité ou son refus de les supprimer — ou de s'en défendre devant la communauté psychiatrique mondiale.

De cette démission, doit-on se réjouir ? Certainement pas, car elle signe, par anticipation sur Vienne, une fin de non-recevoir comme réponse aux efforts entrepris, dont le premier et seul but demeure de libérer les victimes d'une forme de répression particulièrement odieuse : il n'est pas aisé d'agression aux libertés humaines que celle qui se donne le masque d'une démarche scientifique et thérapeutique.

Il ne pouvait, et ne peut toujours, être question ici d'antisoviétisme en soi, dans le sens de la forme actuelle de guerre froide. Hier, nous cherchions un dialogue authentique. Aujourd'hui, nous le souhaitons toujours : ce n'est pas nous qui le refusons. Et plus que jamais la pression de l'opinion, celle du monde scientifique comme celle du public, est nécessaire pour imposer la fin des abus, libérer les victimes, libérer aussi ceux, les Koryaguine, Bakhrine, et autres Podrabinek, qui ont eu le courage, dans leur propre pays, de défier les forces de la répression et de combattre pour que cesse cette atteinte intolérable aux libertés individuelles à travers une perversion fondamentale de l'éthique médicale.

(*) Premier vice-président de l'AFPEP, société membre de l'A.M.P., secrétaire général de l'IAPUP (Association internationale contre l'utilisation politique de la psychiatrie), membre du comité des psychiatres français contre l'utilisation politique de la psychiatrie.

(1) Le Monde du 11 février (N.D.L.R.).

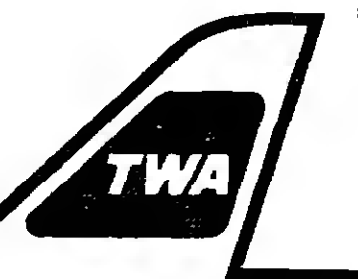
TWA Flâneries Américaines

Floride en liberté 4870 F.

2 nuits à New York, 3 nuits à Orlando, visite de Disneyworld et Epcot, 2 nuits à Miami... et voiture gratuite pendant 5 jours en Floride.

Prix moyen par personne sur la base d'un couple et 2 enfants. LIC A 703

Vous plaire nous plaît.



PROCHE-ORIENT

A ALGER

Le président du Conseil national palestinien assure que l'O.L.P. « ne veut détruire aucun Etat »

Alger (A.F.P.). - M. Khaled El Fahoum, qui vient d'être reconduit dans ses fonctions de président du Conseil national palestinien, a défini mercredi 16 février, pour la première fois publiquement, les limites territoriales d'un éventuel Etat palestinien. Affirmant que le plan adopté au sommet arabe de Fès était « conforme aux précédentes résolutions du C.N.P. et (avait) déjà été adopté par l'O.L.P. », il a ajouté :

« Le point sept - de ce plan, qui prévoit le droit de tous les Etats de la région à vivre en paix, signifie une paix juste, la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, notamment le droit à un Etat capitaliste Jérusalem et l'acceptation de toute garantie du Conseil de sécurité de l'O.N.U. »

Précisant qu'un tel Etat palestinien recouvrirait 20 % du territoire de la Palestine du mandat britannique, M. Fahoum a également déclaré que l'O.L.P. ne voulait « détruire aucun Etat ni jeter quiconque à la mer », mais que, en même temps, les Palestiniens « ne vou-

laient pas être détruits ni repoussés vers le désert ».

Par ailleurs, M. Fahoum a assuré qu'aucun Etat arabe ne sera mandaté pour parler au nom des Palestiniens, coupant court aux informations selon lesquelles le roi Hussein de Jordanie pourrait se voir confier une mission en ce sens.

M. Fahoum a également déclaré que le C.N.P. reconduira dans ses fonctions M. Yasser Arafat, président du comité exécutif de l'O.L.P., et, selon lui, « plus fort que jamais ». Ces propos semblent répondre à certains commentaires de presse faisant état de difficultés rencontrées par M. Arafat pour faire adopter sa ligne politique.

Enfin, selon M. Fahoum, le C.N.P. poursuivra jusqu'à vendredi ses travaux en séance plénière, puis les commissions se réuniront à huis clos pour examiner les diverses recommandations présentées par la direction palestinienne, avant une ultime séance plénière pour l'adoption du programme de l'O.L.P.

LA TENSION ENTRE TRIPOLI ET KHARTOUM

Le président Reagan minimise la portée des manœuvres américano-égyptiennes au large de la Libye

Washington (A.F.P.). - Le président Reagan a « dédramatisé », vendredi soir, des informations faisant état de l'envoi d'avions-radar AWACS en Egypte et du porte-avions nucléaire Nimitz au large de la Libye, pour faire face à une éventuelle menace libyenne contre le Soudan.

Au cours d'une conférence de presse, mercredi soir, M. Reagan a confirmé l'existence de manœuvres américano-égyptiennes, mais a nié qu'un « mouvement d'unités navales soit actuellement en cours ».

Il a toutefois indiqué que deux appareils AWACS se trouvaient actuellement en Egypte, pour des manœuvres dont il n'a pas précisé la nature. « C'est un genre d'exercice que nous avons déjà pratiqué dans le passé », a-t-il ajouté.

Interrogé sur l'existence de menaces libyennes contre le Soudan, le président américain a déclaré : « Nous sommes conscients des tentatives libyennes pour déstabiliser les voisins (...) Nous savons que le Soudan est l'un des Etats voisins qu'il (le colonel Kadhafi) a menacés de déstabilisation, de même que le Tchad. M. Reagan a souligné qu'il « n'avait jamais été envisagé » d'utiliser des forces américaines en cas d'attaque libyenne contre le Soudan.

La chaîne de télévision américaine C.B.S. avait annoncé, un peu plus tôt dans la soirée, que le porte-avions Nimitz avait été envoyé au large de la Libye à la demande du président égyptien Hosni Mubarak, qui s'inquiétait d'une menace libyenne contre le Soudan.

On avait par ailleurs annoncé, de sources proches du Pentagone, l'envoi de plusieurs avions AWACS en Egypte et confirmé le déplacement vers la Libye du Nimitz et de son escorte. Ces manœuvres auraient été décidées, selon ces sources ayant reçu l'anonymat, à la suite de la concentration par la Libye d'unités aériennes, menaçant apparemment le Soudan. Ces mêmes sources avaient précisé que le porte-avions Nimitz opérait au nord du golfe de Syrte, dans des eaux considérées comme internationales par les Etats-Unis et comme territoriales par la Libye. C'est au-dessus de cette région que des chasseurs américains avaient abattu deux appareils libyens au cours de l'été 1981. A ce propos, le président Reagan a mis en garde la Libye en déclarant : « Chaque fois qu'on tire sur nos forces, elles seront en droit de se défendre ».

Un responsable de la Maison Blanche a précisé, après la conférence de presse, que, dans ses réponses, le président Reagan se référait à un exercice

ASIE

Philippines

Le pouvoir, l'Eglise et la répression

La description de la situation aux Philippines faite par notre envoyé spécial R.-P. Parigaux (le Monde des 11, 12 et 13 janvier) est vivement contestée par l'ambassadeur de ce pays en France, M. Felipe Mabilangan.

« Les arrestations de certains membres du clergé ayant rejoint les éléments subversifs, nous écrit-il, sont effectuées selon les lois interdisant d'inciter les gens à la sédition et à la rébellion, ce qui constitue, comme dans n'importe quel autre pays, un crime sérieux. Ces arrestations (...) n'impliquent, toutefois, aucune fissure dans les relations de l'Eglise et de l'Etat. La preuve en est le dialogue continu entre les deux parties pour résoudre la question épineuse d'un petit nombre de membres du clergé qui prêchent la violence, contrairement au véritable esprit des enseignements de l'Eglise ».

Les violences attribuées aux forces de l'ordre et signalées par notre envoyé spécial ne peuvent, poursuit l'ambassadeur des Philippines, « être considérées comme des cas étendus et ne reflètent en aucune façon la conduite générale des autorités militaires. Le gouvernement philippin n'a jamais accepté ni toléré l'usage de la torture ni aucune violation des droits de l'homme ».

S'agissant des problèmes d'ordre économique, M. Mabilangan écrit encore : « Les difficultés (...) auxquelles nous avons à faire face actuellement sont le résultat de facteurs extérieurs affectant encore plus sévèrement les pays en voie de développement. En dépit de la récession mondiale et de la crise pétrolière (...), le pays a atteint une croissance annuelle moyenne de 6,5 % durant la dernière décennie. (...) »

Le gouvernement philippin ne peut être accusé d'être insensible à la condition de vie du peuple. Une analyse du plan de développement et du budget national de 1972 a aujourd'hui prouvé que le développement du pays est l'objectif principal des projets gouvernementaux portant sur la productivité agricole et industrielle. »

Nous donnons acte de ses observations à l'ambassadeur des Philippines. Sur un point au moins, d'ailleurs - le taux de croissance de l'économie au cours de la dernière décennie - elles ne contredisent pas les informations données par notre envoyé spécial.

Affirmant, en revanche, qu'il n'existe « aucune fissure dans les relations de l'Eglise et de l'Etat » nous paraît d'autant moins conforme à la vérité que l'archevêque de Manille, Mgr Sin, vient de communiquer aux évêques philippins une lettre pastorale en date du 11 février dans laquelle il reproche au gouvernement d'interpréter comme « rébellion » des attitudes de « dissension » des attitudes de « rébellion » du pays et la mise en œuvre de « projets socio-économiques parfois discutables et d'une sagesse douteuse », affirme que « la pauvreté est la condition économique dans laquelle vit une large majorité de notre peuple ».

L'archevêque de Manille avertit que l'Eglise s'élève contre les tortures et les assassinats dont le personnel gouvernemental se rendrait coupable. Déclançant la liberté de la presse, il dénonce encore la répression visant ses membres, réduits au silence « seulement parce qu'ils disent la vérité sur la réalité nationale ».

LA PISTE HO-CHI-MINH, SUR TF1

Désintoxication vietnamienne

C'est à une très saine opération de désintoxication que nous ont conviés, peut-être à leur insu, les auteurs du reportage sur la piste Ho-Chi-Minh présenté le 16 février par les « Mercredis de l'information » sur TF1 (le Monde du 16 février).

Rappelons-nous, en effet, la version diffusée officiellement par Hanoi pendant presque quinze ans : le conflit au Vietnam du Sud provenait d'une insurrection spontanée de la population du Sud ; le Nord n'avait prêté son aide qu'au fur et à mesure de l'engagement des Etats-Unis, essentiellement à partir de l'envoi de conseillers américains par Kennedy en 1961 et de l'extension de la guerre par Johnson en 1965. Enfin, le Sud menait son combat sous la direction du Front de libération nationale, prolongé plus tard par le Gouvernement révolutionnaire provisoire, toutes institutions authentiquement sudistes et d'ailleurs non communistes. Les Américains, qui cherchaient par là à justifier l'intervention américaine dans cette guerre, la franchisaient à l'arrière-pensée, dont le succès à court terme était de couvrir les calculs stratégiques, n'est pas étonnant non plus et même plutôt tonifiant, bien que cette victoire ait été passablement ternie par ce qui s'est passé après et par le drame des réfugiés de la mer.

Mais l'intoxication des opinions occidentales était une parole intégrante de cette stratégie. Même vingt ans après, il n'est pas trop tard pour en tirer les leçons.

Or qu'apprenons-nous aujourd'hui ? Que la piste Ho-Chi-Minh, qui a conduit vers le Sud non seulement des armes et de l'équipement mais des « cadres » et des « troupes », a été ouverte par une décision du comité central du parti au pouvoir à Hanoi en 1959, bien avant que

Kennedy soit arrivé à la Maison Blanche. Qu'il a été décidé de faire passer cette piste par les territoires du Laos et du Cambodge en 1961, bien avant l'envoi du corps expéditionnaire américain au Vietnam ; jusque-là on s'était borné à violer la « zone démilitarisée » qui séparait les deux parties du pays depuis les accords de 1954.

Tout cela nous est tranquillement expliqué, dans un excellent français, par le général Giap, sans qu'il soit question ni du F.L.N. ni du G.R.P.

Entendons-nous bien. Le volontaire d'Ho Chi Minh et de ses compagnons de récupération, après dix ans de guerre victorieuse contre les Français, la partie du territoire vietnamien qui leur avait échappé en 1954 n'est pas supposée, pas plus que n'était justifiée l'intervention américaine dans cette guerre. La franchise satisfait du général Giap, dont le succès à court terme était de couvrir les calculs stratégiques, n'est pas étonnant non plus et même plutôt tonifiant, bien que cette victoire ait été passablement ternie par ce qui s'est passé après et par le drame des réfugiés de la mer.

MICHEL TATU.

Inde

Folie meurtrière en Assam

(Suite de la première page.)

Ceux-ci ont été, selon lui, tués à la hache, par des immigrants, de trois filles assamaises dans la localité de Bokro à l'incendie des villages assamais du district de Darrang, à la fin de la semaine dernière. Craignant les sanctions, notre interlocuteur préfère ne pas être nommé.

La violence s'est étendue ici à pratiquement toutes les régions, à l'exception des districts de Cachar et de Goalpara, à la frontière du Bangladesh, où les immigrants en provenance de ce pays sont en majorité. C'est dans ces seuls districts que la consultation a connu un certain succès pendant la première journée de scrutin, le 14 février.

Le vote a été étalé sur trois jours - le second, ce jeudi et le troisième, dimanche prochain - afin de permettre une concentration maximale des forces paramilitaires de sécurité dans les zones concernées. Les effectifs de ces dernières ainsi que des forces de police fédérale amenées spécialement par avion dépassent maintenant 75 000 hommes en Assam.

A la hache

Le sentiment de folie exprimé par l'officier indien, à Gambani, traduit la réalité dans les régions que nous visitons. Des villages ont été complètement rasés. Des enfants ont été tués à la hache, les vieux et les infirmes n'ont pas été épargnés. « Quel a été notre faute... ils ont tué les nôtres », murmure-t-il, plus pour lui-même qu'à l'intention des journalistes.

Les témoignages en provenance de Darrang, où a eu lieu le plus horrible carnage - au cours duquel cent à deux cents personnes au moins ont été tuées - indiquent que les autorités sont toujours incapables de se rendre dans de nombreux villages.

● L'Indonésie a été condamnée, le mercredi 16 février à Genève, par la Commission des droits de l'homme de l'O.N.U., pour son occupation de la partie orientale du Timor depuis septembre 1975. Par 16 voix (dont l'U.R.S.S. et la Chine) contre 14 (dont les Etats-Unis, le Canada et l'Australie) et dix abstentions (dont la France, la R.F.A. et la Grande-Bretagne), la Commission a affirmé le « droit inaliénable du peuple du Timor oriental à l'autodétermination et à l'indépendance ». - (A.F.P.)

(Publié)

CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PAIX AU PROCHE-ORIENT
Les personnalités françaises qui ont participé à sa fondation (André AZOULAY, BULAWLO, prof. Jacques JUILLARD, Marc LEFÈVRE (Chalon Akchav), NIEDERMAIER, TARNERO, prof. Jacques VERNANT, WORMSER) vous diront pourquoi

LA PAIX EST ENCORE POSSIBLE

Le lundi 21 février 1983, à 20 h 30
Salle S.E.N. - 4, place Saint-Germain-des-Près, Paris-7P
LA COORDINATION DES CERCLES DE LA GAUCHE JUIVE : Amis de Chalon Akchav, Association des Juifs de gauche, Carole Bernard Lazare, Identité et Dialogue, Judaïsme et Socialisme, Mishmar.
Secrétariat : 17, rue de la Victoire - Paris IX - Tél. : 879-63-06

Salon du 1er Emploi

17, boulevard Saint-Jacques 75014 PARIS

organisé sous l'égide de la CONFÉDÉRATION DES BUREAUX D'ÉLÈVES

PROGRAMME GENERAL

Inauguration du Salon à 14 h 30.
Table ronde animée par Charles VIAL ("LE MONDE") :
« DES JEUNES DIPLOMÉS POUR QUOI FAIRE ? »
Participants : Ministère de l'Emploi, Confédération des Bureaux d'Élèves des Grandes Écoles.

Mardi 22 mars

Deux animations "LE MONDE"

Déjeuner-débat avec 40 participants (Chefs du personnel de grandes entreprises, élèves, directeurs d'écoles ou présidents d'université) sur le thème :

« QUELLE FORMATION POUR QUELS EMPLOIS ? »
Table ronde publique avec quelques grands patrons d'industrie et des élèves sur le thème :

« QUELLE PLACE POUR LES CADRES DANS LES ENTREPRISES DE L'AN 2000 ? »
(problèmes de la production et de la recherche, effets de l'informatisation, rôle de la formation permanente, etc.)

Les animateurs en seront Serge BOLLOCH de la rubrique "Éducation" et Jean-Pierre DUMONT de la rubrique "Social" du MONDE.

Mercredi 23 mars

Présentation par HAVAS CONTACT d'une enquête visant à déterminer les critères de choix des entreprises par les jeunes diplômés et à dégager une image de l'entreprise idéale telle qu'ils la conçoivent.

Jeudi 24 mars

Journée "LE MONDE DE L'ÉDUCATION"

Table ronde animée par Jean-Michel CROISSANDEAU de 10 h 30 à 12 h 30 avec participation d'universitaires, d'élèves des Grandes Écoles, de patrons de cabinets de recrutement et de chefs d'entreprises ou de chefs du personnel sur le thème :

« LE RECRUTEMENT DES JEUNES CADRES »
(méthodes de sélection, tests, contacts entre entreprises et élèves, défections, rédaction des annonces, prospection, etc.)

Vendredi 25 mars

COCKTAIL DE CLÔTURE

Animations particulières par les entreprises participantes : conférences, présentations d'entreprises, projections, déjeuners, cocktails, prise en charge de visites et de déplacement de promotions de Grandes Écoles de province, etc.

RENSEIGNEMENTS ET RÉSERVATIONS

HAVAS CONTACT 1, place du Palais-Royal 75001 PARIS
Tél. : 296.12.92

ou : LA DOCUMENTATION PRATIQUE, 13, galerie Vivienne, 75002 Paris, Tél. 261-50-67

NUMÉRO SPÉCIAL SALON

RÉGIE PRESSE - 85 bis, rue Réaumur - 75002 PARIS

ISTH
Depuis 1963
INSTITUT PRIVÉ DES SCIENCES
ET TECHNIQUES HUMAINES

■ Examen du **CFPA**
Centre de Formation Professionnelle d'Avocats

■ Préparation complète des matières
■ Janvier à fin Mai
■ Août-Septembre

■ Places limitées
Centre AUTEDU 6, Av. Leon Houzey
75016 Paris - Tél. : 224.10.72

Le Chili
Autorité

Finland
le oui et le

Le Manha
à save

AMÉRIQUES

Le Chili de mal en pis

II.- L'autorité qui procède de Dieu

La faillite du modèle économique ultralibéral imposé par les partisans de M. Milton Friedman a provoqué au Chili une crise économique et politique sans précédent depuis le coup d'État militaire de 1973 qui a renversé le régime d'unité populaire de Salvador Allende (le Monde du 17 février). Soumis à des critiques de plus en plus vives des secteurs civils et aussi militaires, le général Pinochet continue pourtant de concentrer la totalité des pouvoirs.

Santiago du Chili. - Près de deux ans après le démarrage de « l'étape de transition » qui devait se caractériser par une « évolution graduelle » vers la démocratie, force est de constater qu'aucun progrès n'a été réalisé dans le sens du rétablissement de l'état de droit.

Le général Pinochet utilise systématiquement l'arsenal répressif contenu dans l'article 24 du « statut transitoire », approuvé en même temps que la nouvelle Constitution, le 11 septembre 1980. Ce dernier confère au président de la République une gamme impressionnante de pouvoirs : droit de faire détenir jusqu'à vingt jours chez elles ou dans des lieux qui ne soient pas des prisons les personnes accusées de troubler la paix intérieure. Droit d'interdire l'accès du territoire ou d'expulser ceux qui propagent certaines doctrines. Droit de reléguer dans d'autres villes que la résidence habituelle et pour une durée maximale de trois mois ceux qui constitueraient un danger pour la paix ou réaliseraient des actes contraires aux intérêts de la patrie. Droit de restreindre la liberté de réunion et la liberté d'information ou ce qui concerne la création, l'édition et la circulation de nouvelles publications.

Le Chili vit toujours sous un régime d'exception. A l'heure actuelle s'appliquent simultanément « l'état d'urgence » et « l'état de danger de perturbation de la paix intérieure » qui peut être prorogé tous les six mois. Le couvre-feu a été par ailleurs maintenu entre 3 heures et 5 heures du matin. La C.N.I. (Centrale nationale d'informations), qui a remplacé la DINA en août 1977, continue de semer la terreur. On affirme que l'ancien chef de la DINA, le général Contreras, aujourd'hui à la tête d'une société qui vend des informations aux entreprises et loue du personnel de surveillance, n'a rien perdu de son influence au sein de la police secrète du général Pinochet. Certaines opérations auraient même été menées à l'insu de l'ancien chef de la C.N.I., le général Gordon.

Les organisations humanitaires chiliennes et étrangères sont un-

De notre envoyé spécial
JACQUES DESPRES

nimes : la situation des droits de l'homme s'est aggravée au Chili durant l'année 1982. Selon le bilan du vicariat de la solidarité, 1 213 personnes ont été arrêtées en 1982 pour des motifs politiques contre 909 en 1981. La commission chilienne des droits de l'homme fait état pour sa part de 1 789 arrestations en 1982 contre 908 en 1981.

Dans la plupart des cas, les personnes détenues ont été libérées une semaine après leur arrestation sans qu'aucune charge ait pu être retenue contre elles. On a assisté également à une recrudescence des relégations aux confins du pays, dans des zones particulièrement inhospitalières : 66 cas ont été enregistrés contre 60 en 1981. Le rapport de la commission des droits de l'homme affirme : « La relégation est devenue une routine. Chaque fois qu'une personne est arrêtée pour la deuxième fois, elle est immédiatement reléguée même si elle n'est accusée de rien ».

D'autre part, 23 personnes se sont vu interdire le retour dans leur pays et cinq autres ont été expulsées (au cours du seul mois de décembre, deux dirigeants syndicaux, M. Manuel Bustos et M. Hector Cuevas, ainsi que le président de l'Association nationale des producteurs de blé, M. Carlos Podlech, ont dû abandonner le Chili).

Une commission contre la torture

Les forces de l'ordre se livrent fréquemment à « nettoyage » des populations (bidonvilles) de la périphérie de Santiago. Deux opérations spectaculaires ont été menées à la fin de l'année à la Cisterna et à Nuevo Amanecer, où 1 500 habitants de sexe masculin ont été brutalement tirés de leur lit et placés durant douze heures dans un terrain vague aménagé en camp de concentration.

Officiellement, il s'agissait de rechercher « des délinquants et des armes ». En réalité, les autorités cherchent par de tels procédés à terroriser les habitants de ces bidonvilles où la parti communiste et le MIR (Mouvement de la gauche révolutionnaire) sont très actifs. Selon le vicariat de la solidarité et la commission des droits de l'homme, les cas de torture dénoncés par les victimes ont augmenté en 1982 (95 contre 61). Un responsable du vicariat affirme : « La pratique de la torture s'est systématisée et sophistiquée. Les agents de la C.N.I. utilisent des voitures spécialement équipées. Des médecins ont été engagés afin que les services soient savan-

ment dosés et ne laissent pas de traces ». Selon M. Maximiliano Pacheco, président de la commission chilienne des droits de l'homme, « la torture n'est plus seulement une méthode de répression politique. Elle est de plus en plus utilisée comme technique courante d'interrogatoire par la police ».

Une commission nationale contre la torture vient d'ailleurs d'être créée pour lutter contre ce fléau. Lorsque les détentions, les relégations et les mesures de bannissement sont jugées insuffisantes, les forces de l'ordre ont recours à l'assassinat pur et simple. Le 25 février, le président de l'Association nationale des employés publics (ANEP), M. Tucapel Jimenez, a été sauvagement poignardé. Quelques jours auparavant, le leader syndical avait lancé un appel à l'unité des travailleurs et préparait une grève générale. Un an après, l'enquête peine toujours. Trois syndicalistes officiels et trois fonctionnaires de la C.N.I. ont toutefois fait l'objet d'une mesure d'arrestation, c'est-à-dire qu'il leur est interdit de quitter le pays.

Face à ce sombre bilan, l'autorisation accordée à 204 exilés de rentrer au Chili ne pèse pas lourd. D'autant que les espoirs mis dans la Constitution, en novembre dernier, d'une commission chargée de faire des recommandations en la matière sont allés en s'émoussant. Irrité par le vote défavorable de l'Assemblée générale des Nations unies, qui a une nouvelle fois dénoncé de « graves et systématiques violations des droits de l'homme », déçu par le report du débat sur la levée de l'embargo américain et mécontent des conclusions de la commission qui avait demandé que tous les dirigeants démocrates-chrétiens se soient auto-accusés de rentrer, le général Pinochet a purement et simplement dissous l'organisme. Les deux listes qui ont été communiquées ne contiennent aucune personnalité politique, et la plupart des Chiliens autorisés à retourner dans leur pays l'avaient quitté normalement ou avaient purgé leur peine de « bannissement ».

Selon M. Manuel Sanhueza, président du groupe d'études constitutionnelles (groupe des 24), « la concentration du pouvoir entre les mains du général Pinochet n'a fait que s'accroître depuis le début de l'étape de transition. Le régime est chaque jour plus autoritaire et plus personnel ». Le chef de l'Etat s'est d'ailleurs lui-même chargé, dans ses derniers discours, de ne laisser aucun doute sur le fait qu'il est seul maître à bord. Commentant l'expulsion de M. Carlos Podlech, ancien officier de l'armée de terre qui fut « son élève » et qu'il « aimait beaucoup », le général Pinochet a déclaré : « Cette mesure s'imposait, car il n'a pas respecté l'autorité qui procède de Dieu ». Le chef de l'Etat affirmait un peu plus tard, « lorsque Rome était en danger » devant affronter les légions ennemies, elle cherchait un homme qui soit capable de commander sans se perdre dans des discussions utopiques et byzantines qui ne conduisent nulle part ».

Le général Pinochet rappelle certes qu'il s'en ira lorsqu'il aura mis en place « une démocratie comme forme de vie, forte, efficace, stable et protégée ». Mais même ses partisans doutent aujourd'hui de sa sincérité. Ils critiquent en privé ses excès de langage. « On ne devrait pas le laisser improviser », affirme l'un d'eux. Ils s'inquiètent de son penchant excessif pour l'exercice solitaire du pouvoir. Ils craignent surtout que son comportement de plus en plus tyrannique ne finisse par remettre en cause les acquis du régime militaire et ne favorise le retour au pouvoir de la gauche.

Quant à l'opposition, elle ne manque pas de présenter le général Pinochet comme un dictateur fasciné par le pouvoir. « Débarassé de tout le fatras juridique qui n'a servi qu'à institutionnaliser l'arbitraire, le général Pinochet n'est pas différent de Somoza ». L'un des slogans favoris des manifestants qui défilent dans les rues de Santiago est d'ailleurs : « Que s'en aille Pinochet, puisque Somoza l'a déjà fait ».

Prochain article :

LES SIGNES DU RÉVEIL

Du meuble individuel... au grand ensemble

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne



Ensemble d'angle - haut 238 cm, prof 35 cm, long grand côté 370 cm, long petit côté 214 cm, Contenance : 700 volumes approx.

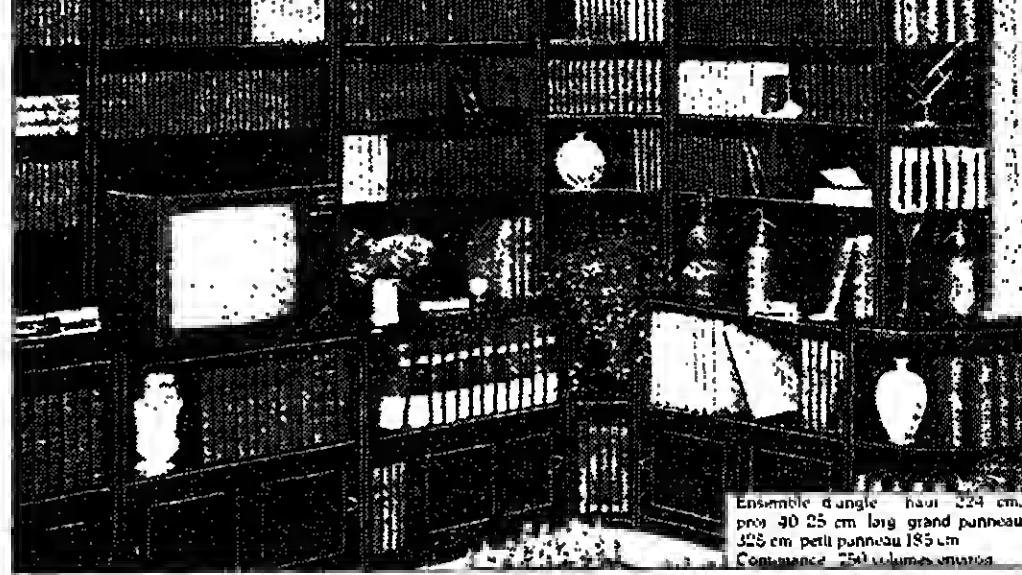
LIGNE OR : 24 modèles JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES

Spécialiste européen pour le rangement des livres de tous formats, La Maison des Bibliothèques propose une nouvelle ligne exclusive, extrêmement sobre et fonctionnelle. La « Ligne OR » vient ainsi compléter le très large éventail de La Maison des Bibliothèques (Standard, Rustiques, Contemporains, Ligne Noire, etc.).

Ces prestigieuses modèles permettent de constituer, par simple superposition et juxtaposition, la bibliothèque idéale quelle que soit la place dont on dispose. Véritable architecture de montants et de traverses OR habillées de panneaux et d'étagères Noires ou Noires, la « Ligne OR » apporte une solution rationnelle et très décorative au rangement de tous vos ouvrages.

Maintenant disponible en 6 couleurs : Gris - Rouge pivoine - Loupe d'orme - Ronce d'acajou.

Etagères et panneaux en mélaminé noir ou laque double face, montants en aluminium anodisé brossé doré, avec verins réglables. Système de crémaillères encastré permettant le réglage en hauteur des étagères au cm. Finition des chant de tablette par un T en aluminium doré. Tous ces modèles peuvent être fermés sur option par des portes bois, des glaces claires, des glaces Parsol bronze ou des glaces miroir Parsol.



Ensemble d'angle - haut 224 cm, prof 40 cm, long grand panneau 325 cm, long petit panneau 185 cm, Contenance : 520 volumes approx.

LIGNE NOIRE : 12 modèles VITRÉS

JUXTAPOSABLES - SUPERPOSABLES 5 hauteurs - 2 largeurs - 2 profondeurs - 5 couleurs

L'une des plus récentes créations exclusives de LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES réalisée à partir d'un nouveau matériau permettant un usage dans la masse, identique à celui du bois massif. Tous les modèles de la LIGNE NOIRE (JUXTAPOSABLES ET SUPERPOSABLES) par simple pose sans aucune fixation permettent de constituer des ensembles bibliographiques très élégants. De nombreux accessoires (1-4 de ronds, meubles d'angle, abattant-secretaires, étagères TV, etc.) offrent de multiples possibilités de décoration intérieure comme d'aménagement de cabinets de travail.

Maintenant disponible en 5 couleurs : Noir - Brun acajou - Beige - Vert bronze - Gris.

Nouvelle série en panneaux de fibres à structure homogène et de densité moyenne et constante. Vitrés 5 couleurs au choix. Côtés moulurés dans la masse avec plates-bandes. Etagères et côtés épaisseur 22 mm, chant arrondis. Fonds contre-plaqué, vitres coulissantes avec onglets, bords doux, étagères intérieures réglables sur raquettes violons, pieds de 5 cm avec plinthe en retrait, dépassements hauts de 3 cm avec arrondis. Assemblage très facile par vis de rappel invisibles.

PRIX IMBATTABLES

REPRISE EN CAS DE NON CONVENANCE
EXPÉDITION RAPIDE ET FRANCO DANS TOUTE LA FRANCE MÉTROPOLITAINE

La maison des BIBLIOTHEQUES

Paris - Bruxelles - Genève - New York - Rome - Rotterdam - Vienne

Paris : 61, rue Froidevaux, 14°.

Magasin ouvert le lundi de 10 h à 19 h et mardi au mercredi de 10 h à 19 h. Sans exception, Métro : Denfert-Rochereau - Gobelins - Edgar-Quaë - Anvers - 28-38-58-66

BORDEAUX 10, r. Buffard, tel. (05) 44.39.42
CLEMONT-FERRAND 22, r. G. Calmieux, tel. (03) 93.97.00
DIJON 100, rue Monge, tel. (03) 85.02.45
GRENOBLE 59, r. St-Laurent, tel. (07) 42.55.75
LILLE 88, r. Esquermoise, tel. (20) 56.69.39
LYONS 57, r. Jules-Henri, tel. (07) 79.15.42
LYON 5, r. de la République, tel. (7) 829.35.51
MARSEILLE 109, r. Paradis (Métro Estrogne), tel. (01) 37.60.54
MONTPELLIER 8, r. Sérénité (près Gare), tel. (07) 56.14.32
NANCY 8, r. Saint-Michel (près de Palais Ducal), tel. (03) 832.84.54
NANTES 10, r. Gambetta (près rue Coulmiers), tel. (01) 74.59.35
NICE 3, r. de la Bouche (Métro Villard), tel. (03) 80.14.29
RENNES 39, quai E. Zola (près du Musée), tel. (09) 30.26.77
ROEN 43, r. des Charrotes, tel. (38) 71.96.22
STRASBOURG 11, rue des Bouchers, tel. (03) 46.73.74
TOULOUSE 1, des Trois-Rois (près place St-Samuel), tel. (06) 22.92.40
TOURS 5, r. H. Berthelette (près des Halles), tel. (01) 81.03.29

Ouvert du mardi au samedi de 9 h à 12 h et de 14 h à 19 h.

BON POUR UN CATALOGUE EN COULEURS GRATUIT

à retourner à LA MAISON DES BIBLIOTHEQUES, 75680 Paris CEDEX 14. Veuillez m'envoyer sans engagement votre catalogue en couleurs contenant tous les détails hauteurs, largeurs, profondeurs, matériaux, formes, contenances, prix, etc. I sur vos modèles STANDARDS RUSTIQUES STYLES, CONTEMPORAINS LIGNE OR, LIGNE NOIRE.

M. N° Rue Bâtiment Escalier Code postal Ville

Réf. CATALOGUE PAR TELEPHONE 24 H SUR 24 (1) 320.73.33 REPONSE AUTOMATIQUE

Finlande: le oui et le non.

Oui, au plus fort de l'été finlandais, le soleil peut briller 24 heures sur 24, pendant 73 jours. Oui, dans la journée, la température monte facilement jusqu'à 30°, et l'eau claire des 60 000 lacs qui parsèment la campagne est si douce que c'est un immense plaisir de s'y baigner.

Oui, la Finlande, vierge de pollution est un pays aux multiples facettes qui il faut découvrir au travers de la chaleur de ses habitants, des traditions écrites ou orales, qu'elles soient lapones ou caréliennes.

Oui, en Finlande, les longues journées d'été sont encore trop courtes pour profiter des multiples activités : voile, planche, randonnée, pêche, canotage... tout cela au pied de votre chalet ou à deux pas de votre hôtel.

Non, la Finlande n'est pas recouverte de sapins : il y a bien moins de sapins que de bouleaux dont la ramure d'argent fait briller les lacs de mille feux étincelants.

Non, la gastronomie n'est pas timorée : le steack de renne aux aïelles est un grand moment de la vie.

Non, les Finlandaises n'ont pas toutes les yeux bleus...

Oui, la Finlande est un pays à découvrir : à pied, à cheval, en voiture, en train, en bus, en bateau, et... en ballon.

Bon de documentation à envoyer : Office National du Tourisme de Finlande
NOM : 13, rue Auber
ADRESSE : 75009 Paris
Tél. : 742.65.52

Genève/Bidaut

Le Manhattan du Prince de Galles :

à savourer passionnément.

Roger et son équipe au bar, à 18 h : Daniel Kandyot au piano.

Hôtel Prince de Galles (un hôtel InterContinental) 83, avenue George-V Paris 8°



Le Prince de Galles

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Reagan propose un programme de création d'emplois

New-York. — M. Reagan vient, une nouvelle fois, de céder à la pression des événements : il a accepté un important programme de créations d'emplois, une mesure que les démocrates réclamaient depuis plusieurs mois, mais que le président, fidèle à ses principes d'économies budgétaires, avait jusqu'ici obstinément refusée.

En en faisant le thème majeur de sa conférence de presse du mercredi 16 février, M. Reagan s'en est même attribué le mérite. Les signes de relance de l'économie apparus depuis quelques semaines lui ont, il est vrai, permis d'insister sur la possibilité de lutter enfin efficacement contre le chômage. Il a assuré d'ailleurs qu'il ne s'agissait pas de nouvelles dépenses, mais d'une simple « accélération des attributions budgétaires ». Bien que le programme continue à faire l'objet d'après négociations entre démocrates et républicains, les deux partis paraissent d'accord pour parvenir rapidement à un compromis qui permettrait l'application des premières mesures en avril.

La Maison Blanche propose un budget de 4,3 milliards de dollars répartis en 2 milliards de dollars pour l'amélioration des transports publics, des routes et de la voirie, 1,2 milliard pour les travaux urbains, 765 millions pour la réparation des bâtiments fédéraux, des prisons et des logements militaires, 50 millions pour les garderies d'enfants et 250 millions en « aide humanitaire » pour le logement et la nourriture des plus démunis.

Les démocrates, qui font valoir que ce programme ressemble étrangement à celui qui avait été voté par la Chambre des représentants en décembre dernier et auquel M. Reagan avait opposé son veto, réclament un budget supplémentaire de 1 milliard de dollars pour des aides alimentaires aux femmes enceintes et aux jeunes enfants et des emplois d'été pour les jeunes.

Le chef de la majorité au Sénat, M. Howard Baker, a certes demandé à ses collègues de ne pas tenter de « saboter » le programme du président, mais les démocrates, assurés que la nouvelle mansuétude de

De notre correspondante

M. Reagan s'explique par la présence de vingt-six nouveaux élus de la minorité à la Chambre des représentants, paraissent décidés à défier le président sur ce terrain. Le sénateur républicain de l'Oregon, M. Mark Hatfield, président de la commission des attributions budgétaires, a, de son côté, proposé un programme de 4,4 milliards de dollars qui tient compte de quelques-unes des suggestions démocrates.

La bataille des créations d'emplois survient alors que les signes de reprise économique se multiplient, mais Wall Street, qui reste réticent, conclut pour l'instant à une relance « modérée et provisoire ». La cote de popularité de M. Reagan s'effrite dans les milieux les plus touchés par le chômage, alors même que les supputations sur sa candidature éventuelle à un nouveau mandat vont déjà bon train. Le président a insisté sur le fait qu'il avait connu la grande crise des années 30, il n'était nullement « insensible », comme le lui reproche l'opposition, aux dures réalités du chômage.

Le scandale de l'agence de l'environnement

M. Reagan a dû répondre à plusieurs questions insidieuses : la première sur le rôle joué par son administration dans ce qui menace de devenir le « scandale de l'agence de l'environnement ». La directrice de l'agence, M^{me} Gorsuch, a-t-elle, oui ou non, fait disparaître des documents concernant les dépôts de matières toxiques utilisés par certaines grandes firmes dans lesquelles des membres de l'administration Reagan ont des intérêts ?

« J'ai une confiance totale dans l'agence », a répondu le président. Joulant à son habitude avec les chiffres (buit cent mille documents « ont été mis à la disposition du Congrès »), il a admis qu'« une centaine d'entre eux avaient disparu ». Mais il a assuré qu'« il ne couvrirait jamais une action illégale » et que, d'ailleurs, le département de la justice avait été prié d'ouvrir une enquête.

Les réticences — c'est le moins qu'on puisse dire — de la commission des relations internationales du Sénat à confirmer la nomination de M. Kenneth Adelman, ancien assistant de M^{me} Kirkpatrick, l'ambassadeur auprès des Nations unies, au poste de directeur de l'agence de contrôle des armements, laissent M. Reagan de marbre. « La réduction des armements est une affaire trop sérieuse pour qu'on la laisse se politiser », a-t-il dit, faisant allusion à la demande d'une majorité des membres de la commission pour qu'il « reconsidère son choix ». La commission a, en fait, remis son vote à la semaine prochaine, espérant sans doute que M. Reagan admettrait l'« incompétence » de M. Adelman.

A propos de l'« option zéro » pour les armements nucléaires, le président s'est déclaré certain de son bien-fondé, aueuno « contre-proposition légitime n'ayant été proposée ».

NICOLE BERNHEIM.

Le secrétaire d'Etat américain, M. George Shultz, a catégoriquement démenti, le mercredi 16 février, des rumeurs selon lesquelles les Etats-Unis chercheraient à négocier avec la guérilla salvadorienne, tout en appuyant le gouvernement de San-Salvador. — (A.F.P.)

L'ambassadeur de France itinérant en Amérique latine, M. Antoine Blanca, a réaffirmé mercredi 16 février au Nicaragua la volonté de la France de contribuer à une solution pacifique des conflits de la région. « Le gouvernement français s'est déjà concerté et se concertera avec plusieurs pays et va le faire prochainement avec l'Espagne, pour parvenir à un règlement rapide des conflits », a précisé M. Blanca avant de quitter Managua pour le Honduras. Au Nicaragua, M. Blanca a rencontré les dirigeants mais aussi des représentants de l'Eglise catholique, de la coordination démocratique d'opposition et du secteur privé. — (A.F.P.)

A TRAVERS LE MONDE

Angola

LA GUÉRILLA DE L'UNITA. — L'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola de M. Savimbi a annoncé, mercredi 16 février, avoir tué cent sept soldats des Forces armées angolaises (FAPLA) et quarante-cinq Cubains au cours de dix attaques effectuées le 11 février dans sept provinces angolaises. L'Unita a en dix-sept morts et trente-deux blessés au cours de ces attaques, assure un communiqué de l'organisation diffusé à Lisbonne. — (A.F.P.)

Cameroun

LA VISITE DU PRÉSIDENT BIYA A PARIS. — A l'issue de sa « visite officielle de travail » en France, au cours de laquelle il a rencontré deux fois M. Mitterrand, M. Biya s'est félicité, mercredi 16 février, en fin d'après-midi, de l'absence de contentieux entre Paris et Yaoundé ainsi que du « renforcement des liens d'amitié et de coopération » entre les deux pays. M. Biya, qui a rencontré plusieurs ministres français ainsi que des représentants du C.N.F.F., a déclaré, à propos de la situation intérieure de son pays, qu'il « n'était pas sûr pour le multipartisme ». M. Mitterrand pourrait se rendre au Cameroun en juin. — (A.F.P.)

Centrafrique

LES DÉTENTIONS POLITIQUES. — Un comité de soutien à tous les prisonniers d'opinion en Centrafrique, constitué à Paris et présidé par le professeur Pierre Kalick (1), nous a adressé un appel, déjà signé par une centaine de personnalités, en faveur de « plus d'une centaine de patriotes centrafricains, dont le professeur Abel Goumba, détenus au camp militaire Kassai, pour simple délit d'opinion, dans des conditions inhumaines ». Le comité demande « la libération immédiate de tous ces prisonniers d'opinion ».

(1) 2, place de la Sapinière, 94470, Boissy-Saint-Leger.

Colombie

UN CAPITAINE ET DEUX SOLDATS ont été tués mercredi 16 février dans une embuscade.

Deux autres soldats et un pilote d'hélicoptère ont été blessés au cours de cette embuscade survenue au cours d'une contre-offensive de l'armée dans le sud du pays. — (A.F.P.)

Espagne

CINQUANTE MILLE PERSONNES ONT MANIFESTÉ A SAGUNTO, dans la province de Valence, mercredi 16 février, pour protester contre la prochaine fermeture d'un haut fourneau. Le mouvement de protestation est soutenu par les principaux partis politiques du pays et par les syndicats. Les manifestants ont lancé des slogans tels que : « Felipe (Gonzalez, chef du gouvernement), le peuple ne t'admet pas. » — (A.F.P.)

Grande-Bretagne

LES CONSERVATEURS disposent désormais d'une avance considérable sur les travaillistes dans l'opinion, selon un sondage publié ce jeudi 17 février par le quotidien libéral The Guardian. Si les élections générales avaient lieu actuellement, ils recueilleraient, selon cette étude, 49 % des voix, contre 28 % seulement au Labour, et 22 % pour l'alliance social-démocrate et libérale. Le mode de scrutin assure donc une très large majorité parlementaire à M^{me} Thatcher. — (A.F.P.)

TRENTE-SIX MANIFESTANTS PACIFISTES ont été condamnés, mercredi 16 février, à deux semaines de prison pour être entrés, le 1^{er} janvier dernier, dans la base aérienne de Greenham-Common, à 100 kilomètres à l'ouest de Londres (le Monde du 17 février). Une trentaine de femmes, en moyenne, campent devant cette base depuis plusieurs mois pour manifester leur opposition au stationnement éventuel de quatre-vingt-seize missiles nucléaires américains de croisière sur cette base, en cas d'échec des négociations de Genève sur les euromissiles. Les trente-six manifestants condamnés ont refusé de s'engager à ne plus troubler l'ordre public, ce qui aurait permis leur relâche. Six autres manifestants ont été relaxés, après avoir pris cet engagement. — (A.F.P.)

DEUX NOUVELLES LETTRES PIÉGÈES, émanant de la milice des droits des animaux, ont été désamorcées à temps mercredi 16 février par la police dans le nord de l'Angleterre. Cette nouvelle alerte porte à sept en deux jours le nombre de lettres et de colis explosifs envoyés par cette organisation à des fourreurs, on d'autres personnes ayant un travail en rapport avec les animaux, ainsi qu'à l'ambassade du Canada. — (A.F.P.)

Hongrie

MM. MIECZYSLAW RAKOWSKI ET STANISLAW CIOSEK, vice-premier ministre et ministre chargé des affaires syndicales de Pologne, sont arrivés mercredi 16 février à Budapest, a annoncé l'agence officielle M.T.I. Cette visite fait suite à celle qu'avait effectuée en Pologne, fin janvier, M. Sándor Kaspar, secrétaire général des syndicats hongrois et président de la Fédération syndicale mondiale. — (A.F.P.)

Italie

M. VICTOR PRONINE, chef d'escadre de l'Aeroflot à Rome, a été inculpé d'espionnage politique et militaire par la justice italienne, rapporte ce jeudi 19 février l'agence Ansa. — (Reuter, A.F.P.)

R.D.A.

LIBÉRATION DE HUIT PRISONNIERS POLITIQUES. — Le R.D.A. a expulsé huit prisonniers politiques mercredi 16 février, vers Berlin-Ouest, affirme le quotidien Berliner Morgenpost, dans son édition de jeudi. Cette libération anticipée, la première de l'année 1983, a été obtenue par Bonn dans le cadre de son action humanitaire en faveur des prisonniers politiques est-allemands, ajoute le Morgenpost. — (A.F.P.)

Suriname

LES QUINZE PERSONNALITÉS TUÉES au Suriname, dans la nuit du 8 au 9 décembre 1982 ont été torturées avant d'être achevées, affirme le comité de juristes néerlandais pour les droits de l'homme dans un rapport publié mardi 15 février à Leyde. Le rapport est basé sur des déclarations de témoins oculaires. — (A.F.P.)

AFRIQUE

Ethiopie

LA FAMINE MENACE DANS PLUSIEURS RÉGIONS

Des dizaines de milliers de personnes risquent de mourir et plus de trois millions d'autres sont menacées par la famine en raison de la sécheresse en Ethiopie depuis dix ans, a déclaré, mercredi 16 février à Nairobi, M. Mark Bowden, conseiller régional du Fonds de secours de l'enfance. Il a précisé, à son retour d'une visite en Ethiopie, que la sécheresse affectait surtout les régions élevées du Wollo, du Tigré et de Gondar, au nord d'Addis-Abeba, où sévissent couramment pneumonies, bronchites et typhus. M. Bowden a ajouté que des dizaines de milliers de personnes guittaient les zones les plus touchées, « dans un dénuement complet », et vivaient « sur les routes, sans abri ».

D'autre part, le quotidien gouvernemental Ethiopian Herald écrit que l'absence de pluies pendant quatre années consécutives a obligé 1 300 000 personnes à fuir leur région. Le journal qualifie la situation de « désespérée » et rappelle que la commission éthiopienne de secours a déjà annoncé la mort de quarante-quatre personnes et de plus de cinquante mille têtes de bétail dans la région du Wollo et de Gondar. — (Reuter.)

Djibouti

Le H.C.R. organise le rapatriement « librement consenti » des réfugiés éthiopiens

De notre correspondante

Genève. — Le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.) vient de poser les jalons d'une délicate opération de rapatriement « librement consenti » des réfugiés éthiopiens de Djibouti, qui seraient au nombre de trente mille, ce qui représente près de 10 % de la population du pays d'accueil. L'initiative du H.C.R., prise après consultation des deux gouvernements concernés, s'explique notamment en raison des risques de tension que crée, à Djibouti, la présence de ces réfugiés, parfois fortement politisés, et sans doute aussi parce que l'expulsion des travailleurs immigrés du Nigeria a créé un précédent inquiétant.

Les autorités de Djibouti sont peu désireuses d'offrir indéfiniment un asile à cette masse de réfugiés grossissant, et se rendront le 15 avril à Addis-Abeba pour en examiner les modalités et obtenir la garantie qu'aucune entrave ne sera mise à leur liberté d'action, et surtout à la sécurité des rapatriés.

Le H.C.R. s'efforce de convaincre les réfugiés de retourner en Ethiopie. Les rapatriements n'ont pas encore commencé. L'expérience des premiers volontaires du retour sera cruciale. Le « téléphone arabe » fonctionne efficacement à travers la frontière qui sépare l'Ethiopie de Djibouti. Le H.C.R. estime que, si les nouvelles sont bonnes, 90 % des réfugiés rentreront chez eux. La campagne de persuasion qu'il vient d'entreprendre n'en soulève pas moins une certaine inquiétude à Genève. Le régime en place à Addis-Abeba et quelques précédents malheureux ne sont pas faits pour rassurer l'opinion.

ISABELLE VICHNIAC.

Une lettre de M. Jean-Marie Daillet (député U.D.F.)

A propos de ce projet de rapatriement, M. Jean-Marie Daillet (député U.D.F.) nous écrit :

Tous mes renseignements concordent : parmi ces réfugiés, plusieurs milliers sont des opposants au sanglant régime du colonel Mengistu et ne sont aucunement volontaires pour retourner en Ethiopie. On peut même se demander si les autres, paysans chassés de leurs terres par le conflit et la famine, sont réellement volontaires pour être rapatriés dans un pays actuellement en proie à une dictature qui, avec l'aide des Soviétiques et des Cubains, s'est déjà livrée aux pires forfaits.

Plus de cent mille détenus politiques peuplent les camps et les prisons de Mengistu, y compris des en-

fants de huit ans. Des milliers d'exécutions — dont celles d'enfants devant leurs parents — ont marqué une terrible « épuration ». On n'oubliera pas le massacre de plusieurs centaines de juifs en 1979. Tout cela, et pas seulement la guerre, a provoqué le déversement d'un énorme flot de réfugiés en Somalie, où l'on estime qu'ils sont au nombre d'environ un million, et à Djibouti.

Voilà pourquoi l'« accord » conclu début février entre responsables djiboutiens et éthiopiens, avec l'assistance du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies, peut être suspecté dans la mesure où l'on ne possède aucune garantie que les rapatriés seront bel et bien d'authentiques volontaires.

PRÉPARATIONS PHARMACIE
MEDECINE
CEPES 57, rue Ch.-Lafitte, 92 Neuilly, 722.54/745.08.19

LE NOUVEL

ECONOMISTE

SAVOIR POUR DECIDER, MAITRISER POUR AGIR.

Israël

Impératifs politiques, périls économiques comment faire face ?

131,5 % d'inflation, un endettement de 20 milliards de dollars, une pression fiscale dont le tiers va à la Défense Nationale, l'économie israélienne a besoin d'une cure d'austérité énergétique. Où en est Israël après "l'affaire Sharon" ? L'économie juive peut-elle se passer de l'aide américaine ? Comment échapper à cette influence prédominante ? Contraintes politiques, redressement économique : comment concilier les deux ?

Un reportage de Michel Tardieu sur la situation politique et économique en Israël.

Dans le même numéro :

Les entreprises nationalisées, un an après. Obligations : l'attrait des taux fixes.

En vente vendredi chez votre marchand de journaux.

الجمهورية العربية السورية

Le Monde

politique

LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE A « L'HEURE DE VÉRITÉ »

« Si nous devions aller plus loin dans la rigueur il faudrait nécessairement imposer les plus riches »

M. Pierre Mauroy, qui était, mercredi soir 16 février, l'invité de « L'heure de vérité » d'Antenne 2, a été presque exclusivement interrogé, pendant une heure et demie, sur les affaires économiques et sociales. En faisant appel à Alain Duhamel, Albert Duroy, tous deux représentant la rédaction d'Antenne 2, et à Yann de l'Écotais, rédacteur en chef adjoint de l'Express, pour le questionner, le directeur de l'émission, François-Henri de Virieux avait souhaité qu'il en fût ainsi.

Le premier ministre, qui n'affectionne pas ce genre d'exercice technique, s'y est montré plus à l'aise que d'habitude mais en cette période électorale son objectif personnel était visiblement de

s'exprimer plus en chef de la majorité qu'en gestionnaire. Et autant le militant fervent est apparu convaincant, autant le responsable de la politique gouvernementale est resté parfois superficiel. En politique aussi le charme de la bonhomie trouve ses limites.

Outre la nécessité permanente d'inspirer confiance, qu'il assume sans force sa nature, M. Mauroy tenait d'abord à faire une ultime mise au point, pour essayer de clore le débat sur la rigueur ouverte par les récentes déclarations du secrétaire général de la C.F.D.T., M. Edmond Maire, et le ministre du Plan et de l'aménagement du territoire, M. Michel Rocard. Afin de minimiser la contro-

verse, le premier ministre s'est borné à souligner, non sans humour, qu'il est naturellement dans la fonction d'un ministre du Plan de faire de la prospective sans pour autant engager le gouvernement pour le présent. Lapsus révélateur : M. Mauroy a déclaré que M. Rocard est « solitaire derrière le président de la République et le premier ministre ». Il voulait dire « solitaire », bien entendu.

Le premier ministre tenait aussi à répondre à l'opposition, en particulier à MM. Raymond Barre et Jean Lecanuet qui avaient ironisé, le même jour, dimanche 6 février, sur la cohésion de l'équipe gouvernementale. Sur ce point, M. Mauroy a rappelé que les doutes de l'opposition d'aujourd'hui ont la

mémoire courte. Ainsi a-t-il évoqué les « phrases assassines » de M. Michel Poniatowski au début du septennat précédent, à l'époque où celui-ci, ministre de l'Intérieur, dénonçait, par exemple en novembre 1975, le « laxisme » et la « clémence des juges » placés sous l'autorité de son collègue le garde des sceaux, M. Jean Lecanuet, ce dernier avait répliqué en parlant des bavures de la police, et M. Poniatowski avait jugé à son tour « sans intérêt » et ôlé « la fatigue » la réaction de M. Lecanuet.

Il est vrai qu'il incombe à M. Mauroy de veiller à ce que sa majorité ne tombe pas dans ce travers et, en ce domaine, les risques subsistent.

ALAIN ROLLAT.

Interrogé tout d'abord sur le « climat » de la campagne électorale, M. Mauroy affirme : « Quelques uns de nos adversaires sont en train de crier un débat qui est tout à fait un débat imaginaire, qui n'a aucun rapport avec la réalité. J'essaierai de démontrer (...) que, finalement, les gros problèmes sont derrière nous. C'était au mois de novembre, quand il fallait fixer la politique du gouvernement. Mais la politique du gouvernement est fixée, et, actuellement, pratiquement tous les indicateurs de la politique gouvernementale se remettent tranquillement au vert. Si bien qu'il y a un décalage qui n'est pas compréhensible. Mais, je fais tout à fait confiance à l'opinion (...) Le peuple français est plein de bon sens (...) Il n'aime pas l'excès et il n'aime pas la démesure. »

A propos des déclarations faites récemment par MM. Edmond Maire et Michel Rocard, le premier ministre répond : « Ce qui est important, c'est la politique du gouvernement et ce sont les résultats. Ce n'est pas l'intervention de tel ou tel ni les interrogations de tel ou tel (...) Il n'y a aucun plan d'austérité, et cette discussion sur l'austérité est une discussion qui ne se pose pas actuellement. (...) Michel Rocard a fait plusieurs déclarations et il a bien précisé qu'il était, à la fois, solidaire, derrière le président de la République et le premier ministre. Michel Rocard intervient en tant que ministre du Plan. (...) Mais quelle est sa fonction ? Sa fonction est justement d'être ministre du Plan. C'est-à-dire de couvrir une période qui va s'ouvrir en 1984 pour cinq ans. Pour le moment, il dit : Quel temps fera-t-il. C'est d'ailleurs lui-même qui a usé de l'expression : Je suis un peu le « M. Météo ». Quel temps fera-t-il pour le gouvernement, de 84 à 89 ? Et nous dit : Ce ne sera pas facile. Il y aura des difficultés et il ne fera pas beau. Mais en fonction de ce qu'il nous dit, en fonction de ce que les commissions du Plan préparent, nous arrêterons nos propositions et la représentation nationale aura à en discuter. (...) Mais le problème ne se pose pas en 1983. Pour 83, nous avons fixé la ligne de la politique gouvernementale. Elle a été un succès au niveau du blocage, au niveau de la sortie du blocage. Maintenant, nous sommes en ligne. (...)

COUP DE POUCE POUR LE SMIC

M. Pierre Mauroy a confirmé que, lors de l'augmentation automatique du SMIC au 1^{er} mars, celui-ci bénéficierait d'un coup de pouce au pouvoir d'achat de 0,8 %.

Conformément à la loi, le SMIC est réajusté automatiquement des que l'indice officiel des prix d'accroît de 2 %. Si l'on se fonde sur les dernières prévisions (0,7 à 0,8 % en janvier), l'inflation des mois de novembre, décembre et janvier devrait être de 2,5 à 2,6 %. En 1982, le gouvernement avait réajusté le pouvoir d'achat du SMIC de 3,2 % au lieu des 4 % prévus. C'est le 0,8 % manquant que le premier ministre s'est engagé à accorder au 1^{er} mars. Le SMIC devrait ainsi être augmenté de 3,3 à 3,4 %.

Cette revalorisation sera jugée insuffisante par la C.G.T., qui a estimé, le 16 février dans un communiqué, que « l'augmentation du SMIC à intervenir le 1^{er} mars ne doit pas être inférieure à 5 % ». Évaluant l'« augmentation obligatoire » à 3,5 %, la C.G.T. demande qu'« il soit ajouté 1,5 % au titre d'une première étape de progression du pouvoir d'achat du SMIC pour 1983 ».

parce qu'il y a une politique gouvernementale qui réussit.

Le chef du gouvernement insiste sur le taux de croissance : « Nous avons réalisé, en 1982, 1,5 de croissance. C'est-à-dire que nous avons eu la plus forte croissance de tous les pays industrialisés. (...) Il insiste sur le maintien du pouvoir d'achat en moyenne : « On ne peut pas constater que le pouvoir d'achat a augmenté de 4 % en 1981-1982. (...) Il insiste sur la stabilisation du chômage : « J'ai entendu M. Barre dire : ils ont un truc pour le chômage, ils le traitent socialement. Oui, nous traitons socialement le chômage. (...) Il souligne : « Je ne pourrais pas m'exprimer avec l'assurance que j'ai eu sur la politique du gouvernement n'aurait pas réussi à se frayer un chemin de sortie entre le chômage et l'inflation (...). Nous n'avons pas à bouger. Car trop de rigueur relancerait le chômage et pas assez de rigueur relancerait l'inflation. Il faut faire ce qu'il faut avec mesure. »

M. Mauroy note que les résultats obtenus dans la lutte contre l'inflation l'ont été grâce à « un certain consensus de la part des grandes organisations syndicales : et nous n'attendons notre objectif fin décembre 1983 : un 3 % [de taux d'inflation] et ensuite nous nous mettrons sur la pente de 2 % ».

Nous faisons mieux que la droite

Le premier ministre confirme que le gouvernement tiendra, en mars, sa promesse d'augmentation du pouvoir d'achat du SMIC et s'engage à « ne pas augmenter la pression fiscale ». En 1983, sans pour autant s'engager à ce qu'il n'y ait pas d'impôt nouveau, il déclare, en outre : « Si nous devions aller plus loin dans la rigueur, il ne serait pas question d'imposer davantage ceux qui sont les plus démunis, ceux qui sont les plus pauvres, ceux qui ont des revenus moyens. Si on devait aller davantage dans la rigueur, il faudrait nécessairement imposer ceux qui sont les plus riches. (...) Faire la différence entre ceux qui sont riches et ceux qui ne le sont pas, c'est [la différence entre] ceux véritablement qui manquent de quelque chose et ceux qui, au

DES EMPRUNTS INFÉRIEURS À 25 MILLIARDS DE DOLLARS

M. Mauroy a « formellement démenti » un chiffre d'endettement de la France de 25 milliards de dollars pour 1982. « Nous ne sommes pas le premier emprunteur sur le marché », a-t-il ajouté, puisque nous sommes précédés par les États-Unis et le Canada. La comparaison avec les États-Unis qui empruntent en dollars est difficile, quant au Canada, il a obtenu de l'ordre de 20 milliards de crédits l'an passé.

Le démenti aurait été plus convaincant si le premier ministre avait opposé un chiffre à ceux qui sont avancés. Tant à Météo qu'à Rue de Rivoli, on refuse le moindre précision. Une indication trop nette, affirme-t-on, ferait apparaître par la suite le montant des prêts et dépôts saoudiens en France, ou nous nous sommes engagés vis-à-vis du royaume wahabite à ne pas fournir ces chiffres.

Nous ne saurions pas, ajoute-t-on, indiquer à l'extérieur l'utilisation de l'emprunt de 4 milliards qui pour partie, n'a pas été utilisée. Il n'y a aucune raison de donner des armes à la spéculation internationale.

À l'évidence, d'ailleurs, les chiffres cités intègrent l'ensemble des emprunts contractés en 1982 par les banques françaises qui, avec cet argent, ont souvent nourri des prêts à des non-résidents. Plusieurs milliards de dollars ne passent pas de ce fait sur la balance des paiements non plus que sur l'endettement extérieur.

Le moment venu, précise-t-on enfin, lorsque les difficultés actuelles seront écartées, « toutes les données seront équilibrées ».

tre l'austérité, qui serait un état, et la rigueur, qui est une méthode. La politique du gouvernement, c'est le choix de la croissance. (...) Je crois que nous sommes en train de faire la démonstration, tranquillement, que nous avons rempli nos engagements et que nous avons une conduite de la politique qui sait respecter les bons équilibres et qui le fait mieux que la droite. Et il n'y a pas d'autre explication à cette assemblée d'engagement de nos adversaires : c'est le spectacle de la gauche qui est en train de réussir. M. Barre ne se remettra jamais d'avoir terminé avec 14 % d'inflation, [alors que] le gouvernement de la gauche fait moins de 10 %.

Interrogé sur l'attitude de la haute administration à l'égard du gouvernement, M. Mauroy affirme sa confiance dans la fonction publique, mais réaffirme que la gauche rencontre, en ce domaine, « des difficultés d'ordre culturel ». « Actuellement en France, il y en a encore trop qui s'estiment détenteurs d'une sorte, élitiste qui les conduirait à avoir le pouvoir. Ce n'est pas eux qui donnent le pouvoir, c'est le peuple. Et c'est lui qui a voulu ce gouvernement de gauche. Et ce gouvernement, bien entendu, ne compte pas l'erreur, je tiens à le préciser, de ne pas reconnaître les élites, et de ne pas travailler avec les élites. (...) Sur ce point, le premier ministre ajoute : « C'est vrai, nous avons été à plusieurs reprises gênés par des informations communiquées à l'extérieur avant que la décision gouvernementale ne soit prise (...) Je dis aux fonctionnaires qui se livrent à ce petit jeu-là qu'ils ne servent pas la France. »

Les petites phrases de M. Poniatowski...

A propos de la cohésion gouvernementale, M. Mauroy évoque le proche passé, « au temps de M.M. Lecanuet, Poniatowski, Chirac dans le même gouvernement. J'entends encore les petites phrases assassines de M. Poniatowski (...). Je dirai que ce qui se dit au niveau du gouvernement, autour du gouvernement, au propos du gouvernement, est loin de ce que l'on entendait avec les gouvernements précédents. »

Évoquant ensuite l'endettement de la France, le chef du gouverne-

ment déclare : « Ce n'est pas vrai que la France ait emprunté 25 milliards et qu'elle soit le premier emprunteur. Le premier emprunteur ont été les États-Unis, le Canada ; la France n'est qu'en troisième position. Ce chiffre [de 25 milliards] est beaucoup trop élevé (...). C'est absolument faux. Je démens absolument cette information. En ce qui concerne l'endettement, le ministre de l'économie et des finances s'est exprimé en juin dernier. La France a un endettement qui est l'équivalent d'un mois d'exportation. »

M. Mauroy indique, d'autre part, que le gouvernement espère rétablir la situation du commerce extérieur dans les deux années à venir « sans prendre de mesures protectionnistes ».

Il répond, enfin, à quelques questions posées par les téléspectateurs.

Le procès de Klaus Barbie à la télévision

Interrogé sur une éventuelle retransmission, en direct à la télévision, du procès Klaus Barbie, le premier ministre répond : « J'y suis favorable. A une condition : que cette décision ne soit prise uniquement pour le procès de Barbie. Car je crois qu'on n'a pas le droit de prendre des décisions uniquement pour un procès. (...) Il ne serait pas sain et il serait même dangereux de prendre une loi uniquement pour un cas comme celui de Barbie. M. Mauroy estime qu'il n'y a pas de Français, qu'en Algérie, « il est aussi loin », malgré les tortures, que Klaus Barbie.

A propos de la querelle scolaire, M. Mauroy parle d'un « débat complètement anachronique ». « Au lieu de se poser le problème de l'enseignement privé et de l'enseignement public », il serait préférable à son avis, de « mobiliser tous (les) jeunes gens de France ».

Questionné sur les Français qui placent leur argent en Suisse, le premier ministre déclare : « J'espère que l'on pourra punir ceux qui commettent cette faute extraordinaire de ne pas avoir confiance en son pays. »

A propos des élections municipales, M. Mauroy affirme : « Il n'y a aucune ville à perdre, aucun village à perdre. »

Méthode Coué

La synthèse est toujours gouvernementale, aime-t-il dire Proudhon, et ce n'est pas M. Pierre Mauroy qui fera mentir le grand théoricien du socialisme. Les réponses faites mercredi soir à la télévision par le premier ministre aux questions des journalistes ont tout de même été beaucoup trop optimistes. A quel-ques semaines d'élections municipales importantes, on pouvait difficilement demander à M. Mauroy d'exposer ses états d'âme ou d'être très loin dans l'analyse des difficultés que traverse le pays. Reste que le bilan de l'état de l'économie dressé par le premier ministre a été manifestement biaisé, et beaucoup de Français, qui demandent comme M. Maire qu'on leur dise la vérité, ont été profondément déçus, soit carrément choqués.

Non que la gauche ou le pouvoir ne puisse avancer des résultats positifs. Le chômage n'a augmenté plus que lentement en France (+ 4,7 % en un an), contrairement à ce qui se passe à l'étranger, où le déclin de l'emploi est rapide. Les hausses de salaires se modèrent grâce à une politique contractuelle nouvelle qui s'étend progressivement. Les prix de détail ont augmenté de façon modérée pendant quatre mois. Le pouvoir d'achat a été maintenu et même amélioré.

Ces faits ne sont pas contestables. Encore faut-il en connaître le prix. La lutte contre le chômage — socialement efficace — est fort coûteuse et, de l'évis même de l'INSEE, ne devrait pas empêcher le nombre des demandeurs d'emploi de recommencer à augmenter d'ici à l'été. Les chiffres avancés sont de plus sous-estimés d'environ trente mille ainsi

que l'a noté l'INSEE du fait de radiations de « chômeurs longue durée ».

La hausse des prix de détail s'est ralentie. Mais le blocage a éprouvé les entreprises publiques (jermé E.D.F. et S.D.F. n'ont été aussi déchaînées) et les firmes privées. L'encadrement très strict des prix et des tarifs mis en place depuis la fin de l'année dans l'industrie permettra probablement au gouvernement de respecter son objectif de 8 % de hausse en 1983, mais effaillera une industrie déjà mal en point, qu'elle soit publique ou privée. De plus, le ralentissement des prix est un phénomène mondial, beaucoup plus net à l'étranger qu'en France.

L'erreur de M. Mauroy est d'aller contre le bon sens qui permet à chacun d'apprécier au travers d'expériences quotidiennes les difficultés de l'heure. Elle est aussi de pécher par choix : la nécessaire pédagogie. Toute politique économique, tout choix, nécessite des conséquences multiples qui, en aucun cas, ne peuvent aller toutes dans le même sens. Le choix de la rigueur, le réajustement du commerce extérieur jugé prioritaire, il y a quelques semaines, ne peuvent aller de pair avec celui de la croissance la plus élevée possible ou celui du maintien, voire de la hausse du pouvoir d'achat. Tout n'est pas possible en même temps, et le fait d'annoncer que chose et son contraire sont visés simultanément est l'aveu même d'une politique moins claire dans ses principes, moins ferme dans sa conduite qu'il n'a été dit.

M. Maire n'avait pas tort de s'inquiéter récemment de la nécessité d'un durcissement de la politique de rigueur. Quoi qu'il en dise M. Mauroy,

ce problème a bel et bien été posé au sommet de l'État, c'est-à-dire à l'Élysée comme à Matignon. Les déclarations énoncées par M. Mauroy à ce sujet s'expliquent — outre l'approche des élections — par la baisse du prix du pétrole et celle du dollar qui vont réduire notre déficit extérieur, mais ne durciront peut-être pas longtemps. Qu'on prenne garde à ce qui arrivera lorsque la reprise économique se manifesterait aux États-Unis. À l'évidence, les cours du « brut » recommencent à augmenter. Le débat sur la rigueur accrue reste contrairement un véritable débat.

La prise de conscience des difficultés dans lesquelles se trouve la France est probablement indispensable pour que soient durablement acceptés les sacrifices qui restent nécessaires et nous attendent encore. Nous entendons mieux que ceux de l'avis même de M. Delors, ne doit pas augmenter, la pénétration de notre marché automobile par l'étranger, la faiblesse de notre industrie, nos déséquilibres financiers internes, sont autant de signes alarmants. A trop écouter M. Mauroy, à négliger les avertissements d'hommes tels MM. Delors, Rocard ou Maire, les Français risquent de ne plus les percevoir.

ALAIN VERNHOLES.

« M. François Létard, secrétaire général du P.R. a notamment déclaré : « M. Mauroy est une drogue douce pour la France. A force d'en prendre, on ne sent plus rien (...). Quand M. Mauroy dit que les indicateurs économiques sont au vert, ce n'est pas ce que ressentent les femmes françaises quand elles font leurs courses. »

La majorité reprend espoir

(Suite de la première page.)

Il faut aussi faire la part des règlements de comptes.

L'an dernier, à la même époque, avant les élections cantonales, c'est M. Defferre qui avait vivement attaqué M. Chirac. C'est ce même M. Defferre qui a préparé puis défendu devant le Parlement un nouveau statut des grandes villes, donc de Paris, que M. Chirac promet d'abroger s'il revient au pouvoir. Il n'est donc pas étonnant de voir M. Chirac s'en prendre vigoureusement au ministre de l'Intérieur dans la ville dont ce dernier est le maire, à Marseille.

Si la droite « enrage », c'est peut-être parce qu'elle doute d'elle-même. Après le temps du triomphe — les élections municipales étaient présentées par avance comme un désaveu de la majorité — est venu le temps des hésitations. L'opposition ne doit s'en prendre qu'à elle-même. Elle est d'abord victime d'un « effet de portillon ». Ses trois principaux chefs de file se sont bousculés dès qu'ils ont perçu les premières indications de tendance défavorable à la gauche. La majorité n'a pas eu à faire son talent pour réintroduire dans le débat l'image de la guerre des chefs.

L'opposition souffre également des effets pervers de sa propre stratégie. Elle a politisé la campagne, mais elle n'a pas su, ou elle n'a pas encore pu, donner un contenu positif à cette politisation. Bien au contraire. L'interprétation qui a été donnée des « scénarios » élaborés par M. Giscard d'Estaing était de nature à inquiéter une opinion républicaine légitime.

Le programme adopté par le R.P.R. lors de son congrès extraordinaire de la porte de Versailles a suscité la critique dans la majorité, et la remise en cause des acquis de la gauche. Il a aussi suscité la critique dans l'opposition. M. Barre a cra respirer un parfum de « renouveau moi digéré ».

« Ceux du château » et le « peuple de gauche »

L'opposition a fait mauvais impression. Dans le même temps, le gouvernement paraît mieux maîtriser sa démarche qu'à la veille des élections cantonales. En février 1982, l'adoption des cinq ordonnances sociales — dont la réduction de la durée hebdomadaire du travail — avait provoqué des polémiques au sein de la majorité : cette fois, le retraité à soixante ans est accepté par l'ensemble des syndicats et approuvé par 68 % des Français (selon la Sofres). En outre, le gouvernement peut se prévaloir des chiffres du chômage et de l'inflation.

Dans ce contexte, le débat sur la rigueur est le point faible du pou-

voir. M. Mauroy s'est efforcé, mercredi soir, à Antenne 2, d'y mettre un terme. Il l'a fait en s'adressant prioritairement à « l'électorat de gauche », en opposant le gouvernement à « ceux du château », qui prévalent, selon lui, avec M. Giscard d'Estaing, au « gouvernement du peuple », le sien. Son discours sur la méfiance des « élites », qu'il doit affronter, sa justification de l'annulation de la baisse de la rémunération de l'épargne, étaient, de la même façon, de nature à conforter le « peuple de gauche ».

Il reste que, s'il y a doute dans l'opposition — « soyons modestes », dit désormais M. Chirac — et regain d'optimisme dans la majorité — dont témoigne la prestation du premier ministre, — il ne faut pas perdre de vue que les élections municipales ne sont pas encore jouées.

Le seul fait par la majorité elle-même pour évaluer sa défaite éventuelle continue de se situer autour d'une trentaine de villes de plus de trente mille habitants. On comprend mieux que M. Mauroy et les leaders de la gauche aient intérêt à maintenir avec l'opposition un certain degré de tension, gage d'une mobilisation qui reste à obtenir.

JEAN-MARIE COLOMBANI.

La FONDATION POUR LA RECHERCHE MÉDICALE (décembre 1983) :
- 5 prix de 20 000 F chacun dans les disciplines suivantes :
Biologie Moléculaire - Endocrinologie - Immunologie - Investigation Clinique - Neurobiologie.
- un prix ROSEN de Cancérologie d'environ 100 000 F
- un prix DELAUTEMAISON de Cancérologie d'environ 50 000 F
Adressez dossiers en 6 exemplaires (sur, titre et travaux, publ.) au secrétariat de la F.R.M., 10, rue de Liège - 75006 Paris - Tél. : 293-14-40 avant le 30 avril 1983.

18/02/83

Le dernier message de Jouhandeau

Un grand égoïste.

Il avait un peu des allures de diplomate parmi les carnassiers, promenant dans la jungle contemporaine, chaque fois qu'il sortait de sa retraite de Rueil, une aisance ironique, une grâce aléatoire, étonnamment juvénile chez le vieillard qu'il était, des airs d'un autre monde - le sien. Tel l'artiste, selon le critère baudelairien, il ne sortait pas de lui-même, ce qui ne l'empêchait pas de tout saisir : il avait l'œil vif, comme la plume. C'étaient les hommes du jour, si pressés d'affirmer et d'indiquer, agités par des modes et des querelles en vent du caprice, qui avaient souvent l'air d'être menacés par les incertitudes du temps en regard de ce témoin d'un autre âge, immobile dans ses

choix, dans ses goûts, dans un style de vie et de littérature admirablement accordés.

Ao long de sa carrière d'écrivain, Jouhandeau s'est beaucoup conté à travers les personnes, les faits, les lieux qu'il avait connus, ou dans un face-à-face, tour à tour inquiet ou exalté, avec lui-même. Il a dit ses origines provinciales par le menu en faisant revivre dans *Chaminadour* et d'autres textes, plus encore qu'un pays natal, tout un espace burlesque, pittoresque, surprenant, parfois inquiétant. Il a tenu le *Mémorial* de ses parents, de ses amis, des figures familières, ainsi que les *Chroniques maritales* que relie étonnamment le « bien de rochers » qui l'unissait à Elise, l'ex-belle excentrique à l'œil d'orage.

Un style d'ascète en robe de velours

Il a dit les plaisirs et les jours, les animaux et les fleurs, les errances et les veilles, les épanchements spirituels et charnels. Il a chanté Dieu, la beauté de la création et des créatures, comme il a baigné dans les rivières de l'enfer en décrivant ses mirages. Il a mis sa vie en équation et proposé son *Alphéïde des valeurs morales*, allant de l'élan sublime à l'abjection. Il a tout le plus « pur amour » comme il s'est fait le chroniqueur des passions, allant jusqu'aux confidences les plus intimes, les plus scabreuses, sans s'y complaire. Il a défini une éthique à son usage, qui ne cessait d'être voluptueuse, conciliant l'amour de Dieu, égrégement de louanges paternes, avec celui des garçons et, plus encore, celui de la vie réduite aux solutions essentielles. Tout cela composé et recomposé à l'harmonium bien tempéré de son style - un style suprêmement élégant, nerveux, limpide, aux harmoniques savantes mais naturelles, d'après, par instants, de quelques précieux échos, à la façon dont un bijou relève la sobriété d'une toilette. Un style d'ascète en robe de velours.

Ao long de l'itinéraire de ce grand égoïste, les volumes des *Jouhandeau* marquent les étapes : moins élaborés que d'autres œuvres, ils s'en sont pas moins les miroirs à facettes qui réfléchissent le cours ordinaire de la vie jouhandesque, ce qui est tout d'écouter l'insouciant, le drame, le cocasse. Le premier volume sorti en 1961 (années 1957-1959) ; le dernier, le vingt-huitième, vient de paraître, il va de décembre 1973 à Noël 1974.

« L'éveilleur d'âme »

Que nous dit-il dans cet ultime message, composé à quatre-vingt-sept ans ? Tout d'abord sa solitude, inhérente à son âge, à son isolement moral, à tout ce qui fait nature, jeu d'ombres aux l'écran d'une vie, le luminaire crépusculaire de l'avant-mort (1). « Je ne sens plus mort que mort, puisque je vis, tout mort que je sois. » Un relatif dénuement ajoute à ce sentiment dramatique d'épurement. Pourtant, le vieil écrivain a charge d'âme en la personne du petit Marc, l'enfant de Céline, partie à jamais. Dans l'instruction de Marc, Jouhandeau retrouve ses dons et ses goûts pédagogiques qui le faisaient appeler « l'éveilleur d'âme », dans ce pensionnat de Passy où il enseigna treize-sept ans, « sans punir ». Et l'écrivain de s'interroger : « Durant toute mon adolescence, je me suis cru destiné à la prêtrise. Est-ce que l'enseignement et mon activité d'écrivain ne relèvent pas d'un idéal voisin du sacerdoce ? »

Autour de cette veille d'un enfant, dont les cris du cœur l'enchantaient, le solitaire de Rueil évoque des souvenirs, comment des lectures, note un trait de caractère et, le plus souvent, une défaillance morale, en revenant toujours à l'analyse de son état de « sur-saturation ». Il y redécouvre sa ferveur spirituelle, en-dehors des orages de toute une vie, une vie dont elle ne fut pas absente mais où elle se confondait, lors des élan les plus intimes, avec une sorte de mysticisme païen.

Cette contemplation intérieure amène l'écrivain à reconsidérer ce qui fut aussi la grande affaire de son existence : ses goûts sexuels. « Tout cela me semble plus ou moins désaffecté. Le charme, la duplicité ont cessé. Je vois les choses comme

elles sont. Me voici enfin démystifié. » Même s'il contredit au moins une fois, semble-t-il, sa résolution d'ignorer le plaisir, il ne voit plus dans l'homosexualité qu'un mirage, « qu'un accident où le mysticisme et l'esthétisme avaient plus à faire que la sexualité ». Il a conscience de s'avoir aimé, à travers ses penchants, qu'une entité, à l'exception de deux figures, Serge et Robert. Au total, il se flatte d'avoir administré ses passions avec sagesse. « Même ou temps de mes folies, confie-t-il, j'ai toujours gardé un sens rigoureux de la mesure. » Ce que Paulhan, à l'amitié de qui il rend hommage, appelait son « savoir-vivre ».

C'est bien la sérénité, la légèreté de l'homme en accord avec lui-même - de l'élu, de l'élu de sa propre vie, - une sorte de bien-être physique et de bonheur moral, qui dominent, malgré la maladie et la

morosité de certaines heures trop solitaires. On ne s'étonnera pas des redites, du retour de certains thèmes au fil de ces pages. Comme tout bon écrivain, Jouhandeau aime à revenir sur le motif, au risque de se répéter. On le quittera sur l'heureuse expression de sa fidélité, de cette fidélité à lui-même qui l'a fait aller au plus fort de ses désirs sans y être asservi, au plus profond de lui-même sans s'y perdre, et vers une haute exigence littéraire pour en faire la matière de son œuvre.

PIERRE KYRIA.

Marcel Jouhandeau : Dans l'épouvante la source aux livres, « Journaux », XXVIII, Gallimard, 199 pages, 82 F.

(1) Jouhandeau allait mourir, à quatre-vingt-onze ans, le 7 avril 1979.



(Dessin de CAGNAT.)

Extraits

« Quand on est deux, on est deux fois seul. »

« Il y a toujours assez de bien pour vous consoler du pire, ce qui permet, quelle que soit la misère physique ou morale et malgré le malheur, de poursuivre son chemin, en élargissant de l'œil, à la manière de M. François Mauriac. »

« Placé entre l'objet et le sublime, on ne vit que devant soi et devant, sans autre relief que le sens de la mesure qui accompagne le savoir-vivre. »

« C'est vrai, je n'ai jamais pu supporter plus d'une heure, deux heures au plus, la présence de ceux que j'aimais. Autrement dit, la présence de ceux que j'aime m'est intolérable. Si je me suis plu à partager le vie de

quelques femmes, c'est parce qu'avec elles je n'étais pas exposé à l'adoration, à l'extase. »

« Le mal qu'on me fait ne m'atteint pas tout à fait. Seul m'atteindrait celui dont je me rendrais coupable. »

« Pour être un sage, il faut être tenté souvent de prendre contre soi le parti de ses ennemis. »

« La jalousie suppose une sorte d'absence d'amour-propre, d'orgueil. Je n'ai jamais été jaloux, ce qui suppose de ma part une estime de moi incommensurable. »

« Le bonheur est une civière sur laquelle on habite hors du temps, de l'espace, hors de soi. »

Jacques Henric

La peinture et le mal

Collection Figures dirigée par Bernard-Henri Lévy

"Monsieur Henric, c'est possible que vous ayez écrit un chef-d'œuvre. C'est même évident."

Philippe Sollers / Le Nouvel Observateur

GRASSET

la feuilleton

DES FEUILLES DANS LA BOURRASQUE de Gabriel Garcia Marquez

Vingt ans de solitude

DEMANDEZ à votre libraire : les jeunes lecteurs ne boudent pas la fiction. Ils boudent seulement le roman français. L'étranger, ils ne disent pas non. Les américains, les latinos, s'enlèvent, en poche. On comprend ça. Les bobos de la bourgeoisie française avant guerre, pendant guerre, après guerre, on e donné. Les métèques, eux, transmettent enfin une réalité autre, sous-exprimée. Pourquoi *Cent ans de solitude* se vend-il encore à des milliers d'exemplaires chaque semaine ? Non parce que l'auteur a remporté le Nobel l'an dernier : parce que les « fess », quand ils parlent du livre, donnent à ceux qui ne l'ont pas lu l'impression de perdre quelque chose. Parce qu'un monde, une humanité, une parole insoupçonnées y sautent au visage. Exotisme de la pauvreté sous les tropiques ? Evidemment ; mais un exotisme impropre à la consommation pépère, du haut d'un hamac de priou.

Dans *Cent ans de solitude* - appelez-vous ou courez-y voir, - le personnage principal était le village de Macondo. Ce n'était pas la première fois que Marquez mettait en scène cette communauté soumise aux caprices de la nature humaine et du profit. Il l'a fait dès son premier roman, que voici enfin accessible en français. Perdue en 1955, le *Hojaresca* précède *Pas de lettre pour le colonel* (1961), les *Funérailles de la Mama grande* (1962), les *Temps difficiles* (1962). Le mot espagnol *hojaresca* signifie feuilles mortes, branches inutilisées - d'où le titre *Des feuilles dans la bourrasque*. Il veut dire aussi : verbiage, paroles en l'air. Il évoque le tourbillon de poussière et de détritus que le vent torride fait tenir immobile au-dessus des décharges, du côté de Macondo.

MACONDO ne se trouve sur aucune carte de Colombie. Le village n'en existe que deventage. C'est à la fois la minuscule Arataca, où Marquez est né, en 1928, sur la côte grillée de Santa-Marta, et la figure mythique de centaines de bourgs semblables, cloués de chaleur entre dunes et sierras, fermés sur leurs fiers secrets, dans un silence de siesta.

par Bertrand Poirot-Delpech

Colonisé à la fin du dix-neuvième siècle par les réfugiés des guerres civiles colombiennes, Macondo n'a vécu en paix qu'à partir de 1903 et a bientôt connu cet autre fléau : la richesse passagère des exploités. Après la fièvre de la banane, qui a crû une véritable ruée vers l'or entre 1915 et 1918, la pauvreté revenue a livré ceux qui restaient au banditisme, aux épidémies, aux nostalgies, aux culpabilités, aux soupçons, aux présages, à la folie mornie des collectivités rejetées de l'histoire après avoir cru l'écrire.

Des feuilles dans la bourrasque raconte cet accès de fièvre des années 1902-1928, à travers les biographies et les regards de trois générations : un vieux colonel comme Marquez les effectonne, bravahe et impénétrable ; sa fille Isabel, revenue en silence au domicile paternel après la disparition d'un mari volage ; et le fils d'Isabel, double de l'auteur, jambes ballantes sur sa chaise d'osier, l'œil dévorant et la cour dévorée.

Au cours de monologues alternés, ces trois personnages reconstituent la vie d'un quartier, qui vient de se pendre, à que le village entier abominait. Telle Antigone, la colonel doit braver l'opinion pour assurer une sépulture au suicidé, par suite d'un pacte obscuro.

POURQUOI cette hargne ? L'homme est vanu d'ailleurs, recommandé au colonel par un autre militaire. On na connaissait ni son nom ni sa nationalité. On savait seulement qu'il avait, peut-être, fait sa médecine et qu'il lisait des journaux français : une sorte de Céline, farouche, pour qui le mal est moins un ennemi qu'une preuve, savoureuse en douce, de la pourriture générale.

Quand la fièvre bananière a amené d'autres praticiens à Macondo, le « docteur » s'est enfoncé, ne quittant son hamac que pour manger l'herbe des ânes. Un temps, il a courtoisé la fille du coiffeur, puis la domestique du colonel, qu'il a engrossée, fait avorter, installée richement comme couturière, exhibée à l'église, puis, sans doute, assassinée.

Une nuit d'élections, il a refusé de secourir des blessés, prétextant qu'il avait oublié sa médecine. Mais cette non-assistance ne suffit pas à expliquer que le village songe à le lyncher et rêve, à sa mort, de le livrer aux charognards. L'homme cumule les opprobres attachés à l'état de coléaste, de médecin sans clientèle, ignorant ce que lui réserve la minute à venir, et s'en moquant éperdument.

Il y a du louche dans ce retraitement hors d'attente et d'attente du démoque. Il quittera cette terre comme un chat. Ses yeux jaunes et ses cheveux en bataille n'auront jamais inspiré qu'une insupportable peur. La solitude effraie toujours par ce qu'elle révèle de renoncement à être comprise.

EN fait de solitude, on est loin des « cent ans » qui vont suivre. *Hojaresca* couvre seulement vingt années d'un seul homme. Elle se ressent d'avoir été écrite à dix-neuf ans, sans le souffle et la technique qui allaient s'imposer. Mais les thèmes et les figures des livres suivants sont esquissés. Déjà défilent de ces « moments » qui créent tant de connivence entre les lecteurs de Marquez. Parmi ces arrêts-sur-l'image : le teint du pendu qui rappelle à l'enfant la couleur des doigts loreux ou les bouillies avec une ficelle ; le visage du curé, aussi inexpressif qu'un crâne de veche morte ; le crépuscule et sa majesté d'écroule en feu ; la sieste à Macondo, qui étire le temps comme un filet de bave ou craux des oreillers...

J'ai parlé d'exotisme : il faudrait un autre mot moins chargé de condescendance et de pittoresque. Chez Marquez, le détail familier se hausse naturellement au légendaire. Une maille pleine de vieux papiers devient à elle seule l'emblème de l'enracinement précaire des Macondiens. La bourrasque brûlante et ses tournolements de feuilles symbolisent le passage des compagnies bananières, avec ses retombées polluantes sur les vies privées et l'existence collective.

Les jeunes lecteurs français ont raison : contreirement aux américains, aux espagnols, aux italiens, nos romanciers n'en peuvent plus de se regarder le nombril, ils en ont le cou cassé par l'effort. Que le cerceuil d'un pendu inexplicable tange dans la lumière d'une journée tropicale, et c'est soudain comme si la littérature entière - écoutez son treinement de semelles poudrées - se remettait en marche !

* DES FEUILLES DANS LA BOURRASQUE, de Gabriel Garcia Marquez, texte français de Claude Couffon, Grasset, 246 p., 59 F.

billet

L'illusion du mouvement

UNE pratique en usage dans l'édition comme dans le négoce veut que l'on s'attache le directeur ou le conseiller littéraire qui a si bien réussi chez le confrère. A suivre les ve-et-vent, les départs et les entretiens de son personnel, que le monde avance régulièrement, on pourrait croire que l'édition a été saisie d'une frénésie de changements. Pourtant, examinés de plus près, ces déplacements ne paraissent pas conduits par le souci de mettre l'imagination au pouvoir. Ils sont davantage inspirés par le jeu des « chaises », selon lequel on prend les mêmes et l'on recommence jusqu'à ce qu'un des joueurs s'effondre, faute de trouver un siège libre.

En fait, après trente années de développement continu, l'édition ne distingue pas encore le neuf qui se profile derrière le gris. On serre les boulons en attendant d'y voir plus clair.

Ainsi une grande partie des éditeurs se tournent vers la recherche de la rentabilité immédiate. On pourchasse le double emploi, en ce qui concerne les hommes, les collections, voire les maisons ; à l'intérieur des groupes. Les filiales sont prêtes d'inscrire leur stratégie dans la ligne générale, comme cela se passe dans les autres secteurs de l'économie. A l'inverse, tel groupe rédempteur ou converti dans sa mouvance de petites unités de création autonomes. Ailleurs, on se contente de rejurer ou de remettre en ordre les comités éditoriaux.

L'accélération du mouvement observé ces derniers mois ne doit pas, répétons-le, faire illusion : elle traduit paradoxalement une attitude plus attentive que dynamique.

Les éditeurs se trouvent placés, en effet, devant un changement des habitudes d'achat des lecteurs dont ils ne peuvent encore mesurer l'ampleur. Par exemple, de moins en moins de lecteurs achètent les nouveautés à l'éveillette (cela vaut aussi pour les livres de poche). En revanche, les ouvrages dont les auteurs disposent d'une grande notoriété se vendent de mieux en mieux. Cette perte de goût du risque (reflet de la crise ?) menace ainsi la production des jeunes auteurs, notamment dans le domaine romanesque ou dans celui des sciences humaines.

Autre raison de l'attentisme actuel : la fascination que l'audiovisuel exerce sur les éditeurs. Par le biais des droits annexes en cas d'adaptation ou par un effet de synergie entre les produits, on peut supposer qu'il y a là une manne financière à recueillir. C'est pourquoi les éditeurs observent avec passion la stratégie des trois ou quatre grands groupes qui peuvent investir dans l'audiovisuel, en espérant découvrir quelque « créneau » encore ouvert.

Mais par la force des choses, du savoir-faire et de l'argent, peu d'entre eux accéderont à l'audiovisuel. Les éditeurs qui ont du caractère se disent, comme La Bruyère, que « c'est un métier de faire un livre, comme de faire une pendule ». Ceux qui croient encore que leur avenir est dans la qualité devraient méditer la sentence des Goncourt : « Il y a des livres qui meublent. Ce sont ceux qu'on vend le plus et qu'on lit le moins. »

BERNARD ALLIOT

L'HEURE DE VÉRITÉ pour riches

« L'heure de vérité pour riches »

« L'heure de vérité pour riches »

« L'heure de vérité pour riches »

« L'heure de vérité pour riches »

« L'heure de vérité pour riches »

« L'heure de vérité pour riches »

« L'heure de vérité pour riches »

« L'heure de vérité pour riches »

ETIENNE PERROT
**LES RÊVES
ET LA VIE**Etienne Perrot a été l'invité de
Jacques Chancel à "Parenthèses"
du 27 au 31 décembre 1982.

MARIE-LOUISE VON FRANZ

**LA FEMME DANS
LES CONTES DE FÉES**Ouvrage Collectif **C.G. JUNG ET
LA VOIE DES PROFONDEURS**LA FONTAINE DE PIERRE
25, bd Arago, 75013 Paris

Diffusion DERVY-LIVRES

**ALACK SINNER, GRAND PRIX
DU FESTIVAL D'ANGOULÊME 1983**les romans
(A SUIVRE)Vous connaissez le Parthénon,
la Tour penchée de Pise, le centre
Pompidou...
Mais pouvez-vous citer le nom de
leurs architectes?

Bernard Oudin

**DICTIONNAIRE
DES
ARCHITECTES**« Précieux livre que ce dictionnaire. Toute
l'histoire de l'Architecture de l'Antiquité
à nos jours. Le texte des notices est vi-
vant, parfois irrespectueux ou d'un humour
inattendu. »
Michel RAGON

SEGHERS

HISTOIRES FANTASTIQUES

LE TENDRE LOISEL

**LA QUÊTE
DE L'OISEAU DU TEMPS**

LA CONQUE DE RAMOR



CHEZ VOTRE LIBRAIRE

DARGAUD ÉDITEUR**La poésie visionnaire
de Vittorio Sereni**

Le poète Vittorio Sereni, qui est mort à Milan le 10 février (voir le Monde dans 13-14 février), occupait une place importante dans la poésie italienne de ce temps.

Né en 1913 à Luino, sur le lac Majeur, il avait commencé à publier, en 1941, dans le sillage des poètes « hermétiques », Luzi, Gatto, Bigongiari, avec un recueil intitulé *Frontiera*. Par la suite, il n'avait cessé d'édifier son œuvre poétique. Il était venu lire certains de ses textes au Centre Beaubourg il y a quelques années ; mais, sauf erreur, aucun de ses poèmes n'avait été traduit en français, à l'exception de ceux que Claude Esteban avait confiés à la N.R.F. en 1972.Poète exigeant, cultivé, raffiné, attentif aux expériences menées dans d'autres pays (il avait d'ailleurs traduit, fort bien, entre autres, le Valéry des trois dialogues d'Euphrosyne, W.C. Williams, et René Char), il avait été marqué par sa captivité en Algérie, de 1943 à 1945, puis par sa collaboration de plusieurs années avec une importante entreprise industrielle, au cours des années fatigues du « boom » économique, avant d'assumer la direction littéraire des éditions Mondadori. Coéditeur de l'éphémère mais importante revue *Questo a strao*, au début des années 60, c'est-à-dire au plus fort des polémiques qui virent naître la néo-avant-garde du Groupe 63, il avait joué un rôle déterminant dans la poésie italienne des trente dernières années.En 1965, E. Montale écrivait de lui, à propos de la publication de son recueil *Gli Strumenti Umani* : il est de ceux qui tendent « à créer des formes complexes dans lesquelles les significations s'entrecroisent ou se superposent, comme cela se produit dans ce demi-sommeil qu'est la vie de l'homme de notre temps, réduit à la condition d'objet de soi-même et des autres... »Partant de situations très simples, d'« occasions », comme eût dit Montale, le chant de ses poèmes s'élève, sans recherche apparente, ambiguë et réservée à la fois, comme la montre, mieux que tout autre peut-être, le texte poignant qui a intitulé *Autostrada delle Cisa*. C'est une méditation sur la mort d'un être cher ou, peu à peu, les détails concrets, la route, les villages, les phares aveuglants, laissent la place à une illumination douloureuse mais visionnaire ; les mots, alors, prennent le relais de l'émotion, la restituent et la transcendent.

MARIO FUSCO.

vient de paraître

Romans

VÉNUS KHOURY-GHAY : *Yacarine pour une lune morte*. — Fresque baroque sur une famille extravagante visitée par les esprits de papes morts mais qu'un tourment ressemblant beaucoup à la guerre du Liban vient brusquement ramener à la réalité. Par l'auteur du *Fils empailé*. (Flammarion, 256 pages, 60 F.)ROBERT LAFONT : *Flâneur dans l'île*. — Après un catéchisme atomique, des Français et des Grecs tentent de survivre sur une île de la Méditerranée. Les deux derniers rescapés, défrayés par des piroguiers noirs, reconstruisent un monde nouveau. Traduit de l'occitan par Philippe Gardy et Bernard Lesfargues. (Fédérat, 132 pages, 45 F.)

Lettres étrangères

DAVID MALOUF : *L'Enfant du pays barbare*. — Le premier roman traduit en français de cet écrivain australien d'origine libanaise très prisé dans le monde anglo-saxon pour son exotisme raffiné, s'inspire de l'exil d'Ovide aux confins de l'empire romain. Traduit de l'anglais par Marie-Claude Peugeot. (Editions Lieu commun, 9, rue Bernard-Palissy, 75006 Paris ; 155 pages, 58 F.)

Mémoires

JEANNE CASTILLE : *Moi, Jeanne Castille, de Louisiane*. — A soixante-treize ans, Jeanne Castille regarde son passé, son pays — la Louisiane — et témoigne de sa lutte d'Acadienne pour la préservation de la langue française dans cette enclave francophone des Etats-Unis, où elle fut institutrice pendant près d'un demi-siècle. (Luneau Asco, 222 pages, 62 F.)

Histoire littéraire

BERNARD BEUGNOT et JOSÉ-MICHEL MOUREAUX : *Manuel bibliographique des études littéraires*. — Destiné surtout aux étudiants de maîtrise et de doctorat, ce manuel répertorie la plupart des instruments de travail utiles à l'histoire littéraire comme à l'analyse critique. Préface de René Rancourt. (Nathan, 478 pages, 125 F.)

Poésie

CHRISTIAN MONCELET : *Nostalgie, silence d'honneur*. — Un recueil de vers inspirés par les peurs enfantines et les mystères du village. Dessins de Paul Trilloux. (Editions BOF,

1, rue Cadou, La Roche-Blanche, 63670 Le Cendre ; 65 F.)

Humour

CHRISTIAN MONCELET : *Fouchra ! Ah ! Ah !* — Première partie d'une encyclopédie de l'humour auvergnat, du Moyen Age à aujourd'hui. (Editions Horvath, 21, les Etoiles, 42120 Le Coteau ; un album illustré de 214 pages, 159 F.)

Essais

VITTORIO LANTERNARI : *Les Mouvements religieux des peuples opprimés*. — Réédition d'une étude, parue en France en 1962, qui montre comment les peuples opprimés ou colonisés ont intégré les religions des forces dominantes pour mieux s'en défendre. Traduit de l'italien par Robert Paris. (La Découverte, Maspéro, 398 pages, 80 F.)BERTRAND MARY : *La Fin ou la Fragile Indifférence*. — Comment l'image de la pin-up, née au milieu du siècle dernier, marque l'itinéraire des migrations vers les villes et vers les plages, mobilise pour le champ de bataille et décore les emballages pour le Nouveau Monde. (Payot, 394 pages, illustrations, 150 F.)BARRINGTON MOORE : *Les Origines sociales de la dictature et de la démocratie*. — Réédition d'une étude, devenue classique, sur le processus qui a transformé les sociétés agraires en sociétés industrielles modernes et sur le processus historique et politique qui a engendré des démocraties ou des dictatures. Traduit de l'anglais par Pierre Clingnard. (La Découverte, Maspéro, 434 pages, 85 F.)**en poche****La religieuse
et le pêcheur**

« Le monde, ce matin encore, est en ordre » : l'aise songe, en son couvent de la Trappe au Japon, Madre Teresa qui, par amour de Dieu, a enfoui sous le voile et dans le silence la souffrance de naissance sur son visage. Chaque jour de sa vie est fait d'un lever précoce, de prières ferventes, de besognes triviales et de retraite assidue. Jusqu'à cette aube dominicale où tout bascule : au bord de l'étang, elle croise un pêcheur japonais. Lui parle des corps et rompt ainsi la règle.

Tel est le thème de la *Fiancée du roi* (qui date de 1972). Michel Huriet, écrivain et diplomate, a construit un récit que scande lentement le rythme des dates pieuses et des dialogues de sourdine. La fraîcheur la plus concrète s'y allie à l'extrême finesse de l'analyse spirituelle. A travers ces deux êtres séparés et séculés s'accomplissent aussi, discrètement, le face-à-face de deux civilisations étrangères de leurs reflets inversés dans un étrange jeu de miroirs : « Je ne connais rien de votre pays », murmure-t-elle. « Et sans le connaître, ah ! pour lui vous réussissez à prier ! », lui répond-il. Cet homme enseigne l'histoire de la civilisation occidentale, cite Dante et projette d'assister à « un congrès sur la naissance de l'humanisme européen ». Où ? A Florence, furusato, « mon ancien village », dit Teresa qui, pour avoir failli au vœu de mutisme, éprouve d'être « rejetée dans le monde, le temps et la souffrance ».

Ces innocentes, tâtonnantes et bouleversantes rencontres de l'aube nous mènent à un triple dénouement : du « signe du roi » tracé sur la joue de Teresa, l'homme qui pêche et professe guérit la femme qui prie ; puis, sur ses lèvres à elle, il disparaît ; et, enfin, alors qu'on l'a retrouvé rayé (accident ou suicide ?), la religieuse tentée par le secours des pauvres à Kobé renonce au départ et s'ensevelit dans ce milieu « des muettes qui finissent par devenir sourdes ».

On lit ce livre comme un chuchotement gonflé de cris retenus : « Tout est rentré dans l'ordre. »

SERGE KOSTER.

« LA FIANCÉE DU ROI », de Michel Huriet. Gallimard éd., coll. « Folio », 153 p., 16 F.

la vie littéraire**Manipulations et moralité**

Chacun en convient : il n'est pas très moral de « manipuler » autrui ; en revanche, nul ne s'accorde vraiment sur ce qu'est la « manipulation », sur ce qui la distingue de la persuasion, de l'incitation, voire de l'instruction. En général, nous appelons « manipulation » une action sur un sujet ou sur une collectivité en vue d'objectifs que nous condamnons. Et, par « persuasion », nous désignons la même action lorsque les buts nous agréent.

Tzvetan Todorov, dans une étude qui est un modèle d'intelligence, reprend le débat sur manipulation et moralité en interrogeant la tradition rhétorique qui, née en Sicile et en Grèce vers le cinquième siècle avant notre ère, avait pour objet d'enseigner l'éloquence, c'est-à-dire l'art de parler de telle sorte qu'on parvienne à convaincre son interlocuteur. « Très tôt, écrit-il, la rhétorique provoque aussi un débat moral : est-il licite d'apprendre une technique qui peut se mettre au service aussi bien du juste que de l'injuste ? » Todorov nous donne la réponse des sophistes, de Socrate, d'Aristote et de Quintilien. Au terme de ce parcours, il explique pourquoi il ne trouve pas le mot « manipulation » d'une grande utilité : « Pour ce qui concerne l'interprétation et l'interaction humaine, le jugement négatif a priori me paraît de trop, et la frontière entre les interactions manipulées et les autres, impossible à établir. »

Publiée par la revue *Le Genre humain* (hiver 82-83 ; éd. Fayard, 180 p., 40 F.), cette étude de Todorov constitue le fleuron d'un ensemble de textes consacrés à la manipulation. Citons notamment ceux de Jean Léo sur les théories de la manipulation en Chine ancienne, d'Alex Domergue sur la chanson de rose comme outil de propagande et de Jean-Claude Kaplan sur la génie génétique.

ROLAND JACCARD.

**Ghelderode
à redécouvrir**Cinquante représentations de *Pantagloze* au Théâtre Présent, cinq de *la Mort du docteur Faust* à Bobino : on ne peut pas dire que la France ait dignement commémoré le vingtième anniversaire de la mort de Ghelderode. Et pourtant celui-ci fut sans doute le dramaturge le plus joué à Paris entre 1947 et 1954. L'éclosion de ses pièces truculentes et sulfureuses étonne d'autant plus que *Hop Signor !*, *Meslie rouge* et *Barabbas* triomphent non seulement dans sa Belgique natale mais aussi aux Etats-Unis, en Italie et en Pologne même.Gallimard vient de publier le tome soixième de son *Théâtre*, vingt-cinq ans après le cinquième. Outre-Québec, on a édité ou réédité récemment des œuvres quasi introuvables, un drôle de *Mystère de la Passion* pour marionnettes, l'hénarisme *Silge d'Ostende*, *La Fiancée du roi*, un recueil de chroniques, et surtout *Sorcières*, chef-d'œuvre incontestable du genre fantastique contemporain. On annonce pour cette année la publication de la *Bibliographie ghelderodienne*, très attendue, de Roland Bayen, qui comprendra près de dix mille références, la première tome de la *Correspondance* et les actes d'un colloque qui s'est tenu à Bruxelles à la fin de 1982.

Les rencontres Ghelderode qui se sont déroulées récemment à Bruxelles ont montré que l'œuvre de l'écrivain belge — malgré lui — était inégale certes, géniale et scandaleuse, mais d'une richesse inépuisable donc inépuisable. Gageons qu'on le redécouvrira en France. — JEAN-YVES GUÉRIN.

**Flaubert et Sand
sur les planches**Comment le théâtre peut servir la littérature n'est pas « de théâtre », on le voit au spectacle tiré par Denise Bosc et Robert Marcy de la *Correspondance Flaubert-Sand* (1). Un intelligent découpage permet aux deux comédiens de camper dans leur vérité la plus intime ces deux « troubadours du pendule » (2), comme ils se nommaient eux-mêmes, avec un sourire en coin.

George a soixante ans quand cette amitié entre dans sa vie, Gustave, dix-sept de moins. Mais c'est elle qui est juste, tellement gourmande de tout, des écus, des événements : une chaleur extrême. En face, dans ce dialogue en toute liberté, un chœurux noué, mal à l'aise dans sa peau, un peu réactionnaire et pas mal anarchiste, qui se déborde, grogne, s'attendrit sur soi-même et sur sa vieille « chère Maître ». Incontestablement, la générosité, les élans d'enthousiasme, la sincérité et la sagesse de George aident Gustave, incompris des critiques et du public. Et elle aime être tendrement aimée par ce bourru écorché vif.

Pas une ligne du texte qui ait été ajoutée ou déformée. La plus scrupuleuse honnêteté littéraire régit un spectacle qui est une fête de bout en bout.

GINETTE GUITTARD-AUVISTE.

(1) Editée par A. Jacobs, Flammarion, 1981.
(2) Tous les soirs, sauf le dimanche, de 22 h. 15 à 23 h. 45, au Laccerna, 53, rue Notre-Dame-des-Champs, 75006 Paris.**en bref**

• POUR LE CINQUIÈME ANNIVERSAIRE DE LA MORT DE GEORGES PERROS, les éditions Calligrammes et Brevins ont réuni en un volume des dessins et poèmes parus entre 1938 et 1978, ainsi que ceux qui sont présentés au Musée des beaux-arts de Quimper du 23 février au 28 mars. Le livre contient aussi un long entretien de Georges Perros avec Michel Ragon, une biographie et un bibliographie complètes de Georges Perros. Calligrammes, 18, rue des Fêtes, 29000 Quimper.

• L'INSTANT PERPÉTUEL, collection de poésie et d'images, « fonctionne sur une même analogie : l'instant de la poésie et d'art contemporain, émergeant des ténébreux. Le poète et le graphiste collaborent à la réalisation de chaque projet ». Les cahiers sont réunis soigneusement mais peuvent aussi faire l'objet d'un album. L'instant perpétuel, Christian Nicaise, 5 rue Guillaume-le-Conquérant 76000 Rouen.

• « CAFÉ LIBRAIRIE » se veut plus qu'une revue. En présentant son premier numéro, son directeur, Jean-Louis Schœfer, évoque Cesare Beccaria et la fondation en 1774, après l'ouverture de la « Société des poètes », de son « café » littéraire et philosophique. Il espère « de cet autre « café » écrit un bon jour l'ami ouvert aux paroles, c'est-à-dire possible, pour ne pas en venir, mais non plus, à une autre « société des poètes ». Ce numéro propose, outre 34 pages de notes de lecture, des textes, parus dans « Mille ans de la littérature », par Daniel Salles, « Sur Robert Rosta » par Jean-Louis Schœfer, « Sur Samuel Beckett » par Jean-Michel Rey, « Poétiques d'espace » par Michel de Certeau. (Diffusion PUF, 42 F.)

• LE CENTRE D'ETUDES ET DE RECHERCHE D'HISTOIRE DES IDEES ET DE LA SENSIBILITE de l'université de Rouen publie son troisième ouvrage collectif, « Iconographie et littérature : d'un art à l'autre » aux Presses universitaires de France (220 F.). Il comprend une quinzaine de monographies de chercheurs français et américains qui, tous, étudient à partir de cas précis les rapports de la littérature et des arts plastiques, la correspondance des arts, les équivalences possibles entre peinture et littérature.

• UNE ASSOCIATION « LES AMIS DE JULES VALLES » vient de se créer à Saint-Etienne où l'écrivain habita durant cinq années. Constitué autour de spécialistes des textes vallesiens, elle se propose d'œuvrer à la connaissance des écrits de l'auteur de « l'Ingrat » et du journaliste de « Cri de peuple ». (Renseignements : MM. Edouard Fournel ou Roger Bellet, « Les Amis de Jules Valles », université de Saint-Etienne, 2, rue Tréfilerie, 42100 Saint-Etienne.)

histoire littéraire

LES QUATRE-VINGTS ANS DE GEORGES SIMENON

« Comprendre et ne pas juger »

Il y a du Victor Hugo dans le cas de Georges Simenon. Nés l'un et l'autre à l'aube d'un siècle, entrés en littérature très jeunes, comme dans une profession qui doit avant tout vous faire vivre, écrivain, révérence gardée, comme d'autres vont à l'usage, et manifestant beaucoup plus longtemps qu'il n'est d'usage le même appétit de vie et de femmes : les ressemblances s'arrêtent là.

Il y a, cela a été dit, du Balzac dans Simenon : dans l'apparente rapidité de la rédaction, dans le refus de « bien » écrire, ou du moins de donner le pas aux effets de style sur la marche du récit, dans la froideur clinique de l'observation, et au fond dans ce même tempérament « voyeur » contre un Hugo « voyant ». Les ressemblances s'ar-

rêtent là, et Simenon reste Simenon, né à Liège le 13 février 1903.

Toute œuvre étendue sur cette durée et cette dimension est un cas. Ou plutôt, est un cas le rapport qui s'établit alors entre le producteur et la chose produite. A ce sujet, Simenon s'est lui-même raconté et expliqué en plusieurs occasions (1) : de brèves périodes de transe d'écriture, alternant avec ce que lui-même présente, avec quelque exagération dans l'humour, comme la vie de M. Tout-le-monde.

Ce rapport et son résultat - d'être aujourd'hui l'un des auteurs les plus lus du monde, sinon le plus lu, - l'auteur refuse avec assurance, et quelque coquetterie, qu'on l'attribue au génie. Il n'en a pas c'est tout. Son subconscient qui se charge de tout. Son subconscient, une mémoire certainement hors du commun, et une capacité tout aussi extraordinaire de construire un récit autour d'une image concrète, d'une chose vue, souvent banale : le Cœur de verre d'un correcteur d'imprimerie (1971), le gâteau acheté chaque dimanche à la sortie de la messe : le Fils Cardinaud (1942), Un Chien jeune trotant sur les talons d'un va-

gabond (1931), un professeur sans histoire soudain familier du bistro l'Évadé (1932).

Parmi les millions de lecteurs (et de lectrices) de Simenon, il en est sans doute qui n'ont presque rien manqué de ses deux cents romans « officiels », dont près de quatre-vingts Maigret. Quelle image se font-ils de l'univers de leur auteur et des rapports de cet univers avec la réalité humaine et sociale des années 30-70 ? Comment leur apparaît-il ? Comme la juxtaposition de petits drames bêtes romping brusquement la monotonie de vies bêtes ? Comme autant de devinettes, bien posées ? Ou comme une véritable « comédie humaine » de cette époque, la nôtre encore ?

Nous ne le savons pas. Et nous ne savons même pas qui sont au juste ces lecteurs, faute d'une enquête, et comme si une sorte de pudeur leur interdisait de s'afficher, pour nombreux qu'ils soient. Peut-on aimer à la fois Proust et Simenon ? Maigret et Vautrin ? Les Caves du Majestic (Maigret, 1939, publié en 1942), et les Caves du Vatican (André Gide, 1914) ? Qui le dira ?

Quant à son œuvre, l'analyse n'en est sortie à-peu-près anecdotique que depuis une dizaine d'années, avec l'édition par Gilbert Sigaux des Œuvres complètes (Rencontre, Lausanne, 1967-1973), l'année Simenon à Liège (1973), la création à Liège par le professeur Maurice Piron d'un Centre d'études Georges Simenon (1976), et l'année suivante du Fonds Simenon, grâce à la remise par l'auteur de tous ses manuscrits et notes de travail à l'université de Liège.

Aux « simenonistes » de Liège nous devons aujourd'hui deux ouvrages un *Lire Simenon* sous la direction de Jacques Dubois (1980), et le tout récent *L'univers de Simenon*, sous la direction de Maurice Piron. Complémentaires, ils se placent tous deux sous la devise dont Simenon a fait son *ex libris* : « Comprendre et ne pas juger ». Ils y sont fidèles.

JACQUES CELLARD.

* La télévision soviétique a rendu hommage à Georges Simenon, le dimanche 13 février dans la soirée.

(1) En particulier dans une interview recueillie par Francis Rico, dans Paris-Presses du 8 novembre 1955.

parmi plus de 200 titres consacrés au monde arabe et musulman dans différentes disciplines (histoire, sociologie, droit, économie, philosophie, littérature, art, archéologie, sciences de la terre...), les Editions du CNRS vous proposent quelques ouvrages récemment parus.

• la péninsule arabique d'aujourd'hui, sous la direction Paul Bonenfant, tome I 130 F

• la péninsule arabique d'aujourd'hui, sous la direction Paul Bonenfant, tome II 200 F

• politiques scientifiques et technologiques au Maghreb et au Proche-Orient 120 F

• les vitraux de Senaa premières recherches sur leurs décors, leur symbolique et leur histoire, par Guillemette et Paul Bonenfant 130 F

• palais et maisons du Caïra, tome I - époque mamelouke, XIII^e-XVI^e siècles, par Jean-Claude Garcin, Bernard Meury, Jacques Revault, Mona Zakariya 395 F

• l'Égypte au XIX^e siècle - colloque 170 F

• économie marocaine - bilan d'une décennie (1970-1980), par Habib El Malki 75 F

• l'islam contemporain dans l'Océan Indien, préf. de Maxime Rodinson 40 F

• bibliographie de la littérature « bariolée » des Français, par Guy Dugas 36 F

documentation gratuite sur demande

Editions du CNRS
15 quai Anatole France 75700 Paris
publicité, librairie, ventes :
295, rue Saint Jacques
75005 Paris - Tél. 326.56.11

Un dénombrement biblique

C'EST une chance pour l'histoire de la littérature contemporaine de langue française que Simenon soit né à Liège et qu'il s'y soit trouvé en 1970 une équipe universitaire homogène, active et décidée à faire de sa ville natale le foyer des futures études simenoniennes. C'est de cette rencontre qu'est née, en 1972, l'entreprise aujourd'hui concrétisée par une somme de près de 500 pages sur l'univers romanesque de l'auteur.

Sur une partie du moins de cet univers, mais la plus connue et la plus importante : les 117 romans « non Maigret » signés Simenon, du *Relais d'Alsace* (1931) aux *Innocents* (1971), et les 76 « Maigret », de *Pierre-Letton* (1929) à *Maigret et Monsieur Charles* (1972) ; soit 193 romans auxquels s'ajoutent parallèlement une série « non Maigret » de 23 *Contes et Nouvelles*, et une série « Maigret » de vingt-six.

Ce dénombrement d'allure biblique est ordonné avec une rigueur toute... simenonienne, si ce n'est que

la succession étonnante de dates de rédaction (connues par les dossiers de Simenon lui-même) est masquée par la répartition des romans dans les deux séries : « Destinées », et « Enquêtes de Maigret ». Mais le tableau synoptique des dernières pages reconstitue l'alternance, sur quarante-trois ans, des « sans » et des « avec ».

Une alternance assez peu significative, du reste. Maurice Piron remarque justement que des « Maigret » sans issue tragique coexistent avec des « Destinées » à trame criminelle. Sans doute serait-il plus juste de parler de « périodes Destinées », et de « périodes Maigret » dans la genèse de l'ensemble de l'œuvre. Ainsi 1930 et 1931 sont des années « Maigret », avec quatre romans pour la première et huit pour la seconde ; 1936 et 1937, des années « Destinées », avec six romans pour la première, sept pour la seconde, et pas un « Maigret » ; 1932 et 1941 (toujours à titre d'exemple), des années partagées, avec huit « Destinées » et quatre « Maigret » pour l'une, quatre et trois pour l'autre. Et 1938 est la grande année des « Nouvelles », avec dix-neuf !

Rigueur encore dans la fiche signalétique de chaque roman : en page de gauche, le lieu et la date de la rédaction et de la publication, le cadre et les protagonistes du récit, et ses « aspects particuliers ». En page de droite, un résumé qui a l'allure d'un synopsis toujours remarquablement écrit.

Certes, et Maurice Piron est le premier à le rappeler, « le résumé d'un roman de Simenon ne ressemble en rien à un roman de Simenon ». L'essentiel du roman n'est pas dans le trame du récit, mais dans sa force de simulation d'un réel de signes particuliers néant que le coup de pouce du romancier fait basculer du côté de l'étranger de toute condition humaine.

En refusant d'engager son ouvrage « dans les procédures à la mode qui explorent le non-dit à travers le dit », et en confiant à la psychocritique, à la critique thématique ou au structuralisme la charge de ces explorations, M. Piron manifeste, avec un rien d'ironie discrète, que la plus brillante des analyses à venir du phénomène Simenon devra, pour être prise en considération, partir des matériaux qu'il a rassemblés.

Bien loin de dispenser les non-initiés de la lecture d'un moins quelques Simenon, cette *Enquête sur...* les y incitera avec force. Qu'un travail universitaire de cette ampleur et de ce sérieux donne envie de lire celui qui en est l'objet, c'est une surprise de plus à joindre au dossier Simenon.

J. C.

* *L'univers de Simenon, guide des romans et nouvelles (1931-1972)* de Georges Simenon, sous la direction de Maurice Piron, avec la collaboration de Michel Lemoine, Presses de la Cité, 490 p., 95 F.

Gris

L'UNIVERS de Simenon est gris. Gris comme le ciel d'hiver, comme l'appareil du téléphone. Ses personnages occupent des emplois médiocres dans des entreprises moyennes. Ils ne se déplacent qu'en métro ou en autobus. Ils habitent des immeubles délabrés, assez loin du centre. Ce sont des personnages qui parlent peu, qui sortent peu, qui reçoivent peu de visites. On les imagine volontiers vêtus de gris : ce sont des personnages taillés dans l'ombre.

Là est le premier mérite de Simenon : il a entouré les volets gris de leur vie privée ; il nous a appris que ces gens, apparemment sans histoire, ont tout de même une.

Alors que la plupart des auteurs qui connaissent les faveurs du public racontent des histoires hors du commun, des histoires qui font rêver, Simenon a bâti son succès sur des personnages qui ne font pas rêver. Si nous sommes aussi nombreux à le lire, c'est sans doute parce que nous nous reconnaissons en eux. Il nous empêche de rêver. Il est le romancier des couples qui n'ont plus rien à se dire, des temps morts, des robinets qui fuient, des volets mal fermés, du lait caillé. Quand on lit plusieurs de ses romans d'affilée, on finit par éprouver une sensation d'étouffement.

Son style même est gris. C'est une écriture qui ne cherche pas à se faire remarquer, qui se contente de rapporter les faits et gestes des uns et des autres. C'est son second mérite : il a banni de son œuvre tout artifice littéraire. Les phrases brillantes ne sont pas nombreuses chez lui. Quand on en trouve une, on est surpris, on a l'impression qu'elle lui a échappé, qu'il n'a pas dû s'en servir exprès. Elle fait penser aux brins d'herbe qui poussent par accident entre les pavés de la rue. Il a cette qualité rare chez un écrivain : il est modeste.

VASSILIS ALEXAKIS.

JACOB SHER
**CHANGER
LES IDÉES**

Nouvelles Editions RUPTURE
Diffusion « ALTERNATIVE »

ABEL POITRINEAU Remues d'hommes Les migrations montagnardes en France 17^e - 18^e siècles

Les travaux et les jours, les routes et les risques, la difficulté de vivre de ces hommes de la montagne qui furent les « travailleurs immigrés » de l'ère préindustrielle.

98 F

PATRICK TORT La pensée hiérarchique et l'évolution

L'ambition de ce livre : rétablir la vérité sur le darwinisme, en frappant d'ineptie tous les discours qui, de Gbénéau à la sociobiologie, dénaturent les idées de Darwin pour justifier et maintenir un ordre inégalitaire.

98 F

La saga des Féroïens

Traduit de l'islandais par Jean Renaud
Préface de Régis Boyer

Pour le première fois traduite en français, une très ancienne saga qui peut rivaliser avec les meilleures du genre.

44 F

AUBIER

L'Univers de Simenon

Guide des romans
et nouvelles (1931-1972)
de Georges Simenon.

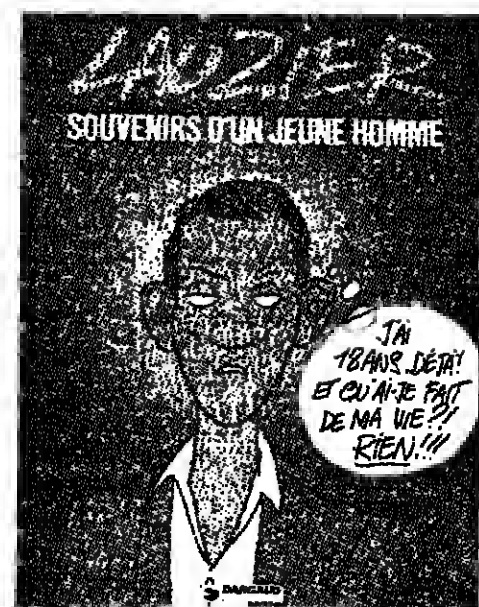
sous la direction de
MAURICE PIRON

Pour découvrir l'un des trajets
les plus passionnants de
l'aventure de l'homme dans
le roman du XX^e siècle

PRESSES DE LA CITE

Le nouvel album de

LAUZIER



SOUVENIRS D'UN JEUNE HOMME

CHEZ VOTRE LIBRAIRE

DARGAUD ÉDITEUR

THEATRE DE LA COMMUNE AUBERVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE NATIONAL
DU 15 FÉVRIER AU 20 MARS
NOCE
D'ELIAS CANETTI
MISE EN SCÈNE
GABRIEL GARRAN
Texte français de François Ray et Heinz Schwarzinger
Av. de la République - Square Stalingrad TCA - 833.16.16

10 dernières
DIDEROT A PETERSBOURG
UNE HISTOIRE DE LÉOPOLD DE SACHER-MASOCH
MISE EN SCÈNE DE MAX DENES

au fil des lectures

Romans

LES « PARADIS »
DE CHRISTINE
ARNOTHY

Il commence par d'assez belles pages, ce « paradis sur mesure » que se cherchent Laurence, la fille, et Yolande, la mère. Laurence aperçoit dans la rue, de dos, un homme tonaot une jeune femme par la main - un sosie de son mari, pense-t-elle, avant de devoir admettre que c'est bien lui. Marc. A trente-deux ans, Laurence n'est pas décidée à être une victime consentante, comme sa mère, qui, à quarante-neuf ans, attend depuis vingt ans le retour d'un mari infidèle.

C'est pourtant vers cette mère qu'elle accourt, livre de chagrin. Devant cette femme longue et belle, vieillie par l'absence, étreinte de solitude, elle trouve la force de jouer à celle qui part, délaissant son mari pour suivre un amant américain et retrouver le New-York de ses années d'étudiante.

Certes, Christine Arnothy sait raconter, ficeler une histoire. Ce n'est pas tout à fait assez pour transcender la banalité de tous les conflits amoureux : pas assez pour ne pas s'ennuyer avec Laurence dans ce New-York d'été qu'elle ne sait pas voir, trop repoussant tant qu'elle y est seule et soudain trop beau quand elle va de boutique en boutique pour se faire couvrir de cadeaux par un mystérieux amant. Yolande, elle, est partie en vacances avec de l'argent offert par sa fille. Elle est allée en Suisse pour tenter de revoir l'homme auquel elle s'était refusée quinze ans plus tôt, lors de vacances à Ibiza. Elle le retrouve. Un vrai conte de fées, plus réussi que celui de Laurence, qui n'est qu'une superche-

rie. Le bel amant s'est servi d'elle pour un travail. Dédoumagné, mais blessée, elle rentre à la maison, et tout cela ne laissera au lecteur qu'un petit goût de trop peu.

JOSYANE SAVIGNEAU.
* UN PARADIS SUR MESURE, de Christine Arnothy, Grasset, 332 p., 75 F.

Souvenirs

LES AVENTURES
DE JACQUES
PERRET

Le mot d'aventurier n'a pas trop bonne réputation. Il suggère la combinaison, l'argent mal acquis, les meurtres douteux. Mais prenez un aventurier pauvre et destiné à le rester, un homme qui par tradition que par tempérament, exploite balaye les soupçons et ramène le vocabulaire dans le droit chemin de l'honneur. Libre au héros de zigzaguer de son côté, au gré d'une fortune qu'il se soucie peu de trouver.

C'est ainsi que Jacques Perret, à peine revenu du Maroc où il pacifia le Rif, mit le cap sur la Guyane. Le hasard, incarné par une irréductible Danielle, lui fit faire un crochet par le Grand Nord, puis un autre par la Syrie, par le Liban. Mais il gardait l'Élador en tête et, sous les yeux, une carte du seizième siècle qui lui indiquait l'implémentation exact. A la fidèle fiancée qui tentait de lui mettre la corde au cou lors de ses étapes à Paris, il promettait quelques pépites d'or pour la corbeille de nocce. Bien sûr, il rentra les mains vides, et puis après ? Il rapportait plus de souvenirs que d'élus, plus mille ans et il n'en avait que trente. Durant le demi-siècle qui

suivit, il ajoutait à sa collection un Caporal épinglé, des Histoires sous le vent, des Bâtiments dans les roues, deux bonnes douzaines de livres qui le classeraient parmi les maîtres prosateurs.

Avec Belle Lurette, il regagne la ligne de départ, il rassemble les sou-

venirs d'une jeunesse avide de « littéraires sincèrement exotiques ». Heureux temps du coup d'envoi dont l'allégresse lui fouette encore les tempes et la plume ! « Comment fait-il donc ? Quel est son secret ? », s'étonne le lecteur émerveillé par la joie de vivre de ce fringant octogé-

naire. Son exemple nous incite à jeter par-dessus bord les écrasantes vécilles, ambitions, regrets dont nous nous encombrons. « L'oubli écoule la mémoire », nous confie cet aventurier aux poches percées et au cœur plein.

GABRIELLE ROLIN.
* BELLE LURETTE, de Jacques Perret, Julliard, 213 pages, 80 F.

toujours, une terre inconnue gardera secrets son aube inaccessible. C'est cette patrie cachée qui pousse en avant le voyageur. L'écrivain, lui aussi, sait bien que la patrie visible de son travail est toute inspirée, animée, par l'absence, le silence, et le jamais dit.

JOSANE DURANTEAU.
* LES FRONTALIERS, de Jacques Perret, Ed. Les courants, 187 p., 59 F.

bandes dessinées

Les frères Varenne à Berlin

Comme les Goncourt ou les Tharaud, les Varenne sont deux frères, unis dans la création et indissociables dans le talent. Berlin Strasse, le dernier album des aventures d'Ardeur, leur héros ambigu, démontre que l'art de la bande dessinée se caractérise par l'adéquation du texte et de l'image. On connaît des scénarios faibles ou un dessinateur habile fait oublier. Il existe des dessins médiocres qu'un bon texte rend supportables. Les Varenne sont deux et de même niveau.

L'aîné, Alex, âgé de quarante-trois ans, est le dessinateur. On lui doit ce style particulier, cette sorte de tachisme en noir et blanc. Personnage ombreux, clair-obscur, lumineux, éblouissant, il est, à l'instar de son frère, blanc absolu ou noir profond : tout concourt au mystère, à l'angoisse et à la médiocrité dans les décors et les personnages de ces histoires étranges.

Etrangement imaginée par Daniel, le scénariste, âgé de quarante ans, Ardeur, l'anti-héros, individualiste, rétif aux causes, après avoir hanté Varsovie dans Warschau, oscille cette fois des deux côtés du mur de Berlin. Il passe d'Est en Ouest. Parfois, on ne sait pas - et lui non plus - de quel côté du « mur » il se trouve. Il choisit la liberté dans les deux sens.

Ses nuits - ses rêves ? - sont peuplées par une collection

d'individus louches, des médicos sarni-clocharde, des influents coscus, une beauté fatale prénommée Ida. Dans ce roman en images qui fluctue aux marges du « polar » et de la politique des blocs, il y a un super-héros de béton, de lumière et de sang : Berlin, ville partagée, absurde, ville-limite, où s'affrontent les restes de deux décennies opposées.

Berlin Strasse avait été « pré-publié » en novembre et décembre 1982, dans Libération. L'album sur papier glacé accroît le plaisir de la lecture.

Tous deux professeurs de dessin dans des collèges (Alex à Evreux, Daniel à Paris), les frères Varenne ont publié leurs premières bandes dans Charlie mensuel en 1975, à l'époque où Wolinski dirigeait encore ce journal. Leur prochaine œuvre fera de la belle Ida le personnage central de nouvelles aventures à l'Est. Elle sera prépubliée dans l'Echo des savanes.

Si les frères Varenne continuent sans se laisser griser par un succès mérité, on peut prévoir que l'éducation nationale y perdra deux professeurs, mais que la B.D. française y aura gagné deux créateurs d'un haut niveau.

BRUNO FRAPPAT.
* BERLIN STRASSE, d'Alex et Daniel Varenne, l'Echo des savanes - Albin Michel, 100 p., 49 F.

Récits

MÉDITATION
SUR LE VOYAGE

Ni roman ni essai, les Frontaliers de Jacques Bertoin se présentent à la fois comme une œuvre poétique et comme une réflexion sur la crise de la modernité. La rêverie se nourrit d'un imaginaire où brillent les figures des grands voyageurs de l'histoire : Christophe Colomb, Marco Polo - ou Moïse, - frontalière à la recherche d'un ailleurs neuf, paisible, toujours, un monde derrière aux aubaines. Vers quelle Amérique, vers quelle Terre promise se sont-ils mis en chemin ? Et vers quelle Amérique, vers quelle Terre promise part à notre tour ?

Car, pour nous, la culture ne peut plus se définir par la fidélité exclusive aux traditions longtemps connues, à l'abri d'un clocher, mais par une appartenance plus vaste et totalement ouverte, où les paysages de la pensée se confrontent, s'affrontent, dans leur diversité et pourtant leur unicité planétaire et humaine.

Le voyage auquel nous invite Jacques Bertoin ne peut plus se justifier par un but qu'il faudrait atteindre pour s'y reposer : être en route devient la vraie raison de partir. Le pèlerin est traversé par les contraires qu'il traverse, et son voyage, donc, devient ce qui le consume et fonde son être nouveau.

Ainsi peut-on voir dans les Frontaliers un grand livre d'images, ou un opéra, dont les couleurs brillent d'un éclat d'autant plus vif que,

Tout le monde peut, magnétophone à l'appel, interviewer sa grand-mère. Il est infiniment plus malaisé d'en tirer un livre comme celui-ci, où revêt, sans fioritures ni attendrissement factice, l'île du début du siècle. Celle où, à l'école, il est formellement interdit de parler corse « sous peine de coups de baguette ». Celle où toute une jeunesse, avant d'aller mourir en Argentine, dit « comme en France » pour exprimer le « sec plus ultra du chic ». Celle où les fillettes rêvent du « fabuleux breton élémentaire, récompense suprême qui permet de devenir quelqu'un, fonctionnaire, institutrice, peut-être gloire de la famille ».

Mais aussi l'île Cendrillon de la République, celle de pauvreté ancrée et de rites agraires où la continent fascinant d'envois que ses pensées et sa mort, sans autre pitance des mal-loties « bécotés par Corvina ». L'expression est devenue le symbole d'une dédicace ressentie d'abord avec amertume, puis avec la suture que l'on sait. Cette enfance corse, racontée avec fraîcheur, talent et vérité, en dit plus long sur l'île et son attente que bien des analyses savantes.

P.-J. FRANCESCHINI.
* MARIE DI LOLA : UNE ENFANCE CORSE EN 1900, de Michèle Castelli, Coll. « Mémoire du peuple », Éditions universitaires, 251 p., 75 F.

APOSTROPHES 18 FEVRIER.

En Louisiane, - le plus beau, le plus romantique, le plus chargé d'Histoire des États de l'Amérique du Nord - au milieu des forêts, des marais, des bayous, un million d'habitants s'efforcent, contre vents et marées, de conti-

nuer à parler une langue qui est la leur et la nôtre : le français.

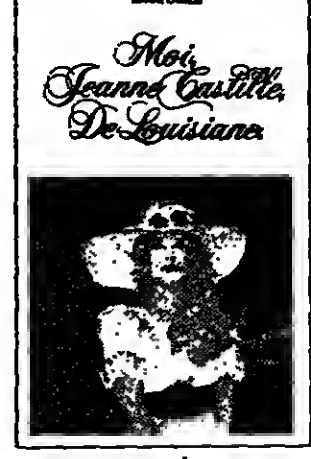
Pour la première fois, une Louisianaise témoigne : Jeanne Castille, 73 ans, institutrice pendant près d'un demi-siècle, grande figure de la cause française et académique.

Voici, depuis la déportation par les Anglais des Acadiens du Canada en Louisiane, l'évocation des deux siècles qui font l'Histoire de la plus grande des minorités francophones des États-Unis. Avec Jeanne, petite fille, jeune fille puis femme, nous entrons dans les maisons des Louisianais, nous les regardons vivre au jour le jour, résister ou céder à l'American Way of life.



affirmer leurs traditions ou les oublier. On songe au Canada de Maria Chapdelaine et, bien sûr, à la saga de Maurice Denzère dont cette chronique de la vie quotidienne en Louisiane est le pendant.

Simple, digne, émouvante, américaine pour l'Histoire, française par le cœur et la culture, Jeanne Castille se penche sur son passé et témoigne pour les Acadiens et Créoles de l'état présent de la Louisiane.



LES PREMIERES CRITIQUES DE PRESSE.

Jeanne, l'Acadienne au cœur fidèle, raconte comment, s'élançant prise d'amour pour notre pays d'où viennent ses lointains ancêtres, elle est parvenue à sauvegarder des traditions véridiquement mises à mal par l'américanisation.

Jean-Claude LAMY
France Soir

L'institutrice Jeanne Castille nous offre ce récit d'une délicieuse et tonifiante vitalité, où elle égrène souvenirs, passions et convictions forcées. Car ce livre du passé fortifie le présent et prépare l'avenir.

Jérôme GARCIN
Les Nouvelles Littéraires

Un de ces livres qui, par les miroitements de l'histoire, par les traditions, par les souvenirs d'enfance et les contes de grand-mère, fait vivre et revivre une réalité qui nous emporte. LE CHEVAL D'ORGUEIL y parvient, pour la Bretagne. Je crois que MOI, JEANNE CASTILLE, DE LOUISIANE, est de la même école littéraire. Et ce n'est pas un mince compliment.

Jean-Jacques BROCHIER
Le Magazine Littéraire

Extraordinaire ! Une femme, professeur dans une petite ville, engage un combat désespéré, seule, les mains vides, contre la puissante culture dominante de l'immense Amérique, contre le conformisme, contre l'argent.

Jean PRATEAU
Le Figaro

LUNEAU ASCOT EDITIONS

9, rue Ampère 75017 PARIS

L.S.B.N. 2903157-50.8

DIFFUSION CDE/SODIS Prix 62 F

CHAI
LOT
THEATRE
NATIONAL

POESIE Rendez-vous avec
FARID GAZZAH
Poèmes lus par l'auteur
Grand Foyer (entrée libre)
Lundi 21 février à 20h30 727 8115

Important Editeur Parisien

recherche pour ses différentes collections
manuscrits inédits de romans, poésie, essai, théâtre.
Les ouvrages retenus feront l'objet d'un lancement
par presse, radio et télévision.

Adressez manuscrit et C.V. à la Pensée Universelle
4 rue Charlemagne, 75004 Paris - Tél. 887.08.21.
Conditions fixées par contrat.
Notre contrat habituel est défini par l'article 49
de la loi du 11 mars 1957 sur la propriété littéraire.

la pensée universelle

... UN SUJET ORIGINAL,
UN PLAISIR CONSTANT...Bernard Pivot
(à Apostrophes)

Maurice Lever
Le sceptre
et la marotte

Histoire
des
Rois de Cour

FAYARD

L.S.B.N. 2903157-50.8

portrait

Les nostalgies d'Anne Bragance

• Quand Jonas et Ada ne se rejoignent jamais...

AVEC ses cheveux noirs tirés en chignon sur la nuque, sa peau mate et sa minceur, on la voudrait en robe gitanes à volants et corsage échancré, le pied cambré dans une chaussure à bride. Quand elle ne sourit plus, c'est une des filles de Bernarda : Andalouse aux trois quarts, le dernier quart, de Picardie ; mais sa famille s'est établie au Maroc voici plusieurs générations.

Depuis 1959, Anne Bragance est une exilée, « une nomade », dit-elle, mais sans la vocation. Elle n'a pas oublié, elle ne reniera jamais Casablanca où elle est née, qu'elle a quitté à seize ans, propulsée par hasard au Maroc, où, à défaut de découvertes exaltantes, elle a vu la neige pour la première fois.

Avec constance, avec espoir, elle s'efforce de s'établir, sans y parvenir : dix-huit domiciles déjà, un mari dont elle se sépara après quinze ans de vie commune, deux filles dont elle paraît la sœur à peine aînée et à qui elle voudrait donner des racines.

Pour douze mois, titulaire d'une bourse du Centre national des lettres, elle est « créateur résident » à la chartreuse de Villeneuve-lès-Avignon. Après ? « L'inconnu ». Aucune revendication féministe dans cette solitude. Nostalgie du pays perdu, Anne Bragance est aussi une nostalgique du « couple ».

« Je voudrais croire, dit-elle, qu'un homme et une femme peuvent vivre ensemble. C'est difficile. L'autre est toujours une énigme, comme on en est une d soi-même. »

Une valse noire, le dernier et le cinquième de ses romans, danse sur ce thème éternel et mélancolique : une danse dans un labyrinthe, où Jonas et Ada, mariés, ne se rejoignent jamais. Unis par hasard (ce hasard où l'on joue si souvent un rôle inconscient), chacun ne voit de l'autre qu'un de ses multiples aspects, aspect public, officiel, en quelque sorte. Derrière, une quantité de possibles, aussi vrais, aussi faux : la vie privée, tout axée sur l'imaginaire.

L'équilibre interne de Jonas est si fragile qu'il s'est construit, pour se protéger, une existence bien routinière, et, quand la fantasmagorie s'y introduit, Ada n'y a aucune part. Ada qui représente « le confort », une paix immobile chaque soir re-

trouvée. De son côté, « mise sous les scellés conjugués », en pleine monotonie d'un grand ensemble, Ada s'invente des rôles, autant de personnalités qu'elle quitte dès que s'annonce Jonas ; ils lui ressemblent, mais un peu seulement, car elle est

un être docile, intérieurement ravi de se couler dans le moule intangible assigné par son mariage.

Pourtant, elle a vécu une histoire antérieure, dont elle s'est évadée ; on le comprend en avançant dans ce récit construit comme une fugue à

deux voix, chacune échantonnant sa partition sans jamais rattraper l'autre. En contrepoint, divers destins traversent ceux de Jonas et Ada, liés aux leurs pour un instant ou les recoupant sans raison apparente, exactement comme nous croisons certains êtres dont nous ne connaissons jamais que l'apparence d'un moment.

C'est là un roman difficile, qui exige des lecteurs attentifs aux silences entre les mots, au double sens des mots, à leur assemblage elliptique.

« Je suis bien consciente de cette difficulté, poursuit Anne Bragance, ce que j'ai voulu exprimer n'est pas simple. Nous vivons avec des « moi » provisoires et antagonistes, et l'amour nous condamne à l'immobilité. Peut-être, aussi, le roman n'est-il pas mon véritable élément. Je me sens viscéralement nouvelle (1). Ce sont là deux formes d'art très différentes, le souffle n'est pas le même, la façon de voir et de sentir les choses, sans rapport. Mais les lecteurs français boudent la nouvelle, et les éditeurs également. Ainsi, j'ai été payée pour un recueil, écrit en 1979, qui n'a jamais été édité. Je suis comme un arbre auquel on a mis un tuteur pour l'orienter contre nature. »

G. GUITARD-AUVISTE.

* UNE VALSE NOIRE, d'Anne Bragance, Le Seuil, 190 p., 59 F.

(1) Prix Katherine Mansfield de la nouvelle, avec *Changement de cavalier* (1978). Anne Bragance fait partie de « 40 écrivains d'aujourd'hui » rassemblés dans *l'Etat des lieux pour 40 nouvelles* (Presses de la Renaissance).



Bérénice Clève '83

(Dessin de Bérénice CLEEVE.)

VIENT DE PARAÎTRE :



ANDRÉ ROSSET
LE FAUX GRAND SIÈCLE
1604-1715
LA BELLE ÉPOQUE
1898-1914

dans la nouvelle collection
HISTOIRE DE FRANCE
A TRAVERS LES JOURNAUX
DU TEMPS PASSE

CHAQUE VOLUME : 230 F

Édition
A L'ENSEIGNE
DE L'ARBRE VERDOYANT
Diffusion ARMAND COLIN

« Une France de l'extérieur, ou les souvenirs d'un conseiller commercial »
Par Michel Dupont

160 p., 39 F. Éditions LANORE, 1, rue Palatine à Paris 75006
Un petit livre instructif, vivant, plein de franchise sur la Chine, Ceylan, la Syrie, la Finlande, l'Irlande, les Émirats, le Qatar d'Ozay. Un livre qui ne laisse pas indifférent.

Maison d'Allemagne
Cité Universitaire

BIOGRAPHIE : UN JEU
MAX FRISCH
Par la C^e Free Théâtre
Du 22 février au 6 mars

MARCI 22 FÉVRIER, à 20 h 30
RÉCITAL DE POÉSIE
avec l'auteur COMÉDIENNE
Suzanne JACOB
CENTRE CULTUREL CANADIEN
5, rue de Constantine (71) - 55 1-35-73
Métro : Invalides
ENTRÉE LIBRE

des femmes du M.L.Édition...

Séverine Auffret

DES COUTEAUX CONTRE DES FEMMES

de l'excision

Préface de Benoîte Groult

des femmes

6 rue de Mézières 75006 Paris

LA FRANCE S'ENNUIE... pas avec...

Daninos

la galerie des glaces

APOSTROPHES du 18 Février

55 F HACHETTE

Première édition d'apparat du chef-d'œuvre d'ERNEST LAVISSE

HISTOIRE DE LA FRANCE AU MOYEN AGE

Un voyage extraordinaire de 12 siècles aux confins de la légende et de l'histoire

avec la collaboration de sept médiévistes réputés : Charles Bayet, Christian Pfister, Arthur Kleinclausz, Achille Luchaire, Charles-Victor Langlois, Alfred Coville.

UN TEXTE PRÉCIEUX A TOUT POINT DE VUE

Publiée sous la direction d'Ernest Lavis, cette synthèse magistrale fait autorité. En six volumes, on assiste à la naissance d'un royaume. Dans une saisissante évocation tout le Moyen Age revit sous nos yeux avec ses couleurs, ses tumultes, ses heurs et malheurs, son humanité et sa foi. De Clovis à Charlemagne et à Louis XI, des Huns aux Normands, des « rois maudits », des châteaux forts aux cathédrales, de la guerre de Cent ans aux Croisades, de Du Guesclin à Jeanne d'Arc, d'Abelard à Thomas d'Aquin, un monde à demi enfoui sous les légendes ressurgit ici dans sa vérité.

UNE ÉDITION PARTICULIÈREMENT SOignée

6 VOLUMES GRAND IN-OCTAVO ILLUSTRÉS ET RELIÉS PLEIN CUIR

Chaque volume au format 16x23 cm est relié plein cuir rouge rubis orné d'un décor dit « Dentelle du Louvre » poussé en dorure sur les deux plats et le dos.

Le papier est un beau vélin bibliophile fabriqué par les papeteries des gorges de l'Andlau spécialement pour cette édition. Nombreux autres raffinements : tranche de tête dorée, signet et tranche-filés tissés, dos galbés, gardes marbrées polychromes...

Une iconographie recherchée

Plus de 250 précieux documents illustrent l'ouvrage. La plupart d'entre eux sont peu connus malgré leur très grand intérêt historique et artistique.

SIX ÉPOQUES EN SIX VOLUMES

TOME I - Le Christianisme, les Barbares, les Mérovingiens et les Carolingiens (III^e siècle - 987).

TOME II - Les premiers Capétiens (987-1137).

TOME III - Philippe Auguste et son temps (1137-1226).

TOME IV - Saint Louis, Philippe Le Bel, les derniers Capétiens directs (1226-1328).

TOME V - Les premiers Valois et le début de la guerre de Cent ans (1328-1422).

TOME VI - Charles VII, Louis XI et la minorité de Charles VIII (1422-1492).

Éditions TALLANDIER
Éditeur depuis 1865

BON DE RÉSERVATION

avec droit d'examen gratuit

à envoyer aux Éditions Tallandier, 61, rue de la Tombe Issoire - 75677 Paris Cedex 14
Belgique : 50, rue du Pépin - 1000 Bruxelles

Veuillez m'adresser pour un examen gratuit de dix jours le tome I de l'« Histoire de la France au Moyen Age » - en 6 volumes reliés plein cuir rouge rubis - publiée sous la direction d'Ernest Lavis. S'il ne me convient pas, je le renverrai dans les dix jours sans rien devoir. S'il me convient, je le garderai et j'en réglerai le montant, soit 250 F** (+ 12 F* de frais d'envoi). Je recevrai ensuite les cinq autres volumes au rythme d'un par mois que je réglerai au même prix que le premier. Prix total des 6 volumes : 1.500 F (+ 72 F de frais d'envoi).

Belgique : 1970 FB le volume + 80 FB de frais d'envoi, soit 11.820 FB les 6 volumes + 480 FB de frais d'envoi.

*Trais d'envoi sous réserve des augmentations légales.

**Prix des volumes garanti pour les souscriptions avant le 31 décembre 1983.

Nom _____

Prénom _____

N° _____ Rue _____

Code postal _____

Ville _____

Signature indispensable _____

POESIE

FARID GAZZAR

Grand Foyer

Important Exilés Paris

UN SUJET ORIGINAL

PLAISIR CONSTANT

Bernard Pivot

(Apostrophes)

Maurice Lever

Le sceptre et la marotte

civilisation

Les Berbères existent-ils ?

Les Berbères existent-ils ? D'où viennent-ils ? Qui sont-ils ? Autant de questions qui n'ont cessé de se poser aux historiens depuis l'Antiquité. Le réveil de la berbérie, auquel on assiste depuis quelques années, a rendu ce problème tout autant culturel que politique. Mais il n'est pas vécu avec la même acuité dans tout le Maghreb : en Libye, en Tunisie et en Mauritanie, il ne reste que des îlots berbéro-

phones, et les Touaregs, dont l'aire de mouvance couvre le sud de l'Algérie et de la Libye et le nord du Niger et du Mali, ne sont environnés qu'un million. En revanche, au Maroc, les berbérophones représentent 60 % de la population et, en Algérie, ils constituent des groupes importants, notamment en Kabylie, au Mizab et dans les Aurès. A Alger comme à Rabat, le pouvoir central se méfie de ce

réveil, craignant qu'il ne mette en cause l'unité nationale et l'appartenance du Maghreb à la civilisation arabo-musulmane. Quelques ouvrages récemment publiés, ou fort judicieusement réédités après avoir été longtemps introuvables, contribuent à éclairer aussi bien cet arrière-plan culturel que les problèmes du Maghreb.

P.B.

D'éternels rebelles

QUELLE ressemblance existe-t-il aujourd'hui entre un cultivateur kabyle à la peau blanche et aux cheveux roux ou bruns, un commerçant ou un industriel mozabite portant sa calotte blanche, un chameelier touareg au visage noir caché par ses voiles bleus, un montagnard eblé de l'Anti-Atlas qui a conservé l'art de construire des terrasses sur les versants escarpés ?

A la différence des types humains et des modes de vie s'ajoutent les différences de dialectes. Un auteur marocain le souligne (1) pour affirmer que les Aebalîn (habitants du Haut-Atlas), les Zayân ou Amazighin (Moyen-Atlas), les Achrafîn (Rif), les Akbalîn (Kabyles du Djurdjura), les Amachikîn (Sahara central) et les Achaouyîn (Aurès) ne se reconnaissent pas dans le vocabulaire commun de « berbères » utilisé par Abderrahman Ibn Khaldoun, né en 1332 à Tunis et mort en 1406 au Caire, dans ce monument qu'est l'*Histoire des Berbères* (2). Et pourtant...

Dans cet ouvrage fournissant de détails, Ibn Khaldoun ne fait pas un récit chronologique des événements de la région mais une histoire généalogique. Il commence par discuter des différentes hypothèses sur l'origine et la filiation de toutes les tribus berbères, en soulignant la diversité des populations et des influences subies. Ainsi parle-t-il de la Kabana, reine des Aurès, dont les sujets « professaient le judaïsme, religion qu'ils avaient reçue de (...) Syrie » et des différents conquérants grecs, romains, letins, arabes...

« Les enfants de Canaan »

Il conclut d'ailleurs que les Berbères n'ont « aucune origine arabe » mais qu'ils sont « les enfants de Canaan, fils de Cham, fils de Noé » et précise que « leur ancêtre se nommait Mazigh », nom qu'ils se donnent encore aujourd'hui et qui signifie « homme libre ». Aussi peut-on s'étonner que des historiens de l'épo-

que coloniale aient abusivement sollicité Ibn Khaldoun pour opposer les Berbères, d'après eux indo-européens, aux Arabes sémites.

Plusieurs dynasties berbères aient été contemporaines, il examine chacune séparément pour suivre son histoire dans sa continuité. Et tout en décrivant la diversité des tribus, il dégage leurs traits communs. « Nous croyons, dit-il, avoir cité une série de faits qui prouvent que les Berbères ont toujours été un peuple puissant, redoutable, brave et nombreux, un vrai peuple comme tout d'autres dans ce monde, tels que les Arabes, les Persans, les Grecs et les Romains. »

Ailleurs, il énumère longuement leurs vertus et note que ce sont d'éternels rebelles, il définit aussi leurs coutumes, et précise par la même occasion leur aire territoriale, qui s'étend de l'Atlantique à l'Égypte et de la Méditerranée au Sahara : « Ils mangent le couscous, portent le burnous et se rasent les rous » (crânes). Mais, pressentant sans doute de futures querelles et soulignant la complexité des im-

brications, il note, cette fois dans le *Discours sur l'histoire universelle* (3) : « Arabes et Berbères ont vécu depuis si longtemps au Maghreb qu'on a peine à imaginer qu'ils aient vécu ailleurs. »

Au-delà d'apparentes contradictions, l'archéologue contemporain confirme les intuitions et les renseignements de l'historien-sociologue du quatorzième siècle. « En fait, écrit Gabriel Camps (4), il n'y a aujourd'hui ni une langue berbère, dans le sens où celle-ci serait le reflet d'une communauté ayant conscience de son unité, ni un peuple berbère, et encore moins une race berbère. Sur ces aspects négatifs, tous les spécialistes sont d'accord... et cependant les Berbères existent. »

Une sorte d'enquête policière

Spécialiste de la protohistoire de l'Afrique du Nord et du Sahara, ce chercheur, qui prépare une *Encyclopédie berbère* à laquelle collaborent une centaine de spécialistes internationaux, se livre dans son ouvrage à une sorte d'enquête policière pour traquer le « mystère » des Berbères.

Ainsi suivons-nous les Garamantes qui introduisent le char et le cheval, les Gétules nomades par opposition aux Libyens sédentaires, les Numides et les Maures, dont on ne sait si leur nom vient du grec *mauros* (sombre) ou du sémitique *mahurim* (occidentaux) ; nous découvrons que Goliath (*djoulouta* ou *djollout*, qui veut dire « roi », comme *ouellid*, en berbère) avait un fils Hircos, qui donna son nom à l'Afrique après y avoir conduit ces Berbères, dont le nom, repris par les Arabes, viendrait de *barbarus* (étranger) à la culture grecque et latine) mais pourrait avoir aussi été tiré du nom d'une tribu maure, les Bavares, particulièrement remuante.

Le dernier chapitre, « Permanence berbère », n'est pas le moins passionnant, parce qu'il fait le lien entre le passé et le présent en étudiant les constantes de cette civilisation à travers les coutumes familiales et sociales, la langue et l'art avec ses motifs géométriques qu'on retrouve aussi bien sur les bijoux, les poteries, les tapis, les coffres, etc. Dans un registre totalement différent mais tout aussi éclairant, citons l'étude d'Yves Lacoste (5), qui explique, à partir de l'œuvre d'Ibn Khaldoun, les causes du sous-développement du Maghreb.

PAUL BALTA.

(1) « Berbères et berbérisme », de Farid Naimy, in *Al Asar*, Rabat, juillet 1982.

(2) Ibn Khaldoun, *Histoire des Berbères et des dynasties musulmanes de l'Afrique septentrionale*, traduite par le baron de Sane, éditions Gauthier, 4 volumes, 380 F.

(3) Ibn Khaldoun, *Discours sur l'histoire universelle*, traduction de Vincent Moussil, éditions Sindbad, 1978, 3 volumes, 240 F.

(4) Gabriel Camps, *Berberes, aux marges de l'histoire*, 352 pages, éditions Hespérides, Toulouse-Cedex, B.P. 490-31010.

(5) Yves Lacoste, *Ibn Khaldoun, naissance de l'histoire, essai du tiers-monde*, 278 pages, Maspéro.

Le premier dictionnaire kabyle-français

CHACUN de nous a eu l'occasion d'entendre résonner, à l'entrée d'un ébéniste ou dans l'une de ces petites épiceries qui ne connaissent pas la fermeture dominicale, la langue parlée dans la montagne marocaine, sur les cimes du Hoggar ou sur les plages de Djerba. Cette langue, nous l'appelons traditionnellement le berbère, mais les usagers lui donnent autant de noms qu'elle comporte de variétés régionales. Il n'existe en effet aucun berbère « standard », officiel ou littéraire.

Dans certaines zones cependant, les parlers constituent un ensemble, un « dialecte » assez homogène pour assurer une communication aisée entre des gens qui réunissent, par ailleurs, un même mode de vie et des traditions communes.

Quelques dialectes doivent aux hasards de l'histoire d'avoir acquis, pour nous, une certaine notoriété : ainsi le touareg ou, au Maroc, le rifain et le eblé. En Algérie le kabyle est l'un des plus importants. Si important même, qu'il est peut-être temps de lui reconnaître, le titre de « langue ». Car l'opposition entre langue et dialecte est d'ordre politique ; dès maintenant le touareg, sous le nom de *tamasheg*, est compté parmi les « langues nationales » du Niger, et l'intérêt qu'on porte aujourd'hui aux valeurs régionales pourrait faire admettre l'existence d'autres « langues » berbères.

13000 mots

Toutes les cultures berbères ont eu commun de ne pas reposer sur une tradition écrite. Malgré sa passion toute neuve pour l'audiovisuel, l'homme occidental doit encore faire effort pour concevoir qu'une langue ne s'écrit pas sur une grammaire et qu'elle véhicule des traditions, des pensées, des sentiments, bref une littérature, souvent des plus élaborées.

Comme on disposait seulement de lexiques, incapables de décrire les nuances et la complexité des emplois, J.-M. Daillet avait conçu le projet d'un grand dictionnaire. Après sa mort, survenue en 1972, ses collaborateurs, Madeleine Al-

lain, J. Lafrey et P. Reesink, décidèrent d'achever l'œuvre entreprise.

Leurs efforts aboutissent aujourd'hui à une publication qui est un événement pour la culture kabyle. Les jeunes générations trouveront là un héritage que l'oubli par fois menaçait et qui leur permettra de créer à leur tour : près de 13 000 mots, dont les valeurs sont classées, commentées et, mieux encore, éclairées par des exemples tirés de la conversation ou du répertoire littéraire. Aussi s'est-il pas de page où l'on ne découvre une expression savoureuse, un proverbe, voire quelques vers, tandis que les attitudes religieuses ou les traditions populaires se trouvent décrites et maintes fois.

On demande souvent si le berbère ressemble à l'arabe. Très différentes, les deux langues sont pourtant unies par une double relation de parenté et de voisinage, un peu à la manière de l'anglais et du français, qui appartiennent tous deux à la famille indo-européenne et que l'histoire a encore rapprochés, puisque le vocabulaire continental a envahi l'Angleterre avec les Normands. Le berbère et l'arabe, eux, font ensemble partie du groupe des langues dites chamito-sémitiques. Si lointaine qu'elle soit, leur parenté explique sans doute que le mot berbère, comme le mot arabe, soit construit sur une armature de consonnes, la « racine », qui permet un classement plus rationnel que l'ordre purement alphabétique : le dictionnaire distingue ainsi plus de 6 000 « racines ».

Seul le touareg du Hoggar, exceptionnellement décrit par le Père de Foucauld, avait fait l'objet d'une étude lexicale aussi étendue. Un deuxième modèle est, maintenant, proposé aux berbérophones, que d'autres parlers attendent. Il n'y faut plus que la science et la foi.

LIONEL GALAND.
(Directeur d'études à l'École pratique des hautes études.)

★ **DICIONNAIRE KABYLE-FRANÇAIS**, de J.-M. Daillet, SELAF (Société d'études linguistiques et anthropologiques de France), 5, rue de Marseille, 75010 Paris. Préface de Salem Chaker, XL et 1 052 pages, 220 francs.

L'« Annuaire de l'Afrique du Nord »

L'ANNUAIRE de l'Afrique du Nord 1980 (1) vient de paraître avec quelques mois de retard. La Centre de recherches et d'études sur les sociétés méditerranéennes, qui est le maître d'œuvre de cette somme de près de 1400 pages, est décidé à faire en sorte que chaque tome sorte dans un délai de six à huit mois après l'année traitée. Malgré ce retard, l'annuaire n'est pas « décalé » par rapport aux grands courants qui travaillent en profondeur les sociétés méditerranéennes ; il lui arrive même de prévoir les développements de phénomènes en gestation, sans doute parce qu'il est un forum d'échanges — unique et permanent — entre les chercheurs des deux rives de la Méditerranée.

Avec la tome XIX, A.A.N. 1980, le C.R.E.S.M. entame une série de programmes de recherche interdisciplinaires sur les problèmes sociaux qui vont se poser, avec de plus en plus d'acuité, aux pays méditerranéens et à leurs partenaires européens. Ainsi l'annuaire s'ouvre-t-il par des études sur « La politique de l'emploi » formation au Maghreb, 1970-1980 », sous la direction de Chantal Bernard. Ces articles — près de 500 pages — préparent assez logiquement ceux qui évoqueront dans les années 1981 et 1982 les problèmes de l'émigration et les questions syndicales.

A ces études s'ajoutant, comme d'habitude, des textes

sur les questions d'actualité : « L'émigration du fait berbère », en Algérie, et « Gafsa comme enjeu », où sont examinées les conséquences de la tentative de déstabilisation du régime tunisien en 1980. Puis viennent les chroniques diplomatiques, politiques, économiques, sociales et culturelles, suivies de la chronologie, des listes des accords et traités, des documents concernant les renseignements ministériels et les textes législatifs et, enfin, des quelque 350 pages de bibliographie.

P. B.

(1) Editions du C.N.R.S., 15, quai Anatole-France, 75700 Paris, 1396 pages.

La revue « Grand Maghreb »

« GRAND MAGHREB », revue mensuelle de documentation et d'information publiée à l'Institut d'études politiques de Grenoble-II va faire paraître son vingtième numéro : bel exemple de persévérance qui trace sur le destin éphémère de nombre de publications universitaires. Il est vrai que l'expérience tentée par la petite équipe du Centre d'information sur le grand Maghreb (Cigma), créé en mai 1981, est originale. La collaboration systématiquement établie entre des journalistes et des universitaires permet d'élire le sens de l'actualité et la rapidité de réaction des premiers à la rigueur et au souci didactique des seconds. Chaque numéro présente une chronologie du mois écoulé et un index détaillé, pays par pays, de toutes les

informations significatives diffusées par une trentaine de journaux et revues, français ou maghrébines, concernant d'ouest en est, le Maroc, l'Algérie, la Tunisie et la Libye. La classement adopté, politique intérieure et administration, économie et société, éducation culture et communication, relations économiques, politique étrangère, questions militaires et conflits, hommes et racines, facilite les recherches. Des bibliographies, des fiches techniques documentaires et le recensement de tous les ouvrages parus sur le Maghreb (thèses universitaires, numéros spéciaux de revues, livres, y compris des romans) permettent une rapide et complète mise à jour des connaissances. Des chroniques enfin donnent la parole à des uni-

versitaires, des journalistes, pour qu'ils commentent librement l'actualité politique, économique ou culturelle (1).

Un tel instrument de travail, modestement mais agréablement présenté (il est notamment illustré par le célèbre dessinateur algérien Slim), vient à point à l'heure où les relations franco-maghrébines sont plus intenses que jamais.

D.J.

★ **GRAND MAGHREB**, revue mensuelle du Cigma, Institut d'études politiques de Grenoble-II, B.P. 34, 38401 Saint-Martin-d'Hères.

(1) Au sommaire du numéro 19 les réflexions de Gilles Martinet sur le Paris-Alger-Dakar : « Jeu de piste pour l'avenir » et une étude d'Abdelkader Djeghloul, maître assistant en sociologie à l'université d'Oran sur Frantz Fanon.

L'Algérie toujours

ARABES et Berbères, Arabes ou Berbères ? La question, lorsqu'on évoque l'Algérie et ses populations n'est pas plus courtoise aujourd'hui qu'elle ne l'était hier, ainsi que l'ont rappelé en 1980 les érudits de Tizi-Ouzou et les manifestations organisées par les jeunes générations de lyonnais et d'étudiants kabyles soucieux de préserver leur héritage culturel et linguistique et de voir reconnaître leur droit à la différence. Dans l'ouvrage bien documenté qui vient de paraître aux éditions Complexe, deux sociologues, Jean-Pierre Durant et Habib Targui ne se débattent pas devant cette épineuse question, mais s'attachent à dépassionner le dossier en le ramenant à ses données historiques. Refusant l'antagonisme Arabes-Berberes, faux débat périodiquement relancé en raison de l'intolérance et du terrorisme culturel pratiqué de part et d'autre par des minorités agissantes, ils notent fort justement que les clivages ne sont pas de nature raciale mais linguistique.

Les pages consacrées à cette question éminemment sensible dans un pays en proie à une profonde crise d'identité s'insèrent dans un bilan qui se veut exhaustif et objectif de l'Algérie d'aujourd'hui, de ses réalisations, de ses difficultés, de ses échecs. Au-delà des données économiques et de l'analyse des chiffres et des textes, les auteurs tentent d'aller au cœur des conflits engendrés par le choc culturel de la colonisation et la formation d'une pression toujours exercée par les modèles occidentaux, pression favorisée par la proximité géographique et l'ampleur de l'émigration en France. La place et le rôle de l'islam, les contradictions qui déchirent l'institution familiale, le débat entre modernisme

et tradition, le plupart des points sensibles sont abordés mais l'approche souvent prudente fait largement place aux thèses officielles et le dossier démographique, le plus exposé, est laissé de côté dans ses divers aspects, qu'il s'agisse de la place de la femme dans la société, de l'apogée des naissances et de façon générale des problèmes de santé.

L'Algérie toujours. Vingt ans après l'indépendance, elle continue à hanter les Français et surtout ceux qui ont fait cette guerre. Armand Frémont est de ceux-là. De juillet 1959 à décembre 1980, il s'inscrit en Algérie avec un groupe d'artillerie.

Frais ému de l'aggrégation de géographie, il accomplit ce périple le carnet à la main. Au-delà des classiques souvenirs de bédouins, il nous fait découvrir, avec acuité, l'état des populations de la ville et du bled, une société et un pays bouleversés par la guerre. Ces notes ont sommé, d'autres sont venues les rejoindre, lorsque l'auteur, chercheur au C.N.R.S., a rempli dans l'Algérie indépendante des missions de coopération. Regroupées, judicieusement juxtaposées et complétées, elles constituent un témoignage très riche et vivant sur un pays qui depuis un siècle et demi n'a cessé d'interpeller une France qui nait jusqu'à son existence.

DANIEL JUNQUA.

★ **L'ALGERIE ET SES POPULATIONS**, de J.-P. Durant et H. Targui, Éditions Complexe, Bruxelles, 300 pages, 98 F.

★ **ALGERIE - EL DIAZAIR, LES CARNETS DE GUERRE ET DE TERRAIN D'UN GÉOGRAPHE**, d'Armand Frémont, Maspéro, collection « Éléments », 276 pages, 98 F.

LIVRES EN VENTE A PARIS : UN NOUVEAU JOURNAL

EDITEURS

Vous avez maintenant un nouveau support de presse qui contribue à la vente du livre à Paris. Vous rédigez les textes de présentation de vos livres et nous, nous tirons à 10 000 exemplaires, vendus dans les kiosques grâce aux NMPP. Un accord simple entre vous et nous.

Documentation : Imprimerie Causse 27, rue St-Georges, 75009 Paris.

LECTEURS

Le vendredi 18 mars 1983, vous trouverez dans les kiosques de Paris et de la région parisienne un nouveau journal. Il offre un large panorama des ouvrages disponibles. De plus, pour mieux vous aider à acheter les livres que vous souhaitez, dans chaque numéro, un guide des librairies de Paris, établi par nos soins. Vous avez maintenant votre journal.



lettres étrangères

L'impossible Mister Burgess

Dans le sillage de *Monsieur Enderby*, trilogie fleuve commencée il y a vingt ans, Anthony Burgess se taillera-t-il enfin, en France, la place qu'il mérite et que lui reconnaissent les pays anglo-saxons ? Sur ses quarante-deux romans, Horace Chabrier et Georges Belmont en ont traduit un douzaine, qui vont de l'espionnage à la science-fiction, ressuscitent Napoléon, l'homme de Nazareth, ou échappent à toute catégorie, comme *Orange mécanique*, force linguistique dont le cinéma tira un film de terreur, et comme *Puissances des ténés*, une épopée pontificale. Enfin voici *Enderby*, poète martyr, aventurier naïf, clown malade, qui est son à croire à son génie. Et s'il avait raison ?

Est-ce par jalousie que Burgess a planté son poète sur un W.C. ? L'a-t-il doté de digestions difficiles, borborygmes, flatulences et pépénances intestinales ? L'a-t-il condamné aux flascos amoureux ?

« Non, il est né comme ça. Et je m'en accommode, étant trop timide pour décrire mes prouesses sexuelles. Solitaire par vocation et par tempérament, Enderby se rabat sur lui-même. Oh voulez-vous qu'il se réfugie dans une salle de bains ? Et où s'assoit-il sinon sur le W.C. ? Dès qu'il met le nez dehors, ses ennemis commencent, les femmes le guettent. Bonne poire, il se laisse faire, mais sa muse ne le lâche pas, toujours prête à lui couper ses effets. On m'attribue injustement la misogynie d'Enderby. Moi, je me suis marié deux fois, c'est dire ! Pourtant, comme mon héros, j'ai eu une maîtresse irlandaise qui ne brillait pas par l'intelligence. Ma vraie mère était actrice et jouait les soubrettes, mon père accompagnait au piano les films de Chaplin et de Laurel et Hardy. Je suis donc un enfant de la bulle, pas un « gentleman-writer », un écrivain du grand monde, comme T.S. Eliot, E.M. Forster ou Virginia Woolf. Ce qu'elle m'agace celle-là ! Elle voyait en James Joyce « un prolo qui grattait ses boutons ». Qu'aurait-elle pensé d'Enderby ? Mais l'on peut, aujourd'hui, gratter n'importe quoi sans émeuver personne. La mode récupère tout. La pétomanie par exemple... Il paraît que Germaine Greer, la célèbre féministe, et Sonia Orwell, la veuve de George, n'ont, dans ce domaine, pas de leçons à recevoir d'Enderby. »

Et Burgess de rire, comme un colégien dissipé et fier de l'être. C'est à désespérer de la bonne éducation britannique.

« Mais je suis à peine britannique, rectifie-t-il. J'ai du sang gallois et irlandais et, pour comble, je suis d'origine catholique. Pas un converti comme Evelyn Waugh, Muriel Spark ou Graham Greene, que la théologie tourmente. Quand on est « né dedans », on se sent beaucoup plus à l'aise, beaucoup plus libre. Nous avons un martyr, dans la famille, brisé par la reine Elisabeth, et un cousin archevêque de Birmingham. Voilà qui me donne le droit de fuir en ricanant lorsque le pape reçoit les pèlerins à Castel-Gandolfo. Entre nous, je me méfie un peu du Saint-Père. »

L'irrespect qu'il témoigne à l'égard de la religion prouve son attachement. Son œuvre tente de ramener tout le monde dans le giron de l'Eglise. Y compris Shakespeare !

« Pourquoi pas ? lance-t-il. Il m'en semble digne. En outre, je me plais à imaginer qu'il collabora à la traduction de la Bible du roi Jacques et qu'il glissa son nom au quarante-sixième verset des psaumes de David. Relisez le texte. Vous y trouverez : « shake » (tremblement) et « spear » (la lance), à quelques lignes de distance. Le pauvre, il espérait ainsi passer à la postérité ! J'ai permis à Enderby de le rencontrer, et il lui doit quelques instants de bonheur avec une superbe actrice naïve. En Amérique, tout est possible. Quel pays ! »

Tout à tour conférencier, professeur d'art dramatique ou animateur de spectacles, Burgess a un pied aux États-Unis, un autre en Italie, patrie de sa femme, et un troisième à Monte-Carlo. Il a écrit des dialogues pour le Casanova de Fellini, inventé la langue des premiers hommes pour le film *La Guerre du feu* ; il tient la

critique littéraire de l'Observer et dialogue avec Jacques Chancel (France Inter, du 14 au 28 février, à 16 heures). Il est partout, aux aguets, aux écoutes. Rêve de ce qui est humain ne lui est étranger... sauf la politique.

« Il y a trois siècles qu'elle ne présente plus d'intérêt, déclare-t-il, et je m'étonne de voir les Français la prendre encore au sérieux. L'art est un beaucoup plus à nous dire, et le roman en particulier. Bien sûr, les mutations du langage, la déchéance des valeurs traditionnelles, posent un problème. L'anglais souffre d'un excès d'apports étrangers. On parle, à Londres, cinquante langues différentes. Mais le roman survit, les écrivains font feu de tout bois. En ce moment, j'ai en chantier, une fresque historique, A.D. Annus Domini, qui se déroule à Rome juste avant Jésus-Christ, et je prépare, avec mon fils André, un Livre de cuisine pour veufs, qui, même en France, devrait être un best-seller. »

Surmont s'il emprunte les recettes d'Enderby, chaud partisan de la graisse de mouton pour tenir les dents. Quoi qu'il en dise, Burgess a créé un poète à son image. Rebelle, marginal, exilé, il appartient tous deux à la race des dévins et des vaches qui inventent des mythologies, des fables, puisent à pleines mains dans l'héritage culturel et sèment l'or au fil des pages. Gardez-vous d'applaudir, ils vous tireraient la langue. Chez eux, c'est marqué de pudeur.

GABRIELLE ROLIN.

★ **MONSIEUR ENDERBY**, d'Anthony Burgess. Traduit de l'anglais par Horace Chabrier et Georges Belmont. Éditions Arpenteur, 593 pages, 89 F.

★ **LE TESTAMENT DE L'ORANGE** vient d'être réédité dans la Bibliothèque de poche.

Découvrir Pedro Salinas

Qui connaît en France Pedro Salinas ? Né à Madrid en 1892, mort à Boston, aux États-Unis, en 1951, il appartient pourtant à cette merveilleuse génération poétique espagnole dite « da 1927 », qui comprenait des talents aussi divers que Lorca, Rafael Alberti ou Jorge Guillén. Poète, essayiste, dramaturge, il admirait la poésie française, découverte lors de ses années d'études à Paris, durant la première guerre mondiale, alors qu'il préparait sa thèse de doctorat. Vicente Aleixandre l'a évoqué, dans sa maison madrilène, écrivant impossible, avec ses deux enfants sur les genoux : une petite fille rieuse lui tirant l'oreille et un petit garçon grave chevauchant inéssablement la jambe paternelle. L'humour nimbait sa vie. L'adieu l'ayant contraint à poursuivre l'enseignement de la littérature espagnole à l'université de Baltimore, il affirmait : « Non seulement je fais ce qui me passionne, mais je suis payé pour cela. »

En 1943, la recrudescence des bombardements aériens et la liste sans cesse plus longue des villes endommagées ou anéanties par la guerre moderne inspirèrent à Pedro Salinas un texte angossé : *Néant*.

Mais pour les Espagnols, qui le lisent et le récitent de mémoire, Pedro Salinas a été et demeure le vrai poète de l'amour. Son chef-d'œuvre est sans aucun doute ce long avertissement adressé à la femme aimée : *La voix qui t'est due*, publié en 1933 et que vient de traduire avec bonheur Bernard Sesé.

De la pointe des doigts tu fais vibrer le monde, / Tu lui arraches aurores, triomphes, / Couleurs, joies ; / c'est ta musique.

proclame-t-il, dès la préface. Nous sommes très loin de la poésie d'inspiration traditionnelle, celle de Garcilaso de la Vega, par exemple, auquel le livre emprunte pourtant son titre. L'aimée, être magique, n'est pas ici une fiction idéale inventée par l'imagination lyrique, mais une femme concrète, proche, intime, qui anime et transfigure la vie quotidienne. La quête du poète est celle d'un moi avide d'interrogatoire, à l'éternelle poursuite du réel vital et régénérateur :

Pour vivre je ne veux / Rien, palais ni tours, / Qu'elle plus haute joie : / vivre dans les pronoms !... / Pardonne-moi la douleur, / pardonne-moi la douleur, / pardonne-moi la douleur.

C'est que je veux tirer / de toi mon meilleur toi.

L'art de Pedro Salinas est fort bien défini par son « meilleur compagnon », le poète de l'anti-que, Jorge Guillén, dans le court prologue à cette précieuse édition : « Pensée, passion, tendresse, sensibilité se fondent dans ces poèmes qui n'admettent que des mots intenses. »

CLAUDE COUFFON.

★ **PEDRO SALINAS** : *Néant*, présentation et traduction de Françoise Peckère, 37 pages, Le Cornet, Bruxelles.

★ **LA VOIX QUI T'EST DUE**, poème traduit par Bernard Sesé, Le Calligraphe, 120 pages, éd. bilingue 62 F.



à travers le monde

SUÈDE

Toutes les lettres de Maïakovski à Lili Brik

Grâce à un universitaire suédois, Bengt Jangfeldt, vient de paraître à Stockholm la première édition complète de la correspondance de Vladimir Maïakovski et de Lili Brik, grâce à laquelle il sera enfin possible de saisir l'ampleur et l'importance de l'amour fou du poète soviétique pour sa muse indissociable de la profonde amitié pour Ossip Brik - depuis 1915 jusqu'au suicide.

Des extraits de cette correspondance - traduite par André Robel - avaient paru chez Gallimard en 1969, mettant fin à une campagne de dénigrement de la sœur d'Elsa Triolet, orchestrée par ceux qui s'étaient juré « d'arracher Maïakovski aux Juifs » et qui, notamment dans le journal satirique *Ogoniok*, venaient de « révéler » qu'il y avait eu d'autres femmes dans la vie de Maïakovski. Ce que personne n'avait jamais nié... Quatre cent seize lettres, télégrammes, petits mots, sont ainsi répertoriés pour la première fois, et une cinquantaine de photographies illustrent cet ouvrage passionnant. Pour ceux qui lisent le russe.

★ **VLADIMIR MAÏAKOVSKI ET LILI BRIK, CORRESPONDANCE 1913-1930**. Notes et préface de B. Jangfeldt. Acta Universitatis Stockholmiensis, Almqvist et Wiksell International, Stockholm, 500 pages.

PARIS

« Shakespeare and Co » et les autres

Connaissez-vous George Whitman ? Le *Wall Street Journal* (édition européenne) vient de consacrer son grand article de première page à ce libraire excentrique et irremplaçable, bien connu des voyageurs anglophones de passage à Paris, qui, en face de Notre-Dame, foudroya un gîte et de la lecture à ceux qui sont trop démunis.

Cette librairie, unique en son genre - baptisée « Shakespeare and Company » en hommage à Sylvia Beach - existe depuis 1951. M. Whitman, que les habitués appellent tous « George », est né dans la New Jersey il y a environ soixante-dix ans, et s'est fixé à Paris après avoir erré de Panama à la Chine, de Darjeeling aux déserts arctiques, ouvrant un havre à tous les routards pépivores.

On encourage à feuilleter les livres, écrit le *Wall Street Journal*, et un rat de bibliothèque peut passer la journée à la Shakespeare and Company sans aucune obligation d'ouvrir son porte-monnaie. Mais les clients doivent tenir compte de l'humour tout à fait personnel de M. Whitman, qui sera capable de mettre à la porte un visiteur inoffensif qui lui déplait.

« Si la Shakespeare devait fermer, conclut un Américain, ce serait une raison suffisante pour quitter Paris. »

★ **Shakespeare and Company**, 437, rue de la Bibliothèque, Paris-5.

ÉTATS-UNIS

Un roman inédit de Mark Twain

L'université de Californie vient de publier un roman inédit de Mark Twain : *The Mysterious Stranger* (L'étranger mystérieux), une satire qui se situe dans l'Autriche du Moyen Âge.

Ce texte, qui n'avait pas été répertorié par le biographe officiel de Twain, Albert Bigelow Pain, n'avait été découvert qu'en 1916, six ans après la mort de l'écrivain.

Ecrivains inconnus, isolés un **CONSEILLER LITTÉRAIRE** vous offre **ASSISTANCE TOTALE ÉDITION - PROMOTION** de vos œuvres

Adressez manuscrits : **EDIVOX** 5, Bd Flandrin - 75016 PARIS

TOUS LES MOIS

CIRCUS la page

UN PAVE DE 132 PAGES

15 volumes
format 20 x 25 cm
3.800 pages
plus de
150 cartes
fiches de
un monu-
en relief
par réacteur

200 articles de fond
6.000 documents couverts
historiques plus de 1.000
synthèse sur un personnage, un auteur,
ment, une énigme, un mythe...
avec les originaux (gravure dorée) vendu directement

QUEL TALENT!

Enfin réunis sur la grande scène de l'histoire, tous les personnages que vous aimez, dans les heures les plus émouvantes, les décors les plus grandioses, les palais les plus somptueux, les sites les plus célèbres...

Faites connaissance avec cette édition hors-commerce en étudiant gratuitement chez vous le dossier complet que nous avons préparé à votre intention. Répondez-nous dès aujourd'hui en renvoyant simplement le coupon ci-dessous à :

HISTOIRE DES NATIONS
76/78 Champs-Élysées
75008 PARIS

L'Histoire des Nations est une réalisation encyclopédique en 15 volumes, conçue à la fois dans un grand respect de la vérité historique et dans le souci de l'anecdote et du quotidien.

C'est pourquoi elle accorde une large place à tous les événements artistiques, littéraires, scientifiques qui ont scellé avec les guerres et les mutations politiques, le destin des peuples.

De très nombreux articles de fond, une multitude de documents et d'illustrations, pour la plupart inédites, vous apportent une vision nouvelle et réaliste de l'histoire.

600 fiches biographiques passionnantes tracent, sans complaisance, le portrait des personnages qui ont marqué leur époque.

Un étonnant index chronologique vous procure une vision synthétique des faits et vous présente le reflet fidèle de l'actualité d'une époque. Cet incomparable outil de recherche ne cessera de stimuler votre curiosité.

C'est tout cela que vous propose **L'HISTOIRE DES NATIONS**.

Vous qui vous intéressez aux racines et au devenir de l'homme, pour-
raisonnablement
vez-vous
l'ignorer?

DOSSIER HISTOIRE DES NATIONS

Je vous envoie, sans aucun engagement de ma part, le dossier illustré complet sur l'Histoire des Nations.

Nom _____ Prénom _____

Rue _____

N° _____ Localité _____

Code postal _____

Téléphone _____

GRATUIT, VOTRE

à renvoyer à **HISTOIRE DES NATIONS**
76/78 Champs-Élysées 75008 PARIS

Offre limitée à la France
métropolitaine.
la Suisse et la Belgique.

HISTOIRE DES NATIONS

ÉDUCATION

Plusieurs centaines d'étudiants de Paris-III ont manifesté contre la réduction des heures complémentaires

Plusieurs centaines d'étudiants de l'université Paris-III ont manifesté à Paris le 16 février, du centre Censier à l'Assemblée nationale, pour protester contre la diminution des heures complémentaires de cours. Auparavant, une assemblée générale s'était tenue pour la prolongation du mouvement de grève.

An mois de janvier déjà, ont eu lieu des grèves de cours (le 10 janvier) et plusieurs manifestations dans les rues. Selon les responsables du

comité d'action des étudiants, « il faut obtenir le rétablissement des crédits alloués les années précédentes ». Cette position est soutenue par de nombreux enseignants. Pour le directeur des enseignements supérieurs au ministère de l'éducation nationale, « les universités avaient été prévenues des diminutions d'heures complémentaires dès le mois d'août », mais l'université Paris-III n'aurait pas modifié ses cursus en conséquence (le Monde du 3 février).

« Pour nous, la pilule est amère »

Les divers articles que nous avons publiés, à propos de la situation au centre Censier nous ont valu un abondant courrier dont nous publions ici quelques extraits.

M^{me} Claire Cbabal, institutrice, cite un département « gravement touché » : « Inscrire en troisième année de - Genèse et acquisition du langage - je n'ai pas la ressource de me mettre en grève puisque les cours n'ont jamais pu commencer. Nous préparons cette année des U.V. (unités de valeur) spécifiques assurées par des vacataires payés sur les heures complémentaires. Attribution d'heures complémentaires - pour le département linguistique générale : zéro. Manifestations, lettres, protestations, demandes répétées, restent sans effet. La presse se tait. Pour nous, la pilule est amère. »

« Nous attendions, nous avons lutté, nous avons eu enfin la gauche au pouvoir. Nous prenions sur notre temps libre pour assumer cours, travaux, examens, trajets aussi, sans espoir d'un diplôme monnayable, mais avec la satisfaction d'acquiescer une formation sérieuse en

prise directe avec notre travail auprès des jeunes enfants. Cette formation (que nous n'avons jamais eue) que nous venions chercher à Paris-III n'existe que dans cette université (pas d'équivalence possible) et rien de tel ne se fait en école normale, où, d'ailleurs, on a le plus grand mal à obtenir des stages. »

Les précisions

du président de l'université

M. Henri Behar, président de l'université Paris-III précise :

« La répartition des heures complémentaires, chichement allouées par le ministère cette année, s'est faite dans mon université selon un mode de calcul extrêmement complexe qui pondère plusieurs paramètres et qui a servi de modèle au ministère dans ses diverses simulations. La vérité des chiffres est incontestable : une réduction globale de 43 % se traduit nécessairement par des difficultés dans une université dont la moitié du potentiel pédagogique est assurée par des enseignants vacataires. »

« Au lieu d'avoir jeté à la rue les étudiants, la Sorbonne nouvelle a eu le mérite de refuser, depuis sa création, le nombre de classes pratiquement différentes universités voisines. Je rappelle que ce nombre de classes est resté par le ministre de l'éducation nationale dans tous les projets de textes qui sont actuellement soumis à la concertation. »

« Enfin, les enseignants en poste dans mon université n'ont jamais refusé de pratiquer la solidarité. Ils se demandent cependant ce que serait une solidarité dans un système qui maintient les inégalités des structures héritées du passé. »

Le premier cycle défavorisé

Enfin un groupe de travail étudiants-enseignants dénommé « Pour le changement à l'université », qui s'est constitué à l'université de Paris-III, souhaite dépasser le seul problème du maintien ou de la suppression des heures complémentaires :

« Les universitaires sont souvent présentés comme une catégorie homogène de nantis. Or les enseignants au centre Censier sont essentiellement nantis par des assistants et maîtres assistants et par des chargés de cours rémunérés en heures complémentaires. Les relations hiérarchiques dans l'université se sont lentement modifiées depuis une dizaine d'années, même si le schéma ancien du professeur et de son assistant, devenu porteur de la vie de la vie dure et continue de fonctionner dans certains cas. »

« Lorsque les assistants refusent de jouer ce rôle et revendiquent une place d'enseignant-chercheur à part entière, que se passe-t-il ? Certains d'entre eux se voient insidieusement rejetés de leur spécialité et contraints de faire les bouches-trous alors que les professeurs (enseignants de rang A) recrutent des chargés de cours qui leur sont totalement étrangers puisque entièrement dépendants d'eux et soumis à leur bon vouloir. »

« La création de filières à vocation professionnelle, la plus souvent plébiscitée par ce qui existait auparavant et sans moyens spécifiques, n'a fait qu'accentuer la course aux heures complémentaires et les disparités d'encadrement à l'intérieur de l'université. Pour ne pas perdre de clients, l'université a largement ouvert ses portes à ce nouveau public, mais rares sont les enseignants sur poste qui travaillent dans ces filières. Là aussi, il y a eu recrutement massif de chargés de cours. »

« Ce sont les enseignants et les étudiants de premier cycle qui sont principalement touchés par les réductions d'heures complémentaires et le renvoi des chargés de cours. (...) Il n'a pas été question un seul instant de toucher à ceux que l'on considère comme les « vrais » étudiants et les « vrais » enseignants - ceux des maîtrises et concours. Ainsi se perpétue un système inégalitaire où le travail en premier cycle universitaire est dévalorisé. »

Se perfectionner, ou apprendre la langue est possible en suivant LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC cours avec applications en français Documentation gratuite : EDITIONS DISQUES BBM 8, rue de Bari - 75008 Paris

DÉFENSE SPORTS

LA FRANCE, L'ALLEMAGNE FÉDÉRALE ET LA GRANDE-BRETAGNE S'ASSOCIENT POUR CONCEVOIR UN NOUVEAU MISSILE ANTICAR

La France, la République fédérale d'Allemagne et le Royaume-Uni ont conclu, mercredi 16 février, un accord sur le lancement d'études, en commun, en vue de la fabrication d'un missile anticar de nouvelle génération, destiné à remplacer les missiles actuels Milan, Hot, Tow et Swingfire en service dans les armées de terre de ces trois pays.

Selon un communiqué signé des ministres de la défense des trois pays partenaires, la définition et la mise au point d'un tel missile devraient permettre un accroissement sensible de la capacité de défense des forces de l'alliance atlantique pour le combat en Europe.

D'autres pays européens, membres de l'alliance atlantique et du Groupement indépendant européen de programmes (GIEP), ont été informés de ce projet commun à la France, à l'Allemagne fédérale et à la Grande-Bretagne. Les trois signataires précisent qu'ils sont favorables à un élargissement de l'accord selon des modalités qui sont à définir.

La maîtrise d'œuvre de ce programme d'armement, qui fera appel à des technologies nouvelles touchant au système de guidage terminal du missile et à la micro-électronique de traitement des signaux, a été confiée au groupe d'intérêt économique Euromissile, qui a déjà conçu les missiles anticar existants Milan (tirés par l'infanterie) et Hot (tirés par des hélicoptères). Euromissile réunit la Société nationale industrielle aéronautique (SNIA) pour la France, Messerschmitt Bolow Blum pour l'Allemagne fédérale et British Aerospace pour le Royaume-Uni. Ces missiles ont été largement vendus à l'exportation.

PROMOTIONS ET NOMINATIONS MILITAIRES

Sur proposition de M. Charles Hernu, ministre de la défense, le conseil des ministres du mercredi 16 février, a approuvé les promotions et nominations suivantes dans les armées :

- **Marine** - Est promu au rang et appellation de vice-amiral d'escadre le vice-amiral René Beausson.
- **Armement** - Est nommé ingénieur de 2^e classe l'ingénieur en chef de l'armement Pierre Rochefort.
- **Air** - Est promu général de brigade aérienne le colonel du corps des officiers de l'air Léon Brisset.
- **Santé** - Est nommé avec rang et prérogative de général de brigade avec appellation de médecin général le médecin chef des services de classe normale Bernard Brisson.

Le contrôleur général des armées Jacques Barthélémy est nommé directeur des affaires financières au ministère de la défense.



menu à 130 F (sc)
et "Grande Carte"
dîner aux chandelles
piano
Chef de cuisine
Serge Bonis
fourchette d'Or 1980
40, rue La Pérouse
75116 Paris
500.83.47
fermé samedi
dimanche et jours fériés
Salons jusqu'à 90 personnes

FOOTBALL

L'équipe de France victorieuse au Portugal (3-0)

De notre envoyé spécial

Guimarães (Portugal). - Qualifiée d'office pour le prochain Championnat d'Europe des nations, en juin 1984, l'équipe de France de football a poursuivi victorieusement sa préparation, le 16 février à Guimarães, en battant celle du Portugal par 3 à 0. C'est la troisième victoire consécutive des Français après leur succès au Parc des Princes devant les Hongrois (1-0) et de Rotterdam contre les Néerlandais (2-1).

La deuxième carrière de Maxime Bossis

Dans sa troisième place de la Coupe du Monde 1966.

Privés de leur contingent africain, les clubs portugais ont trop tardé à entreprendre un travail de formation. Il est vrai que les trois grands, Benfica, le Sporting-Club du Portugal et le Football-Club de Porto, détenteurs de tous les titres nationaux depuis 1946, sont trop proches et tournés vers l'Europe pour partager les problèmes des autres équipes condamnées à végéter. Ce manque de renouvellement au sommet a fini par déteindre sur la sélection nationale, écartée de toutes les grandes épreuves depuis 1966.

Contre la France, la moyenne d'âge de l'équipe portugaise, formée de joueurs des trois grands clubs, à l'exception de l'arrière gauche du Sporting de Braga, João Soares Cardoso, dépassant vingt-neuf ans. Lourds, incapables de changer de rythme et trop soucieux de s'aligner pour piéger leurs adversaires en position de hors-jeu, les défenseurs portugais se sont ainsi fait prendre de vitesse sur les accélérations des deux benjamins de l'équipe de France, Yannick Stopyra (vingt-trois ans) et Jean-Marc Ferreri (vingt ans), auteurs de deux buts dès les septième et huitième minutes, sur de remarquables passes en profondeur de Michel Platini.

Une équipe conquérante

L'expérience acquise en Coupe du monde, la confiance et la maîtrise technique des anciens, l'émulation et l'enthousiasme apportés par des jeunes au talent prometteur, ont transformé l'équipe de France en formation conquérante, même sur terrain adverse. C'est ainsi qu'après avoir contrôlé le jeu les Français ont répliqué par un troisième but de Stopyra (70^e minute) aux ultimes velléités d'attaque des Portugais en fin de partie.

L'opération de Marius Trésor, le coordonnateur des sélections, offrait surtout à Michel Hidalgo l'occasion d'essayer Maxime Bossis au poste de défenseur libre qui l'occupe déjà à Nantes depuis le début de la saison. « Libérés » de formation, Trésor ou Christian Lopez misaient sur leurs qualités athlétiques - puissance, détente, souplesse - pour tenir presque exclusivement le rôle d'ultime défenseur. Sans négliger cette fonction où il excelle grâce à son sens du placement, Bossis peut profiter de sa technique d'ancien attaquant pour mieux soigner la relance, prêter main-forte à ses équipiers au centre du terrain, voire partir en contre grâce à un dribble court qui le rend difficile à stopper.

A l'origine du deuxième but français, Bossis crée encore un grand danger à la quarantième minute quand il traverse toute la défense portugaise avant de centrer le ballon pour Ferreri, dont la reprise oblige Manuel Bento à effectuer un formidable arrêt-réflexe. Pour Michel Hidalgo, l'expérience est déjà concluante. « On se demandait qui pourrait succéder à Trésor, disait-il après le match. La question ne se pose plus. » A vingt-sept ans et après quarante-sept sélections, Bossis a sans doute entamé à Guimarães une deuxième carrière en équipe de France.

GÉRARD ALBOUY.

A LOUER A LA SEMAINE Pour expositions temporaires BELLE CAVE GALERIE en sous-sol de boutique de luxe PLACE DAUPHINE - PARIS-1^{re} Téléphone : 326-61-27 de 12 h à 19 h.

OFFICIERS et ventes par adjudication

MINISTÉRIELS
VENTE s/sais. Immo. Pal. de Justice BOBIGNY, MARDI 1^{er} MARS 1983, à 13 h 30

UN APPARTEMENT
en copropriété de type F 4, au 5^e étage, bét. 2, esc. 3, CAVES en s/sol, PARK à MONTFERMEIL (93)

4, rue Deraux
M. à P. : 80.000 F
S'adr. pour rend. M^{me} Maurice AYOUN, avocat à PARIS (17^e), 124, bd Malesherbes. Tél. 622-47-02.

Vente au Palais de Justice de NANTERRÉ le mercredi 2 mars 1983 à 14 heures

PROPRIÉTÉ A SCEAUX (92)
17 et 19, RUE DE LA MARNE - 1.512 m²
LIBRE DE LOCATION - M. à P. : 1.000.000 F

S'adresser M^{me} Bernard de SARIAC, avocat à PARIS, 70, avenue Marceau ; tél. : 720-82-38. M^{me} ETROY, avocat à PARIS, 25, av. Niel ; tél. 766-14-92.

Vie sur sursucre. au Pal. de Justice de Paris, le jeudi 24 février 1983, à 14 heures

UN APPARTEMENT DE 5 PIÈCES
au 5^e étage avec CAVES et EMPLACEMENT PARKING A PARIS 19^e - 49 à 53, RUE REBEVAL

MISE A PRIX : 463.500 F
Pour renseignements s'adresser à M^{me} Jean NOUËT, Avocat à Paris (7^e), 26, bd Raspail. Tél. : 544-10-33.

Vente s/saisie Pal. Just. Pontaise (95) - 3 mars 1983 à 14 h

BIENS ET DROITS IMMOBILIERS
consistant en un APPART. 5 Pces Ppales 5 LOGGIA, cave, emplac. de garage. Bt. VII 1^{er} étage droite

à VILLIERS-LE-BEL (95400) ALPHONSE DAUDET
M. à P. : 100.000 F
Consign. pour enchères 25.000 F (chèque certifié par banque)
AVOCAT. Tél. 632-31-42
Renseign. M^{me} BUISSON 29, rue P.-Butin, à PONTAISE (95).

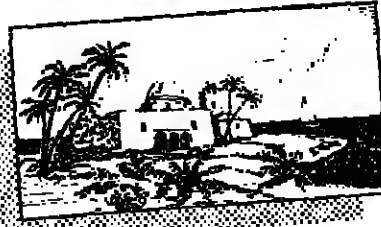
Vente au Palais de Justice de CHAMBERY (Savoie), le MARDI 15 MARS 1983, à 9 heures - EN UN LOT

UN ENSEMBLE IMMOBILIER à TRESSERVE (Savoie) - Dominant le LAC DU BOURGET

PRÈS D'AX-LES-BAINS
En cours de construction édifié sur un terrain d'une contenance cadastrale de 2 HA 47 CA

MISE A PRIX : 3.000.000 de francs
S'adr. pour rend. à la S.C.P. d'avocats FERON, J. COCHET, DORIER, F. COCHET, LOUCHET, 54, faubourg Rochas à CHAMBERY (Savoie). Tél. (79) 33-43-63. Cabinet de M^{me} Roger REBUT et Claude ARBEZ, administrateurs judiciaires syndics, 14, rue de la Loyse à BASSENS-CHAMBERY, tél. (79) 85-10-18. Cabinet Bernard BLANC, 30, route de Saint-Imoos, AIX-LES-BAINS (Savoie). Tél. (79) 35-19-40, pour tous renseignements techniques.

la Tunisie a les vacances et les prix que vous cherchez !



Tunisie: le cœur de la méditerranée... Tunisie: la méditerranée du cœur!

Office National du Tourisme Tunisien - 22 av. de l'Opéra - 75002 Paris - Tél. 742.72.67 - à Lyon: 12 rue de Saxe - Tél. (7) 852.35.86

Le Monde

MUSIQUE

L'ANNÉE RAMEAU

Tricentenaire en multivision

L'Institut de musique et de danse anciennes (IDMA) de l'École de France a présenté mardi à l'Opéra de Paris l'exposition et le spectacle audiovisuel qu'il consacre à Jean-Philippe Rameau, avec le concours du ministère de la culture, deux réalisations de qualité qui seront des pièces maîtresses pour la « reconnaissance » du grand musicien en cette année du tricentenaire.

L'exposition, due à Jean-Luc Vannier, offre cent cinquante photographies et reproductions de documents divers, en vingt-sept panneaux clairs, élégants, accompagnés de légendes pédagogiques très frappantes. Établis actuellement en trois exemplaires, elle voyageera dans toute la France, le plus souvent avec un spectacle audiovisuel de Philippe Beaussant, qui est un véritable petit chef-d'œuvre (1).

Disponible soit en multivision (sur double écran, plus image centrale et image panoramique) de six cents diapositives, soit en monovision (film de 16 mm ou cassette vidéo), ce spectacle a été construit par Jean-Michel Mahé, avec la participation de Catherine Kintzler. Il donne à l'année Rameau en un parcours moins didactique qu'amusant, où les éléments historiques s'associent à la peinture (Watson, Boucher et d'autres) et surtout à de prodigieux moments de musique. En quarante minutes, c'est le portrait le plus fin, juste et passionné qu'on puisse rêver. Une centaine de villes ont déjà manifesté leur intérêt pour l'exposition et le spectacle, qui doivent séjourner à Paris, à la discothèque du Trocadéro, sans doute du 15 mars au 15 avril.

L'année Rameau a pris un aspect bon départ. En dehors des manifestations déjà signalées (Le Monde du 2 janvier), notons que le Théâtre

J. L. Pour tous renseignements, s'adresser (par lettre ou téléphone) au Centre d'information de l'Association Rameau, 66, rue d'Assas, 75006 Paris, tél. 549-91-27.

(1) Ils sont actuellement visibles à l'hôtel de Sully, les 17, 18 et 19 février, de 14 à 18 heures (spectacle audiovisuel de 14 heures à 16 heures).

2e2m AU CENTRE POMPIDOU

Premières auditions

Il faut toujours se méfier des bonnes réputations et ne pas craindre de remettre en question des certitudes chaque fois que l'occasion se présente. Betty Jolas (née en 1926) appartient à une génération où les compositeurs justement célèbres ne sauraient se contenter sur les doigts des deux mains et cependant, parmi tant de noms illustres, le sien est attaché à une production remarquablement constante tant par la qualité de la facture que par un sens de la forme et de l'expression qui lui ont évité d'écrire des œuvres insignifiantes, gratuites ou ennuyeuses.

Sa dernière œuvre, *Point d'or*, pour saxophone et orchestre de chambre, que Daniel Kientzy et l'ensemble 2e2m présentent en création le 14 février, allait-elle apporter un démenti à une renommée si justement établie ? On pouvait se le demander pendant toutes les premières mesures : une mélodie écartelée entre les registres grave et suraigu du saxophone baryton, dans un style très « années 50 », une certaine violence sans objet...

Puis, peu à peu, au fur et à mesure des métamorphoses du soliste, utilisant à tour de rôle les quatre instruments principaux de la famille, le propos de l'œuvre se dessine, avec ses transitions subtiles d'une atmosphère à une autre, ses effets de perspective entre les plans superposés, d'écho ou de dialogue entre le soliste et les musiciens, et surtout une netteté de l'écriture n'excluant nullement le souffle lyrique. On pourrait, à certains moments évoquer l'opéra... Alban Berg n'est pas loin - mais, en l'absence de tout canons dramatique, les idées s'enchaî-

nent les unes aux autres avec évidence et avec un intérêt sans cesse renouvelé. En outre, l'exécution était particulièrement convaincante : Daniel Kientzy se joue des pires difficultés, Denis Cohen dirige ses musiciens avec une véritable intelligence de la partition.

Mais Denis Cohen est davantage connu comme compositeur. Lui aussi bénéficie de préjugés favorables et qui pourraient sembler exagérés, puisqu'il vient d'avoir trente ans ; pourtant, après sa dernière composition, une *Canzone* sur des textes de Georges Weidenfeld, il faut bien se faire une raison : certes, ce n'est pas de la musique pour passer le temps ni pour bercer quelque rêverie hivernale, elle se situe plutôt dans la ligne pure et dure des œuvres vocales de Boulez ou de Barraqué. Elle n'est cependant pas exempte de délicatesse ni même de mélodie dans les parties vocales confiées à Evelynne Razimovsky (soprano) et à Marie-Claude Vallin (mezzo). Tout est jouable, chantable, intelligible, tout sonne distinctement et, d'ailleurs, une prédilection avouée pour les attaques sèches et brèves des percussions sonnant comme des rappels à l'ordre (et qui contribuent à uniformiser le discours), on se livrait au plaisir d'une admiration dans la réserve.

Le concert s'ouvrait avec *Bouche*, une mélodie amoureuse de Claude Vivier (né en 1948) qui n'est pas dépourvue d'extraits, mais souffrait d'un voisinage trop impitoyable pour un tissu si fragile.

GÉRARD CONDÉ.

THÉÂTRE

« ELÉN », au Théâtre de la Bastille

Romantique

Romantisme pervers d'une histoire folle, personnages décadents embrasés de passions narcissiques, attentifs aux convulsions de leurs désirs. Ils s'écroulent vivants, mettent en scène leur mort. Ils parlent, s'adonnent aux mots comme à une drogue exaltante. Des personnages de littérature qui joignent la distance de l'artifice à la brûlure vraie de l'insatisfaction. C'est *Elén* - femme fatale, égoïste et vouée au malheur - un conte de Villiers de l'Isle Adam, adapté et monté par Pascal Jouan dans la petite salle du Théâtre de la Bastille, comme un tableau gothique qui débordait de son cadre. Le centre du plateau est effectivement occupé par un grand cadre qui enferme un paysage : les ruines d'un château au sommet d'un roc. Les acteurs sont habillés « Musset » et « mode-style », ça fait bricolage mais ce n'est pas gênant du tout, l'absence de richesse ne gêne pas le talent.

Elén est le troisième spectacle de Pascal Jouan, élève de Daniel Mes-

guich, à qui il emprunte certaines manies comme de couper les phrases par des rires sans raison, des gags sur des jeux de mots en rupture. Seulement, Daniel Mesguich est doué d'une intuition théâtrale supérieurement aiguë, qui soutient les fioritures et ne se transmet pas. Comme Daniel Mesguich, Pascal Jouan aime les éclairages mystérieux et leur éclat éphémère, les équivoques beautés des images lascives et clinquantes. Bien à lui, il possède une sensibilité nerveuse, une naïveté sans fadeur. Parmi ses comédiens - souvent gauches - se détache Jean-Marc Bourg : il a un physique frêle, une personnalité complexe, une fougue qu'il ne parvient pas toujours à maîtriser. Et surtout, il y a Viviane Eyckert, qui s'impose dès qu'elle apparaît. Elle a l'aura, la grâce sensuelle et enfantine, l'étrangeté d'*Elén*. Elle est une *Elén* parfaite. - C.G.

* Théâtre de la Bastille, 19 h 30.

culture

CINÉMA

« CINQ JOURS, CE PRINTEMPS-LÀ », de F. Zimann

Le grand amour trahi

Un médecin anglais (Sean Connery) bien en chair, mais le crâne presque déprimé) débarque en Engadine avec une jeune maîtresse, Kate (Betsey Brantley), au printemps de 1932. Ils découvrent progressivement un paysage sublime, une Suisse touristique peignée de neiges éternelles, d'arbres impressionnants.

D'emblée, le réalisateur, le septuagénaire Fred Zimann, lui-même aujourd'hui fixé au pays de Guillaume Tell, donne le ton : une majesté étonnante, l'homme comme confronté à l'éternité, à sa vérité intérieure. Le metteur en scène ne cache pas son intérêt pour le documentaire - il fut brièvement, en 1930, le collaborateur de Robert Flaherty pour un projet avorté de film en Union soviétique. L'homme est façonné d'abord par la nature, le milieu. Cinq jours, ce printemps-là ne durent pas le premier choix.

Mais la passion prend le dessus, une passion en demi-éternité, feutrée, un drame murmuré plus qu'essénié. Car, c'est là l'originalité de ce récit, le ton, le rythme, les sentiments, doivent beaucoup à une forme de sensibilité bien dessinée, proche de celle de la période décriée. Les conflits psychologiques y sont à peine suggérés, le sexe, bien présent, au cœur du drame, est cependant rejeté au second plan.

Douglas, le médecin quinquagénaire, vient passer un long week-end avec sa nièce qu'il a séduite. Il quitte une épouse nullement aveuglée par la situation, et les enfants de la Clyde

dont il a hérité. Douglas espère conjuguer deux plaisirs, cet amour tardif pour un tandon échappé d'une comédie anglaise ou américaine de ces mêmes années 30 et son goût de la montagne. Un jeune guide, Johann (Johannes Wilson), fils de Georg (Georg Wilson), va le mener jusqu'au sommet d'une mythique aiguille de la Domoelle. Il sera le révélateur d'une tragédie qui n'est pas son nom, et la victime de cet étrange jeu de la vérité. Johann, avant de périr emporté par une chute de pierres, explique à Douglas et à Kate que la jeunesse doit rester la jeunesse, que leur aventure est grotesque.

Réduit à ce mince argument, le film n'aurait guère de consistance s'il n'était traité constamment en demi-tant, comme harmonisé à la sensibilité d'une époque. Encadré du début à la fin par la présence envahissante des neiges éternelles, il est nourri d'un rapport physique avec la nature, mais aussi admirablement équilibré par l'anecdote parallèle d'un jeune homme du pays arraché au glacier, quarante ans après sa mort accidentelle, à la veille de son mariage, et pleuré aujourd'hui par une vieille femme. Fred Zimann nous ramène à l'essentiel : le véritable amour traverse les apparences, défie les conventions. Et si Kate avait tort, et avec elle la morale bourgeoise toujours vivante dans les consciences ?

LOUIS MARCORELLES.

* Voir les films nouveaux.

« J'AI ÉPOUSÉ UNE OMBRE », de Robin Davis

Une pâle série blême

Transposer, en France, un roman de William Irish et lui garder, tout de même, ses caractéristiques spécifiques (mystère, angoisse, fatalité) n'est pas impossible : François Truffaut l'a bien prouvé. Mais, en adaptant *J'ai épousé une ombre* (jadis publié dans la « Série Blême »), Robin Davis a commis le même erreur que les scénaristes de la version américaine de 1950, *Chânes du destin*, réalisée par Mitchell Leisen. Il a supprimé le retour en arrière du récit, le doute empoisonnant à jamais la vie d'un homme et d'une femme qui, débarrassés d'un maître chanteur, se soupçonnent, mutuellement, de l'avoir tué sans être sûrs d'une preuve.

Reste le noyau de l'histoire : Hélène, jeune femme sans famille et sans ressources, ancienne de huit mois, abandonnée par un amant instable, brutal et cynique, est prise, à

la suite d'un accident de chemin de fer, pour la belle-fille de riches viticulteurs du Bordelais, morte avec son mari dans la catastrophe et qui, comme elle, attendait un bébé. Parce que les Meyrand n'ont jamais vu leur bru, parce qu'elle est arrivée au bout du désespoir et veut assurer l'avenir de son enfant nouveau-né, Hélène devient Patricia, s'introduit, par effraction, dans la famille en deuil, prend le vie d'une autre avec laquelle elle avait échangé quelques paroles juste avant l'accident.

En adoptant le style bien rodé du « roman psychologique », Robin Davis rend la situation vraisemblable, transporte son héros dans tristesses villes industrielles de l'Est à la nature calme et harmonieuse du Sud-Ouest (les images sont très belles dans les contrastes) et réussit l'étude d'un comportement immoral mais touchant. Grâce, d'ailleurs, à Nathalie Baye, dont le personnage de voisine d'identité, d'affection, de jeunesse, marchant sur la corde raide, est autrement subtil que celui qu'elle tenait dans *la Balance*. Mais le traitement du roman d'Irish fait que les choses se gâtent.

Amour d'un beau-frère (Francis Huster), retour de l'émant qui devient maître chanteur (Richard Bohringer) et est assassiné sans qu'il y ait, ici, doute sur l'auteur du meurtre : le film sombre dans le mélodrame, l'invraisemblance, cherche à tout prix une fin heureuse et réunit deux tourtereaux, tout mensonge effacé. Ce serait difficile à évaluer si Medelaine Robinson, dans le rôle de Lene Meyrand, la mère majestueuse, justicière, dévorée d'amour pour l'enfant de la fausse belle-fille, ne s'imposait merveilleusement en grande dame, en grande cordillère, créant à elle seule - et tant mieux, bravo ! - une vraie tragédie. Avec Medelaine Robinson, on se retrouve du côté de chez Mauriac.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

La station de sports d'hiver Isola 2000 organise des Remontées mécaniques entre arrières de différents disciplines dont la première session a lieu du 27 février au 3 mars, sur le thème « les arts et l'amour ».

Le colloque culturel de la Sorbonne vu par la presse américaine

Le colloque qui s'est tenu les 12 et 13 février à la Sorbonne, à l'initiative de M. Jack Lang (Le Monde du 15 février), a suscité plusieurs réactions dans la presse américaine. Deux d'entre elles nous ont paru significatives :

NEW YORK TIMES : un tour de force.

M. E.J. Dionne écrit dans le New York Times : « La rencontre a été un tour de force du gouvernement socialiste français et de Jack Lang, son ministre de la culture, controversé et haut en couleur. (...) Elle a reflété l'importance que le gouvernement attache à reconquérir pour la France le rôle de leader culturel international dynamique. C'est là une préoccupation particulière du président François Mitterrand, qui a

dit un jour : « Le socialisme est d'abord un projet culturel. »

(...) Le libellé très vaste des thèmes a conduit à des discussions souvent vives et à un style hautement abstrait d'argumentation qui a irrité plusieurs participants, notamment les Américains (...). Pourtant, la plupart des participants américains ont comparé favorablement les efforts culturels du gouvernement français à ceux de l'administration Reagan. »

WALL STREET JOURNAL : nullité française.

M. Raymond Sokolov, rédacteur en chef du Wall Street Journal pour les questions culturelles, écrit :

« Au lieu de s'engager à propos de Dallas, Jack Lang devrait se demander pourquoi la France est une nullité dans la culture mondiale contemporaine active. Au lieu de se poser en sauveur de la culture planétaire, il devrait se demander pourquoi la France n'a produit aucun romancier de réelle importance en vingt ans, à l'exception de Michel Tournier, pourquoi la France a disparu dans le domaine des arts plastiques et pourquoi le monde entier rit de l'emphase de la rhétorique française traditionnelle telle qu'elle est encore enseignée dans les écoles françaises archaïques et telle qu'elle est écrite au ministère français de la culture. »

Il ne fait pas de doute que M. Mitterrand est un authentique homme de culture. Mais il est venu à la Sorbonne non pas pour rendre un hommage mais pour en recevoir un. Plus important, il a utilisé un groupe de personnes pour le plupart bien intentionnées afin de figurer dans un tableau soigneusement composé pour éblouir les électeurs français. »

Sur le thème, « Que peut la culture ? » (dans les manifestations de l'Incocon), le Discours psychanalytique organisé au débat, vendredi 18 février à 21 heures, 5, rue de la Clief, 75005 Paris, avec la participation de Philippe Adrien, Frédéric Mitterrand, Jorge Semprun et Pierre Zucca.

Au Festival de Montreux-Vevy, M. Yves Petit de Volze succédera au directeur artistique actuel, le chef d'orchestre René Klopstein. Yves Petit de Volze a notamment fondé, en 1973, l'Académie-Festival des Arcs (Savoie), qui accueille, en été, huit cents jeunes musiciens et danseurs venus recevoir l'enseignement d'artistes.

Une galerie spécialisée dans la vente de dessins d'artistes ouvre à Paris : elle proposera en permanence des œuvres de Gaudin, Montès, Parent, Fortzamparc, Pécarré et le groupe Tan, et commence ses activités avec une exposition de travaux de Claude Parent.

* Archétypes, 17, rue des Francs-Bourgeois, 75004 Paris, tél. : 273-18-15.

OLYMPIC BALZAC - LES 7 PARNASSIENS - QUINTETTE PATHÉ GAUMONT HALLES - LA PAGODE

SELECTION OFFICIELLE CANNES 1982

CAROLE BOUQUET

UN FILM DE WERNER SCHROETER

le jour des idiots

IDA DI BENEDETTO - INGRID CAVEN

GAUMONT

MADELEINE

COMPAGNIE VALERE-DESAILLY

BERNARD FRESSON

SIMONE VALERE JEAN DESAILLY

LA DIXIEME DE

Beethoven

DE

PETER USTINOV

Adaptation Française de YVES VARGAS

Montage de DANIEL GEORGES PONSANT

LE SAMEDI 18H ET 21H15

cinéma

SPECTACLES

RADIO-TÉLÉVISION

A VOIR

Fille Courage

Le hasard a voulu que nous rencontrions cette semaine à la télé deux êtres placés sous le signe de la mort, deux âmes incarnant à mes yeux le Mal et le Bien en lettres majuscules, le Bien et le Mal absolu. Dimanche c'était le « boucher de Lyon », c'était Barbie, interviewé dans l'avion qui le ramenait de La Paz, un vieil homme au sourire mince et froid, le bonhomme de l'humanité. Et vendredi sur FR 3 ce sera l'espérance, au contraire, la gloire de l'humanité, représentée par une petite fille, au sourire tendre et crâne, appelée Valérie, une gemme atteinte d'une maladie terrible, l'aplasie médullaire.

Il y a sept mois de ça. Elle vit encore, elle vit normalement, elle vit à son pas, à sa guise. Elle cherche, elle trouve dans l'humanité et dans un certain cadre de la force, la volonté, l'énergie de sa bêtise, de sa domination et de sa victoire. Depuis que j'ai croisé à l'écran, sous la lourde frange de ses sourcils, ce regard joyeux et assis, depuis que j'ai entendu cette voix d'enfant un peu abîmée, déformée par trop

d'hormones, de sérum et de cortisone, analyser les circonstances et les étapes de sa longévité avec une intelligence et une hauteur d'âme assez rares, encore mûries, grandies par l'apprentissage de la souffrance, je ne pense plus qu'à elle.

Pour-on laisser une gosse de cet âge décider de sa vie, de sa mort ? Le juge pour enfants qui, en juin dernier, a voulu l'obliger à retourner à l'hôpital, ne le pensait pas. Il vous dira pourquoi. Son honnêteté ne fait pas de doute. La cour d'appel en a décidé autrement. Devant une volonté aussi catégoriquement affirmée, on peut que s'incliner bien bas.

CLAUDE SARRAUTE.

* Valérie, l'enfant qui devait mourir. Magazine « Vendredi », FR 3, vendredi 18 février, 20 h 35.

Jeudi 17 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Téléfilm : Un adolescent d'autrefois.
- 21 h 15 Documentaire : Les Mauvais Démon.
- 22 h 40 Documentaire : Les Mauvais Démon.
- 23 h 10 Journal.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 Magazine : L'histoire en question.
- 21 h 50 Magazine : Les enfants du rock.
- 23 h 25 Journal.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Cinéma-passion.

- 20 h 40 Film : le Fanfaron.
- 21 h 15 Documentaire : Les Mauvais Démon.
- 22 h 40 Documentaire : Les Mauvais Démon.
- 23 h 10 Journal.

FRANCE-CULTURE

- 20 h 35 Magazine : L'histoire en question.
- 21 h 50 Magazine : Les enfants du rock.
- 23 h 25 Journal.

Vendredi 18 février

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 11 h 15 Vision plus.
- 12 h 15 Vision plus.
- 13 h 30 Atout cœur.
- 14 h 30 Atout cœur.
- 15 h 30 Croque-vacances.
- 16 h 30 C'est à vous.
- 17 h 30 Le village dans les nuages.
- 18 h 30 Histoire d'enfants.
- 19 h 30 Émissions régionales.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h 30 Émissions régionales.
- 22 h 30 Émissions régionales.
- 23 h 30 Émissions régionales.

DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 ANTOPE.
- 11 h 30 Journal (et à 12 h 45).
- 12 h 10 Journal (et à 12 h 45).
- 13 h 30 Émissions régionales.
- 14 h 30 Émissions régionales.
- 15 h 30 Émissions régionales.
- 16 h 30 Émissions régionales.
- 17 h 30 Émissions régionales.
- 18 h 30 Émissions régionales.
- 19 h 30 Émissions régionales.
- 20 h 30 Émissions régionales.
- 21 h 30 Émissions régionales.
- 22 h 30 Émissions régionales.
- 23 h 30 Émissions régionales.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 18 h 30 Pour les jeunes.
- 19 h 30 Pour les jeunes.
- 20 h 30 Pour les jeunes.
- 21 h 30 Pour les jeunes.
- 22 h 30 Pour les jeunes.
- 23 h 30 Pour les jeunes.

FRANCE-CULTURE

- 8 h 50. Échec au hasard.
- 9 h 7. Maîtrise des arts du spectacle.
- 10 h 45. Le texte et la musique à propos de : « De la désobéissance », d'E. Fromm.
- 11 h 2. Musique : l'Orchestre national de France à Genève (et à 13 h 30 et 16 h).
- 12 h 5. Agora.
- 13 h 45. Panorama.
- 14 h 5. Sous : Granville.
- 15 h 5. Un livre, des voix : « Moi, Jeanne Castille de Louvain », de J. Castille.
- 16 h 45. Les après-midi de France-Culture : les inconnus de l'histoire. (Antoine Conselheiro)
- 17 h 32. Instantané, magazine musical.
- 18 h 30. Feuilleton : Le bonheur fou.
- 19 h 30. Actualité magazine.
- 20 h 30. Les grandes avenues de la science moderne : le milieu interstellaire, avec C. Cesari.
- 21 h. Émission médicale (en liaison avec l'émission diffusée sur TF 1 le 14 janvier) : les vaisseaux sanguins.
- 22 h 30. Black and blue : la clarinette.
- 23 h 30. Nuits magiques : arrêts fréquents.

FRANCE-MUSIQUE

- 9 h 5. Musiciens d'aujourd'hui : Charlie Parker.
- 12 h. Émissions régionales.
- 13 h 35. Jazz s'il vous plaît.
- 14 h. Jeunes solistes : (en direct du Studio 119) : R. Toyoda, violoncelle, œuvres de A. Khatchatourian, J.-S. Bach, B. Britten.
- 15 h 4. Boîte à musique : Poulenc.
- 16 h 30. Les enfants d'Orphée.
- 17 h 32. Instantané, magazine musical.
- 18 h 30. Feuilleton : Le bonheur fou.
- 19 h 30. Actualité magazine.
- 20 h 30. Les grandes avenues de la science moderne : le milieu interstellaire, avec C. Cesari.
- 21 h. Émission médicale (en liaison avec l'émission diffusée sur TF 1 le 14 janvier) : les vaisseaux sanguins.
- 22 h 30. Black and blue : la clarinette.
- 23 h 30. Nuits magiques : arrêts fréquents.

LE PRIX DU DANGER (Fr.) : Arcades, 2 (233-39-36) ; Paramount-Matignon, 2 (296-80-40) ; U.G.C.-Odéon, 6 (325-71-03) ; U.G.C.-Montparnasse, 6 (544-14-27) ; U.G.C.-Rotonde, 6 (633-06-22) ; Normandie, 8 (359-41-18) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistinguo, 14 (539-52-43) ; Magic-Convention, 15 (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Paramount-Matignon, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).

LE RETOUR DES BÉLASSES EN FOLIE (Fr.) : Rex, 2 (236-83-99) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Éclairage, 8 (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9 (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12 (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistinguo, 14 (539-52-43) ; Magic-Convention, 15 (828-20-64) ; 14-Juillet-Beaugrenelle, 15 (575-79-79) ; Muret, 16 (651-99-75) ; Paramount-Matignon, 17 (758-24-24) ; Images, 18 (522-47-94).

LA RIVIERE DE SOUE (Jap. v.a.) : St-André des Arts, 6 (326-48-18).

LE RUFFIAN (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Ambassade, 3 (359-19-08) ; George V, 8 (562-41-46) ; Français, 9 (770-33-88) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Montparnasse-Pathey, 14 (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; Clichy-Pathey, 18 (522-46-01).

SURVIVANTS (A. v.a.) : Action-Christiane, 6 (325-47-94).

SUPERVIVANTS (A. v.a.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

LA TEMPÊTE (A. v.a.) : U.G.C. Danton, 6 (329-42-62) ; Biarritz, 8 (723-89-53) ; Paramount-Matignon, 17 (758-24-24).

LE TERRITOIRE (A. v.a.) : A. v.a. ; République-Cinéma, 11 (805-51-33).

TIR GROSSE (Fr.) : Paramount-Opéra, 9 (742-56-31).

TOUT LE MONDE PEUT SE TROMPER (Fr.) : Gaumont-Halles, 1 (297-49-70) ; Richelieu, 2 (233-56-70) ; Marignan, 3 (359-19-08) ; George V, 8 (562-41-46) ; Français, 9 (770-33-88) ; Nation, 12 (343-04-67) ; Faubourg, 13 (331-60-74) ; Montparnasse-Pathey, 14 (320-12-06) ; Gaumont-Sud, 14 (327-84-50) ; Calypso, 17 (380-30-11) ; Clichy-Pathey, 18 (522-46-01).

TRAVAIL AU NOIR (Ang. v.a.) : Ciné-Bourgeois, 3 (271-52-36) ; 14-Juillet-Régine, 6 (326-19-88) ; 14-Juillet-Parade, 8 (326-58-00) ; Biarritz, 8 (723-89-53) ; Tréport, 9 (544-28-30).

TRIPTYQUE (Sov. v.a.) : Cosmos, 6 (544-28-30).

TRON (A. v.a.) : Napoléon, 17 (380-41-48).

UN CHIEN DANS UN JEU DE QUINZE (Fr.) : Richelieu, 2 (233-56-70) ; Marignan, 3 (359-19-08) ; Gaumont-Convention, 15 (828-20-64) ; Clichy-Pathey, 18 (522-46-01).

VICTOR VICTORIA (A. v.a.) : Mores, 1 (260-43-99) ; St-Michel, 9 (326-75-17) ; Marignan, 9 (359-19-08) ; V.F. : Impérial, 2 (742-73-52) ; Montparnasse, 14 (327-84-50).

UNE CHAMBRE EN VILLE (Fr.) : Biarritz, 8 (723-89-53).

LES UNS ET LES AUTRES (Fr.) : Paramount-Montparnasse, 14 (329-90-10).

YOL (Turc. v.a.) : 14-Juillet-Parade, 8 (326-58-00) ; V.F. : U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A. v.a.) : Action-Christiane, 6 (325-47-94) ; Mac-Mahon, 17 (380-30-11).

ALPHAVILLE (Fr.) : Logos, 5 (354-24-42).

L'AMOUR L'APRÈS-MIDI (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

LES ARISTOCRATES (A. v.a.) : Le Royal, 8 (262-62-66) ; Napoléon, 17 (380-41-48).

L'AVVENTURA (It. v.a.) : Olympia-Halles, 6 (278-34-15) ; Olympia-Saint-Germain, 6 (222-67-33) ; Olympia-Balzac, 6 (361-10-60) ; Olympia-Marilyn, 14 (542-67-42).

LE BAL DES VAMPIRES (A. v.a.) : Champ, 5 (354-51-60).

LA BELLE AU BOIS DORMANT (A. v.a.) : Rialto, 19 (607-87-61).

CABARET (A. v.a.) : Nostalgia, 5 (354-42-34).

LES CHARIOTS DE FEU (A. v.a.) : U.G.C. Marbeuf, 8 (225-18-45).

LE CHAGRIER ET LA PITTE (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

CITIZEN KANE (A. v.a.) : A-Bazin, 13 (337-74-39).

COUP DE CŒUR (A. v.a.) : Éclair, 13 (707-28-04).

COURTESY (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

DEEP END (Angl. v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52) ; Olympia-Balzac, 6 (361-10-60) ; V.F. : U.G.C. Rotonde, 6 (633-06-22).

DELIVRANCE (A. v.a.) : Opéra-Night, 2 (296-83-99).

LA DÉBOÎTE (Fr.) : Lumière, 9 (246-49-07).

EASY RIDER (A. v.a.) : Temples, 9 (272-94-56).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

L'ÉPOUVANTAIL (A. v.a.) : Opéra-Night, 2 (296-83-99).

ERASERHEAD (A. v.a.) : Éclair, 13 (707-28-04).

FAMILY LIFE (Angl. v.a.) : Studio-Bertrand, 7 (783-64-66).

FEET (A. v.a.) : Saint-Lambert, 15 (532-91-68).

LE FAUCON MALTAIS (A. v.a.) : Action-Christiane, 6 (325-47-94) ; Action-Lafayette, 9 (878-80-30).

FRANKENSTEIN (A. v.a.) : Opéra-Night, 2 (296-83-99).

GILDA (A. v.a.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77).

LE GUEPARD (It. v.a.) : Rialto, 19 (607-87-61).

HIROSHIMA MON AMOUR (Fr.) : Rialto, 19 (607-87-61).

LES MOISSONS DU CIEL (A. v.a.) : Germain Village, 9 (633-63-20) ; Élysées-Litton, 8 (359-36-14) ; Parisiens, 14 (329-83-11).

L'HOMME AU MASQUE DE CIRE (A. v.a.) : Action-Rio-Grande, 5 (354-47-62).

L'HOMME INVISIBLE (A. v.a.) : Studio-Globe-Cœur, 6 (326-80-25) ; Olympia-Entrepôt, 14 (542-67-42) ; Accacias, 17 (764-93-54).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A. v.a.) : Rex, 2 (236-83-99) ; U.G.C. Opéra, 2 (261-50-32) ; U.G.C. Montparnasse, 6 (544-14-27) ; Éclairage, 8 (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13 (336-23-44) ; Mistinguo, 14 (539-52-43) ; Napoléon, 17 (380-41-48).

JEREMIAH JOHNSON (A. v.a.) : Opéra-Night, 2 (296-83-99) ; Rialto, 19 (607-87-61).

JESUS DE NAZARETH (It. v.a.) : (1^{re} partie) : jeu, sun, et lun ; 2^e partie : mer, vin, et mar. ; Grand Pavé 15 (554-46-85).

LA LÉGENDE (A. v.a.) : Quartier-Latin, 15 (554-46-85).

MAD MAX 1 (A. v.a.) : Paramount, 14 (329-83-11) ; V.F. : Arcades, 2 (233-39-36).

MIDNIGHT EXPRESS (A. v.a.) : Capri, 2 (508-11-69).

MASSACRE À LA TRONCONNEUSE (A. v.a.) : Hollywood Boulevard, 9 (770-10-41).

LA MELODIE DU BONHEUR (A. v.a.) : Grand Pavé 15 (554-46-85).

LES MOISSONS DU CIEL (A. v.a.) : Cinéma Présent, 19 (203-02-55).

MONTY PYTHON, SACRÉ GRAAL (Angl. v.a.) : Cluny-Ecoles, 5 (354-20-12).

LA MOUCHE NOIRE (A. v.a.) : Studio-Cinéma, 9 (325-78-37) ; Calypso, 17 (380-30-11).

NEW-YORK, NEW-YORK (A. v.a.) : Éclair, 13 (707-28-04).

PAPILLON (A. v.a.) : Capri, 2 (508-11-69).

PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.a.) : Cinéma Saint-Germain, 6 (633-10-82).

LE PONT DE LA RIVIERE KWAI (A. v.a.) : Éclair, 13 (707-28-04).

LA POURSUITE IMPOSSIBLE (A. v.a.) : Action-Christiane, 6 (325-47-94).

PROVIDENCE (Fr.-Ang.) : V.F. : Studio-Cajus, 5 (354-89-22).

REPORTERS (Fr.) : Saint-Séverin, 5 (354-50-91).

LE SHÉRIF EST EN PRISON (A. v.a.) : Opéra-Night, 2 (296-83-99).

LA STRADA (It. v.a.) : Cinéma Saint-Germain, 6 (633-10-82).

TOMÉ JONES (A. v.a.) : Olympia-Luxembourg, 6 (633-97-77).

TOUT CE QUE VOUS AVEZ TOUJOURS VU SUR LE SEUL SANS JAMAIS OSEZ LE DÉMANDER (A. v.a.) : Studio de la Harpe, 5 (634-25-52).

LA VEUVE MONTELLI : 7 Parisiens, 14 (320-30-11).

LES VIKINGS (A. v.a.) : Action-Ecoles, 5 (325-78-37) ; V.F. : Maxiville, 9 (770-72-86).

WOMEN (A. v.a.) : Olympia-Entrepôt, 14 (542-67-42).

nouveau drouot

Hôtel des ventes, 9, rue Drouot - 75009 Paris
Téléphone : 246-17-11 - Téléc : Drouot 642260
Informations téléphoniques permanentes : 770-17-17

Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Les expositions auront lieu la veille des ventes, de 11 à 18 heures
sauf indications particulières

SAMEDI 19 FÉVRIER

- S. 10 - Four. Bâ, M. Le Blanc.
- LUNDI 21 FÉVRIER (exposition samedi 19)
- S. 1 - Tableaux, mal amoult, M. Pecheteau, Pecheteau-Badin, Ferrier, M. Gallie, M. La Vie, M. Hardeux, Laitie, Falco.
- S. 4 - Tableaux mod. et contemporains, M. Corlette de Saint-Cyr.
- S. 6 - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie ancienne et moderne, M. Ader, Picard, Tajan, MM. Dédicant et Soteron.
- S. 7 - Tableaux XIX^e, argenterie, métal argenté, céramique, objets d'ameublement XVIII^e et style, mobilier XVIII^e et moderne, M. Boisgarnaud de Heckeren.
- S. 11 - Dessins : Chardin, Lelozé, peintures de nos montagnes : Loppé, M. Audou, Godou, Solanet.
- S. 14 - Tableaux mod. M. Robert.

MARDI 22 FÉVRIER (exposition lundi 21)

- S. 5 - Livres, anciens et modernes, M. Ader, Picard, Tajan, M. Mesudre.
- S. 10 - Tableaux et céramique, 1900, M. Renoud, M. Camard.

MARDI 22 FÉVRIER, à 16 h. (exposition de 11 à 15 h 30)

- S. 1 - Tapis d'or, M. Langlois.

MERCREDI 23 FÉVRIER (exposition mardi 22)

- S. 6 - Dessins et tableaux modernes, M. Ader, Picard, Tajan, MM. Pacini, Jeannel, Maréchal.
- S. 7 - Meubles et objets d'art XVIII^e, M. Delorme, MM. Lacoste.
- S. 8 - Livres anc. et modernes, M. Corlette de Saint-Cyr.

JEUDI 24 FÉVRIER (exposition mercredi 23)

- S. 2 - Bijoux, objets de vitrine, orfèvrerie anc. et mod. M. Ader, Picard, Tajan, M. Fromager.
- S. 10 - Timbres, table, bibelots, objets d'art, M. Milon, Anthaux.

VENREDI 25 FÉVRIER (exposition jeudi 24)

- S. 4 - Objets d'art et de bel ameublement, M. Ader, Picard, Tajan, MM. Dine, Levy-Lucas.
- S. 6 - Tableaux modernes, MM. Brastier, Callard, Oudot, Richer.
- S. 8 - Hs. Époque, objets de curiosité, import. sculptures, tapisseries, M. Audou, Godou, Solanet, M. Couquart.
- S. 7 - Tab. mod. mod. M. Le Blanc.
- S. 9 - Meubles, tableaux, M. Naret Minet.

VENREDI 25 FÉVRIER, à 11 h 15 et 14 h. (exposition jeudi 24)

- S. 16 - Ensemb. de 500 cadres XVIII^e, XVIII^e et XIX^e et des années 1930, M. Corlette de Saint-Cyr.

SAMEDI 26 FÉVRIER (exposition vendredi 25)

- S. 10 - Poupées de collection, M. Naret Minet.

ETUDES ANNONCANT LES VENTES DE LA SEMAINE

- ADER, PICARD, TAJAN, 12, rue Favert (75002), 261-80-07.
- AUDOU, GODEAU, SOLANET, 32, rue Drouot (75008), 770-87-68.
- BOISGARNAUD DE HECKEREN, 2, rue de Provence (75008), 779-81-99.
- CATHERINE CHARBONNEAUX, 134, boulevard Saint-Henri (75008), 369-66-66.
- CORNETTE DE SAINT-CYR, 24, avenue Garçon (75008), 720-18-84.
- LANGLOIS, 12, rue Descombres, 1750171, 227-00-91.
- MILON, JUTHIAU, 14, rue Drouot (75008), 770-00-45.
- NERET MINET, 37, rue Le Peletier (75008), 770-07-78.
- PESCHETEAU, PESCHETEAU-BADIN, FERRIER, 16, rue de la Grange-Batelière (75008), 770-88-38.
- RENAUD, 8, rue de la Grange-Batelière (75008), 770-49-85.
- ROBERT, 5, avenue d'Eylau (75016), 727-85-34.

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS DE C&C

AVIS

COMMUNICATION

LE TEMPS DE PAROLE A LA TÉLÉVISION

Protestations de F.O. de la C.G.C. et de la C.F.T.C.

Les syndicats réformistes ont à leur tour réagi à la publication, par le ministre de la communication, des temps de parole à la télévision (le Monde du 12 et 13-14 février). Pour ce qui concerne les organisations syndicales, les trois chaînes ont, rappelons-le, accordé, en 1982, 6 h 35 mn à la C.G.T., 6 h 5 mn à la C.F.D.T., 1 h 36 mn à F.O., 57 mn à la C.G.C. et 24 mn à la C.F.T.C.

Force ouvrière affirme qu'il y a « deux poids et deux mesures à la télévision française ». Elle déclare : « Aujourd'hui, les faits sont là : en 1982, la C.G.T. et la C.F.D.T. ont bénéficié d'un temps d'expression cinq fois supérieur (1) à celui de F.O. C'est scandaleux dans le cadre d'un service public, dont la mission devrait se fonder sur une information honnête et complète. »

F.O., qui assure compter 1 100 000 adhérents, « exige qu'à son tour on observe un comportement identique à celui pratiqué à l'égard de la C.F.D.T. ou de la C.G.T., au nom de l'équité ».

De son côté, la Confédération française de l'encadrement C.F.E.C. constate qu'elle n'a « jamais été une privilégiée des écrans de télévision », et que, avec 57 minutes seulement, bien qu'elle soit « la quatrième confédération de salariés, rang obtenu aux récentes élections », elle arrive « loin derrière la C.G.T. et la C.F.D.T. loin aussi derrière la C.G.T.-F.O. ».

« Cela en dit long sur le respect du pluralisme », estime la C.G.C., qui ajoute : « Cette scandaleuse disproportion trouve son explication dans ce qui est un parti pris simple : la C.G.C. est trop critique, elle n'appartient pas ou front de classe. Autrement dit : c'est l'indépendance de la C.G.C. qui est sanctionnée. Cela est clair. Cela doit être connu de l'opinion. »

Pour sa part, la Confédération française des travailleurs chrétiens (C.F.T.C.) estime que « le problème du respect du pluralisme syndical et de la liberté d'expression est posé au gouvernement comme aux milieux de l'information dans toute son ampleur. C'est une question de démocratie et d'équité qui appelle d'urgence des mesures de redressement ».

(1) N.D.L.R. : quatre fois, en réalité.

A Paris

LES RADIOS LOCALES NÉGOCIENT LEURS FRÉQUENCES AVEC T.D.F.

Les quatre membres de Radio Solidarité, qui observaient depuis le 7 février une grève de la fait pour protester contre l'encadrement de leur radio de la liste des stations autorisées sur Paris, ont cessé leur mouvement dans la soirée du 16 février. Des négociations avec la Haute Autorité de la communication audiovisuelle et le secrétariat de la commission Galabert leur donnent en effet un espoir de trouver place dans l'an des regroupements autorisés, des contacts sérieux ayant été pris avec Canal 89.

D'autre part, dans un communiqué du 14 février, la Haute Autorité s'est expliquée sur la démarche qu'elle a conduite à décider l'attribution de vingt-deux autorisations sur Paris. Elle affirme avoir voulu « sauvegarder les intérêts et l'écoute des radios locales privées qui seront autorisées à émettre, ainsi que ceux des radios de service public, telle que France-Musique, aujourd'hui anormalement perturbée ». Évoquant le nombre de fréquences déjaugées et la puissance des émetteurs égale pour tous - 500 watts - « de l'avis seul qualifié des instances techniques publiques compétentes, le maximum compatible avec la protection indispensable de l'espace hertzien », elle reconnaît avoir été obligée « d'écarter plusieurs radios dont elle ne méconnaît ni l'intérêt ni les mérites ». Ces dernières n'ont, selon elle, « d'autre solution que de proposer, si elles le souhaitent, leur coopération aux radios locales privées qui seront autorisées ».

Actuellement en rapport avec Télédiffusion de France (T.D.F.) pour la mise au point de leurs cahiers des charges techniques, les stations devraient recevoir très prochainement leur autorisation définitive, qui, signée par la Haute Autorité après rapport de T.D.F., figurera au Journal officiel. Ces autorisations interviendront au fur et à mesure des négociations conclues avec T.D.F., et n'attendront pas la publication d'un plan de fréquence global pour la région parisienne.

EN ITALIE

Le quotidien d'extrême gauche « Il Manifesto » gagne son procès contre l'Etat

De notre correspondant

Rome. - La liberté de la presse doit parfois se défendre au tribunal pour contraindre le pouvoir à appliquer les lois qu'il s'est données. C'est la garantie matérielle de cette liberté que le juge Predieri, de Rome, a en tout cas réaffirmée le 14 janvier en statuant sur une action en justice réclamant l'application de la loi de 1981 sur l'édition. L'accusé : l'Etat italien. Le plaignant : *Il Manifesto* (extrême gauche).

En application de la loi de 1981 sur l'édition, le juge a fait obligation à l'Etat de payer avant le 31 mars son dû au quotidien (quelque 2 milliards de lire, soit 25 % du budget de celui-ci), au titre de la subvention pour le papier, plus les intérêts pour les retards dans les versements. Depuis l'entrée en vigueur de la loi, l'Etat n'a rien versé à aucun quotidien.

La décision du juge Predieri est exemplaire à plus d'un titre, d'abord en ce qu'elle consacre le pouvoir de la justice de mettre l'Etat en demeure de faire face à ses engagements. En outre, elle met certes en évidence la situation des finances publiques italiennes : non seulement un déficit chronique (80 000 milliards de lire, soit 20 % du P.N.B.), mais surtout la pesanteur d'une bureaucratie. Une inertie au demeurant qui n'est pas sans implications politiques. Il est évident que ce sont les journaux les plus faibles qui ont le plus besoin de cette loi sur l'édition pour laquelle ils se sont battus. Mais ce sont aussi les plus faibles pour faire valoir leurs droits. *Il Manifesto* se trouvait, depuis plusieurs mois, devant la situation paradoxale suivante : avec 2 milliards de créances sur l'Etat, il ne pouvait payer leur salaire à ses journalistes.

L'action en justice d'*Il Manifesto* est, en fait, symptomatique de sa situation particulière - voire de la presse italienne. C'est le seul journal (depuis la disparition de *Lotta Continua* brièvement réapparu en 1982) qui n'a derrière lui ni un parti, ni un propriétaire étranger à sa rédaction : il appartient à une coopérative de journalistes et n'est l'expression que de lui-même. Ayant depuis quelques mois cherché à donner plus de poids à l'information qu'au commentaire, il n'en a pas pour autant perdu son caractère de journal d'opinion : un exemple de fidélité à soi-même sans concession pour la mode de gauche « aérochèque », qui mérite d'être souligné.

Lorsque *Il Manifesto* décida à la fin de l'année dernière d'entamer une action en justice contre l'Etat, son directeur, Valentino Parlato, n'obtint de la part de ses confrères que des encouragements polis ou gênés : les journaux les plus riches n'ayant pas vraiment besoin de l'application de la loi sur l'édition et d'autres - étant donné qu'elle stipule la transparence du capital - préférant faire le mort. *L'Unità*, organe du P.C., et *L'Avanti* (socialiste) apportèrent leur soutien à l'action d'*Il Manifesto*, mais ne s'engagèrent pas à ses côtés. *Il Manifesto* s'est donc retrouvé seul.

(1) N.D.L.R. : quatre fois, en réalité.

(avec le poids de ses vingt mille exemplaires vendus chaque jour) contre l'Etat.

« Du point de vue politique et juridique, il s'agit d'une victoire camouflée », commente Valentino Parlato. Une victoire qui vient, en fait, s'ajouter à une autre puisque *Il Manifesto*, pratiquement seul encore une fois, a réussi avec un éditorial musclé à faire annuler par la commission de contrôle de la R.A.T., la télévision publique italienne, un projet de « référendum » sur la peine de mort (abolie en Italie), qui aurait dû suivre une émission télévisée du type « Dossiers de l'écran » (un film introduisant un débat). Deux témoignages de la combativité d'un quotidien qui reste la dernière voix de l'extrême gauche en Italie.

PHILIPPE PONS.

Le *Courier Picard*, quotidien régional édité à Amiens, a changé de rédacteur en chef : M. Alain Ganssi, quarante et un ans, remplace M. René Domon, qui prend sa retraite après trente-huit ans passés dans le même journal. (Corres.)

CARNET

Naissances

— Agnès de FLEURIEU, née Trévis, et Christian BOURGOIS, Elyzabeth BEAULIEU et Edouard BOURGOIS, ont la joie d'annoncer la naissance de leur petit-fils et fils.

Léonard, ADO BOURGOIS. Paris, le 22 janvier.

Décès

— M. Denise Adda et ses enfants Joëlle, Arielle et Jean-Marc Adda. Achille ADDA, survenu le 13 février 1983 à l'âge de soixante ans. L'inhumation a eu lieu le 15 février au cimetière de Pantin.

— M. Jean ALLAIS, M. et M. François Leroy, et leurs enfants, M. et M. Bertrand Allais, et leurs enfants, ont la douleur de faire part du décès survenu subitement, le 12 février, de

M. Jean ALLAIS, né Yvonne Sée, L'inhumation a eu lieu au cimetière Montparnasse, dans la plus stricte intimité. 115, avenue Victor-Hugo, 75116. 25, rue Paul-Valéry, 75116. 32, rue François-Bonvin, 75015.

— M. et M. Pierre Salomon, M. et M. Christian Salomon, et leurs enfants, Aima que toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Victor BERLINGARD, née Camille Deudon, ancien agent général de la société La Voie, survenu à son domicile, le 12 février 1983.

La cérémonie religieuse a été célébrée dans l'intimité, le 16 février, 53, boulevard Saint, 75012 Paris.

— M. et M. Philippe Combeau, M. et M. Paul Combeau, M. et M. Pierre Combeau, M. et M. Jacques Combeau, M. et M. Jean-Marc Combeau, M. et M. Edouard Combeau, Et tous ses petits-enfants et arrière-petits-enfants.

M. Marcel COMBEAU, conseiller honoraire à la Cour de cassation, officier de la Légion d'honneur, médaille militaire, croix de guerre 1914-1918, survenu à Paris le 15 février 1983. Les obsèques auront lieu le 18 février 1983, à 15 heures, en l'église de Talleyrand (Dordogne) dans l'intimité familiale.

VENTE A L'ISLE-ADAM 95290

L'ISLE-ADAM (20 km Paris-nord) DIMANCHE 20 FÉVRIER à 14 h 30

TABLEAUX XIX^e : ORIENTALISTE, INTIMISTE, NÉOCLASSIQUE, BARBIZON : Daubigny, Bédouin, de Beaulieu, Léo Herrmann, Isabey, Lecomte, de Noy, Larminie, Pottier, P.C. Poussin, Royce, Lyon, etc.

TABLEAUX MODERNES : Bonnard, Cézanne, Courbet, Cressin, Dufy, d'Espagnat, Fautou, Faton, Franchini, Harpignies, Martin, Kimo, Lapicque, H. Martin, Mathieu, Matisse, Manessier, Maroger, P.E. Passero, C. Passero, Pignon, J. Puy, Signet, Tal Coat, Vianéck, Frank Wild, etc.

M. M.F. MASSART, Crea Priseur, 1, rue Malin, 95290 L'ISLE-ADAM. Tél. : (118) 3 - 469-00-83 - 469-07-08

Lu

« LETTRE OUVERTE A LA DROITE LA PLUS MAL A DROITE DU MONDE », de Dominique Jamet

La honte de soi

Le débat politique français obéit depuis trente ans à une règle du jeu sournoise, d'une malhonnêteté morale absolue. Tandis qu'un parti communiste, un parti socialiste, francs sur leurs principes, fiers de leur identité, affirmant et répétant qu'ils incarnent la gauche, MM. Giscard d'Estaing ou Chirac, Bernard Pons, Pompidou ou Alain Peyrefitte récusent énergiquement leur appartenance à la droite. Une coïté du pays vote cependant pour eux dans l'espoir qu'ils la représenteront. Mais ensemble ou séparément, ils se gardent bien d'assumer ce mot-symbole. Selon l'opportunité, le moment, ils se proclament plutôt démocrates sociaux, gaullistes, modérés, centristes, libéraux de progrès ou encore, plus platement, républicains, puisque, après un siècle d'usage parlementaire, ce terme passe-partout ne dit plus rien de précis à personne.

Editorialiste au *Quotidien de Paris*, homme de droite lui-même, tranquillement sûr de ses principes, Dominique Jamet examine cette bizarre honte de soi dans une provocante *Lettre ouverte à la droite la plus mal à droite du monde*. Son livre passe beaucoup trop rapidement sur les origines lointaines de cette psychologie, due au discrédit du la

droite historique tomba en 1944, après la débâcle vichyssoise. Il dresse, en revanche, un inventaire très complet des reniements successifs où les conservateurs se laissent entraîner, par crainte de combattre sous leur propre drapeau.

« Le centre, c'est nous »

« En France, traditionnellement, la gauche a un avantage dans l'opinion », estimait ainsi M. Yves Guéhen en 1976, à la fondation du R.P.R. Victime du même opportunisme, en dépit de son caractère fongueux, M. Jacques Chirac tonna contre toute vraisemblance : « Ceux qui veulent nous enfermer dans le ne sais quelle notion droitière perdent leur temps, se trompent et trompent les Français. » Non sans mépris, Dominique Jamet offre une étonnante collection de ces discours où les chefs de la droite politique nièrent effrontément leur appartenance à la droite sociale, dont ils sollicitaient néanmoins les suffrages à chaque élection. « Le centre, c'est nous », clamait le matamore Alexandre Sanguinetti. Proposés vers le pouvoir par les complots algériens de 13 mai 1958, un Roger Frey lui-même situa le gaul-

lisme d'alors au « centre gauche ». En toute simplicité.

Longtemps, le brave et fidèle « peuple de droite », pour reprendre une formule chère à l'auteur, endura sans trop rechigner le défaitisme moral de ses chefs. Vint l'élection présidentielle de 1974. M. Valéry Giscard d'Estaing l'emporta sur M. François Mitterrand par moins de 1 % des voix. Ce médiocre succès lui permettait-il vraiment de fleurir quelques mois plus tard le tombeau de Léoline à Moscou, au risque de révaluer les siens sans séduire pour autant un seul communiste ?

A l'inverse d'une gauche toujours contestataire par tempérament, les hommes l'ordre républicain à théoriser leurs désaccords en public. Dominique Jamet inaugure donc, avec sa *Lettre* en forme de pamphlet, un genre nouveau parmi les siens. A en juger d'après les coups implacables qu'il assène à MM. Chirac et Giscard d'Estaing - alors qu'il ménage M. Raymond Barre, notre confrère pratique peu le pardon des fautes.

GILBERT COMTE.

* Collection « Lettres ouvertes », Albin Michel, 173 pages, 39 F.

Anniversaires

— Il y a cinq ans, Anita ESTÈVE, s'en allait pour toujours. Que ceux qui l'ont connue et aimée aient une pensée pour elle.

Avis de messes

— A l'occasion de son départ des armées, Mgr Gabriel VANEL, célébrera une messe à l'intention de la communauté militaire, le dimanche 27 février, à 11 heures, en l'église Saint-Louis des Invalides de Paris.

Cette messe sera célébrée également pour l'association des anciens du 246^e R.I., comme elle avait été prévue. Cette annonce tient lieu d'invitation.

— Un office aura lieu le lundi 21 février 1983, à 18 h 30, pour célébrer l'anniversaire de

M. Guy WEISWEILLER, décédé le 27 février 1982.

A l'instaurer Victoire, entrée, 17 rue Saint-Georges.

Communications diverses

— Les conditions d'un travail pour la paix. Cycle de soirées d'information et de réflexion organisé par la communauté Saint-Bernard de Montparnasse (31, place Raoul-Dautry, Paris-14^e). La prochaine soirée, sur le Moyen-Orient, sera animée par Maxime Rodinson, directeur d'études à l'Ecole pratique des hautes études. « Le Moyen-Orient : analyse des données qui, souvent, sont occultées par les réactions passionnelles. »

— « Journée Japon » le samedi 19 février, à l'Association française des Amis de l'Orient, 6, rue Albert-de-Lapparent (métro Ségur ou Cambronne). Réserver par téléphone : 723-64-48. A 10 h 30 : Les Japonais et la technologie, par M. Marc Dupuis. A 14 h 30 : Sur les pas des pèlerins de Shikoku, par M. Bernard Frank. A 16 h 30 : Le vagabond de Tokyo, par M. Robert Guillaud.

— L'Amicale libre 22^e travailleurs célébrera le 18 février, à 15 heures, une prière Don't, à la mémoire du colonel KALIFA, du capitaine ATT-ILDI, et de nombreux musulmans morts pour la France.

Mosquée de Paris, rue Quatrefoies.

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT — Université Paris-III (Sorbonne nouvelle), samedi 19 février, à 14 heures, amphithéâtre, M^{me} Gisèle Venet : « Temps et vision tragique : Shakespeare et ses contemporains ».

Distinctions

— M. Jean Marin, membre de l'équipe « Les Français parlent aux Français » de la B.B.C., ancien P.D.G. de l'Agence France-Presse, a reçu, mercredi 16 février, des mains du président de la République, les insignes de grand officier de la Légion d'honneur.

Nos abonnés, bénéficiant d'une réduction sur les abonnements du « Carnet du Monde », sont priés de joindre à leur envoi de fonds une des dernières bandes pour justifier de cette qualité.

Listes de Mariage AUX TROIS QUARTIERS

Édité par la S.A.R.L. le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

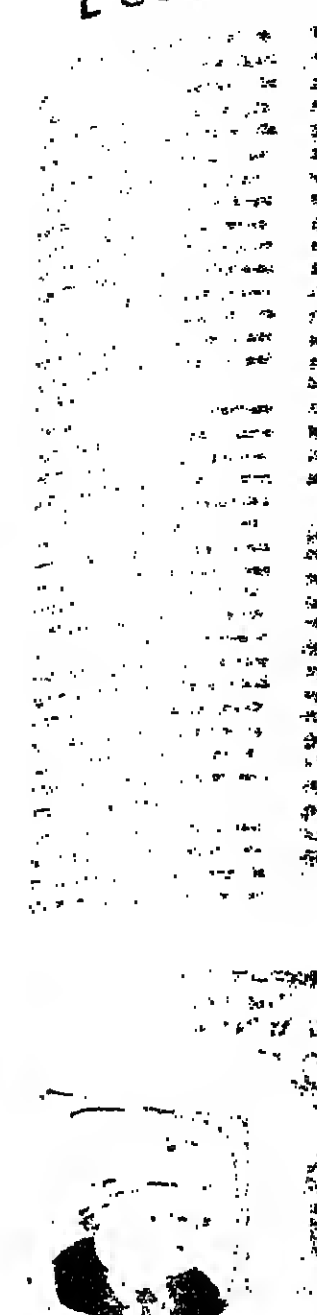
Hubert Baur-Méry (1944-1969)

Jacques Fauver (1969-1982)

Imprimerie du Monde, S. r. des Halles PARIS-IX

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire : n° 57 437. ISSN : 0026 - 9360.

ANTENNE 2
L'échec



SUR ANTENNE 2

VU

L'édredon rose

Il a l'ampleur épaisse et légère d'un gros édredon rose dont le seul inconvénient serait de gêner souvent sur la réalité glorieuse des chiffres et des faits et de laisser passer les courants d'air. Il rassure, il réchauffe, il endort : détendez-vous... Vous n'êtes pas bien, là, sous un gouvernement de gauche ? Pourquoi toutes ces idées noires ? Oubliez donc un peu Rocard et ses prévisions météo. La bourgeoisie, la tempête, la catastrophe, ce n'est pas pour tout de suite, c'est pour 1984.

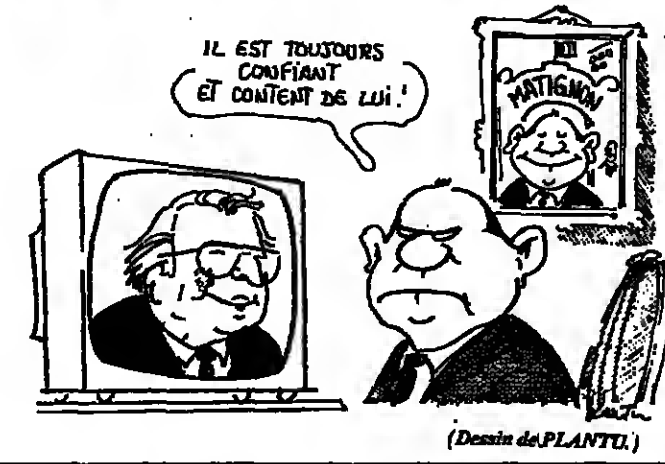
Pardon, monsieur le premier ministre, mais 1984, c'est dans quelques mois ! Alors, allons, pes de pessimisme, c'est dans un an. O.K. là, on maintiendra votre pouvoir d'achat. C'est promis ? Vous n'allez pas nous servir le vie au lendemain des municipales ? C'est juré. Enfin, ce n'est pas possible, lui rétorque un journaliste, comment pouvez-vous le garantir alors que vous êtes à découvrir dans tous les domaines : commerce extérieur et balance des paiements, budget, caisses d'assurance-chômage, Sécurité sociale et entreprises nationales ?

Derrière les lunettes ensoleillées, étincelantes de bonne volonté rouler et bonhomme, le regard se rétrécit soudain, le vi-

sage se fige. On l'observe, curieux de voir sa réaction. Elle prendra le ton de l'insulté réprimant un piteux : on ne peut pas additionner des choux-fleurs et des parapluies. Il ne faut pas tout mélanger. Il y a un déficit et des déficits, il y en a partout, il n'y en a pas que chez nous. Bon, admettons... On ne demande qu'à se laisser convaincre, vous pensez bien, on ne tient pas tellement à faire rentrer les sortants, d'autant qu'ils ne se sentent plus depuis quelques temps. Ma parole ! Ils ont l'air de croire que c'est arrivé et qu'on va leur ouvrir toutes grandes les portes de l'Élysée. Ne poussez pas...

On ne regrette qu'à moitié la généralité brouillonne du début du règne, on approuve la rigueur peut-être un peu tardive à laquelle l'équipe au pouvoir a été réalisée depuis. Seulement, quand Mauroy a le culte de se venter du blocage des prix et des salaires y compris ceux des ministres ? - comme d'une grande promesse, jamais la droite n'aurait osé s'y risquer, on aurait préféré ne pas en arriver là, nous non plus. Vous parlez d'un casse-l

CLAUDE SARRAUTE.



M. SCHWARTZENBERG (M.R.G.) : il faut continuer à assumer la rigueur

M. Roger-Gérard Schwarzenberg, président du Mouvement des radicaux de gauche, qui était l'invité, mardi 15 février, du journal d'Antenne 2, a déclaré : « Il faut continuer à assumer la rigueur parce qu'il faut continuer de lutter contre l'inflation, qui a été ramenée à 9,7% pour 1982. Il faut continuer à décélérer parce que nous sommes encore à une inflation double de celle de l'Allemagne fédérale. Il faut limiter l'endettement extérieur et le déficit extérieur, les 93 milliards de francs de 1982. Pour cela, il faut assumer la rigueur dans une France ouverte sur le monde extérieur.

« Rien ne serait pire, car ce serait une fausse solution, qu'une voie administrative et protectionniste, qui serait marquée par un interventionnisme accru.

« Nous disons - et c'est notre originalité à gauche - qu'il faut limiter l'État. Cela veut dire limiter les dépenses publiques, qui sont les dépenses excessives. Et cela veut dire limiter la pression fiscale. Nous avons progressé en dix ans de 35% à 45% de prélèvements obligatoires par rapport à la production nationale. Il faut stopper net et diminuer cela pour que se développent l'esprit d'initiative et la capacité d'épargne.

Le parti communiste rendra hommage à Waldeck Rochet le 19 février

Une cérémonie d'hommage à Waldeck Rochet, ancien secrétaire général du parti communiste, décédé le 15 février, sera organisée le samedi 19 février, à 11 heures, devant le siège du P.C.F., place du Colonel-Fabien, MM. Étienne Fajon, membre du comité central, André Lajoie, membre du secrétariat, et Georges Marchais, secrétaire général, prendront la parole au cours de cette cérémonie. Waldeck Rochet sera inhumé au cimetière du Père-Lachaise.

M. Mitterrand : des sentiments d'amitié

M. François Mitterrand a adressé à M. Marchais, mercredi 16 février, le message de condoléances suivant :

« A Londres, pendant la guerre, dans les rangs de la Résistance, au Parlement, au cours de nos sièges ensemble, comme à l'occasion d'événements politiques décisifs, au cours de nos rencontres, j'ai connu et estimé Waldeck Rochet.

« Ses origines modestes l'avaient porté à la lutte pour la justice, et bien des humbles se sont reconnus dans son parler franc et son solide bon sens. Au-delà de son parti, auquel il a beaucoup donné, il a su être un ardent militant du mouvement ouvrier, qui lui devo plusieurs pages de son histoire.

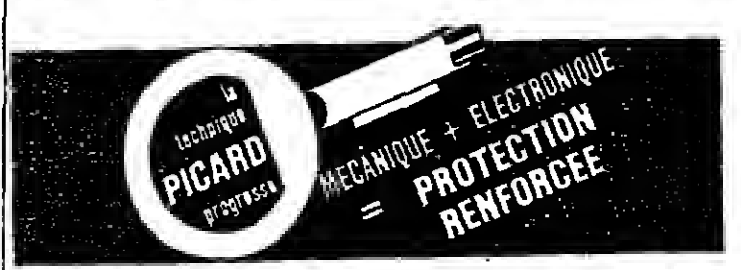
« Comme tant d'autres, j'ai souvent pensé, au cours de toutes ces années, à cet homme si longtemps reclus dans une longue souffrance et auquel me liaient des sentiments d'amitié.

« Au moment où il nous quitte, j'ai une main émue à tous ceux qui l'ont aimé, à sa famille, à ses proches, à ses amis et à tous ses camarades.

« M. Charles Fiterman, ministre d'État, ministre des transports, qui avait été le secrétaire de Waldeck Rochet de 1966 à 1970, a déclaré, mercredi 16 février : « Waldeck Rochet a su être et agir en humaniste et révolutionnaire de son temps. Je suis profondément ému par sa mort. J'ai eu le privilège de travailler auprès de lui pendant plusieurs années, avant qu'il ne tombe malade. Je garderai toujours le souvenir, l'empreinte de ses grandes qualités d'homme et de dirigeant politique : sa bonté, sa simplicité, sa modestie, allées à une exceptionnelle hauteur de vues, sa rigueur de pensée, d'expression et son ouverture d'esprit, son attachement.

« M. Lionel Jospin, premier secrétaire du P.S., participera, lundi 28 février à Cologne, à une réunion de soutien au parti social-démocrate allemand, placée sous la présidence de M. Vogel, candidat à la chancellerie.

tion à ce qu'il y a de nouveau dans l'événement : et encore, cette capacité d'annoncer à son peuple au plus profond.



(Publicité.)

COMITÉ DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE PAUL QUILÈS A LA MAIRIE DE PARIS

Soutiens de l'avenir de la capitale, appelant de leurs vœux une nouvelle civilisation urbaine, persuadés qu'une autre politique est nécessaire et possible à Paris, les signataires suivants apportent leur appui à Paul Quilès, candidat de la gauche à la mairie de Paris et aux vingt listes de rassemblement de la gauche dans la capitale.

Présidents d'associations : Jacques ABISSERA, président de SIONA et de la Fédération des étudiants à Paris; Dominique LABRE, avocat; Félix LACAMBRE, journaliste; Monique LACHAUSSEE, militante associative; Simon et Jean LACOUTURE, journalistes, écrivains; Philippe LAÏC, réalisateur de télévision; Tony LANE; Claude LANZMANN, cinéaste, co-directeur des « Temps modernes »; André LAPOSTOLLE, responsable d'association; Pierre LAROCHE, universitaire, Paris-III; Gérard LEGRAND, écrivain; Michel LEIRIS, écrivain; Philippe LENTCHENIER, publiciste; Jacques Laballe LEPOURTEAU; Jean-Paul LEVY, avocat; Gilbert LEVY, avocat; André LONDON, écrivain, ancien député; Robert LONGOT, inspecteur général de l'éducation nationale; Jean-Serge LORACH, avocat; Nicole LUMBROSO-SABER, professeure à la Sorbonne; Stanislas MANGIN, conseiller d'État honoraire; Lydie MARCOU, chercheuse au C.N.R.S.; André MARFANG, avocat, peintre; Danielle MARION-FONDANECHÉ, avocat; Jean MARCENAC, écrivain, poète; Jacques MARTINIS, enseignant à Paris-VII; Jean-Pierre MARVILLE, chanteur; François MASPERO, éditeur; Hélène MATHIEZ, avocate; Daniel MAYER; Paul MAZLIAK, professeur à l'université de Paris-VI; docteur Jean MENDEL, psychanalyste, sociologue; Marie-Jo MERCIER, économiste, productrice de films; Jean MESSAGIER, artiste-peintre; Armand MESTRAL, artiste dramatique; Patrick MESTRAL, chef d'orchestre; Charles-Albert MICHALET, économiste; Robert MICHAUX, professeur au lycée Henri-IV; Clément MICHEL, directeur honoraire à la Fédération nationale de la Sécurité sociale; docteur MIMOUNE; Jacques MISSEY, militant marxiste, membre S.N.C.F.; Monique MITRANI, militante associative; Alain MEYER, universitaire; Jean-Marie MONTARON, vétérinaire; Hugues MONOD, professeur en médecine à Paris-VI; Claire MORANDAT, écrivain; Bernard MOULIN, critique littéraire; Rami-Jean MOULIN, critique d'art, président de l'AICA; Patrick MULLER, maître-assistant à Paris-VI; Yves NAVARRE, écrivain; Gérard NEE, administrateur de l'État; Serge NICOLAS, professeur au lycée Henri-IV; Claire NICOLE, chanteuse; Jean-François NOËL, maître-assistant à Paris-VI; Henri NOGUÈRES, Ligne des droits de l'homme (14e section); Yves PARAS, économiste; Michel PARMELIN, écrivain; Bernard PARMANTIER, sénateur; Georges PAUL-LANGEVIN, militante associative; Jérôme PEIGNOT, écrivain, professeur à Paris-I; Georges PERLES, directeur de recherche à Paris-VII; François PERRIN, professeur au Collège de France; Jean PERRIN, professeur d'université; Jean PETITTE, syndicaliste, magistrat; Jean-Louis PIEDRIER, universitaire; Edmond PIGNON, peintre; Charles PIETRI, professeur à Paris-Sorbonne; Maurice POMMATAU, responsable d'association; Martine PORTNOË, enseignante conseil (médecine-chirurgie); militante Résistance; Edmond PRETECEILLE, chercheur en sciences sociales; Jean PRONTEAU, ancien colonel « Citoyens », libération de Paris; Suzanne PROU, écrivain; Francis PUDLOWSKI, avocat; Bernard PUYLAGARDE, avocat; Claude PUYLAGARDE, avocate; Yvonne QUILÈS, journaliste; Jean RABAU, historien; Dominique RABOURDIN, journaliste TV; Guy RAFFI, président d'association; M. RANCIER, artiste-peintre; Michel REMBAULT, avocat; Martine REMOND-GOULLOU, maître-assistant à Paris-I; François RETOURNE, avocat; Jean ROUS, écrivain; Jean RIBOUT, président-directeur général de Schlumberger; Jacques RIBES, avocat; Jean RIGAUD, chanteur; Jean-Marie RONGIER, responsable d'association; Jean RISTAT, écrivain-poète; Jacques RIVELAVGUE, universitaire; Gilbert RODRIGUE, éditeur d'art; François ROZELAR-VIGIER, avocat; Elisabeth RUINY, avocat; Jean-Loup SALZMANN, vice-président à PARIS VII; Raoul SANGRA, réalisateur de télévision; Pierre SANTINI, compositeur; René SARGES, architecte, professeur à l'École des beaux-arts, député à Auch; Catherine SAUVAGE, chanteuse; Joëlle SAVOY, maître-assistant à PARIS-VI; Laurent SCHWARTZ, professeur à l'École polytechnique; Léon SCHWARZENBERG, professeur; Lucien SEVÈ, philosophe; Gustave SINGIER, artiste-peintre; François SMITH, professeur à l'université libre de théologie protestante; Françoise SOLLEVILLE, artiste interprète; Dominique STRAUSS-KAHN, économiste; Docteur Danielle SCHNALL; Marc SECRETIN, maître; Françoise SELIGMAN, directrice d'art; « April-Dominic »; Pascal SEVERAN, auteur; Jean-Denis SIMON, enseignant en école; Jacques SOPPESA, universitaire; Philippe SOSSEL, historien; Jacques TAJAN, commissaire-peintre; Marc TAILLANDIER, maître-assistant à PARIS-VII; Jean TALBOT, professeur à PARIS-VI; Bertrand TAVERNIER, réalisateur; Haroun TAZIEFF, vulgarisateur; Jean-Pierre TERRAIL, sociologue; Jean-Marie THIBAUT, compositeur; Claude THIÈRE, professeur au lycée Louis-le-Grand; Hélène TIENE, photographe; André TOLLAT; Jean-François TOURNADE, universitaire, PARIS-III; Yves TOURNONIS, avocat; Pierre URU, économiste; Jean-Maurice VAILLANT, professeur à PARIS-VI; Robert VERNIER, ancien député de Paris; Jean VERGES, professeur à PARIS-I; Claude VIEUX, sculpteur; Jean-Pierre WEBER, militant associatif; Claude WILLARD, avocat; George WOLINSKI, dessinateur; Françoise XENAKIS, écrivain; Docteur ZAKS; Bernard ZANDTSJEN, universitaire, PARIS-VI; Fred ZELLER, artiste peintre.

COMITÉ DE SOUTIEN A LA CANDIDATURE DE PAUL QUILÈS A LA MAIRIE DE PARIS : 7 bis, place du Palais-Bourbon, Paris (7^e).

LES JEUNES LOOKS SONT DANS L'OBS..



Sexy, intello, romantique, sportswear, décadent, rocker, jeune cadre dynamique, années 40, 50, 60, 70... On n'échappe pas au look.

Tout est look, même la politique. Aujourd'hui, la panoplie est devenue une attitude. Qu'est-ce qui se cache réellement derrière les looks ? Quels sont les codes de la look ? Existe-t-il un style vraiment dans le coup ? Y'a-t-il une coupure Paris-province ?

Pour le philosophe Jean Baudrillard "nous sommes entrés dans l'ère des simulacres". Alors, quels sont les looks payants ? A qui profitent-ils ?

Cette semaine, regardez-vous dans Le Nouvel Observateur.

"LA LOOK GENERATION"

Une analyse d'un phénomène de société qui va au-delà des apparences. Un numéro à ne pas manquer.

LE NOUVEL observateur

DEMAIN

POLITIQUE

1983 ÉLECTIONS MUNICIPALES

PROPOS DE CAMPAGNE

M. Badinter : l'adresse de mon tailleur

M. Robert Badinter, ministre de la justice, a répliqué, mercredi 16 février, aux propos de M. Jacques Chirac l'accusant de ne pas lutter avec suffisamment de vigueur contre l'insécurité. La garde des sceaux a rappelé que le maire de Paris avait lui-même voté l'abolition de la peine de mort et a souligné que toutes les grandes réformes intervenues en matière judiciaire avaient été votées conjointement par l'Assemblée nationale et le Sénat « à majorité conservatrice ».

Quant aux critiques personnelles que le président du R.P.R. lui a adressées (le Monde du 17 février), tant à propos de son élégance que des « ambrosia » de ses salons, M. Badinter a assuré qu'il donnerait « bien volontiers » l'adresse de son tailleur au maire de Paris et que si M. Chirac voulait venir dîner chez lui, il mangerait à la cuisine, comme ont l'habitude de le faire ses invités.

M. Le Pors : les rejetons de la vieille droite

M. Anicet Le Pors, ministre de la fonction publique, a dénoncé, mercredi 16 février, à Joinville-le-Pont (Val-de-Marne), à l'occasion de la signature de son sixième-douzième contrat de solidarité, les « rejetons de la vieille droite », MM. Chirac, Giscard d'Estaing, Barre et Lecanuet. Il a souligné que « chaque fois que le changement démocratique a été mis à l'ordre du jour de l'histoire de France, on a vu se dresser les forces de l'anti-changement, de la réaction. (...) Fauteurs de crise, sans projets, ils sont obsédés par l'idée d'affaiblir le gouvernement de la France dirigé par Pierre Mauroy ».

M. Chirac : soyons modestes

M. Jacques Chirac affirme, dans une interview que publie Ouest-France, jeudi 17 février, qu'il y a des raisons d'optimisme pour l'opposition, et aussi « il ne faut pas se faire d'illusion - des raisons militent en faveur d'une certaine modestie dans la pronostic », pour les élections municipales.

« Les raisons d'optimisme, explique-t-il, s'est essentiellement la conscience qu'ont les Français d'avoir l'occasion de porter un jugement sur la politique générale du gouvernement, sans pour autant, naturellement, remettre en cause les institutions. (...) Les raisons de modestie, ajoute-t-il, c'est d'abord qu'une victoire n'est jamais acquise ; il n'est pas convenable de préjuger des positions prises par le corps électoral. C'est aussi que la majorité est sortante dans les deux tiers des villes. (...) Et chacun, dit-il, sait que cela confère un handicap favorable, loin d'être négligeable. Par conséquent, soyons modestes. »

M. Barre : soyons sereins et objectifs

M. Raymond Barre a déclaré, mercredi 16 février, au journal télévisé de FR 3-Rhône-Alpes, que « l'opposition aura d'autant plus de chances d'être entendue qu'elle sera objective et sereine ». Elle doit être « extrêmement respectueuse des institutions ; elle doit mener un combat digne et se montrer responsable », a-t-il ajouté.

M. Chevènement : le rire gras de M. Médéric

M. Jean-Pierre Chevènement, ministre de la recherche et de l'industrie, a paté, lundi 14 février, à Nice, des affiches électorales de M. Jacques Médéric (app. R.P.R.), maire de la ville. L'une d'entre elles représente une jeune femme qui enlève « le haut », puis « le bas » et déclare : « Comme promis, après vingt et un mois de socialisme, je n'ai plus rien. » Selon M. Chevènement, « le droit méprisante » a fait de Nice « la capitale du rire gras ».

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres du 16 février a successivement examiné la réforme de l'enquête publique, le problème de la pêche en eau douce, la mise en œuvre de la décentralisation et la réforme bancaire, tous sujets qui ont été traités dans le Monde du 17 février.

Le conseil a d'autre part entendu des communications sur la situation internationale, sur l'amélioration des relations des caisses de Sécurité sociale avec leurs usagers (lire page 60) et sur les réformes administratives.

LE TEMPS LIBRE

Sur l'organisation des congés, le communiqué déclare :

Le ministre du temps libre a présenté le bilan des deux campagnes nationales, « Étalement des vacances » et « Découverte de la France », organisées en 1982. Ce bilan est globalement positif : les touristes se sont mieux répartis dans toutes les régions de France, les Français ont davantage visité le terri-

toire national et un mouvement s'est amorcé dans le sens de limitation en activité des entreprises toute l'année.

Le ministre du temps libre poursuivra activement en 1983 cette politique d'organisation annuelle des congés, liée à la découverte de la France. Il renforcera les actions ayant pour but d'attirer en France les touristes étrangers.

POUR UNE MEILLEURE ORGANISATION ANNUELLE DES CONGÉS

1) Le ministère du temps libre engagera avec les grands secteurs économiques, et notamment avec les entreprises nationales, une concertation en vue de conclure des conventions ou de formuler des recommandations pour accroître en 1983 et plus encore en 1984 l'étalement des vacances.

2) La politique de contrats de station sera poursuivie et amplifiée, afin que, pendant des périodes plus longues, les stations touristiques soient ouvertes

LYON : M. Collomb présente les têtes de liste de la majorité présidentielle

De notre correspondant régional

Lyon. — Au cours d'une réunion publique à la mairie du dixième arrondissement, présidée par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, M. Gérard Collomb, député (P.S.), chef de file de l'union de la gauche, a présenté, mardi 15 février, les deux cent vingt et un candidats de la liste Lyon-majorté présidentielle au conseil municipal de la ville ainsi qu'aux conseils des neuf arrondissements.

Présentation sans surprise : les socialistes ont obtenu la tête de liste dans huit arrondissements (1). Le P.C.F. s'occupe, pour sa part, la première place que dans le premier arrondissement. Un secteur d'ailleurs difficile pour la gauche où un instituteur communiste de vingt-six ans, M. Yves Fournel, mène la bataille. Le P.C. a finalement cédé la tête de liste dans le huitième arrondissement, jusqu'à fief de M. René Chevallier, conseiller municipal sortant, au profit de Mme Marie-Thérèse Patrat, députée socialiste depuis juin 1981.

Le M.R.G. et le P.S.U. sont associés pour une part assez faible à ces listes. Si le P.S.U. se félicite de pouvoir « pour la première fois », compter des élus à Lyon - l'un de ses candidats dans le neuvième

arrondissement est en position d'être élu au conseil municipal, - ce revanche, l'accord conclu entre les partis de gauche a paru insuffisant aux yeux de M. Jean Mercier (M.R.G.), sénateur du Rhône, qui a annoncé sa démission de ce mouvement. Mais le président de la fédération du Rhône du M.R.G., M. Edmond Maillet, candidat en position d'être élu dans le deuxième arrondissement, a confirmé le soutien de sa formation « aux partis du gouvernement ».

M. Louis Mermaz a estimé que, à Lyon, « la division profonde de la droite offre à la gauche les conditions de faire une percée ». M. Gérard Collomb, pour sa part, a appelé les trois priorités de la gauche lyonnaise : l'habitat ; une ville « accueillante pour tous » ; l'amélioration de la situation de l'emploi.

CLAUDE RÉGENT.

(1) Il s'agit de MM. Jean-Paul Gauthier (deuxième) ; Philippe Millon-Rousseau (troisième) ; Pierre Lérat (quatrième) ; Dominique Brémond (cinquième) ; André Vianès (sixième) ; Jean-Pierre Flaconnèche (septième) ; Mme Marie-Thérèse Patrat (dixième, huitième) ; et M. Gérard Collomb (conseiller sortant, neuvième).

NIMES : neuf conseillers sortants socialistes refusent l'accord P.C.F.-P.S.

De notre correspondant

Nîmes. — La liste d'union de la gauche et son programme ne seront rendus publics, en début de la 19 février, mais d'ores et déjà, on sait quelles sont les grandes lignes de l'accord conclu entre les instances locales du P.S. et du P.C.F. Selon le protocole ratifié le 15 février (le Monde du 17 février), chacun des deux partis aura vingt-quatre représentants sur la liste ; les sept places restantes doivent revenir à trois personnalités démocrates (parmi lesquelles l'universitaire octa-cien René Lafont), au P.S.U. et au M.R.G. à égalité. Mais le M.R.G. a refusé ce qu'il considère comme une « trop maigre portion ».

Mme Georgina Dufour conduira la liste d'union au second rang, derrière le maire sortant communiste,

M. Emile Jourdan, étant entendu que le premier adjoint sera communiste. Cependant, tout n'est pas réglé, car les neuf socialistes de la municipalité sortante, qui n'ont pas été reconduits, ont annoncé qu'ils refusaient « la manière antidémocratique » dont ils ont été évincés. Sous la conduite du premier adjoint sortant, M. Joseph Alou, ils ont manifesté l'intention de présenter une liste, pour protester contre le « diluvien » dont ils sont victimes. La fédération socialiste a rappelé qu'un tel acte d'indiscipline entraînerait automatiquement la mise hors du parti.

Avec la liste de M. Simon Casas, qui s'est enrichie d'un ancien responsable du R.P.R., M. Max Collins, et celle de M. Jean Bouquet, qui attend la visite de M. Veil et de M. Giscard d'Estaing, après avoir reçu l'appui de M. Chirac, on pouvait croire que la mise en place des forces en présence était achevée. Il n'en est rien, puisqu'une cinquième liste est en voie de constitution sous l'égide de M. Adolphe Roustan, président national de l'industrie hôtelière et restaurateur local, qui veut symboliser « une troisième voie entre les deux grandes options de droite et de gauche ».

D'une ville à l'autre

NIEVRE

Les fédérations départementales du P.C. et du P.S. ne sont toujours pas parvenues à un accord pour la constitution de listes d'union dès le premier tour. Le bureau fédéral du P.S. a demandé à ses sections « de prendre leurs dispositions pour engager seules la campagne ». La fédération du P.C. s'élève contre le refus du P.S. et s'engage « d'avoir appris par la presse locale » la décision des socialistes.

Les communistes soumettent la signature d'un accord départemental ou régional du conflit qui les oppose au P.S. à Varennes-Vauzelles, commune dont le maire sortant est communiste et où les socialistes revendiquent la tête de liste.

Le désaccord entre les deux formations de la majorité n'interdit pas la ville de Nevers, où M. Daniel Benoit, P.S., maire sortant, secrétaire d'Etat chargé des personnes âgées, conduira une liste d'union sur laquelle figure M. Pierre Bérégovoy.

● Paris. — Dans le treizième arrondissement, où s'affrontent MM. Paul Quilès (P.S.) et Jacques Traubna (R.P.R.), le collectif Gauche-Alternatif-13, dont les trente-neuf candidats sont des « syndicalistes, des militants de diverses associations, des autogestionnaires et des écologistes », annonce qu'il « proposera à la liste d'union de la gauche de négocier entre les deux tours ».

A PARIS

M. Quilès : pour une « mission locale » chargée des problèmes de la jeunesse

M. Paul Quilès a exposé au cours d'une conférence de presse, mercredi 16 février, les grandes lignes d'une « politique de la jeunesse à Paris » proposée par la liste d'union de la gauche.

Dressant le « bilan de l'inaction de la municipalité actuelle », il a reproché à M. Chirac d'avoir « freiné l'application des mesures gouvernementales en matière d'insertion professionnelle et sociale des jeunes » et de n'avoir aucune politique du logement pour les jeunes.

Le député socialiste du treizième arrondissement a présenté ses propositions. Il retient particulièrement les difficultés que rencontrent les jeunes des milieux défavorisés, aux jeunes « déracinés » et aux jeunes immigrés. D'une façon plus générale, il propose que dans les programmes sociaux une partie des lo-

gements soient réservés aux jeunes et que les jeunes soient associés aux programmes de réhabilitation. Il demande la création d'une « bourse permanente pour le logement des jeunes », qui garantirait les chambres vides en liaison avec les propriétaires. M. Quilès propose que la Ville conclue avec l'Etat un contrat de solidarité afin de créer des emplois pour les seize-vingt-cinq ans, des contrats emploi-formation et des stages alternés pour les jeunes en formation. Il demande la construction dans les quartiers de salles polyvalentes, l'accès à tous aux installations sportives, l'ouverture d'ateliers de mécanique, d'électronique et de création culturelle.

Une « mission locale » devra traiter l'ensemble des problèmes de regroupement des représentants des diverses administrations concernées.

M. Chirac : l'équipement sportif de la capitale

M. Jacques Chirac a parlé, le mercredi 16 février, du programme de la liste Union pour Paris en matière de sport. Il a précisé que la capitale ne serait candidate pour accueillir les Jeux olympiques de 1992 que « si l'Etat respecte ses engagements ».

« Si l'Etat, a-t-il ajouté, estime pouvoir assumer les charges, la Ville de Paris ne verra pas d'inconvénients au déroulement de ces Jeux. C'est le président de la République qui a reçu le président du Comité olympique et qui lui a indiqué que Paris serait candidate pour ces Jeux olympiques. M. Mitterrand ne manifestait là qu'une intention, car la décision de dépôt de can-

didature ne peut être prise que par le maire d'une ville. »

Dressant le bilan de la municipalité, M. Chirac a déclaré que les crédits affectés aux opérations nouvelles ont dépassé de 25,7 millions de francs en 1977 à 320 millions de francs en 1983. Pendant cette période, la ville a réalisé neuf piscines, six terrains de grands jeux, quarante-huit courts de tennis, seize terrains d'éducation physique, dix gymnases, quinze salles de sport. Il a affirmé que « la construction du palais omnisports de Bercy n'avait pas porté préjudice aux équipements de quartier ». M. Chirac a ajouté que « Paris était la seule ville à avoir créé un corps de professeurs d'éducation physique exerçant dans les écoles primaires. »

DANS LE VINGTIÈME ARRONDISSEMENT

M. Léotard assure M. Bariani du soutien du P.R.

M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain, a tenu, mercredi 16 février, à réaffirmer « le soutien total qu'il apporte à Didier Bariani, président du parti ra-

dicat, à la liste Union pour Paris du vingtième arrondissement et aux membres du parti républicain qui figurent sur cette liste ». La veille, la section P.R. du vingtième arrondissement, sur l'initiative de son président - qui ne figure pas sur la liste de M. Bariani - avait publié un communiqué annonçant qu'elle retirait son soutien au candidat de l'union de l'opposition dans le vingtième arrondissement. Les membres de la section du P.R., qui persistaient dans une telle attitude, pourraient se voir exclus de leur parti.

INCIDENTS ET POLÉMIQUE A LEVALLOIS-PERRET (HAUTS-DE-SEINE)

La campagne électorale est tendue à Levallois-Perret, dans la région parisienne. M. Patrick Balkany, vice-président du conseil général (R.P.R.), se présente contre M. Parfait Jans, député communiste, maire sortant. Des incidents approuvés souvent militants de gauche et de droite. Un journaliste de l'Humanité, M. Claude Picant, affirme ainsi avoir été attaqué, mardi 15 février, à 8 h 45, par « trois hommes de main R.P.R. ». Les partis de gauche indiquent que M. Picant a été victime de jets de bombes lacrymogènes, de violences physiques et de menaces après avoir tenté de décoller des affiches du R.P.R. à proximité de son domicile.

Dans un communiqué, les partis de gauche affirment : « Les raisons de cette inqualifiable agression tiennent évidemment dans le fait que Claude Picant, depuis plusieurs semaines, mène une sérieuse enquête sur la situation de la famille Balkany et les sources de financement de sa campagne dispendieuse. » M. Picant a déposé plainte.

M. Balkany, candidat R.P.R., nous a affirmé qu'il s'agissait d'une « polémique de bas étage ». Selon lui, il s'agit d'un « incident imaginaire, d'un coup monté ». M. Balkany en veut pour preuve un tract de la gauche du 13 février et annonçant l'affaire du 15, qu'il dit avoir en sa possession. Le candidat R.P.R. précise : « Trois hommes auraient aggrégé M. Picant à 8 h 45 du matin dans une cité H.L.M. et personne n'a rien vu ! Je vais citer directement en justice les partis de gauche, tout ce beau petit monde qui a signé le tract du 13 février ainsi que M. Picant qui est carrément en haut de l'affiche. »

M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national et tête de la liste Paris aux Parisiens, dans le vingtième arrondissement, a saisi cette occasion pour souligner : « Le retrait du soutien de la section du parti républicain du vingtième arrondissement à la liste de M. Bariani montre le désarroi que provoque la désignation du chef d'un parti de gauche à la tête d'une liste de l'opposition parlementaire ». Il estime que la liste qu'il conduit « devrait rassembler au soir du 6 mars (...) tous ceux qui refusent toute ambiguïté avec la gauche ».

FILE D'ATTENTE

La dépôt des candidatures pour les municipales commençant à courir à partir du vendredi 18 février, à 0 heure, de nombreux candidats prennent place devant les préfectures dans l'espoir d'obtenir le panneau d'affichage n° 1, le plus convoité. Ainsi à Paris, les vingt candidats des listes Union pour Paris, dirigées par M. Jacques Chirac, ont, dès mercredi, envoyé leurs mandataires bivouaquer devant l'entrée de la préfecture, 17, boulevard Morland (4^e).

Ils sont installés sous une vaste tente dressée sur le parvis de la préfecture. La date limite du dépôt des cautionnements est fixée au samedi 26 février.

L'ACTION DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE ET DU PREMIER MINISTRE

Indices de satisfaction en hausse

Selon un sondage réalisé par Louis Harris du 7 au 10 février auprès d'un échantillon représentatif de mille personnes et publié par le Matin du 17 février, les jugements positifs sur l'action du président de la République sont en hausse. 47 % des personnes interrogées ont une opinion « très » ou « plutôt » positive de l'action de M. Mitterrand (43 % le mois dernier) et 43 % (45 % précédemment) émettent un jugement négatif. L'action du premier ministre est jugée satisfaisante par 42 % des per-

sonnes interrogées (38 % le mois dernier).

A l'indice de popularité des ministres, trois de ceux-ci enregistrent une hausse. M. Defferre perd 3 points, MM. Badinter et Fabius en perdent 1. Les autres membres du gouvernement maintiennent ou améliorent leur image. C'est notamment le cas pour M. Mexandeau qui gagne 12 points ; pour MM. Henu et Le Pensec (+10) et pour MM. Ralite et Rocard (+8) qui consolide ainsi sa première place.

POUR LA DÉCOUVERTE DE LA FRANCE EN 1983

1) L'Agence nationale d'information touristique élaborera, avec les régions, un programme national d'information mettant en valeur le patrimoine culturel, historique et touristique de chacune d'entre elles.

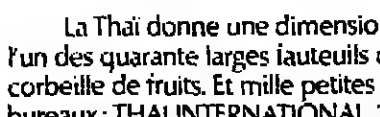
2) Les régions, les départements et les communes seront invités à organiser en liaison avec les ministères du temps libre, de la culture, de l'environnement et le secrétariat d'Etat au tourisme des actions de promotion locale.

3) La création d'un nouvel organisme, chargé de la promotion du tourisme international, sera mise à l'étude.

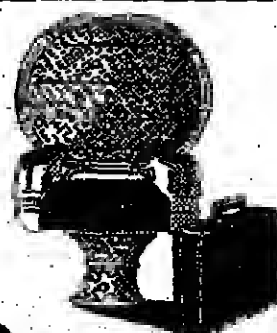
Toutes ces actions seront concertées avec les organismes régionaux, départementaux et locaux qui traitent des problèmes de tourisme et de loisirs.

Le ministre du temps libre leur consacra une somme de 2,6 millions de francs.

Message Thailandais pour hommes d'affaires.



La Thai donne une dimension royale à sa classe affaire en créant la Royal Executive Class. Ce plaisir nouveau, vous le savourerez confortablement installé dans l'un des quarante larges fauteuils de nos B 747. Alors, vous goûterez le raffinement d'un service royal : assistance spéciale, vins sélectionnés, plateaux de fromages, corbeille de fruits. Et mille petites attentions à l'image de l'éternelle et accueillante Thaïlande. Pour voyager comme un roi, contactez notre agence de voyages ou nos bureaux : THAI INTERNATIONAL, 123, Champs-Élysées, 75008 PARIS. Tél. : 720.86.15 - Park Hôtel, 6, avenue Gustave-V, 06000 NICE. Tél. : (93) 53.39.82.



LES ELECTIONS REGIONALES OUTRE-MER

Un scrutin « historique » aux conséquences incertaines

En application de la loi du 31 décembre 1982 adaptant la loi de décentralisation du 2 mars 1982 aux régions d'outre-mer, les électeurs de la Guadeloupe, la Martinique, la Guyane et de la Réunion sont appelés à élire, pour la première fois, le dimanche 20 février, dans chacun de ces départements, leurs représentants au conseil régional. Elus pour six ans au suffrage universel direct et à la proportionnelle, les membres de ces assemblées régionales auront compétence pour « promouvoir le développement économique, social, sanitaire, culturel et scientifique ». Ils pourront aussi adresser au premier ministre des « propositions de modification ou d'adaptation des dispositions législatives ou réglementaires en vigueur ou en cours d'élaboration », et, dans ce cas, le chef de gouvernement devra « accuser réception dans les quinze jours et fixer le délai dans lequel il apportera une réponse au fond ». Ils pourront, en outre, « être saisis, pour avis, de tous projets d'accords concernant la coopération avec les Etats voisins ».

Tous les partis politiques locaux accordent à ce scrutin une importance capitale pour le devenir des anciennes colonies. « Ces élections sont historiques », déclarait M. Pierre Mauroy le 5 février à Trinité (Martinique). La gauche souligne que les pouvoirs dévolus à ces nouveaux conseils régionaux permettront aux départements d'outre-mer d'exercer pleinement la responsabilité de conduire leurs propres affaires. La droite exprime une double crainte. D'une part, elle redoute que cette réforme institutionnelle ne se fasse au détriment des prérogatives des conseils généraux au sein desquels elle prédomine. Ses incertitudes tiennent au fait que le gouvernement n'a pas encore précisé quelles seront exactement les compétences particulières octroyées à ces assemblées régionales (celles-ci doivent être fixées par le Parlement au printemps prochain). Ses inquiétudes ont été alimentées par certaines indications de secrétaire d'Etat aux DOM-TOM.

M. Henri Emmanuelli a en effet laissé entendre que les assemblées régionales pourraient percevoir l'octroi de mer alors que la gestion de cette taxe locale appliquée aux produits pénétrant dans les DOM est, depuis 1892, l'apanage des conseils généraux. D'autre part, l'opposition craint de voir les conseils régionaux tomber sous la coupe de partis séparatistes. Son appréhension se fonde sur le soutien privilégié apporté par le gouvernement à des formations locales dont les options restent nationalistes. Elle traduit une profonde défiance à l'égard du président de la République française. Les résultats qu'obtiendront les partis indépendantistes - les quels ont, pour la plupart, décidé cette fois, de participer à la compétition - donneront la mesure du courant séparatiste.

C'est en Guadeloupe que le scrutin sera le plus ouvert : l'électorat y est sollicité par huit listes, soit 328 candidats pour les 41 sièges à pourvoir. Alors que dans l'autre département antillais - la Martinique - il y en aura six, soit 246 candidats, soit 246 candidats. A la Réunion, six listes (270 candidats) briguent les 45 sièges à pourvoir. En Guyane, les 31 sièges du futur conseil sont convoités par cinq listes, soit 155 candidats.

MARTINIQUE : le poète, le « shérif » et le turlupin

Fort-de-France. — Fascinant Aimé Césaire ! En cette fin de semaine du vendredi 4 février, les militants du parti progressiste martiniquais (P.P.M., autonomiste), massés à l'intérieur de l'ancien hôtel de ville, délirant. A la tribune, décorée d'hibiscus et d'arums, leur président, le maire de leur « capitale », leur député, leur poète chéri, prononce une allocution digne de figurer dans une anthologie des discours politiques. Tout y est : la période simple, classique, les phrases ciselées, la densité dans le fond servie par une forme remarquable, quelques clin d'œil à l'auditoire, un soupçon d'émotion, un brin d'humour. M. Pierre Mauroy, assis à côté de lui, ne dissimule pas, en professionnel, son admiration.

De notre envoyé spécial

fédération socialiste martiniquaise. M. Siméon Salpêtrier, numéro trois de la liste conduite par le maire de Trinité, M. Casimir Brangidor, avale une nouvelle coulée. Il sait désormais que le chef du gouvernement ne prendra pas le risque de froisser le P.P.M. en appelant les électeurs de gauche à préférer la liste du P.S. à celle de M. Césaire. La suite du voyage de M. Mauroy aux Antilles confirmera ce sentiment. Les socialistes, qui se démentent pour apparaître localement comme les interlocuteurs privilégiés du pouvoir, resteront sur leur faim.

Le chef de file de la liste unique de l'opposition, M. Michel Renard, conseiller général et maire du Marigot, chef de file musclé du R.P.R. - surnommé « le shérif » par ses ennemis à cause de ses excès passés, mais désormais converti à la non-violence (le Monde daté 6-7 février), - affiche la plus grande indifférence à l'égard de ses adversaires. Ce vendredi 4 février, il boycotte la réunion des assemblées régionales qui a lieu en présence du premier ministre. Il préfère utiliser les colonnes de France-Antilles, le quotidien dirigé par M. Philippe Hersant, pour interpellé M. Mauroy. En fait, M. Renard s'efforce surtout de mobiliser les militants de droite, moins fringants depuis que la gauche a conquis le pouvoir suprême.

Quant aux trois autres listes - celle du parti communiste martiniquais, dirigée par le maire du Lamentin, M. Georges Gratiant, celle du Mouvement pour l'indépendance de la Martinique, conduite par le maire de Rivière-Piote, M. Alfred Marin-Jetté, et celle de l'extrême gauche (Combat ouvrier associé à Révolution socialiste), emmenée par un enseignant de Fort-de-France, M. Gilbert Paga - elles semblent vouées aux rôles mineurs.

GUADELOUPE : la « Dame de fer » fait patte de velours

De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — La « Dame de fer des Caraïbes » ? Allons donc ! On donnerait le Bon Dieu sans confession à M^{me} Lucette Michaux-Chabry, quand elle vous gratifie de son sourire angélique en balançant mollement sa chevelure rousse, quand ses mains fines traçent des arabesques comme si elle voulait rendre ses propos encore plus onctueux. Quel charme, dans cette voix quand elle vous assure de sa totale indépendance politique (« Mon parti, c'est la Guadeloupe », affirme les affiches de sa campagne électorale) et quand elle exprime sa détermination à œuvrer dans le seul intérêt de son île natale : « Je veux construire et peu m'importe de construire avec le Diable s'il le faut ».

Pour ne pas, on oublierait que cette avocate de cinquante ans, membre du barreau de Basse-Terre, a beaucoup de métier, une énergie volcanique et une vive ambition. Si non comment serait-elle devenue, en mars 1982, la seule femme à présider un conseil général et, depuis, le chef de file de l'opposition guadeloupéenne - bien qu'elle n'appartienne à aucun parti - deux ans seulement après avoir quitté le P.S. pour mener campagne aux côtés des giscardiens ?

Demandez au préfet, M. Robert Miquet, ce qu'il pense de sa façon d'exercer le pouvoir exécutif dans le département, lui dont le budget de représentation vient d'être amputé de moitié par le conseil général, sous prétexte, entre autres, que selon M^{me} Michaux-Chabry, la collectivité locale ne doit pas subvenir aux besoins domestiques de la préfecture... Mais M^{me} Michaux-Chabry sait faire patte de velours. M. Pierre Mauroy s'en est personnellement aperçu, le 5 février lors de sa visite à Basse-Terre. Alors qu'il s'attendait à devoir riposter à un discours au canon, le premier ministre a eu droit, de la part du conseil général, à un long exposé strictement technique sur les difficultés économiques et sociales de la Guadeloupe. M. Mauroy n'a pu que constater publiquement la modération de l'opinion locale, contrastant avec l'agressivité régnant à droite dans les autres départements d'outre-mer. M^{me} le président n'a pas applaudi mais elle a souri.

« Je ne cesse, ces jours-ci, de répéter le mot de Saint-Just : « Le bonheur est une idée neuve en Europe », dit en conclusion le condisciple de Georges Pompidou et de Léopold Sédar Senghor, Les politiques suivies jusqu'ici aux Antilles, faites tantôt de colonialisme, tantôt de parternalisme (...) font que l'on peut dire avec la même assurance que la responsabilité est une idée neuve aux Antilles (...) Qu'on le sache : je la considère non seulement comme la clef de l'avenir mais déjà comme un défi. Il y va de notre honneur collectif, à nous Martiniquais, de savoir le relever. Aussi bien entre à l'effort et à l'union, conditions d'un grand sursaut salvateur - que j'appelle mes compatriotes. (...) C'est une bataille de liberté. (...) Il n'y a pas d'escarmouches insignifiantes dans les combats pour l'homme. (...) La parole des hommes de gauche (...) est chaque jour mieux admise, mieux comprise, de plus en plus attendue, de plus en plus espérée, comme si fatigués du ronronnement des propositions d'élites, fatigués des slogans de ceux qui ressemblent de plus en plus à d'archaïques insectes borborygmes dans la vide, comme si, dis-je, les hommes et les femmes de ce pays s'affranchissent de plus en plus avides de capter enfin une parole de vie et de vérité. Aussi bien est-ce dans ma trilogie ou ma quadruple foi dans la démocratie, dans le socialisme démocratique, dans le progrès, c'est-à-dire dans une certaine rationalité de l'histoire, et bien entendu, dans ma foi dans les destinées du peuple martiniquais, c'est dans tous ce terreau de crédo divers que je puise la certitude qu'ensemble nous marcherons - parce que, après tout, votre stylisme, Pierre Mauroy, est une stylisme de marche et de fanatisme - eh bien ! c'est dans ce terreau de crédo divers que je puise la certitude qu'ensemble nous marcherons, mais aussi qu'ensemble nous vaincrons. »

GUYANE : la lutte des classes

De notre envoyé spécial

Cayenne. — La lutte des classes dans toutes ses dimensions : les élus de la gauche contre ceux de la droite, mais aussi les « masses populaires » contre les patrons. Au premier abord, la situation paraît, en effet, schématisée. La liste Pour une décentralisation vraie et démocratique en Guyane, formée par le Parti socialiste guyanais (P.S.G., autonomiste) et conduite par le député du département, M. Elie Castor (app. P.S.), maire de Sinnamary, s'oppose directement à la liste unique de l'opposition Guyane d'abord, union d'accord, constituée par le R.P.R., l'U.D.F. et les autres centres du P.P.G. (Parti pour le progrès guyanais) et dirigée par M. Paulin Bruné, conseiller général, chargé de mission du mouvement chiracien. Entre elles, le débat est presque caricatural : l'une dénonce les risques du conservatisme, l'autre agit la menace du séparatisme.

LA RÉUNION : socialistes et communistes concluent un « accord de gouvernement »

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. — Les socialistes réunionnais n'ont pas surmonté leurs divisions. La fédération du P.S. a constitué sous la houlette de M. Wilfrid Berthe, député, maire de Saint-Philippe, et de M. Jean-Claude Friteau, premier secrétaire fédéral, conseiller général de Saint-Benoît, une liste d'« Union pour une majorité de développement » qui accueille à titre personnel le représentant d'une petite formation, M. Paul Hoarau, fondateur du Comité du progrès.

Une nouvelle coulée

Pour concrétiser le soutien du gouvernement à la liste du P.P.M., son principal allié local, le premier ministre signe publiquement un contrat apportant l'aide de l'Etat à la ville de Fort-de-France. Au premier rang de l'assistance, parmi les invités, le premier secrétaire de la

Mais il ne faut pas se fier aux apparences. Cette lutte des classes se double de luttes intestines. Si l'U.T.G., qui domine la vie syndicale guyanaise - sauf dans la fonction publique où règne F.O. - a décidé, pour la première fois, de s'engager dans l'action politique, ce n'est pas uniquement pour contrer les représentants du patronat local. L'initiative du syndicat indépendantiste vise aussi, et surtout, le P.S.G., en particulier ses nouveaux porte-parole que sont le député, M. Castor, et le président du conseil régional sortant, M. Georges Othily, accusés d'opportunisme par M. Lamaze.

Beaucoup plus énigmatique apparaît, a priori, la cinquième liste engagée dans la compétition par une association - l'Union-démocratie-promotion-Guyane - sous la direction d'un ancien haut fonctionnaire départemental, M. Jean-Serge Gérante. Cette liste s'affirme résolument régionaliste, progressiste, et s'adresse aux Guyanais « qui désirent se placer au-dessus de tout clivage idéologique pour œuvrer dans la voie démocratique ». Mais cette liste ne réclame, en fait, aucun mystère. Elle eût peut-être représenté le P.S. si, à Paris, l'état-major socialiste n'avait refusé à M. Gérante et à ses amis l'autorisation de créer en Guyane une fédération du parti. Le projet, pourtant, avait été bien engagé. Après l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République, M. Gérante avait noué des contacts avec le délégué du P.S. chargé des DOM-TOM, M. Laurent Cathala, député du Val-de-Marne, et il avait créé un comité provisoire regroupant soixante-quinze Guyanais résolus à militer, au nom du P.S., en faveur de la politique gouvernementale. Le directeur du parti n'a pas donné suite à cette entreprise afin de ne pas froisser la susceptibilité du P.S.G., qui lui avait fait savoir que la création d'une telle fédération constituerait à ses yeux un casus belli. Dans ce contexte très particulier de lutte des classes, la liste de ces socialistes indésirables apparaît la plus opprimée...

Quatre autres listes complètent l'armada hétéroclite partie à l'assaut du pouvoir incarné par la « Dame de fer » : celle de l'« Union démocratique et anticolonialiste », présentée par le parti communiste guadeloupéen et conduite par le maire de Basse-Terre, M. Jérôme Cléry, dont la formation observe à l'égard du gouvernement une attitude de soutien critique ; une liste indépendantiste - Pour une Guadeloupe débarrassée de l'exploitation et de l'oppression -, constituée par des militants trossistes et dirigée par un employé de trente-neuf ans, M. Gérard Sémé ; deux listes « locales » : l'une constituée dans la région de Capesterre, autour d'un ancien militant communiste, M. Léo Andry ; l'autre formée par un agriculteur de Morne-à-l'Eau, M. Benoît Chpita. M^{me} Michaux-Chabry est ravie : elle adore l'action. Ce n'est pas pour rien qu'on la surnomme aussi « la Saufrière ». — A.R.

VENTE AU DETAIL
tapis
IRAN
ORIENT
PRIX DE GROS
maison
de l'Iran
225.62.90
65, Champs-Élysées
25, prom. des Anglins - Metz
VENTE EN GROS
NOUS CONSULTER

dais affaires.
63 Thai

MÉDECINE

PAR MANIPULATIONS GÉNÉTIQUES

Une équipe japonaise réussit la synthèse d'une substance du système immunitaire

Une équipe scientifique japonaise, dirigée par le professeur Tadatsugu Taniguchi, vient d'annoncer qu'elle est parvenue à cloner le support génétique qui, chez l'homme, permet la synthèse d'une substance qui joue un rôle essentiel dans le fonctionnement du système immunitaire.

Le clonage a été suivi de l'incorporation du gène dans le patrimoine héréditaire (génom) d'une bactérie. La production de cette substance — baptisée interleukine 2 — a ainsi pu être obtenue. Selon l'un des partenaires industriels de l'équipe scientifique (la compagnie Ajinomoto), une production de masse d'interleukine 2, substance aujourd'hui disponible en quantité infime, est envisagée d'ici quatre ou cinq ans.

Si, en biologie, les comparaisons étaient permises, on pourrait dire de l'interleukine 2 qu'elle est « l'insuline du système immunitaire ». On sait peu de chose sur elle, comme sur toutes les molécules biologiquement actives à des doses infinitésimales.

Connue depuis peu, cette substance a été rattachée à l'ensemble complexe et encore mal défini des lymphokines, protéines sécrétées par une catégorie précise de globules blancs sanguins (lymphocytes). Dans cet ensemble, on retrouve notamment un type d'interféron. Ces molécules font actuellement l'objet de très nombreuses recherches. Leurs fonctions, encore mal définies, semblent bien se situer à l'échelon de la régulation-modulation de la réponse immunitaire, cette réaction de défense cellulaire à l'agression étrangère.

Les très nombreuses applications potentielles des lymphokines laissent supposer que des retombées économiques de ces recherches pourraient être « considérables », comme en témoigne l'importante participation du secteur commercial (deux cents personnes sur huit cents participants) à la troisième réunion sur les lymphokines qui vient d'avoir lieu au Haverford College de Philadelphie (1).

Aux Etats-Unis, au Canada, au Japon et en France, six ou sept équipes travaillent actuellement au clonage de l'interleukine 2. L'équipe japonaise qui vient d'annoncer en premier le résultat n'était pas connue pour s'être lancée dans la compétition. Ses travaux sont financés par la Compagnie Ajinomoto et la Fondation japonaise de recherche contre le cancer.

Les chercheurs japonais ont cloné le support génétique (vraisemblablement l'ARN-messager) qui permet la synthèse de l'interleukine 2 dans des lymphocytes prélevés chez des malades atteints de leucémie. Ces cellules au comportement anormal constituent, en effet, un matériel plus pratique pour les travaux menés in vitro. Le clone obtenu a ensuite été incorporé au génome d'une bactérie (*Escherichia coli*).

L'expression « d'interleukine 2 » a bien été obtenue, comme en témoignent les résultats constatés chez une catégorie particulière de souris (souris « Nude ») atteinte de manière héréditaire d'un grave déficit immunitaire. Le travail le plus important pour l'équipe japonaise devrait être maintenant d'améliorer la rendement — encore faible — de ses cultures.

Il lui faudra aussi démontrer que la substance obtenue à partir de cellules cancéreuses est bien identique point par point à l'interleukine 2 naturelle. A cet égard, il semble pour l'heure totalement exclu que ce produit puisse constituer un possible agent thérapeutique.

En France, une équipe s'est récemment constituée sur ce thème, associant l'Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), M. Didier Fradelizi, hôpital Saint-Louis, Paris, et la groupe Sanofi ainsi que le Centre national de transfusion sanguine. Leurs travaux portent sur le clonage dans des cellules normales du support génétique permettant la production d'interleukine 2.

JEAN-YVES NAU.

(1) Voir le *Jama* (Journal de l'American Medical Association) daté du 14 janvier 1983, qui cite les firmes Genentech, Immunex, Cointech, Interferon Sciences, Smith-Kline-Beckman, Merck-Schering et Dohme et Biotech.

● Le prix de promotion internationale de la recherche à l'Informatik. — L'Institut international de promotion et de prestige, affilié à l'Unesco, et dont le siège est à Genève, a attribué le prix de la promotion internationale de la recherche à la société française Informatik, spécialisée dans l'informatique médicale.

● En une dizaine d'années, souligne l'Institut, le groupe Informatik a pu s'imposer dans le domaine de la médecine curative et celui de la médecine préventive, sur le plan international, ses instruments de recherche étant utilisés dans tous les centres hospitaliers de renommée mondiale.

● Le prix Jacques Monod de la Fondation de France (60 000 F), vient d'être remis à M. Philippe Marlière, âgé de vingt-huit ans, ancien élève de l'École normale supérieure, pour ses travaux de biologie fondamentale. M. Marlière s'est en particulier consacré à l'étude des caractères qui déterminent la forme spatiale des macromolécules, et à la recherche sur les enzymes artificielles.

● Le prix belge de la santé a été attribué au professeur Jean Bernard. Ce prix décerné tous les deux ans, d'un montant de 4 millions de francs belges (560 000 francs français), a été créé par le comte Baillet-Latour en 1974.

A Paris

Le mouvement de grève des étudiants en médecine continue à s'étendre

Le mouvement de grève des étudiants en médecine des centres hospitaliers universitaires parisiens qui a commencé à l'hôpital Saint-Antoine le 14 février (le *Monde* du 17 février) continue de s'étendre. Selon des estimations faites par l'Assistance publique de Paris, le mouvement était bien suivi à la Pitié-Salpêtrière, Saint-Antoine, l'Hôtel-Dieu, Broca, Tenon, Rothschild et Trousseau.

Il touchait, dans une moindre mesure, Beaulieu, Henri-Mondor et Bichat. Si d'une manière générale les gardes sont assurées, il est, en revanche, difficile de situer avec précision le taux d'absentéisme aux cours. Une assemblée générale inter-C.H.U. devait se réunir ce 17 février à 15 heures dans l'amphithéâtre de l'hôpital Saint-Antoine.

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE A LA PITIÉ-SALPÊTRIÈRE

« On n'est pas des plombiers ! »

« Notre grève se situe en dehors de tout débat politique. Les étudiants rejettent toute forme d'utilisation et de récupération de leur mouvement. » A en juger par les salves d'applaudissements accueillant chacune des nombreuses professions de foi d'apollonisme, les quelque cinq cents participants à l'assemblée générale des étudiants du centre hospitalier-universitaire (C.H.U.) de la Pitié-Salpêtrière ont un souci d'indépendance qui confine à l'obsession. Pourquoi donc déclencher cette grève si tard — le 15 février — à la veille d'une élection électorale ? Ils passaient des examens jusqu'à cette date ; les étudiants de sixième année étant absents, aujourd'hui, leur amphithéâtre pour les mêmes raisons.

Personne, ici, ne demande l'abrogation de la « loi Ralite », mais l'aménagement de certaines de ses dispositions. Le principe d'un « examen validant » au cours de la sixième année (fin du second cycle) n'est pas contesté. En revanche, les grévistes refusent un classement à l'issue d'un « concours déguisé », ouvrant l'accès aux études de spécialité et aux stages dans les établissements les plus prestigieux. La petite bruyante qui dirige — non sans autorité — les débats est la discussion sur l'attribution des stages par un racourci très apprécié du public : « Le système antérieur du piston était dégueulasse. On ne veut pas d'un système qui ne le soit moins, mais d'un système qui ne le soit plus du tout ».

UNE MISE AU POINT DU MINISTÈRE DE LA SANTÉ SUR LE DISTILBÈNE

Après la publication (*le Monde* du 16 février) d'un article consacré aux dangers liés à l'administration de diéthylstilboestrol (ou distilbène) à des femmes enceintes, le ministère de la santé a publié, le 16 février, un communiqué dans lequel il souligne « que ce problème est bien connu des autorités et des médecins depuis de nombreuses années ».

« Depuis avril 1977, indique le ministère, le produit est officiellement contre-indiqué chez les femmes enceintes ou susceptibles de l'être, et la motivation (survenue de lésion génitale chez les enfants nés de mère ayant reçu cet oestrogène de synthèse durant leur grossesse) figure obligatoirement dans la publicité faite auprès du corps médical et du public ».

L'enquête effectuée par la Mutuelle générale de l'éducation nationale « tend à conclure les dangers de ce produit chez la femme enceinte mais semblerait indiquer que le phénomène n'a pas la même ampleur ni la même gravité que dans d'autres pays », ajoute le ministère, qui indique que « les résultats détaillés de cette enquête très récente » doivent être soumis à la commission nationale de pharmacovigilance.

RELIGION

● La Fondation Nivano pour la paix vient de décerner son premier prix à Dom Helder Camara, archevêque de Recife (Brésil). Ce prix, d'un montant de 20 millions de yen (un demi-million de FF), institué en 1978, lui sera remis à Tokyo le 7 avril prochain. Dom Helder Camara a été choisi parmi six cents candidats de quatre-vingt-deux pays.

● Durant ses cinquante ans de sacerdoce, dit la citation (...), Dom Helder a constamment défendu les plus pauvres et les plus démunis et a contribué de manière notable à la réalisation de la paix dans le monde par son activité non violente (...). Par sa recherche de la paix, l'archevêque de Recife est devenu l'un des promoteurs de la conférence mondiale des religions pour la paix, contribuant ainsi à la compréhension mutuelle et à la coopération entre les religions. — (A.F.P.)

Faits et jugements

Le jeune Tunisien de Châtenay-Malabry est toujours dans un état grave

Les parents de Nasser M'Raidi, le jeune Tunisien gravement blessé d'une balle dans la tête, le lundi 14 février, à Châtenay-Malabry (Hauts-de-Seine), par un brigadier de police (*le Monde* des 16 et 17 février) se sont constitués partie civile, le mercredi 16 février. L'état de santé du jeune homme, qui est retombé dans le coma après une courte période de retour à la conscience, reste extrêmement préoccupant.

D'autre part, M. Joseph Franceschi, secrétaire d'Etat chargé de la sécurité publique, a reçu, mercredi après-midi, M. Jean Voinet, conseiller général et maire de Châtenay-Malabry (P.S.), et l'a assuré « que des mesures seraient prises sur le plan de l'organisation et du fonctionnement des services de police », pour éviter à l'avenir que de tels drames ne puissent se reproduire.

Enfin, en Tunisie, la presse, qui nous indique notre correspondant à Tunis, suit l'affaire avec attention, a dénoncé, le 16 février, ce qu'elle considère comme des « manifestations de racisme et de xénophobie ».

Des policiers verseront 15 000 F au fils de M. Marchais

La première chambre du tribunal civil de Paris, présidée par M. Pierre Drai, a condamné mercredi 16 février la Fédération professionnelle indépendante de la police (F.P.I.P.) et son président M. Didier Gandossi à verser, solidairement, pour diffamation publique 5 000 F de dommages et intérêts à M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste français, et 15 000 F à son fils Olivier, âgé de treize ans.

En décembre 1982, la F.P.I.P., organisation qui se dit « modérée », mais classée à l'extrême droite par les autres syndicats de police, avait enregistré sur son répertoire automatique un texte faisant état d'un viol collectif auquel aurait été mêlé Olivier Marchais. Dans son numéro du 11 décembre l'hebdomadaire *Mine* informait ses lecteurs de l'existence de ce texte et donnait le numéro de téléphone où l'on pouvait l'entendre.

Lors du débat devant le tribunal (*le Monde* du 21 janvier) l'avocat de la F.P.I.P. avait admis l'inexactitude des faits rapportés.

JUSTICE

TROIS RESCAPÉS TÉMOIGNENT CONTRE KLAUS BARBIE

Les enfants du génocide

Ils ne font pas parler d'eux. Ils sont discrets. Chez eux, pas d'effets de manche, une douleur vive, enfouie dans leur corps et leur tête. Ils sont encore jeunes — enfin presque. Ce sont des rescapés. Ils ont échappé de peu à la main de Klaus Barbie. Ils s'appellent Yvette Benguigui, quarante-deux ans, Monique et Alexandre Halaubrenner, quarante et un et cinquante et un ans. Sans nous en douter, nous les croisons tous les jours — nous ou d'autres. Parfois, nous le savons mais n'en parlons pas. Par pitié, par trouble aussi. Cette fois, il faut en parler. Barbie en France, ils viennent de se constituer parties civiles, ainsi que leurs mères, âgées toutes deux de soixante-dix-neuf ans.

La guerre, l'occupation. Alexandre Halaubrenner n'avait que dix ans à l'époque. « Nous habitons la banlieue lyonnaise. Nous étions sept personnes à la maison. Ils sont venus avec une voiture genre Tracteur. Ils étaient trois. Ils n'ont pu prendre que deux personnes ; mon frère aîné, treize ans, et mon père. Ils sont revenus le lendemain avec un camion mais nous étions sortis, dans la rue. Mon père a été fusillé à l'école de santé militaire de Lyon, le 17 décembre 1943 ; mon frère déporté depuis la prison de Montluc. »

Alexandra Halaubrenner raconte sa tragédie, celle de la famille Halaubrenner. Les mots viennent lentement, à peine vaix. Les détails qu'il avait conservés pour lui, depuis 1943, il en fait part à sa sœur, aujourd'hui, sous le poids de l'érection provoquée par le retour de Barbie en France. « Nous, nous avons pu nous cacher, d'abord dans une synagogue clandestine, une sorte d'oratoire, puis des personnes de l'Union générale des Israélites de France nous ont pris en charge. Ma sœur, qui avait quelques mois, a été placée dans une pouponnière, mes deux petites sœurs au centre d'enfants juifs d'Israël. Moi, je suis resté avec ma mère avec un non d'emprunt. En mai, puis en juin 1944, nous n'avons pas eu de nouvelles de mes deux sœurs à Lyon. Lyon a été libéré en juillet, je crois. C'est là que nous avons appris leur déportation et leur mort. » Sa sœur, placée dans

une pouponnière, a eu la vie sauve. C'est Monique, qui travaille dans le prêt-à-porter à Paris. Lui tient un magasin d'articles de sport.

« Il y a une justice... »

A la question banale : « Qu'avez-vous éprouvé lors de l'expulsion de Barbie vers la France ? », Alexandre et Monique Halaubrenner cherchant leurs mots, hésitent : « C'est très pénible, ni c'est une très bonne chose », avance le frère. « Cela fait dix jours que nous ne dormons pas, ajoute la sœur. Moi qui n'ai pas vraiment connu cette période, je vis avec. » Un temps de réflexion. « C'est un apaisement. Il y a une justice... C'est comme une boucle qui se boucle. »

Yvette Benguigui, elle aussi, n'a pas vraiment connu cette période. Elle avait quelques mois. Elle a finalement retrouvé sa mère à l'âge de quatre ans et demi. L'une a traversé sa mémoire à l'avance : « Mes parents ont été pris à Marseille. Ma mère a été déportée pendant deux ans et demi à Auschwitz. Mon père, interné, a pu se sauver en sautant d'un train après son arrestation. Il m'a placée en nourrice, pas loin de Lyon. » Ses trois frères, eux, sont morts. Arrêtés à Lyon, parqués à Drancy, déportés à Auschwitz.

Sa mère avait eu le pressentiment de la mort de ses fils, un jour du printemps 1944, en reconnaissant, à Auschwitz, dans un tas de vêtements, le pull-overs qu'elle avait tricoté à Jacques. Un pull reconnaissable entre mille, puisqu'il avait une manche de couleur différente du reste. Mais la certitude est venue après : « A la libération, quelque temps après, on a appris qu'ils étaient morts pour la France ». L'aîné avait quatorze ans à l'époque. Yvette Benguigui n'appelle pas à la vengeance. Elle « pense que la justice va pouvoir enfin faire son œuvre ».

Aujourd'hui, elle vit à Paris. Monique et Alexandre Halaubrenner aussi. Ils élèvent leurs enfants.

LAURENT GRELSAMER.

● La Ligue des droits de l'homme partie civile. — Le bureau de la Ligue des droits de l'homme a décidé que cette association se constituerait partie civile contre Barbie. Le bureau considère que « le procès de Klaus Barbie, procès

du nazisme, sera une occasion de s'interroger sur les conditions dans lesquelles il s'est développé en France » et donnera « l'occasion de juger une idéologie qui est la négation totale des droits de l'homme ».

Un instituteur est condamné à dix-huit mois de prison pour attentats à la pudeur

De notre correspondant

Troyes. — Le tribunal correctionnel de Troyes présidé par M. Pierre Esquieu a condamné mardi 15 février à dix-huit mois de prison M. Patrick Duflexis, instituteur à Bérulle (Aube), pour attentats à la pudeur commis sur certains de ses élèves âgés de moins de quinze ans (*le Monde* du 8 février).

Au terme de ce débat public, le tribunal avait à choisir entre les affirmations des élèves qui, tous, mettaient en cause M. Duflexis et les dénégations de ce dernier qui les témoins cités pour sa défense ont dépeint comme un homme et un enseignant particulièrement estimé.

Cependant, si la population de Bérulle apprécie elle aussi son arrivée ce jeune instituteur de vingt-cinq ans, l'atmosphère changée à la rentrée scolaire de 1982 lorsque les méthodes pédagogiques de M. Duflexis commencèrent à être mises en cause ainsi que sa moralité. Le 4 novembre l'instituteur était suspendu par l'inspecteur d'académie et le 10 novembre il était inculpé et placé en détention provisoire.

● E.D.F. n'est pas responsable des coupures de courant survenues lors des grèves de décembre 1977. Ainsi vient d'en décider la Cour de cassation, réunie en chambre mixte sous la présidence de M. Robert Schmelck, premier président. Ces grèves auraient suscité de violentes polémiques (*le Monde* daté 11-12 décembre 1977), à la suite desquelles quatre mille cinq cent sept entreprises avaient assigné E.D.F. en justice. En première instance, les tribunaux de commerce avaient accordé à ces entreprises des dommages-intérêts. Mais en appel E.D.F. avait eu gain de cause. La

Au cours des débats, l'inspecteur départemental, M. Diot, devait déclarer : « Duflexis est un sentiment, il a dépassé de loin ce qu'on lui demandait de faire et entretenir avec ses élèves des liens plus étroits que tout autre instituteur. Mais je ne le crois pas pervers, simplement imprudent. » Le maire de Bérulle a exprimé son « scepticisme » et considéré qu'on « avait fait beaucoup de bruit ». Mais pour le représentant du ministère public, M. Benjamin Bresciani, qui devait requérir cinq ans de prison dont trois avec sursis en se fondant sur les dépositions concordantes des mineurs, « on peut donner l'image d'un bon instituteur et être pédophile ».

La défense n'a vu M. Billon, Bonnaud et Delorme s'appliquer vainement à mettre en garde le tribunal contre « la fragilité, le précarité » des témoignages d'enfants, qui « ont fini par croire à leurs propres mensonges ».

M. Duflexis est en outre condamné à verser le franc symbolique de dommages et intérêts à chacun des parents des victimes qui s'étaient constitués partie civile.

Cour de cassation vient de faire de même en décidant qu'E.D.F. avait dû faire face à une situation revêtant le caractère d'une « force majeure » au sens du code civil.

● Un policier proxénète condamné. — La dix-septième chambre, correctionnelle de Paris a condamné, le 15 février, pour proxénétisme, un policier, Jacques Hillel, âgé de quarante-sept ans, qui était chargé de la surveillance de la prostitution rue des Lombards, à Paris, à dix-huit mois de prison-dont douze avec sursis, 5 000 francs d'amende et deux ans d'interdiction de séjour et privation de droits civiques.

Annales

Économies • Sociétés • Civilisations

Revue bimestrielle fondée en 1929 par
Lucien FEBVRE et Marc BLOCH,
publiée avec le concours du C.N.R.S.

LE DOCUMENT : ÉLÉMENTS CRITIQUES

Numéro spécial consacré à l'Histoire ancienne

Un thème parcourt ces pages : le document. Un ensemble de spécialistes français et étrangers montre, à partir d'exemples précis, comment ils travaillent, et pour finir, construisent leurs archives. A travers ces études de cas, ils soulèvent, par delà les limites de leur spécialité, dialogues avec les historiens (des autres périodes) en les amenant à s'interroger, sur leurs rapports à leurs propres archives et, plus largement, s'adresser à tous ceux qu'intéressent l'histoire et ses démarches. Deux questions sous-tendent ce pari : quelle est aujourd'hui la place de l'histoire ancienne par rapport à l'histoire ? Quelle peut être la portée des études anciennes en général dans une culture où la référence classique s'estompe peu à peu ?

Au sommaire de ce n° 5-6 1982

Histoire ancienne et Histoire, introduction de F. Hartog
LA PRODUCTION DU DOCUMENT : Le document et l'histoire économique, M.J. Finley - La Forum romain revisité, F. Coarelli - La préhistoire et ses mythes, J.P. Demaurel - Archéologie et tradition académique, A. Schnapp.

NOUVELLES ARCHIVES : La prospection archéologique, A.M. Snodgrass - Sur l'inscriptions de Biscione, C. Herrschmidt - Les timbres amphigones thiens, Y. Garlan - Cadastre et paysages agraires, G. Chouquer, M. Clavel-Lévêque et F. Favory - Les Lois de Platon et la réalité, P. Veyne.
LES CROISEMENTS : Sur les Bacchantes, J.M. Paillet - Les débuts de l'hellénisme, texte inédit de L. Garnet Les Grecs sans miracle, R. Di Donato - Les Contributs d'Arnaldo Momigliano, E. Pataquan. Histoire ancienne (comptes rendus)

N° 5/6 1982 : 100 F

Abonnement 1983 : France : 200 F - Etranger : 275 F

ARMAND COLIN

	Logis	Logis T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77.00	91.32
DEMANDES D'EMPLOI	22.80	27.04
IMMOBILIER	52.00	61.67
AUTOMOBILES	52.00	61.67
AGENDA	52.00	61.67
PROP. COMM. CAPITAUX	151.80	180.03

ANNONCES CLASSES

	Logis	Logis T.T.C.
ANNONCES ENCADRÉES	43.40	51.47
OFFRES D'EMPLOI	13.00	15.42
DEMANDES D'EMPLOI	33.60	39.85
IMMOBILIER	33.60	39.85
AUTOMOBILES	33.60	39.85
AGENDA	33.60	39.85

* Dégressifs selon surface ou nombre de pages.

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

DEMANDES D'EMPLOIS

capitaux propositions commerciales

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS IMPORTANT offre à un

CADRE COMPTABLE CONFIRMÉ titulaire DECS

un poste de Responsable comptabilité fournisseurs qui peut laisser entrevoir à terme une intéressante opportunité de développement de carrière au sein de la Direction Comptabilité, Poste à Paris.

Nous vous remercions d'adresser votre curriculum vitae accompagné d'une photo sous référence 3.1111 à PUBLIPANEL, 20 rue Richer, 75441 Paris Cedex 09, qui transmettra.

Nous recherchons des CONSEILS D'ENTREPRISES orientés vers les problèmes d'ÉVALUATIONS à PARIS et en PROVINCE

Si vous avez quelques années d'expérience financière (banque, service financier, cabinets spécialisés...), si vous aimez conseiller en travaillant en équipe dans un groupe leader de sa profession, si vous voulez rapidement mesurer votre efficacité en fonction de vos résultats. Envoyez lettre manuscrite à J. BRAYARD, 77, rue Laugier, 75017 PARIS en joignant photo (rel.) et C.V.

RECHERCHONS POUR QUARTIER SAINT-LAZARE 1. ADJOINT CHEF-COMPTABLE NIVEAU 5 T.T.C. RÉF. ÉGÉES LIBRE RAPIDEMENT TEL. 851-1503

Organisation de formation recherche URGENT **PROFESSEUR GREC MODERNE** spécialisée en économie, 3 heures/semaine. Lieu de travail PARIS. Écrire s/réf. PG à VALENS CONSEIL S.P. 365, 75004 PARIS Cedex 02.

Société NORBERT BEYRIARD FRANCE Études économ. financières. Génie industriel. Spécialisés dans assistance technique aux pays en voie de développement recherche

INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE ayant sérieuse formation économique, pouvant envisager aujourd'hui à l'étranger. Écrire lettre manuscrite avec C.V. et photo, 68, rue Pierre-Charron, PARIS-8.

enseignement LA CALIFORNIE PEUT-ÊTRE... L'AMERICAN CENTER SUREMENT 261, BD RASPAIL, 75014 PARIS 633-67-28

Méthode orale, conversations. **SESSIONS INTENSIVES À PARTIR DE MARS ET EN AVANT-PRÉMIÈRE ANGLAIS SECOURS** du 28 fév. au 11 mars et du 14 au 25 mars. INSCRIPTIONS IMMÉDIATES. CES SESSIONS SONT RENOUVELABLES. TOUT L'ANÉE. SESSION TRIMESTRIELLE : Printemps : avril-juin.

TRANSPORT LOGISTIQUE

Homme 36 ans, spécialiste transport national, gestion de stocks logistiques, notions en informatique.

7 ans officier de Marine. Exp. commerce international (USA).

Capable gestion filiale ou division transport. Étudié tous pays, adresses.

Écr. s/réf. 6450 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J.F. 25 ans, bilingue, russe, anglais, français (licence) diplômé Académie Commerciale Internationale, recherche Paris ou Région Parisienne, emploi stable de cadre commercial ou d'exportation.

Écr. s/réf. 6454 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

J. H. dynamique libéré O. M. Études brill. jusqu'en terminale. Recherche poste France-étranger. RÔLEL 221, r. de l'Université, 75007 Paris.

J. F. dynam. mass. polyglotte, cherche situation haut niveau, disponibilité. Mlle Rodol, 221, rue de l'Université, 75007 Paris.

P. diplômé 48 e, diplômé sciences, po., très bon anglais, très facile d'adapt., ch. emploi à mi-temps (édit., presse, association, etc.) ou travaux d'appoint : rédact., rewriting, trad., secr. Tél. 520-28-18.

Cadre responsable comptable et financier dans P.M.E., 37 ans, niveau D.E.C.S., bilingue anglais, expert reporting anglo-saxon, préavis 3 mois, écor. Confort Louis, 18, r. Massenet, 75016 Paris.

38 ANS RÉDACTRICE JURIDIQUE DROIT COMMERCIAL

18 ans expérience. VENTE DE FONDS (SOCIÉTÉS). Étude proposition poste. **COLLABORATRICE**

Écr. s/réf. 6458 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Cadre sté. chimique, diplômé d'État, ingénieur, service négociation achat, expérience technico-commerciale, anglais courant, rech. position dominante similaire toute industrie.

Écr. M. Sarrin, 15, av. du Maréchal, 95230 SOISSY-S-MONTMORENCY.

J. H. sér. homme présent, ch. plac. chaud, Direction ou de Maître, écor. tous pays. 857-72-66.

J. F. 28 ans, marié, de lettres classiques, dipl. de l'Institut Français de presse. Étude théor. propos. de éditions et médias. Mi-temps accepté 535-54-25.

J. F. 28 ans, célibat, licence philo diplôme bilingue en cours, après, jadis. Documentation dans direction archiv. Anglaise, dactylo cherche emploi correspondant.

Écr. s/réf. 6458 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

JURISTE CONFIRMÉ, maîtrise + DES droit privé, I.D.A., spécialiste recouvrement, ordonnances, contentieux divers, assurances, transp., Droit travail, sont rel. hum. ch. st. RESPONSABLE

Écr. s/réf. 6458 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Contrôleur, 31, long expérience en américain ailes commerciales, italien mother-tongue, fluent english, written, spoken, knowledge of french assets acquiesce position in Paris.

Écr. s/réf. 7765 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

INFORMATIQUE DYNAM. AMBITIEUX

J.H. 28 ans, débutant maîtrise sciences, étudierait vos propositions, même avec formation disponible de suite. ROUVRAIS Philippe, 2, rue de Châteaudun, Paris, 9^e, Tél. 282-15-00.

propositions diverses

L'ÉTAT offre de nombreuses possibilités d'emplois stables, bien rémunérés à toutes et à tous avec ou sans diplôme. Demandez une documentation sur notre revue spécialisée. FRANCE CARRIÈRES (C18) Boite Postale 402.09 PARIS

emplois régionaux

TEMAT

PREMIER FABRICANT EUROPEEN DE TELEPHONES développe son activité dans les terminaux électroniques, double ses effectifs en 1983 et recherche :

INGENIEURS D'ETUDES

un analogicien

Il s'intégrera dans le laboratoire de développement de terminaux et de téléphones électroniques. Ce poste nécessite une bonne compétence en analogique, plutôt orientée ALIMENTATION BT - T.H.T.

un téléphoniste

Au sein de l'équipe de développement de nouveaux postes téléphoniques, il sera l'animateur d'un groupe de 3 à 4 personnes. Ce poste convient à un ingénieur ayant une expérience de 3 à 5 ans soit dans le domaine des postes téléphoniques soit dans le domaine des circuits d'abonnés ou joncteurs d'abonnés.

Ces postes sont à pourvoir à QUIMPER.

Adresser CV, lettre manuscrite, photo et rémunération souhaitée en indiquant la référence JD 160 à TEMAT Direction du Personnel 10, rue Jean Jaurès - 29000 QUIMPER

MATRA COMMUNICATIONS

Informatique

Lyon

Organisme bancaire à caractère mutuel recherche **Organisateur informatique**

Rattaché au Directeur Administratif, il est chargé de l'optimisation des systèmes informatiques, ainsi que des méthodes et procédures administratives. Nous souhaitons rencontrer un ingénieur informaticien ayant quelques années d'expérience, de préférence dans le secteur tertiaire.

Homme d'analyse et de synthèse, il contribue par la qualité de son diagnostic et la pertinence de ses idées à la mise en place d'une organisation permettant d'améliorer la productivité.

Homme de contact, il sait entraîner l'adhésion de l'ensemble des interlocuteurs.

Merci d'adresser lettre manuscrite + C.V. + photo sous réf. CG-348 à CAPFOR.

CAPFOR

PARIS - MONTPELLIER - LYON - NANTES - BRENT - MONTPELLIER

Le directeur de CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUES (110 personnes)

recherche pour AJACCIO

SON ADJOINT PRODUCTION

INGÉNIEUR DES A. & M. OU ÉQUIVALENT

Il devra avoir 5 à 7 ans d'expérience dans le domaine de la production, si possible, en secteur aéronautique, et posséder de solides connaissances en composites.

Sans de commandement, sens de l'humain, disponibilité, compétence, souci de l'efficacité et de la qualité devront être des valeurs essentielles.

Organisateur, il devra diriger, conseiller, prévoir, gérer, contrôler et mesurer les résultats. La connaissance de l'environnement local est très vivement souhaitée.

Adr. lettre man. C.V. dat., photo, prêt à CORSE COMPOSITES AERONAUTIQUES, RESIDENCE CASTEL-VECCHIO, IMMEUBLE ARMOISE, 20000 AJACCIO.

LA VILLE D'ANGOULÊME recrute dans le cadre de l'ouverture d'un atelier de B.D. et de cinéma d'animation à l'école des beaux-arts :

UN PROFESSEUR RESPONSABLE

de la coordination des ateliers B.D. dessin-animation, D.N.A.T. 1^{er} et 2^e cycle.

UN PROFESSEUR PLASTICIEN

polyvalent à dominante graphique, ayant une pratique professionnelle de la B.D.

Les candidatures doivent parvenir le 4/3/83 au plus tard, à Monsieur le député, maire d'Angoulême, bureau du personnel 15000 Angoulême.

Tous renseignements complémentaires peuvent être obtenus auprès du directeur de l'école des beaux-arts : Monsieur Capella-Lardeux, école régionale des beaux-arts, 15000 Angoulême. Tél. 1451 82-85-02.

L'ENSEMBLE REGIONAL DE BASSE-NORMANDIE SIS A COUTANCES recrute sur concours

2 VIOLONISTES 1 PIANISTE

Les concours auront lieu les 7 ET 8 MARS 83 à CAEN.

Pour toutes informations s'adresser à : l'ensemble régional de Basse-Normandie, B.P. 120, 50200 COUTANCES (36) 45-55-18.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ TRANSPORTS MARITIMES

recherche pour la Division ORGANISATION GÉNÉRALE ET INFORMATIQUE de son siège social à MARSEILLE.

HOMME SYSTÈME DÉBUTANT

Nev. MIAGE ou Ecole Ingénieur. Adr. C.V., photo et présentations sous réf. 1038 388 M. REGIE-PRESSE 85 bis, rue Réaumur, Paris 2^e.

Service ET DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUES recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES UNIVERSIT.

Ayant des connaissances temps réel en micro-ordinateurs.

Écrire ou téléphoner à : 78-80, avenue Gallieni, tour Galilée 1, 83174 RAGNOLET CEDEX Tél. 360-13-64/55/58.

Important Groupe Français recherche

CONTROLLEUR DE GESTION

Lieu : PARIS. Formation Ecole de Commerce ou Ingénieur ou équivalent. Age min. 28 ans. Expérience min. 3 à 5 ans poste similaire dans une entreprise industrielle. Rémunération selon expérience. Env. C.V. + photo s/réf. 3-427 à SWEET'S B.P. 289, 75424 PARIS Cedex 09, qui trans.

AOIE-COMPTABLE SUR MICRO-ORDINATEUR, pour facturation clients et travaux comptables disponibilité immédiate.

Adr. lettre manusc. C.V. et photo, sous réf. 13 778 M. à P.M.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 PARIS.

Recherche CHIMISTE ingénieur grande école ou thèse d'État ou 3^e cycle ayant plusieurs années d'expérience. Industrie chimique ou Recherche pour poste responsable Administration

avec curriculum vitae. O.R.E.T./S.D.R./G.7. 226 bd Victor 75006 PARIS ARMÉES.

Société de négoce de métaux Proctre Gares Nord et Est recherche

PROGRAMMEUR GAP III CONFIRME

éval. verb. ANALYSE PROGRAMMATION

Adresser C.V. et présentations sous référence 25168 à COFAP poste 13 778 M. à P.M.P., 39, rue de l'Arcade, 75008 Paris, qui transmet.

Sté d'expertise comptable pour son service juridique

EXPERT COMPTABLE à profil juridique, poste évolutif et association ultérieure envisageable.

On(e) RÉDACTEUR D'ACTE

av. expér. droit des sociétés. Écr. avec C.V. et prêt. s/réf. 1687 à P. Lohu S.A. BP 220, 75003 Paris Cedex 02 qui transmetra.

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE (81) recrute pour son centre de RECHERCHE

CHIMISTE (3^e cycle) confirmé en synthèse organique

Horaires variables. Nombreux avantages sociaux. Envoyer C.V. et présentations à M. 55.355 BLEU, 17, rue Labat, 64307 VINCENNES Cedex qui transmetra.

Sc. Po ou ing. 5 ans d'exp. adm. en entreprise, sachant rédiger, pour Paris (immédiat). Envoyer C.V. s/réf. 7.747 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Mieux informer les jeunes diplômés de Grandes Ecoles dont votre entreprise a besoin.

Salon du des Jeunes Diplômés 1^{er} Emploi

Du 22 au 25 mars 1983. 17 boulevard Saint-Jacques 75014 Paris sous l'égide de la Confédération des Bureaux d'Élèves

A cette occasion, Régie Presse/Le Monde éditera un numéro spécial du 1^{er} emploi

Destiné aux visiteurs et adressé gratuitement aux étudiants des grandes écoles, ce numéro vous donnera :

Le programme général des manifestations du salon.

Des articles, enquêtes, entretiens :

- Comment décoder une petite annonce, les secteurs porteurs, les nouvelles technologies : communication et industrie, télématique et tertiaire, les attentes des entreprises : les ingénieurs, les attentes des banques sur les diplômés, l'avenir des grandes écoles, les écoles d'ingénieurs, les écoles de commerce de la grande école à l'entreprise, les jeunes femmes cadres, l'expatriation.

Des interviews d'étudiants et de responsables de recrutement.

Des annonces de publicité institutionnelle ou de recrutement qui paraîtront simultanément dans le Journal du Salon et Le Monde Quotidien.

Publicité : RENSEIGNEMENTS ET RESERVATIONS

Jacques Degave - Danièle Le Dren Régie Presse/Le Monde - 85 bis rue Réaumur 75002 Paris - Tél. 233.44.21.

Pour répondre aux demandes concernant le Salon du 1^{er} Emploi, nous tenons à préciser que l'entrée est gratuite. Lors de cette manifestation, notre numéro spécial du 1^{er} Emploi sera remis gratuitement.

EXCEPTIONNEL INVESTISSEMENT STABILITE G

LAURENT ANI REE

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

ESAR AINS DE LA

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	77,00	91,32
IMMOBILIER	22,80	27,04
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	101,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	La ligne	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	23,40	27,84
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Degrés de selon surface ou nombre de parutions.

LE MONDE IMMOBILIER

EXCEPTIONNEL EN 83

L'INVESTISSEMENT A RENTABILITE GARANTIE

3 ans de rentabilité garantie par contrat, 2 placements rares et sûrs :

LA FONTAINE REBEVAL 19°

Angle bd Villette et rue Rebeval, luxueux 2 et 3 P. balc. ou bow-window verdure. Tél. 205.29.52

LES ARCADES DE LA NATION 11°

113, rue de Montreuil

Proche Pl. Nation - beau 2 P. gd confort habit de suite. Tél. 367.17.44

CAPRI 321.47.93.



230.000 F*
Studio - coin nuit - casier à skis
à *Meribel les Allues (Savoie)*
Résidence **le GRAND SUD**
au pied des pistes

Sur un des plus beaux emplacements de Meribel, choisissez votre appartement de STUDIO au 3 PIÈCES
Vue et exposition exceptionnelles, au cœur d'un des plus grands domaines skiables au monde. Placement sûr. Crédits personnalisés. Grand choix de prix.

Pour tous renseignements s'adresser directement au promoteur constructeur :
45, rue de la République, 13001 Marseille (91) 41.43.51. **F. CASTELLA**

l'investissement sûr de l'année 83

5% SEULEMENT ET UNIQUEMENT D'APPORT PERSONNEL

7% RENTABILITE GARANTIE ONET SUR PRIX H.T.

D'AGDE
en secteur touristique
STUDIO CABINE 208.000 F HT
(TVA récupérable) entièrement équipé
— Bas pour une documentation gratuite —

VISUAL PROMOTION 406 av. général de Gaulle 34000 Montpellier (67) 71.94.22

résidence des Albères

Vous appartenez du studio au 3 pièces au centre de Canet Plage et à 100 m de la mer.
Pour tous renseignements s'adresser au promoteur constructeur :
14, avenue de la Méditerranée, 66140 CANET PLAGE
Tél. (68) 80.59.15

VOTRE VILLA EN ESPAGNE

Costa Brava - Alicante - MALAGA
Appartements et villas de haut standing sur toute la côte méditerranéenne.

● 25 % comptant, le reste à crédit, demandez notre documentation.

SPAI

54, avenue Principe de Asturias, BARCELONA 12

Nom
Adresse
Tél.

Pour tous renseignements concernant cette rubrique : RÉGIE-PRESSE, M^{me} P. BALAGUER, tél. 233-89-55.

L'immobilier

appartements ventes

1^{er} arrdt

FORUM
IMMOBILIER RENOVÉ
STUDIOS et 2 PIÈCES
DUPLIX 3 et 4 P.
cloisonnement au goût du client. Prix intéressant. Sur place jeudi, vendredi et samedi de 14 h à 19 heures.
1, RUE DU CYGNE

4^e arrdt

CEDR DU MARAIS
Dans gd parc, 2 P. PARTO.
TRES SURFACES à rénover.
PPTAIRE : 766-03-18.

5^e arrdt

ILE SAINT-LOUIS
dans bel imm. à vendre 2 p.
cuis., dé. m², occupé Lel 48
deme 70 ans - 500-54-00.

NEUF

CONSTRUCTION EN COURS
IMM. TRÈS GRAND LUXE DE
25 APPARTEMENTS
Livraison 1^{er} trimestre 1983

JARDIN PLANTES

1 et 2, RUE POUVEAU
DU 2 AU 5 PIÈCES
et DUPLEX TERRASSES
Prix moyen 18.000 F, le m²
ferme et agréable.

APPARTEMENT TERNON

Tous les jours 14 h à 19 h, seul
marché et dimanche.
A.W.I. - Tél. : 257-37-37.

MAUBERT

dernier étage, soleil, charmant,
appt caractéristique, LIVING, mas-
sive, cheminée + CHAMBRES
cuisine, bain.
Prix : 850.000 F.
Visite vendredi 14 h à 17 h place
4, rue des Anglais, 5^e.

6^e arrdt

RUE DE SEINE dans bel im-
meuble pierre de T. bsc., tapis,
gd 2 pces, entrée, cuis., bain,
prix intéressant. 634-19-18.

38, RUE ST-SULPICE

PETITE MAISON ORIGINALE
STYLE, GO CHARMANT, 3/2 P.
living, 3 chbres, 1.450.000 F
la 18/2, 11 h 30 à 16 h 30
et la 19/2, 14 h 30 à 18 h.

ST SULPICE, CHARMÉ

100 m², calme, 354-42-70.

PR. FÜRSTENBERG

petite vd gd 2 p., cheminée
v. a/g, jeudi, vendredi, sa-
medi, lundi de 11 h à 19 h
28, RUE DE L'ÉCHAUDÉ

9^e arrdt

RICHER
Beau 4 pièces, 118 m² refait à
neuf, 3^e étage, très agréable.
Exclusivité LGM 255-55-44.

10^e arrdt

SUR LES RIVES
DU CANAL ST-MARTIN
du studio au 5 pièces, sur place
ce jour et demain 14-19 h
semaine et dimanche
11-13 h / 14-19 h
SAINT-MARTIN
GRANDE-AUX-ÉLLES
152, quai de Jemmapes
248-73-13 SERCO 723-72-00.

11^e arrdt

RÉPUBLICQUE, pptaire vend
grande chambre plain soleil
balcon, 95.000 F à débattre.
Tél. : 654-74-85.

12^e arrdt

DAUMESNIL
3 pièces confort à rénover, bas
prix. - Tél. 526-09-04.

13^e arrdt

BEAU DUPLEX AVEC TERRASSE
45 m². Très calme sur jardin.
Soleil. SPÉL. T. : 354-09-81.

GOBELINS - 2 pièces, calme,

confort, prix : 155.000 F.
Tél. : 707-44-06.

14^e arrdt

MOULIN VERT, gd 2 p., cuis.,
bain, loggia, parc, calme, so-
leil. 498.000 F. 320-56-44.

15^e arrdt

DUPLEX
PRÈS CHAMP-DE-MARS
4 p., 110 m², imm. bourgeois,
bois, loggia, 970.000 F, visite
11 h / 18 h. 12, sq. DESAD.

RUE ROULEE

2 pièces, 65 m², beau living +
terrasses, 47 m² Sud
calme, 690.000 F, garage.
Tél. 288-28-18, après 18 h.

VAUGIRARD

3/4rd, sq., 3 chbres, 2 p.
1.080.000 F. T. : 734-38-17.

16^e arrdt

PRÈS AV. FOCH, gd stand, étage
devé, terrasse 10 m², gd 4 p.,
bois, service, 2.000.000 F.
783-89-88 - 548-64-88.

VILLE 16^e, bid Muret, 5/7 P.CES.

180 m² en duplex,
prix rue de Passy, 4 P.CES.
110 m² au rez-de-ch.
LA OUFUSION IMMOBILIERE
8, rue National STRASBOURG
Tél. (68) 32-00-57, le mer.

AVENUE FOCH

appt luxé, 200 m² + ter-
rasses + bsc. 2 garages, Vie.
sur R.V. TREVAL. 277-62-23.

45, AV. VILLIERS

DUPLEX AVEC MEZZANINE
de 2-4-5 P. AT STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION.
Vis. jeudi-vendredi 13/19 h.

20^e arrdt

5^e GAMBETTA, 5 p., 120 m²,
terrass. 1.140.000 F + Stud.
Equip. 40 m² - 577-06-51.

92

Hauts-de-Seine
Dans immeuble style
HOTEL PARTICULIER
beau 4 p., cuisine, soleil, ter-
rasses, bsc. Neufly-Levittes.
Prix intéressant direct, pptaire.
Tél. : 329-58-65
(apr. 18 h. 329-13-00).

appartements ventes

ROUILL R.E.R. 2 P.CES

Répart. 428.000 F. 748-33-92.

MEUDON

300 m² de la gare
maison de ville neuve
disponibles de suite
dans petite résidence
8 pièces, 2 bains, garage.
Pris conventionnés possesseurs
5/7 pièces, 25, rue Jean-Baptiste
l'après-midi, du jeudi au
dimanche. Tél. : 554-81-71.

BOURG-LA-REINE

200 mètres du métro
2 PETITS IMMEUBLES
DE TRÈS GRANDE CLASSE
EN PIERRE DE TAILLE
R-de-ch. + 3 et 4 étages
du studio au 6 pièces et
garage. Tél. : 554-81-71.

NEUILLY BOIS

Bel imm. pierre de t., sec.
5 PIÈCES
A rénover, poss. service.
Px : 1.595.000 F.
Visites ce jour 14 h à 17 h
4, bd Maitre (La-Mauray)
ou 74 : 723-81-22.

NEUILLY-SUR-SEINE

récent, bel imm. 105 m² avec
jard. privé, sécur. charmée,
2 chbres, gd cuis. équipée,
rangement important
HAUTE SÉCURITÉ
Px : 1.500.000 F. 481-28-02.

94

Val-de-Marne
KREMLIN-BICÊTRE Mairie,
5^e pte d'Italie, imm. 77 m²
4/5rd, 3 chbres, sq., salon,
cuis., bsc, cave, bain. Prix
450.000 F. SPAS 655-26-20.

IVRY METRO

Appt 4/5 P., 91 m², s. bain,
cabin, toil., douche, cave,
2 terrasses, 840.000 F dont
24.000 F crédit Foncier
AGENCE VOLTAIRE. 672-55-38.

KREMLIN-BICÊTRE

Beau studio, 29 m², 4^e étage,
ascenseur, tout confort, calme,
7 minutes du nouveau métro.
Prix : 220.000 F.
Tél. 858-72-44, après 17 h.

locations non meublées demandes

Paris

J.H. séniér, cherche studio ou
2 p., non meublé, Paris ou pro-
che banlieue, environ 1.000 F.
Appeler le soir après 19 heures
208-27-68 ou 638-12-31.

appartements achats

Recherche 1 à 3 P., Paris, prêt
5^e, 6^e, 7^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 4^e,
12^e avec ou sans travaux.
PAIE COMPTANT chez nous.
673-20-67 même le soir.

EMBASSY SERVICE

ACHAT ou LOCATION
10-20^e ou 7^e. Tél. : 582-18-40.

DORESSAY

3, rue Vieux-Colombier, 6^e,
pour clientèle étrangère et
diplomates
Téléphone : 545-31-43.

immobilier information

ANCIENS NEUFS
OU STUDIO AU 9 PIÈCES
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris, Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER
27, avenue de Villiers,
75017 PARIS. 227-44-44.

pavillons

Notre-Bourgogne, à vendre pa-
villon 4 pces, garage, terrain
800 m², vue exceptionnelle.
450.000 F. A débattre.
Tél. : 73-30-13-44 ou
73-24-12-59.

PAVILLONS

JUSQU'À 120 KM DE PARIS
SÉLECTION GRATUITE
PAR ORDINATEUR
Appeler ou écrire :
Centre d'information
FNAIM de Paris, Ile-de-France
LA MAISON DE L'IMMOBILIER,
27 bis, avenue de Villiers,
75017 PARIS. T. 227-44-44.

Recherche pour particulier

pavillon 100 à 200 m² environ.
Banlieue ouest de Paris.
Paiement compt. immédiat.
Téléphone : 474-43-41.

propriétés EN BOURBONNAIS

GENTILHOMME 18^e S.

vente cause décès
parfait état, tout confort,
10 pièces, parc 4 ha.

S'adresser Cabinet ROBIN

28, av. Max-Dormoy, 8^e P., 50,
03104 MONTLUÇON Cedex.
Tél. (70) 05-28-44.

PROVENÇE 8 15 km sud

d'AVIGNON vue sur les
ALPILLES mas ancien, 5 P.
princo. + parc aménageable.
Jardin 38 a. AGENCE GARCIN,
9, boulevard Mirebeau, 13210
SAINT-RÉMY-DE-PROVENÇE
Tél. : (90) 92-01-58.

LOT-ET-GARONNE (47)

Verdoyante propriété de 33 ha,
d'un seul tenant, en coteaux
moins et plaines. Elevage,
culture, céréales, possibilité de
vignes à Chaussegny, Muscat.
MAISON D'HABITATION,
3, gdes pces, grenier aménagé,
2 belles granges + hangar et
dépendances.
Prix : 1.200.000 F.
Tél. : (116) 65-05-83.

maisons de campagne

Jne famille saine cherche à
louer une maison de cam-
pagne meublée 4 ou 5 P. et a de
bains, de juillet 83 à juin 84
dans les alent. d'Avignon ou
d'Albi-en-Provence.
Prise d'adr. votre offre de
loc., livrés, etc.) a/ch. Y.03-
35075 à Pélissier, 4010 Beal.

locations meublées demandes

Paris
Etude cherche pour CADRES
villes, pav. toutes loc., joye
garage. 6.000 F. 283-57-02.

Service AMBASSADE.

Pour cadres mutés Paris.
Rech. du STUDIO au 5 P.
LOYERS GARANTIS par l'Etat
ou Ambassade. 281-10-20.

terrains

YONNE : terrain à bâtir
4 900 m², viticole, 20 km sud
de Auxerre A 9. Bourg de
Meilly-le-Château. Facade
38 m plus, bordure D 850
PIVERT J. 19) 437-80-95.

MYKONOS

Paris, vend terrain 1.200 m²
côté musée. Prix demandé
1.500.000 F.
Ecr. s/n 7.781 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES.
5, rue des Italiens 75009 Paris.

immeubles

ÉTOILE

TRÈS BEL IMMEUBLE
pièce de taille 4 étages
RESTAURÉ et MODERNISÉ
ENTièrement LIBRE
usage d'habitation
A vendre en totalité.
Ecrire n° 2.595 Publicités
Régionales, 112, bd Voltaire-XP.

bureaux

Locations

BUILDING ÉLYSÉES BUREAUX

vous accueille
BUREAUX MEUBLES
Services, secrétariat
DOMICILIATION 600 F.
66, CHAMPS-ÉLYSÉES
B.E.S. Tél. : 582-65-00.

BUREAUX ÉQUIPÉS

9 à 50 m², indépendants. Loca-
tion courte ou longue durée, au
secrétariat, tél., téléco-
pia, traitement/textes, stan-
dard/hôtesses trilingues. Salle de
réunions équipée.
DES CENTRES D'AFFAIRES
également en province
en R.F.A.

ACTE 359-77-55.

locaux commerciaux

Ventes

R. DES ARQUEBUSIERS, angle
bd Beaumarchais, local 500 m²
à usage magasin dépôt, etc.
Vis. s/n.V. TREVAL. 277-62-23.

fonds de commerce

Ventes

Labo photo couleur 1 heure,
facade 10 m, sur rue passante,
extérieur fortifié possible.
Delorme 33, r. des Berges 15^e.

viagers

F. CRUZ 266-19-00
S. R. LA BOUTE-S-
Px rentes indexées garanties.
Etude gratuite des cas.

AFFAIRES

MATÉRIEL DE SPORTS D'HIVER

Rossignol et Look seront-ils condamnés pour refus de vente ?

Les grands fabricants de skis - Rossignol et Dynamic, - les fabricants de fixations - Look et Salomon - vont-ils être condamnés pour avoir refusé de vendre à certains distributeurs ou supermarchés ? Le dossier est entre les mains de M. Jacques Delors, depuis l'été dernier. La réponse devrait être fournie d'ici trois ou quatre semaines.

A l'origine de l'affaire, la guerre que se livrent commerçants traditionnels et grandes surfaces. Les premiers reprochent aux seconds d'attirer la clientèle par des publicités déloyales du genre : « Nous vous vendons les célèbres skis Rossignol 10 % moins cher ». Quand le client veut saisir l'occasion, le commerçant ne peut pas toujours fournir la marque annoncée et propose une autre marque, souvent étrangère. Telle est en tout cas la thèse des grands fabricants, celle notamment que nous a présentée la direction de Rossignol.

Les pouvoirs publics - en l'occurrence les services de M. Delors - ne sont pas - ou pas encore - convaincus de l'existence de ces reproches. Il semble que la preuve de prix d'appel truqués soit difficile à établir. De plus, certains grands fabricants produiraient des sous-marques, commercialisées sous d'autres appellations. « Absolument faux », nous a déclaré M. Bompard, secrétaire général de Rossignol. « Quand nous vendons à des supermarchés, comme Correfour, nos skis portent tout visiblement la marque Rossignol, même quand nous changeons leur couleur ou certains détails. »

Dossier difficile donc. La Commission de la concurrence a transmis

à M. Jacques Delors un dossier assez sévère pour Rossignol et Look, modéré pour Dynamic, très léger à l'encontre de Salomon.

Un fait est certain : le commerce traditionnel - celui qui se plaint de la concurrence des supermarchés et qui fait pression sur les fabricants afin que ceux-ci ne les approvisionnent plus - fournit souvent à ses clients des services et des conseils inexistants ou très peu développés dans les grandes surfaces. Ces services ont un prix. C'est un des éléments du dossier.

La difficulté de le traiter réside dans le fait que coexistent en France deux formes de commerce extrêmement différentes : un commerce traditionnel à forte marge offrant des « services » importants ; un commerce moderne à faible marge et à service peu développé. La commercialisation de certains produits requiert parfois une certaine compétence, une certaine technicité. Mais il est vrai, à l'inverse, qu'une forte concurrence reste le meilleur moyen de faire baisser les prix ou de ralentir leur hausse.

■ **Nomination à l'IDF.** - Deux nouveaux directeurs généraux adjoints, MM. Edouard Silvy et Christian Langlois-Meurice, viennent d'être nommés à l'Institut du développement industriel (IDF).

M. Edouard Silvy occupait jusqu'ici à l'IDF la fonction de directeur industriel. M. Langlois-Meurice a quitté il y a quelques semaines la direction des industries textiles, chimiques et diverses au ministère de l'Industrie.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

« SONEGAS »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Sonelgaz, direction des approvisionnements, service achats, lance un avis d'appel d'offres pour la fourniture de matériels électriques M.T., B.T.

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux, au 2, boulevard Salah-Bouakour, Alger, immeuble B, sous les références et objets suivants, contre présentation d'un reçu de virement de la somme de deux cents dinars (200 DA) par dossier, au compte Sonelgaz, C.C.P. N° 380 604 Alger.

- Dossier D/046 XKA : Isolateurs M.T. en verre trempé assemblés en chaînes pour lignes électriques aériennes. Date de clôture : 29 mars 1983.
- Dossier D/047 XKA : Isolateurs M.T. assemblés en chaînes avec éclats. Date de clôture : 22 mars 1983.
- Dossier D/048 XKA : Pince d'ancrage et d'alignement en alliage d'aluminium pour lignes électriques aériennes. Date de clôture : 29 mars 1983.
- Dossier D/049 XKA : Accessoires de branchements basse tension (pince ancrage - connecteurs - bornes). Date de clôture : 29 mars 1983.
- Dossier D/050 XKA : Accessoires pour lignes et branchements électriques (looses - manchons de jonction - records divers). Date de clôture : 29 mars 1983.

Les offres devront parvenir sous double pli cacheté. L'enveloppe extérieure ne doit pas porter d'indication permettant l'identification du soumissionnaire sous peine d'annulation de l'offre. Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant une durée de six mois à compter de la date de clôture du dossier.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

« SONEGAS »

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL ET INTERNATIONAL

La Sonelgaz, direction des approvisionnements, service achats, lance un avis d'appel d'offres pour la fourniture de matériels divers pour la distribution du gaz naturel.

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux, au 2, boulevard Salah-Bouakour, Alger, sous les références et objets suivants, contre présentation d'un reçu de virement de la somme de deux cents dinars (200 DA) par dossier, au compte Sonelgaz, C.C.P. N° 380 604, Alger.

N° dossier	Objet	Date de clôture
N° C/0111 XKA	Robinetts porte-caoutchouc et robinets d'arrêt pour installations intérieures gaz	22 mars 1983
N° C/0113 XKA	Odeurants pour gaz naturel (T.H.T.)	29 mars 1983
N° C/0118 XKA	Robinetts à boîtes à coniques et sphériques	29 mars 1983
N° C/0117 XKA	Joint isolants pour canalisations gaz acier	5 avril 1983
N° C/0118 XKA	Compteurs pour gaz naturel	5 avril 1983
N° C/0119 XKA	Régulateurs-détendeurs pour gaz naturel	5 avril 1983
N° C/0120 XKA	Accessoires en laiton pour installations gaz	5 avril 1983
N° C/0121 XKA	Robinettes en laiton pour installations gaz	5 avril 1983
N° C/0122 XKA	Colliers complets de fixation pour branchements	5 avril 1983
N° C/0123 XKA	Joint en caoutchouc synthétique pour compteurs gaz	19 avril 1983
N° C/0124 XKA	Carbolite et carboplast	19 avril 1983
N° C/0125 XKA	Accessoires en cuivre pour tube cuivre	19 avril 1983
N° C/0126 XKA	Bandes d'enrobage à froid	19 avril 1983
N° C/0127 XKA	Vannes de purge	19 avril 1983
N° C/0128 XKA	Postes de détente gaz	19 avril 1983

Les offres devront parvenir sous double pli cacheté. L'enveloppe extérieure ne doit pas porter d'indication permettant l'identification du soumissionnaire, sous peine d'annulation de l'offre. Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant un délai de six mois (6) à compter de la date de clôture du dossier.

I.B.M. et Matsushita envisagent de coopérer

International Business Machines (I.B.M.) et Matsushita, premier groupe électronique japonais, ont annoncé, le 16 février, leur intention d'ouvrir des discussions en vue de former une société commune pour fabriquer des matériels informatiques au Japon. Une telle société produirait plus spécialement des terminaux, des matériels de traitement de texte et des petits ordinateurs de bureau. L'objectif de cette association est de parvenir à une production de masse de ces équipements.

Matsushita n'est pas un des principaux groupes japonais dans l'informatique, où Hitachi, M.E.C. et surtout Fujitsu, sont plus importants. Spécialisés dans l'électronique grand public - dont il est le principal fabricant mondial avec Philips - et les matériels électriques, le groupe japonais étend tout naturellement, depuis quelques années, ses activités à l'informatique personnelle et à la bureautique. Ainsi, Matsushita, après avoir fait développer un ordinateur portable par une société californienne (Friends-Arnis), pionnier de la traductrice de poche, a racheté récemment cette entreprise.

Le réseau commercial mondial du groupe japonais est particulièrement adapté pour vendre des

outils informatiques personnels, simples et à bon marché. De même, il est capable, grâce à ses usines de composants pour le grand public, de produire en masse des microprocesseurs qui sont à la base de l'informatique personnelle.

Il y a déjà quelque temps que les milieux de l'informatique évoquent la possibilité d'un accord entre I.B.M. et Matsushita. On l'attendait plutôt sur le « personnel computer ». Mais le groupe américain, même s'il achète sans doute certains éléments de son « P.C. » au Japon, et à Matsushita en particulier, a préféré jouer seul sur ce produit et s'atteler pour la bureautique.

On ne manquera pas de rapprocher cet accord entre les deux géants de l'électronique de celui qui vient d'être conclu General Motors et Toyota dans l'automobile. A chaque fois, le numéro un mondial américain a choisi l'alliance avec le numéro un japonais.

Dans le même temps, les autres firmes américaines tentent, elles aussi, de s'organiser, de coopérer entre elles ou de trouver des alliances en Europe pour résister à la pression des firmes japonaises.

La signature des contrats de plan

RHONE-POULENC S'EST ENGAGÉ À INVESTIR 3 MILLIARDS DE F EN 1983

SEAT CHERCHE À ACCROÎTRE SES VENTES DE VÉHICULES EN EUROPE

SEAT, la firme automobile nationale espagnole, vient d'annoncer ses objectifs de vente dans les différents pays d'Europe en 1983. Elle espère ainsi écouler 22 400 véhicules dont 6 500 en France et en Allemagne fédérale, 5 000 en Italie, 1 800 aux Pays-Bas, 1 600 en Belgique et 1 000 en Autriche.

La société espagnole, qui a produit 320 000 voitures en 1982 - et perdu environ 1 milliard de francs, - propose une petite voiture, la FIAT Ritmo élaborée lors de la collaboration de SEAT avec FIAT.

FIAT avait abandonné sa participation de 32 % dans SEAT le 29 mai 1981, après trente-cinq ans de coopération entre les deux firmes.

Un accord commercial interdirait alors à la société espagnole - qui depuis lors s'est associée à Volkswagen - de commercialiser en Europe des modèles communs jusqu'en 1985, à moins qu'ils ne soient profondément redessinés. FIAT, qui estime que la Ritmo est trop proche de la Ritmo, a demandé un arbitrage international à la chambre de commerce internationale de Paris.

Le contrat de plan signé le même jour par Usinor prévoit 2,650 milliards de francs de dotation en capital et 300 millions de prêts participatifs. En contrepartie, la firme sidérurgique doit rétablir sa compétitivité, assainir sa situation financière et assurer un potentiel d'emplois durables. Le plan acier prévoit, rappelons-le, 9 milliards de francs d'investissement pour Usinor en cinq ans.

Pour M. Le Floch, ce contrat de plan marque une étape importante dans l'action du groupe en 1983 qui sera une année de redressement mais pas la dernière. « Il faut, a-t-il encore ajouté, que les grandes filières du groupe s'appuient sur des marchés importants (500 millions d'1 milliard de F).

Le contrat de plan signé le même jour par Usinor prévoit 2,650 milliards de francs de dotation en capital et 300 millions de prêts participatifs. En contrepartie, la firme sidérurgique doit rétablir sa compétitivité, assainir sa situation financière et assurer un potentiel d'emplois durables. Le plan acier prévoit, rappelons-le, 9 milliards de francs d'investissement pour Usinor en cinq ans.

Le contrat de plan signé le même jour par Usinor prévoit 2,650 milliards de francs de dotation en capital et 300 millions de prêts participatifs. En contrepartie, la firme sidérurgique doit rétablir sa compétitivité, assainir sa situation financière et assurer un potentiel d'emplois durables. Le plan acier prévoit, rappelons-le, 9 milliards de francs d'investissement pour Usinor en cinq ans.

Le contrat de plan signé le même jour par Usinor prévoit 2,650 milliards de francs de dotation en capital et 300 millions de prêts participatifs. En contrepartie, la firme sidérurgique doit rétablir sa compétitivité, assainir sa situation financière et assurer un potentiel d'emplois durables. Le plan acier prévoit, rappelons-le, 9 milliards de francs d'investissement pour Usinor en cinq ans.

Le contrat de plan signé le même jour par Usinor prévoit 2,650 milliards de francs de dotation en capital et 300 millions de prêts participatifs. En contrepartie, la firme sidérurgique doit rétablir sa compétitivité, assainir sa situation financière et assurer un potentiel d'emplois durables. Le plan acier prévoit, rappelons-le, 9 milliards de francs d'investissement pour Usinor en cinq ans.

AGRICULTURE

La Commission européenne hésite à réagir devant l'offensive commerciale des États-Unis

De notre correspondant

Communautés européennes, Bruxelles. - La Commission européenne se refuse, pour le moment, à tout commentaire sur les nouvelles déclarations du 15 février, devant le Congrès, de M. Block, le secrétaire américain à l'Agriculture, concernant la politique d'exportation de denrées alimentaires des États-Unis. Elle se limite à rappeler que, qu'après l'affaire des ventes de farine de blé à l'Égypte à des cours inférieurs aux cours mondiaux, elle a saisi le GATT (accord général sur le commerce et les tarifs douaniers) et est décidée à prendre des « contre-mesures » si des opérations de ce genre devaient se renouveler. Cette menace avait été proférée alors que des négociations étaient en cours entre Washington et Le Caire sur la livraison, toujours à des prix de dumping, de 24 000 tonnes de blé aux Égyptiens. Bruxelles n'a jamais précisé ce que pourraient être les mesures de rétorsion annoncées. Il est vrai aussi que le second accord envisagé avec l'Égypte n'a pas, pour autant qu'on puisse savoir, été conclu (1).

Une politique agressive de l'administration Reagan

Pourtant, ce déclarant que les États-Unis avaient la ferme intention de conquérir de nouveaux débouchés, notamment dans les pays en développement, M. Block marque ainsi sa volonté de passer outre aux récriminations de la C.E.E. Les précisions données par le secrétaire américain sur les modalités de prêts (taux d'intérêt très inférieurs à ceux en vigueur sur le marché) et sur les programmes de livraison envisagés ne laissent plus aucun doute sur la politique agressive de l'administration républicaine. N'a-t-il pas ajouté que, grâce à ce type de prêt, « les États-Unis ont pu conquérir la quasi-totalité d'un marché de 2 millions de tonnes de blé, comme celui du Maroc, qui était jusqu'à présent dominé par la France » ?

Comment expliquer la passivité de la Commission, elle qui a milité en faveur des discussions agricoles avec les États-Unis et qui les a conduites, en janvier et en février ? L'habitude, à Bruxelles, est de faire preuve de prudence et de ne jamais réagir « à chaud ». C'est d'ailleurs l'explication que donnait mercredi soir la Commission qui voulait consulter sa délégation à Washington avant d'apprécier la situation. Au-delà de la raison officielle qu'elle

connaît trop bien, même si cet argument ne la dispense pas de ses responsabilités propres, il y a l'opposition de plusieurs États membres à tout conflit avec les Américains. Les récentes déclarations de M. Walker, le ministre britannique de l'Agriculture (le Monde du 16 février), et celles du chancelier Kohl - qui, voici quelques semaines, déclarait : « 1983 ne sera pas l'année de la guerre commerciale, mais celle des euro-missiles » - ne font qu'accroître ses hésitations.

Curieusement, le 16 février - le jour même où elle discutait longuement du contentieux agricole avec les États-Unis, - la Commission a adopté une proposition sur la mise en place d'un mécanisme visant à répondre de manière rapide et efficace aux pratiques commerciales déloyales des pays tiers. Elle demande notamment aux États membres de lui donner les moyens d'appliquer des « contre-mesures ». Veut-elle se donner une plus grande marge de manœuvre pour répondre comme elle l'entend à des cas de type américain ou bien se limite-t-elle à assurer sa tâche mécaniquement ? Dans son mémorandum d'octobre 1981 sur la relance de la construction européenne, la France demandait un renforcement de la politique commerciale de la C.E.E. et le Conseil européen de juin 1982, à l'époque, le contentieux sidérurgique avec les États-Unis n'était pas réglé) affirmait dans son communiqué final : « La Communauté doit pouvoir réagir aussi efficacement et rapidement que ses partenaires commerciaux. »

Le précédent des accords à long terme pour la fourniture de produits agricoles (à un prix égal au cours mondial), aux pays en développement est symptomatique à cet égard. Devant l'insistance de la France et les demandes pressantes de l'Algérie, du Maroc, de la Tunisie et de l'Égypte, la Commission avait formulé des propositions dans ce sens. Face à l'opposition de la R.F.A. et du Royaume-Uni, elle n'a jamais « poussé » son projet, et, pour tout dire, l'a abandonné.

MARCEL SCOTTO.

(1) Pour la France, M^{me} Edith Cresson a insisté catégoriquement qu'une contre-mesure possible serait de diminuer les achats de produits de substitution des céréales en provenance des États-Unis. « Ce pays ne peut pas, a-t-elle déclaré, le 15 février à Paris, nous obliger à ne pas exporter nos céréales et à acheter en même temps leurs productions de substitution. »

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ les	+ les	Rep. + ou Dép.	—	Rep. + ou Dép.	—	Rep. + ou Dép.	—
S E.-U.	6,7725	6,7750	+ 120	+ 225	+ 400	+ 460	+ 1185	+ 1320
S can.	5,5345	5,5390	+ 130	+ 175	+ 300	+ 360	+ 920	+ 1040
Yen (100)	2,9140	2,9170	+ 130	+ 150	+ 250	+ 315	+ 900	+ 975
DM	2,8335	2,8355	+ 145	+ 170	+ 325	+ 360	+ 1015	+ 1080
Flouin	2,5640	2,5665	+ 150	+ 170	+ 330	+ 355	+ 1015	+ 1065
F.S. (100)	14,3080	14,3090	+ 240	+ 280	+ 440	+ 500	+ 1070	+ 530
ES	3,4080	3,4125	+ 200	+ 230	+ 355	+ 405	+ 1235	+ 1605
L (1 000)	4,9125	4,9165	+ 385	+ 265	+ 620	+ 645	+ 2160	+ 1930
F. franc	10,4810	10,4830	+ 30	+ 160	+ 265	+ 330	+ 1100	+ 1330

TAUX DES EURO-MONNAIES

	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/2
SE-U	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	8 7/8	9 1/8	9 1/8	9 1/8	9 1/2
DM	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 1/2	5 7/8	5 15/16
Flouin	4 7/8	5 1/8	4 11/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16	4 11/16	5 1/16	5 3/16
F.S. (100)	11 1/4	11 3/4	13 1/2	15	14	15 1/2	13 1/2	15 1/2	15 1/2
ES	15 3/4	16 1/4	21 1/2	25 1/4	22 1/2	25 1/4	23 1/4	25 1/4	25 3/4
L (1 000)	15 3/4	16 1/4	21 1/2	25 1/4	22 1/2	25 1/4	23 1/4	25 1/4	25 3/4
F. franc	11 1/4	11 3/4	13 1/2	15	14	15 1/2	13 1/2	15 1/2	15 1/2
F. franc	15 3/4	16 1/4	21 1/2	25 1/4	22 1/2	25 1/4	23 1/4	25 1/4	25 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

(Publicité)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES
SOCIÉTÉ NATIONALE DE L'ÉLECTRICITÉ ET DU GAZ

« SONEGAS »

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

La Sonelgaz, direction des approvisionnements, service achats, lance un avis d'appel d'offres pour l'achat de divers matériels électriques.

Les fabricants intéressés peuvent retirer les cahiers des charges disponibles en ses bureaux, au 2, boulevard Salah-Bouakour, Alger, sous les références et objets suivants, contre présentation d'un reçu de virement de la somme de deux cents dinars (200 DA) par dossier, au compte Sonelgaz, C.C.P. N° 380 604 Alger.

N° dossier	Objet	Date de clôture
- 8/15/83 XKA	Conducteurs en cuivre NU pour lignes électriques aériennes	06-04-83
- 8/16/83 XKA	Conducteurs en alliage d'aluminium « Almelac »	12-04-83
- 8/17/83 XKA	Câbles en cuivre basse tension isolé au polyéthylène (P.R.C.)	26-04-83
- 8/18/83 XKA	Câbles moyenne tension en cuivre ; isolation papier et polyéthylène (P.R.C.)	26-04-83
- 8/19/83 XKA	Accessoires pour raccordement de câbles moyenne tension (trousses pour jonction et extrémités thermo-rétractables)	06-04-83
- 8/20/83 XKA	Accessoires de raccordement de lignes électriques aériennes	28-03-83

Les offres devront parvenir sous double pli cacheté. L'enveloppe extérieure ne doit pas porter d'indication permettant l'identification du soumissionnaire, sous peine d'annulation de l'offre. Les soumissionnaires resteront tenus par leurs offres pendant un délai de six mois à compter de la date de clôture du dossier.

SOCIAL

La C.G.T. attend un compromis chez Citroën

(Suite de la première page.)

Pour la direction de Citroën, les décisions prises sont une conséquence logique des graves incidents du 2 février et des témoignages qu'elle a recueillis. Environ deux cent cinquante personnes ont été entendues, et deux cent trente d'entre elles ont accepté ensuite de signer par écrit leur déclaration. Des témoignages accablants, déclare la direction.

Le 2 février, vers 12 h 30, au moment où la C.G.T. organisait un débrayage pour permettre aux grévistes d'aller manifester à Paris, devant le siège de Citroën, des « vagues successives » de cégétistes, « en tenue de ville » et non en tenue de travail, ont envahi l'atelier de montage, puis le plateau de retouches.

Après la première vague de cégétistes, qui s'est contentée d'appeler au débrayage, les suivantes, composées de trente à cinquante personnes, ont utilisé la violence : insultes, menaces « de plusieurs ouvriers armés de manivelles, de clefs, de barres de bois » — selon les témoignages, — et bagarres blessant des non-grévistes.

Dès lors, la direction, « responsable de la sécurité dans l'entreprise et soucieuse d'assurer le respect des libertés individuelles et de la liberté de travail », estime qu'elle ne pouvait que prendre des sanctions sévères puisqu'elle a constaté des « violences caractérisées » de la part de grévistes qui ont « délibérément agressé des membres du personnel ». Fallait-il aussi sanctionner les responsables cégétistes ?

Le rôle de la commission des libertés

Chef Citroën, on affirme que l'enquête a aussi « permis d'établir leurs responsabilités » : selon les témoignages, les délégués licenciés « se sont révélés comme conduisant » les groupes qui ont porté atteinte aux libertés.

Face à cette fermeté de la direction, la C.G.T. — dont certains res-

ponsables avaient évoqué la possibilité d'une grève — a décidé d'opter dans l'immédiat pour la modération. Les dirigeants cégétistes veulent réfléchir quelques jours, le temps, semble-t-il, d'examiner officiellement avec les pouvoirs publics quel compromis peut être obtenu.

La « commission des libertés » créée chez Citroën à la suite de la recommandation Dupeyron — peut-être l'instrument qui permettrait de déboucher sur une solution ? Il ne le semble pas, contrairement aux attentes de la C.G.T.

Certes la ministre du travail a demandé au président de la commission des libertés de tenir dans les meilleurs délais une réunion extraordinaire pour proposer aux parties intéressées et à tous les membres de l'établissement des mesures propres à prévenir durablement tout retour à la violence et à faire naître un climat de respect mutuel, de dignité, de liberté, de tolérance et de sécurité nécessaires au bon fonctionnement de l'entreprise.

A bien lire le texte, il ne s'agit pas pour la commission d'étudier la cas des licenciements mais de continuer à travailler pour le futur et de définir des règles permettant de « prévenir tout retour à la violence ». Tel est bien en tout cas l'attitude du président de cette commission, M. Bois, directeur régional de l'inspection du travail.

La commission, qui a tenu huit réunions, avait déjà prévu, avant la demande du ministre, de tenir une nouvelle séance lundi 21 février. Il n'y aura donc pas de réunion extraordinaire mais une séance normale qui pourrait accélérer ses travaux sur l'un des thèmes déjà abordés : les relations entre la maîtrise et les ouvriers. Sur ce sujet, nous a déclaré M. Bois, « nous pouvons bâtir des solutions mais encore faut-il que chaque partenaire accepte de faire un effort pour participer à la recherche de solution ».

Dans une lettre qui pourrait être envoyée aux membres de la commission, M. Bois devrait alerter tous les partenaires sociaux, mais, la C.G.T., surtout sur cette nécessaire coopération qui n'a guère été constatée lors

des précédentes réunions. Une sorte de mise en garde.

Quant à la décision d'autoriser ou non les licenciements de délégués de la C.G.T., elle n'incombe pas à la commission des libertés mais à l'inspection du travail et au ministre, même si la commission peut éventuellement donner des conseils. La balla est donc bien dans le camp du gouvernement.

Existe-t-il une porte de sortie honorable ? Dans la mesure où les témoignages démontrent qu'il y a eu pressions et violences, la sanction ne peut qu'être sévère et le licenciement n'apparaît pas comme une décision abusive : la sauvegarde des libertés exige la fermeté.

Mais, dans une entreprise où les pressions sont souvent venues d'une partie de la maîtrise ou de la C.S.L., dans un climat dénoncé par M. Dupeyron, n'y a-t-il pas eu provocation ? S'il faut condamner la violence de certains cégétistes n'y a-t-il pas des circonstances atténuantes ? Toute la vérité n'est pas connue dans cette affaire (1).

La direction a certes procédé à une enquête mais une deuxième enquête, judiciaire celle-ci, est en cours. A moins qu'elle soit « classée », ne serait-il pas souhaitable d'en attendre les résultats ?

Il y a six ans déjà, chez Renault, la direction avait réclamé le licenciement d'un responsable C.G.T. pour séquestration du P.-D.G. La Régie a porté plainte et attendu trois ans. — Lorsque la justice en 1980 s'est prononcée en condamnant ce cégétiste — pour licencié le délégué.

La sévérité doit parfois être patiente, si du moins la C.G.T., elle aussi, accepte de s'engager sur la voie du dialogue et d'une réelle détente dans les ateliers.

J.-P. DUMONT.

(1) Au cours des entretiens, préalables aux sanctions, les 26 salariés — nous indique Jean Benoit qui se trouvait, jeudi, à Aulnay — ont nié leur participation aux faits qui leur sont reprochés. Selon la direction, certains mêmes, affirmaient ne pas comprendre le quoi il s'agissait, d'autres contestaient les témoignages.

Réactions

● C.G.C. : nous regrettons qu'il ait fallu en arriver là. — La fédération de la métallurgie C.G.C. et les sections syndicales C.G.C. de Citroën-Aulnay « regretten qu'il ait fallu en arriver là pour envoyer la montée de la violence dans l'entreprise » et « espèrent que le dialogue entre syndicalistes responsables pourra de nouveau s'instaurer dans l'entreprise pour la reprise d'une activité normale au bénéfice de tous les salariés ».

● C.F.D.T. : « Des mesures arbitraires ». — L'union départementale C.F.D.T. de la Seine-Saint-Denis et la section syndicale C.F.D.T. de Citroën-Aulnay déclarent dans un communiqué que « les mesures disciplinaires prises par la direction sont arbitraires tant que les résultats de l'enquête demandée par les pouvoirs publics ne sont pas connus ». Elle affirme qu'elle « agira contre ces mesures », « quant aux formes d'action, la C.F.D.T. est prête à en discuter avec la C.G.T. et à agir en commun s'il y a accord sur les objectifs et les formes de l'action ».

● C.S.L. : une incitation à une plus grande modération de la C.G.T. — La C.S.L. constate que « dans un souci d'apaisement, la direction (de Citroën-Aulnay) a pris des dispositions qui pourraient inciter la C.G.T. à une plus grande modération dans l'avenir et à un meilleur encadrement de ses troupes ».

● Ligue communiste révolutionnaire : organiser une manifestation à Paris. — Que « les syndicats et les partis ouvriers doivent immédiatement dresser un mur de solidarité autour des vingt-six O.S. sanctionnés par le patronat à Citroën-Aulnay ». « Pour cela, ils doivent, et notamment la C.G.T., et la C.F.D.T., organiser dans l'unité une manifestation centrale à Paris, contre toutes les sanctions, pour la solidarité entre Français et immigrés ». M. Krivine ajoute : « Jean-Auroux a tous les moyens d'intéresser les huit licenciements prononcés, de refuser les quatre licenciements de délégués C.G.T. demandés, d'annuler les quatorze mises à pied. Qu'il le fasse ».

POUR LE QUATRIÈME MOIS CONSÉCUTIF

Le chômage a légèrement fléchi en janvier

Pour le quatrième mois consécutif, le chômage a légèrement diminué en janvier. A la fin de ce mois-là, selon un communiqué de M. Le Garrec, ministre de l'emploi, 2 130 000 demandeurs d'emploi étaient inscrits à l'Agence nationale pour l'emploi (A.N.P.E.). En données brutes, on constate une baisse de 0,1 % par rapport au mois précédent et une augmentation de 4,7 % en un an (de janvier 1982 à janvier 1983).

Selon le ministère, parallèlement, les offres d'emploi ont poursuivi leur hausse ; en données brutes, elles étaient, fin janvier, au nombre de 105 300, soit une augmentation de 12,5 % en un mois et de 72,6 % en un an.

Dans un communiqué, M. Le Garrec a précisé également que, « comme chaque année au mois de janvier, l'INSEE et le service des études et des statistiques du ministère de l'emploi ont procédé à un examen de la correction des variations saisonnières (C.V.S.) des principales séries du marché du travail. Quatre séries ont fait cette année l'objet d'une révision : les demandes et les offres d'emploi en fin de mois, les offres d'emploi enregistrées et les demandes classées au annuées ou cours du mois ». Ainsi la nouvelle correction calculée sur la période 1978-1982, au lieu de 1977-1981, est « de moindre ampleur », constate-t-on au ministère, par rapport aux données brutes et fait apparaître une diminution moins rapide des demandes d'emploi en fin de mois sur la période récente (— 0,9 % d'août à décembre 1982 au lieu de — 2 % avec l'ancienne correction).

Après application du nouveau coefficient de correction saisonnière, le nombre de demandeurs d'emploi fin janvier s'est établi à 2 019 300, soit une baisse de 0,4 % en un mois, et une hausse de 4,7 % en un an. En données C.V.S., les offres poursuivent leur hausse ; elles étaient de 115 400 fin janvier, soit + 9 % en un mois et + 61,9 % en un an.

Cette « lente érosion du chômage constatée au cours du dernier

semestre 1982 », comme le souligne le ministre, est un succès, si on compare cette évolution à celle des pays occidentaux connaissant un accroissement rapide annuel du chômage.

Cette stabilisation du chômage va-t-elle se poursuivre ? C'est bien là la question. L'INSEE a estimé dans sa récente étude des « Perspectives de l'économie française » que la baisse du nombre des demandeurs d'emploi est due principalement à l'augmentation des embauches réalisées dans le cadre des contrats de solidarité, à l'ouverture des stages de formation pour les seize-dix-huit ans, et à l'opération pour les chômeurs longue durée.

Pour M. Le Garrec, la réduction d'une heure de la durée hebdomadaire du travail a permis de créer de 30 000 à 40 000 emplois supplémentaires, notamment dans le secteur industriel. « Janvier 1983 a vu se poursuivre », précise M. Le Garrec, la progression des offres d'emploi constatées au deuxième semestre 1982, notamment grâce aux contrats de solidarité. A la fin décembre, 29 542 contrats de solidarité avaient été signés, garantissant l'emploi pour les 4 300 000 salariés des entreprises signataires, ouvrant droit à 320 000 départs en préretraite qui doivent être compensés par des embauches. 1 840 001 offres ont été à ce titre déposées à l'A.N.P.E. en 1982. Enfin, selon le ministre, 40 000 entreprises ont été créées en 1982 par des demandeurs d'emploi. — D. R.

● Création d'entreprises. — Pour célébrer son vingtième anniversaire, Europ-Assistance a décidé d'instituer un prix de 150 000 F destiné à aider et à récompenser « une ou plusieurs personnes physiques ou morales ayant engagé ou réalisé depuis moins de cinq ans la concrétisation d'une idée ou d'un projet productif, jugés intéressants ou regard du bien-être ou de l'emploi ». Les candidatures devant être adressées avant le 9 avril prochain à l'adresse suivante : Prix Europ-Assistance pour la création d'entreprises, 23-25, rue Chapial, 75441 Paris Cedex 09.

SIMPLIFICATION DES FORMALITÉS POUR LES ASSURÉS SOCIAUX

Pour M. Pierre Bérégovoy, les caisses doivent devenir « exemplaires » dans leurs rapports avec les assurés. C'est à cette fin qu'une vaste opération de simplification des formalités a été engagée, dont la plus notable concerne l'imprimé le plus connu des Français, la feuille de soins.

Commentant, mercredi soir 16 février, au cours d'une conférence de presse, les mesures qu'il avait présentées devant le conseil des ministres, le ministre des affaires sociales a précisé que, désormais, cette feuille (500 millions d'exemplaires sont utilisés chaque année), d'un aspect plus agréable, ne comportera plus que, huit renseignements à remplir et trois cases à cocher par l'assuré, au lieu de vingt renseignements et deux cases antérieurement. Dès juin prochain, ce nouveau modèle devrait être généralisé.

Une quarantaine d'autres documents seront simplifiés, notamment le carnet de maternité, le formulaire de déclaration des accidents du travail, la déclaration de revenus professionnels des employeurs et travailleurs indépendants, la déclaration annuelle de salaires. En outre, vingt et un formulaires jugés inutiles vont être supprimés.

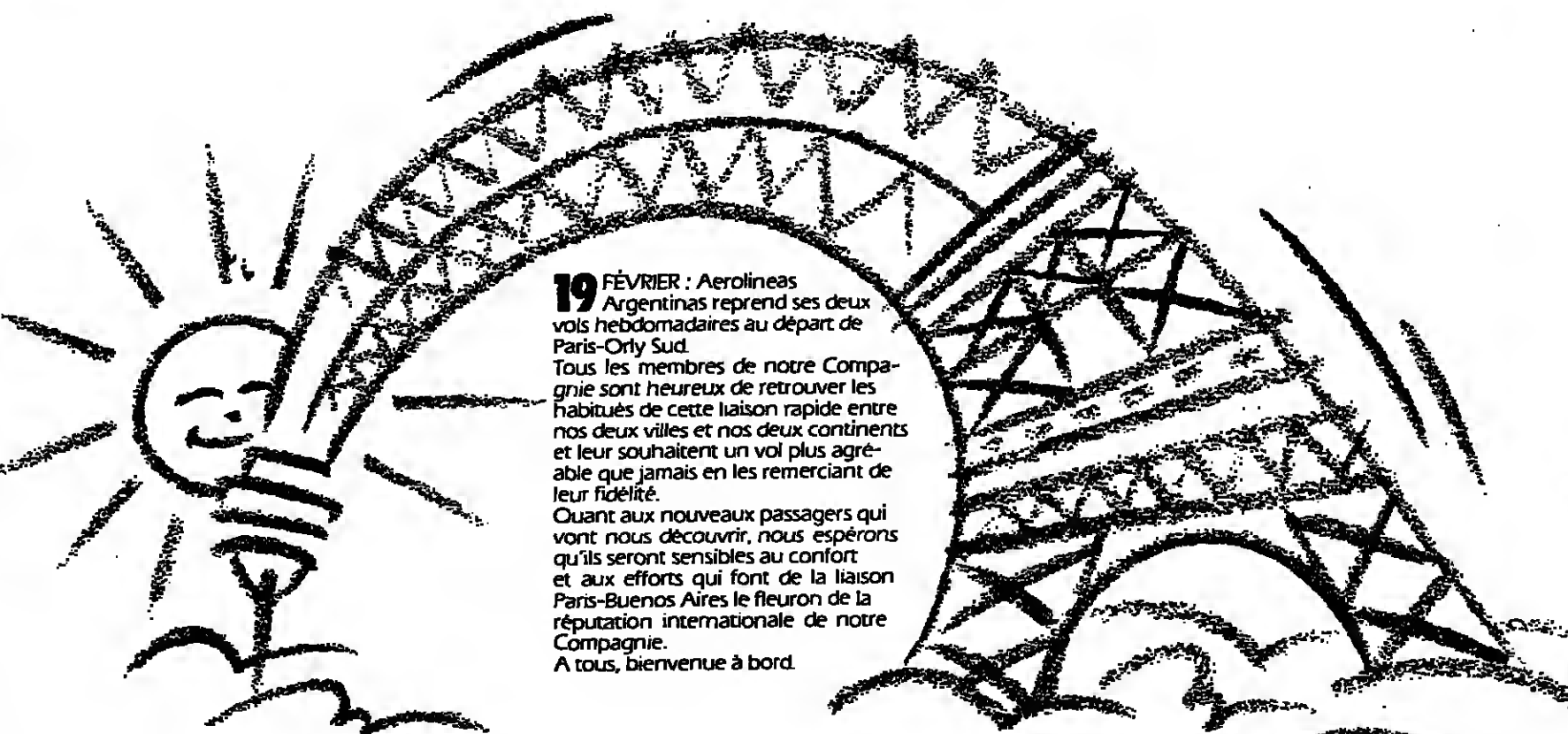
D'autre part, les procédures vont également être simplifiées dès cette année. Ainsi sera généralisée l'utilisation du numéro national d'identification de l'INSEE par les caisses d'allocation familiales qui, jusqu'à présent, se servaient d'un numéro d'allocation spécifique, source de « complications ».

En matière de réglementation, une commission, présidée par M. Méric, conseiller d'Etat, va procéder à la refonte du Code de la Sécurité sociale, qui date de 1956. Cette commission devrait présenter ses propositions avant la fin de l'année.

Simplifiant des pratiques fructueuses de certaines caisses, comme à Dijon ou à Metz, un grand effort va être entrepris pour personnaliser et humaniser les relations avec les usagers, par exemple en développant et en améliorant l'accueil téléphonique et leur information. Il est prévu également que les guichets seront ouverts plus longtemps au public.

M. Bérégovoy, en accord avec le ministre de la justice, a chargé M. Henri Gaillac, conseiller à la Cour de cassation, de dresser un bilan des mécanismes de recours et de faire des propositions dès le premier semestre 1983, afin de « garantir aux assurés des voies de recours simples, connues, justes et rapides ».

19 FEVRIER 1983. RETROUVAILLES D'UNE GRANDE LIAISON.



BUENOS AIRES

PARIS

DÉPART PARIS : JEUDI 19 H 10 - SAMEDI 19 H 10.

AEROLINEAS ARGENTINAS
77, CHAMPS-ÉLYSÉES 75008 PARIS. Tél. 359.02.96/225.31.66.

SOCIAL

A LA RÉGIE RENAULT

La direction et quatre syndicats concluent un accord-cadre sur la mise en place de « groupes d'expression »

La direction de la régie Renault et les syndicats C.G.T., C.F.D.T., C.F.T.C. et C.S.L. ont conclu, le 16 février, un accord-cadre sur la mise en place de « groupes d'expression », qui est présenté comme la première réunion concrète de cet aspect des lois Auroux dans une grande entreprise nationale. Le nombre, la durée, la programmation des réunions seront arrêtés au niveau de chaque établissement. L'accord, qui prévoit la participation de la maîtrise et de l'encadrement, mais sans leur accord de leadership, ayant un caractère expérimental, le comité central d'entreprise en dressera le bilan dans un an.

La C.G.C. - jugeant que l'encadrement n'aura qu'un rôle « crouillon » - et FO ont refusé de signer cet accord. En 1983, quinze mille des cent trois mille salariés de l'entreprise seront concernés par cet accord. De dimension réduite (quinze à vingt personnes), les « groupes d'expression » s'exprimeront, pendant le temps de travail (chaque salarié étant rémunéré normalement), sur le contenu des tâches, l'organisation et les conditions de travail. Un crédit annuel de six heures est attribué annuellement à chaque participant.

Au comité d'établissement de Flins

LA C.G.T. PERD 15 POINTS ET LA C.F.D.T. EN GAGNE 13 DANS LE COLLÈGE OUVRIER

La C.G.T. enregistre une forte chute de plus de 15 points aux élections dans le premier collège (ouvriers) du comité d'établissement de l'usine Renault de Flins, qui se sont déroulées le 16 février. Sur 15 340 inscrits et 10 318 votants, il y a eu 9 447 suffrages valablement exprimés : la C.F.D.T. a obtenu 47,46 % des suffrages (contre 33,70 % en 1981, soit

+ 13,76 points), la C.G.T. 40,37 % (contre 55,84 %, soit - 15,47 points), et F.O. 12,17 % (contre 9,82 %, soit + 2,35 points). La C.G.T. et la C.F.D.T. obtiennent 5 sièges chacune et F.O. 1. Les élections dans les deux autres collèges (employés, techniciens, agents de maîtrise et cadres) devaient avoir lieu le 17 février.

DÉCENTRALISATION

APRÈS LES ACCUSATIONS DU « MATIN »

Le président du C.F.P.C. affirme qu'aucune malversation immobilière n'a été commise

M. Pierre Schiélé, sénateur (C.D.S.) du Haut-Rhin, maire de Thann, a vivement réagi le 16 février aux accusations contées dans l'article du *Matin* à propos d'éventuelles irrégularités de gestion commises par le Centre de formation des personnels communaux (C.F.P.C.) qu'il dirige (le *Monde* du 17 février).

M. Schiélé a indiqué qu'il portait plainte en diffamation contre le quotidien et a déclaré : « Je n'accepterai pas qu'à travers moi personne soit discrédité le personnel du C.F.P.C. Je ne laisserai pas se développer une manœuvre politique. »

Le président du C.F.P.C. s'est attaché à répondre, point par point, aux accusations portées contre lui et a indiqué que « les procédures du code des marchés publics avaient toujours été scrupuleusement respectées pour la construction des bâtiments des centres régionaux du C.F.P.C. Ce sont les entreprises les moins distantes qui ont été choisies pour réaliser les ouvrages ».

Du côté des syndicats, la fédération C.G.T. des services publics, a indiqué qu'elle avait déjà dénoncé les « magouilles » et que « toute la lumière devait être faite ». Mais, ajoute-t-elle, « ce scandale » ne doit pas aboutir à masquer l'essentiel, à savoir la déflation, dans le cadre de la réforme du statut de la fonction publique, d'une grande politique de formation professionnelle ».

Pour sa part, le personnel du C.F.P.C. a diffusé un communiqué dans lequel il « se déclare scandalisé des méthodes employées par cet organe de presse (*Le Matin*), jetant le discrédit sur l'institution, son président et, à travers lui, sur l'ensemble des agents ». Le communiqué ajoute que le personnel du C.F.P.C. « se refuse de douter de l'intégrité de son conseil d'administration... et condamne la stratégie visant à dissoudre le C.F.P.C., gérant de l'autonomie communale, par le biais de la dénonciation d'un prétendu scandale immobilier ».

TRANSPORTS

LA PRÉPARATION DU IX^e PLAN

L'automobile au pilori

Si M. Michel Rocard suit, dans l'élaboration du IX^e Plan, les recommandations du groupe de politique des transports, les automobilistes ne seront pas à la fête dans les années à venir. Dans une note de réflexion sur « les grandes orientations et les priorités du secteur des transports », ce groupe fait un virulent procès à la voiture, à son usage immodéré et au modèle de société qu'elle a façonné, avant de réclamer contre elle quelques sanctions dont l'originalité n'a d'égale que la sévérité.

Les charges sont déjà connues. L'automobile obère les finances de l'État - elle absorbe près du quart de la consommation finale de produits pétroliers, dont 40 % dans des déplacements urbains qui n'excèdent souvent pas 2 kilomètres, - elle est un facteur de nuisances, car elle pollue l'atmosphère et gère l'espace urbain, d'insécurité puisqu'elle a causé, depuis vingt-deux ans, 287 000 morts et 7 millions de blessés, et aussi d'insécurité, toute une partie de la population française, « exclus » de l'automobile, se trouvant peu à peu marginalisés.

Le groupe de travail propose donc de ramener le rôle de la voiture à de plus justes proportions, par la double voie de la persuasion et de la répression. Il convient, par exemple, de favoriser « la marche à pied et les transports en commun en milieu urbain ». Pour ce faire, les « plans de déplacements » qui organiseront la circulation dans les villes devront donner « une véritable priorité » aux véhicules de transport public. Il faudra aussi généraliser des tarifications incitatives et développer les titres « forfaitaires » et « intermodaux » (type carte orange). Il conviendra encore de sensibiliser

la population « aux coûts sociaux engendrés par l'usage abusif de l'automobile en ville et à la situation des exclus de l'automobile dans les banlieues ou en zones rurales ».

Autoroutes au ralenti

La politique d'investissements routiers viendra en appui de ces efforts pour tenter de modifier les comportements. Elles viseront essentiellement à « valoriser l'important réseau existant », c'est-à-dire à l'adapter, à l'améliorer et à le renforcer, mais certainement pas à l'étendre de manière significative. Les réalisations autoroutières se poursuivront « à un rythme ralenti » et uniquement pour terminer le maillage du réseau et pour décongestionner certaines sections de la voirie classique.

Le volet répressif est beaucoup plus précis. Pour amener, en France, la sécurité routière à un niveau comparable à ce qu'elle est dans les autres pays industriels, « c'est une politique globale qui doit être définie, programmée et conduite », et qui pourrait reposer sur une « loi sur la sécurité des transports » susceptible de « provoquer la prise de conscience nationale qui s'impose » et de « déterminer le cadre général de l'action de tous les intervenants. Il faut créer un choc décisif dans l'opinion publique et mobiliser tous les acteurs », explique la note du groupe de politique des transports, qui préconise, entre autres, la création d'un service spécialisé dans la circulation et la sécurité routière, ainsi qu'une modification du système de sanctions frappant les contrevenants.

J. S.

Après le naufrage du chalutier « Cité-d'Aleth »

MAGIE MORBIDE

Le ministre de la mer vient d'intervenir auprès de plusieurs radiodiffuseurs qui prétendaient avoir localisé des survivants après le naufrage du chalutier breton *Cité-d'Aleth*, au large de l'Irlande, exploitant ainsi le désespoir de plusieurs familles plus d'un mois après le drame (le *Monde* du 15 janvier).

Ces radiodiffuseurs, au nombre de quatre au moins, ont déclaré, sous le pseudonyme de « journaliste de la semaine dernière, relancé, de manière insistante », des familles des disparus, proches ou lointains, et ont promis de leur faire parvenir des nouvelles à l'origine par plusieurs familles, les « voyants », qui livraient, contre finances, le fruit de leurs suppositions jugées sensationnelles « irrésistibles », se seraient récemment fait de plus en plus insistants et précis, motivant une intervention directe, le 16 février, du secrétaire personnel de M. Le Penne.

Les radiodiffuseurs affirmant avoir repéré un canot de sauvetage. L'embarcation serait située dans les parages de l'Irlande et aurait à son bord deux à cinq personnes.

Les « magies » dominent des indications extrêmement précises. Ils prétendaient notamment que les naufragés se trouvaient dans une crique près de Wliskew, en Irlande, au pied d'une falaise qu'ils se pourraient escalader. Mais les recherches effectuées par les gardes côtières irlandais ne sont restées vaines.

« Certains ont harcelé les familles des disparus, en leur demandant à nouveau de faux espoirs, à tel point que plusieurs personnes étaient prêtes à se rendre directement en Irlande », ajoute-t-on au secrétariat du ministre.

On apprend, d'autre part, que le navire océanographique *Thalys* avait repéré, le 16 février, l'épave du *Cité-d'Aleth* par 70 mètres de fond, à 6 milles environ du sud-est de l'Irlande. Un bâtiment de la marine nationale, le *Centaur-Zéna*, devrait se rendre prochainement sur les lieux pour examiner l'épave à l'aide du sonar-mètre de poche *Licorne* dans lequel des plongeurs pressent place.

LE PREMIER CONTRAT DE SÉCURITÉ ROUTIÈRE EST SIGNÉ ENTRE L'ÉTAT ET L'ISÈRE

Le premier contrat dénommé « moins 10 % », en vue de réduire les accidents de la circulation, vient d'être signé entre l'État et le département de l'Isère.

Ce contrat de sécurité, par lequel le département s'engage à tenter de réduire de 10 % au moins les accidents (200 morts et 5 205 blessés en 1981), entre dans le cadre de la politique nationale de diminution de l'insécurité routière, qui a été décidée au conseil interministériel du 13 juillet 1982.

Ce contrat prévoit notamment l'attribution d'une prime appelée « dotation de réalisation d'objectif » de 20 000 F par accident corporel évité en cas campagne et de 10 000 F dans les zones urbaines. Une dotation initiale de 450 000 F est attribuée pour des actions prélabiles d'études et d'animation.

BUS ÉLECTRIQUES À TOURS

Cinq minibus électriques ont été mis en service le 14 février, pour la première fois en France sur une ligne de contre-ville, à Tours (Indre-et-Loire).

Ces véhicules, réalisés par la société « Heuliez », dont le siège est à Cerizy (Deux-Sèvres), sont alimentés par un bloc de trente-six éléments de batteries en plomb, qui sont placés à côté d'un moteur électrique dans une remorque assemblée au minibus. Avec une autonomie de 52 kilomètres en hiver, de 60 kilomètres en été, les minibus peuvent atteindre une vitesse maximale de 45 kilomètres-heure en terrain plat.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ACHAT

par PETRO-CANADA EXPLORATION INC.

PETRO-CANADA ENTREPRISES - ENTREPRISES PETRO-CANADA anciennement PETROFINA CANADA INC.

L'attention des porteurs d'actions Petrofinas-Canada Inc. (maintenant appelée Entreprises Petro-Canada) est attirée sur le fait que

L'OFFRE EXPIRE DÉFINITIVEMENT AU 28 FÉVRIER 1983.

Jusqu'à cette date, les actions au porteur, les certificats Sofigen et les actions au nominatif C.I.K. Petrofinas Canada Inc. seront repris au prix de dollars canadiens 151,42 (ou sa contre-valeur en dollars U.S.) par les établissements suivants :

- Société Générale de Banque, Montague du Parc 3, 1000 Bruxelles, Belgique ;
- Banque Bruxelles Lambert, avenue Marnix 24, 1050 Bruxelles, Belgique ;
- Banque Générale de Luxembourg, 14, rue Aldringen et 27, avenue Montebello, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ;
- Banque Internationale à Luxembourg, 2, boulevard Royal, Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg ;
- Crédit du Nord, 6 et 8, boulevard Haussmann, 75009 Paris, France.

JAEGER

Le chiffre d'affaires de la société s'est élevé, pour l'exercice 1982, à 1 099 millions de francs, en hausse de 12,2 % sur celui de l'exercice précédent.

Cette progression est due essentiellement aux activités automobiles, qui ont bénéficié d'un accroissement en volume important dû à l'enrichissement des produits.

Les filiales automobiles ont connu également, tant en France qu'à l'étranger, une activité soutenue. Toutefois, la forte dévaluation intervenue en 1982 des pesos argentin et mexicain a entraîné une réduction importante de la contre-valeur en francs des ventes des filiales argentines et mexicaines.

SEFIMEG

Les recettes de loyers de la société ont atteint, en 1982, 175,9 millions de francs, enregistrant ainsi une progression de 10,83 % par rapport à l'exercice précédent.

Il s'y ajoute 682 000 F de primes à la construction, 8 631 000 F de produits accessoires, 4 049 000 F de revenus de S.C.L. ainsi que les sommes dues au titre de la garantie accordée pour compenser les effets des blocages de loyers durant l'année 1982.

Les recettes totales de l'exercice clos le 31 décembre 1982 devaient, dans ces conditions, dépasser 192 millions de francs contre 178,7 millions l'année dernière.

Ces recettes devraient permettre, conformément aux prévisions, la distribution d'un dividende très sensiblement majoré par rapport à celui de l'exercice précédent.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe ressort, pour l'exercice 1982, à 1 787 millions de francs, en hausse de 13,3 % sur celui de 1981.

SICAV

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INVESTISSEMENT

Le Conseil d'Administration de la Société nationale d'Investissement SICAV, réuni le 14 février 1983 sous la présidence de Monsieur Henri Faraut, a définitivement arrêté les comptes de l'exercice 1982.

Le nombre de titres en circulation au 31 décembre s'élevait à 1 706 966 contre 1 831 614 au 31 décembre 1981. Le montant de l'actif net en fin d'exercice s'établissait à 1 390 643 691,91 F contre 1 252 757 703,72 F un an auparavant et la valeur liquidative par titre ressortait à 814,69 F contre 683,96 F. Compte tenu d'un dividende net de 33 F mis en distribution le 8 avril 1982, l'actif net par titre a progressé de près de 24 %.

Le résultat d'exploitation permettra au Conseil de proposer à l'Assemblée générale des Actionnaires qui se tiendra le mercredi 6 avril 1983 à 15 heures, 61, rue de la Victoire, 75009 Paris, de distribuer un dividende net de 38 F, en hausse de 15 % par rapport à l'année précédente, le montant global s'établissant à 41,85 F contre 36,48 F en 1981.

ENVIRONNEMENT

Saint-Gobain vend le domaine de Ménars (Loir-et-Cher) au groupe américain Olympia

De notre correspondant

Blois. - Le château et le domaine de Ménars (Loir-et-Cher), qui appartenait à la compagnie Saint-Gobain depuis 1939, après avoir servi de résidence au cours des siècles passés à la marquise de Pompadour, ont été acquis par le groupe américain Olympia.

Saint-Gobain, qui utilisait le château et son domaine de 42 hectares en bordure de la Loire comme centre de séminaires, voulait, déjà, trouver un nouvel acquéreur il y a près de trois ans.

Le groupe Olympia envisage de faire de Ménars un centre de séminaires de niveau international. Il achète le domaine immobilier mais également les meubles afin de conserver au château toute son unité.

En vue de mieux préserver le patrimoine historique de ce château, le groupe Olympia a prévu de confier le domaine à une fondation de droit français agréée par le Conseil d'État. Celle-ci serait le garant du patrimoine et amènerait également à Ménars des activités de nature culturelle. - B. H.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES ENTREPRISE NATIONALE DE FORAGE E.N.A.F.O.R.

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL N° IN 83.01

E.N.A.F.O.R. lance un avis d'appel d'offres international pour la fourniture du matériel de forage pétrolier suivant :

- Lot I. - Drill-pipes and drill collars (tiges et masses tiges) ;
- Lot II. - Stabilizers end reamers (stabilisateurs et éléveurs) ;
- Lot III. - Casing head components (éléments pour têtes de puits) ;
- Lot IV. - Handling and rotary drilling equipment (équipement de forage rotatif et de levage).

Cet appel d'offres s'adresse aux seules entreprises de production à l'exclusion des regroupements, représentants de firmes et autres intermédiaires, et ce conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les soumissionnaires intéressés peuvent retirer le cahier des charges à E.N.A.F.O.R. - département engineering et approvisionnement - 1, place Bir-Hakeim, El Biar (Alger), à partir de la date de parution du présent avis.

Les soumissions, établies en six (6) exemplaires, sous double pli cacheté et recommandé, l'enveloppe extérieure anonyme, sans en-tête sigle ou cachet du soumissionnaire et ne comportant aucune inscription indiquant son origine, at porter seulement la mention « Appel d'offres international n° IN 83.01 - Confidential - A ne pas ouvrir », à l'attention de M. le chef de département engineering et approvisionnements, devront parvenir au plus tard le 16 avril 1983. Délai de rigueur. Toute soumission parvenant après ce délai sera rejetée.

Le délai d'option sera de cent vingt jours à compter de la date de clôture de l'appel d'offres.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE MINISTÈRE DE L'ÉNERGIE ET DES INDUSTRIES PÉTROCHIMIQUES ENTREPRISE NATIONALE DE RAFFINAGE ET DE DISTRIBUTION DES PRODUITS PÉTROLIERS « E.R.D.P. » DIRECTION RÉALISATION INFRASTRUCTURES « D.R.I. » Route des Dunes, Cheraga Alger

Avis d'appel d'offres national et international n° 07/83

L'entreprise nationale de raffinage et de distribution des produits pétroliers direction réalisation infrastructures lance un appel d'offres national et international pour la réalisation d'une usine de stockage G.L.P. vrac 2 500 tonnes à Sidi-Akacha (Tenes) et 8 000 mètres de pipe.

Cet appel d'offres s'adresse aux seuls constructeurs, à l'exclusion des regroupements, représentants et autres intermédiaires et ce, conformément aux dispositions de la loi n° 78.02 du 11 février 1978 portant monopole de l'État sur le commerce extérieur.

Les entreprises intéressées par ledit appel d'offres peuvent retirer le cahier des charges à compter de la date de parution du présent avis dans la presse, auprès de l'E.R.D.P./D.R.I., département finances et information de gestion, services juridique, route des Dunes, Cheraga, Alger, contre remise de la somme de 3 000 D.A.

Les soumissions accompagnées des pièces réglementaires devront parvenir à l'adresse sus-indiquée sous double enveloppe cachetée dont :

- L'enveloppe intérieure devra porter la dénomination ou raison sociale de l'entreprise ainsi que l'adresse du siège social ;
- L'enveloppe extérieure devra être anonyme et ne porter que la mention « A ne pas ouvrir » soumission d'appel d'offres n° 07/83.

La date limite de dépôt (ou remise) des plis est fixée au 23 mars 1983.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant neuf (9) mois.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

16 février

Marché irrégulier

Après avoir gagné près de 1,4 % en l'espace de deux séances, le marché parisien est apparu beaucoup plus irrégulier mercredi, à l'instar de Wall Street (voir ci-contre).

A vrai dire, l'événement de cette séance plutôt morne au demeurant a été le sort réservé à Imétal et Penarroya. La cotation de ces deux titres a été suspendue aux alentours de 13 h 30 après que les autorités boursières eurent pris connaissance des très mauvais résultats de la société Imétal.

« Sans attendre l'arrêt définitif des comptes de l'exercice 1982 », cette dernière indique dans un communiqué « qu'aux pertes de la société le Nickel qui dépasseront 850 millions de francs et de la filiale américaine Copperweld (10 millions de dollars) s'ajouteront les très lourdes pertes de la société Penarroya. »

« Les résultats consolidés d'Imétal pour 1982 accuseront une perte supérieure à 650 millions de francs », ajoute Imétal.

La cotation des sociétés Imétal et Penarroya devrait reprendre le jeudi

Par ailleurs, les écarts de cours restent modérés, l'Indicateur instantané étant stable. Seul Vinprix se distingue avec une hausse de 6 %, tandis que d'autres valeurs de distribution et du secteur alimentaire (Cedis, Guyenne-Gascogne, Olida) affichent de bonnes dispositions.

A l'inverse, Vis, Elf-Aquitaine, Galeries Lafayette et Moët-Hennessy (à nouveau), font marche arrière (moins de 2 % à 3 %).

En net retrait à Londres (506,75 dollars dans la City contre 511,50 dollars mardi midi) le cours de l'or a légèrement reculé à Paris. Le lingot a régressé à 111,850 F puis 111,650 F (112 000 F la veille), le napoléon tombant à 742 F pour se reprendre ensuite à 747 F (contre 745 F).

Le dollar-suisse est pratiquement inchangé aux alentours de 8,70 F.

NEW-YORK

Affaires

Domage. En dépit d'un environnement que les observateurs du Big Board jugeaient propice à une reprise des cours, le marché new-yorkais s'est légèrement affaibli mercredi, et l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a perdu 5,67 points (à 1 087,43), qui viennent s'ajouter aux quelque quatre points cédés la veille.

Les spécialistes avaient pourtant sur leurs télescopes le contenu de l'intervention faite devant la commission bancaire du Sénat américain par le grand patron de la Réserve fédérale, et qui contenait un certain nombre d'informations particulièrement intéressantes. Ainsi, M. Paul Volcker a annoncé que les objectifs de croissance de la masse monétaire, pour l'année 1983, avaient été fixés dans une fourchette de 7 % à 10 %, selon les trois définitions retenues pour la masse monétaire, au lieu de 6 % à 8 %.

Pour les analystes des milieux financiers, ces normes sont « asomptiques », même si M. Volcker a tenu à souligner qu'elles avaient été élaborées dans la perspective d'une reprise économique que la Fed continue à anticiper de faible ampleur. Sur ce chapitre, un élément encourageant a été également porté, en fin de journée, à la connaissance des spécialistes avec la vive progression des ouvertures de chantiers de logements (36 % environ) au mois de janvier (contre une régression de 7 % en décembre 1982), soit le plus fort pourcentage de hausse depuis trois ans.

VALEURS	Cours du 16 fév.	
	Cours du 15 fév.	Cours du 16 fév.
Alcan	83 1/4	82 7/8
A.T.T.	67 1/2	67 1/4
Amstar	48 1/2	48 1/2
Chem. Manhattan West	48 1/2	48 3/8
Du Pont de Nemours	40 1/8	40
Eastman Kodak	97 3/4	98 5/8
Exxon	41 1/2	41 1/2
Ford	41 1/4	41 1/4
General Electric	102 1/2	102
General Motors	62 1/2	62 1/4
Goodrich	28 3/4	28 3/4
IBM	163 1/2	163 1/2
I.T.T.	32 1/2	32 3/8
Mobil Oil	27 7/8	28 3/4
Rockwell	44 1/2	44 1/2
Schmenger	7 1/4	7 1/4
Texaco	31 1/2	31 1/2
Union Carbide	58 3/4	58 3/4
U.S. Steel	22 1/4	22 1/8
Weyerhaeuser	38 1/2	38 1/2
Xerox Corp.	37 1/8	37 1/8

LA VIE DES SOCIÉTÉS

LAFARGE COPPEE. — Au titre de l'exercice 1982, le groupe a subi une forte chute de ses résultats, ramenée, en termes de bénéfice net consolidé, aux environs de 75 millions de francs contre 365 millions de francs l'année précédente, pour deux raisons :

● La perte voisine de 150 millions de francs subie en 1982 par Lafarge Réfractaire (après une perte de 90 millions de francs pour l'exercice précédent). Un plan de redressement a été mis en place dans ce secteur des « réfractaires » au milieu de l'année 1982.

● La récession enregistrée en Amérique du Nord, là où Lafarge Canada a réa-

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1962)

Valeurs françaises	106,4
Valeurs étrangères	112,5

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Page 100 : 31 déc. 1982)

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Taux du marché monétaire
Effets privés du 17 février 12 15/16 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO
| 16 fév. | 17 fév.

1 dollar (en yens)	234,35	232,10
--------------------------	--------	--------

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous
donne nos dernières éditions, nous pourrions

derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figurent				

BOURSE DE PARIS

Comptant

16 FEVRIER

[illegible]

Marché à terme

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

[illegible]

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. SOCIÉTÉ : « Crise économique ou changement de mentalité ? », par Lionel Taccou ; « La cassure », par Jacques Elul.

ÉTRANGER

3. DIPLOMATIE
- Le voyage de M. Chéysson à Moscou.
- LIBRE OPINION : « Politique et psychiatrie en U.R.S.S. », par Gérard Blais.
3. EUROPE
4. PROCHE-ORIENT
- Le Conseil national palestinien
4. ASIE
5-6. AMÉRIQUES
- « Le Chili de mal en pis » (II), par Jacques Després.
6. AFRIQUE

POLITIQUE

- 8-9. LES DÉCLARATIONS DU PREMIER MINISTRE SUR ANTENNE 2.
10. La préparation des élections municipales.

11. Les élections régionales outre-mer.

SOCIÉTÉ

12. MÉDECINE : par manipulations génétiques, une équipe japonaise réussit la synthèse d'une substance du système immunitaire.
- JUSTICE : trois témoins témoignent contre Klaus Barbie.

20. ÉDUCATION

LE MONDE DES LIVRES

13. LE FEUILLETON DE BERTRAND POROIT-DELPECH : Vingt ans de solitude.
- L'ultime message de Joubert.
14. LA VIE LITTÉRAIRE.
15. HISTOIRE LITTÉRAIRE : Les quatre-vingts ans de Georges Simenon.
16. AU FIL DES LECTURES.
17. PORTRAIT : Les nostalgies d'Anne Bragance.
18. CIVILISATION : Les Barbères résistent-ils ?
19. LETTRES ÉTRANGÈRES : L'impossible Mister Burgess.

CULTURE

21. MUSIQUE : 2e2m au Centre Pompidou.
- CINÉMA : Cinq jours, ce printemps-là, de Fred Zinnemann ; J'ai épousé une ombre, de Robin Davis.

ÉCONOMIE

28. AFFAIRES.
28-29. SOCIAL : le chômage a légèrement baissé en janvier.
30. AGRICULTURE : la Commission européenne hésite à réagir devant l'offensive commerciale des États-Unis.
- TRANSPORTS. - La préparation du IX^e Plan : l'automobile au pilori.

RADIO-TÉLÉVISION (23)

INFORMATIONS

SERVICES (25) :

Journal officiel : Météorologie ; Loto ; Loterie nationale ; Arlequin.

Amorces classées (26-27) :

Programmes des spectacles (22-23) ; Carnet (24) ; Mots croisés (25) ; Marchés financiers (31).

INTERNATIONAL GEMMOLOGICAL INSTITUTE

ACCEPTÉ ET RECONNU DANS LE MONDE ENTIER

ANTWERP NEW YORK

COURS INTENSIF D'UNE SEMAINE DE GEMMOLOGIE (DIAMANTS ET PIERRES DE COULEUR)

Pour toutes informations :

Schupatreat 1/7 - 2018 ANVERS

Téléphone : 03/232-0758

VOYAGES ET EXPÉDITIONS

au

BHOUTAN

5 VOYAGES DIFFÉRENTS

PEUPLES DU MONDE

10, rue de Turenne - 75004 PARIS

Téléphone : 271-60-66

T.C.G. Lic. A 961

A B C D E F G

CONVENTION DANS LA PHARMACIE

Hausse des prix des médicaments en échange d'une augmentation des investissements et de la création d'emplois

Les firmes pharmaceutiques qui ont souscrit à la politique conventionnelle du gouvernement pourront, à compter du 16 février, majorer de 5 % les prix de leurs médicaments, et non de 3,5 % comme la hausse conjoncturelle décidée à la fin de 1982 pour cette date leur en ouvrait la possibilité.

En principe, elles devraient bénéficier aussi, le 16 juillet, d'un bonus. Alors que le rajustement prévisible des tarifs dans cinq mois est de 2 %, il pourra être pour ces firmes de 3 %. Dans les deux cas, les fabricants de médicaments pourront moduler ces majorations à l'intérieur de leurs gammes de produits, le butin étant fixé à 10 %. Les petits laboratoires (moins de 30 millions de francs de chiffre d'affaires) seront privilégiés et pourront ajouter à ces hausses complémentaires 0,5 % de plus les 16 février et 16 juillet. En outre, ils seront exemptés de la taxe sur la publicité.

Cette prime accordée aux laboratoires conventionnés sera reconductible tous les ans. Elle coûtera 350 millions de francs à la Sécurité sociale pour la première période de l'année et 250 millions pour la seconde.

M. J.-M. Yolin, directeur des industries chimiques, l'a annoncé mercredi soir 16 février en présentant le premier bilan de l'action menée par le gouvernement en vue, par volontariat, de lier les firmes pharmaceutiques à certaines règles très strictes devant, notamment, conduire à renforcer notablement l'effort de recherche dans le domaine de la santé pour préparer les médicaments de l'an 2000.

Aux premiers jours du mois de février, dix-neuf groupes et sociétés pharmaceutiques avaient signé la convention, à savoir les quatre grands : Rhône-Poulenc Santé, Sanofi, Roussel-Uclaf, Pharmuka ; trois firmes étrangères : Upjohn (Etats-Unis), Merrell (Etats-Unis), Riker (3 M) ; neuf sociétés de moyenne importance : Synthelabo, Servier, Delagrangue, Delalande, Beaufour, UPSA, Pierre Fabre, Guerbet,

Aron-Lipha (L'Air liquide), et trois petites entreprises : Vaillant Desreine, Laphal, Leurquin.

Globalement, les entreprises signataires représentent 40 % du chiffre d'affaires de la profession. Dans le cadre des engagements pris, elles devront, ensemble, accroître leurs dépenses de recherches de 370 millions de francs en 1983, porter leurs investissements à 1 milliard de francs (contre 700 millions en 1981) pour la profession tout entière, créer mille deux cents emplois et améliorer de 360 millions leur excédent commercial avec l'étranger. Les mêmes entreprises ont en outre accepté de plafonner leurs dépenses d'information médicale et de publicité, voire de les réduire si ces dépenses dépassent la moyenne professionnelle (16 % du chiffre d'affaires).

Dans l'esprit des pouvoirs publics, cette politique conventionnelle devrait permettre d'atteindre les trois objectifs assignés à l'industrie pharmaceutique, à savoir : doubler le budget de recherche en dix ans, résorber le déficit de la balance des principes actifs, encore déficitaire de 1,5 milliard de francs en 1982, enfin doubler les exportations à l'horizon 1990.

Ce premier bilan est intéressant, mais il n'est pas encore significatif dans la mesure où son poids est essentiellement déterminé par la présence des groupes nationalisés (Rhône-Poulenc, Pharmuka) ou sous contrôle de l'Etat (Roussel-Uclaf, Sanofi) qui, à eux seuls, représentent les trois quarts du chiffre d'affaires des entreprises désormais conventionnées. Il est donc impensable qu'ils ne figurent pas en tête de liste.

En revanche, on notera avec curiosité l'absence des grands groupes suisses (Ciba Geigy, Hoffmann-Laroche, Sandoz), allemands (Bayer, Hoechst) et américains (Merck, Pfizer), méfiance à l'égard des contraintes ? Il est encore trop tôt pour se prononcer. La prochaine liste de signatures sera, sans nul doute, très instructive à cet égard.

A. D.

Les licenciements chez Citroën

M. JOSPIN : DES ACTES CONDAMNABLES SONT SANCTIONNÉS

M. Lionel Jospin, premier secrétaire du parti socialiste, nous a déclaré, jeudi 16 février : « Le parti socialiste est du côté des travailleurs, à Citroën comme ailleurs. Chargé des responsabilités essentielles, au gouvernement et au Parlement, dans la conduite des affaires du pays, le parti socialiste souhaite, avec tous les Français, le retour à une vie normale dans les relations sociales chez Citroën, l'industrie automobile étant un secteur décisif pour la santé économique du pays. »

« Cela suppose sans doute une action syndicale menée de façon responsable. C'est la pratique traditionnelle de la Confédération du travail. Mais cela n'a pas été le cas à Aulnay. Une exception regrettable ne doit pas conduire, selon moi, à des condamnations globales que certains transforment en provocation à l'égard de la C.G.T. Je ne m'inscris pas dans cette campagne. »

« Cela implique au moins aussi, de la part de la direction de Citroën, la reconnaissance effective et quotidienne de la dignité des travailleurs dans ses usines, et en particulier à Aulnay, c'est-à-dire la rupture définitive avec les méthodes de commandement inacceptables pratiquées dans le passé. »

« Des actes condamnables se sont produits et ils sont sanctionnés. Une direction responsable doit être capable de maîtriser les sanctions qu'elle prononce si son objectif est la paix sociale dans son entreprise et le bon fonctionnement de ses usines. Je souhaite que le gouvernement veille à ce que la législation touchant les délégués syndicaux soit respectée. »

« En tout cas, le parti socialiste n'acceptera pas que la situation d'aujourd'hui serve de prétexte à une tentative de revanche patronale. Chez Citroën, il est temps de sortir du manichéisme. »

L'avenir de l'industrie biomédicale

M. CHEVÈNEMENT SUSPEND SA DÉCISION CONCERNANT L'ACCORD C.G.R.- TECHNICARE

Le ministère de la recherche et de l'industrie vient de faire savoir à la direction de la Compagnie générale de radiologie (C.G.R.), filiale spécialisée du groupe Thomson dans le matériel médical, que son avis — en tant qu'autorité de tutelle — sur le projet d'accord avec la firme américaine Technicare (groupe Johnson and Johnson) (Le Monde du 10 février) ne serait pas connu avant un mois.

Ce retard du ministère à faire connaître sa position sur ce problème survient quelques jours après que la C.G.C. (Fédération de la métallurgie), évoquant les « atomes-mouvements gouvernementaux », a estimé que cet accord constituait « la seule solution viable pour la branche équipements médicaux et la sauvegarde des intérêts nationaux pour le biomédical ».

A propos de l'opposition exprimée vis-à-vis de cet accord par M. Jack Ralite, ministre de la santé, ce syndicat estime que, « en cas d'échec de cet accord, l'autorité de tutelle portera la totale responsabilité du démantèlement progressif de cette société, par voie de conséquence, la mise au chômage, à terme, de trois mille cinq cents personnes, en France, et la fin de tous les espoirs du biomédical français ».

Le numéro du « Monde » daté 17 février 1983 a été tiré à 505 678 exemplaires

Le blocage prix-salaires et les modifications de taux de la T.V.A. ont profité à l'Etat au détriment des ménages et des entreprises

Quels ont été les effets du blocage des prix et des salaires décidé en juin 1982 sur les comptes des ménages, des entreprises et de l'Etat ? L'INSEE apporte des réponses chiffrées à la question dans sa dernière analyse de la « situation et des perspectives de l'économie française ».

● POUR LES MÉNAGES, et en dehors des effets T.V.A., la baisse du pouvoir d'achat des revenus salariaux et des prestations familiales par rapport aux prix de détail est nette. Il en va de même pour l'excédent brut d'exploitation des entrepreneurs individuels (1), qui a baissé de 2 % au second semestre, soit de 0,6 % en pouvoir d'achat. Au total, estime l'INSEE, le pouvoir d'achat du revenu disponible des ménages a diminué de 0,5 % au deuxième semestre, ce qui a entraîné une forte baisse de l'épargne.

● LES ENTREPRISES, si elles ont bénéficié du ralentissement des hausses salariales, n'ont pu récupérer — sauf pour le pétrole — les augmentations des coûts intermédiaires (3 milliards de francs à l'importation). Le blocage a finalement entraîné une baisse de 6 milliards de francs de l'excédent brut d'exploitation (2).

● LE COMPTE DES ADMINISTRATIONS PUBLIQUES (Etat, Sécurité sociale, collectivités locales) s'est amélioré de 8 milliards de francs. D'une part, en effet, la masse des salaires distribués a diminué de 6 milliards. Il faut ajouter à cette somme 1,2 milliard au titre des pensions des fonctionnaires et un demi-milliard au titre de mesures sociales concernant les salaires. L'INSEE note aussi le report de la revalorisation de 8 % des prestations familiales, revalorisation qui devait intervenir le 1^{er} juillet 1982 (3). L'économie : 3 milliards de francs. Enfin, le ralentissement des dépenses de santé a permis d'économiser 3 milliards de francs également. Soit au total, 16 milliards de francs d'économies incluant des réductions de dépenses associées au ralentissement de la hausse des prix.

En regard, les cotisations sociales ont diminué de 5 milliards de francs et les rentrées fiscales de 3 milliards de francs (dont 1,5 milliard pour la T.V.A.).

Au total, l'Etat a donc trouvé son compte dans le blocage des prix et des revenus puisqu'il a économisé 8 milliards de francs. La Sécurité sociale est bénéficiaire grâce aux économies faites sur les allocations familiales.

L'INSEE aborde, dans un deuxième temps, les effets des modifications des taux de T.V.A. appliquées en juillet dernier. La hausse de ce point du taux intermédiaire passé de 17,6 % à 18,6 %, mais qui n'était pas répercutable sur les prix de vente des entreprises, a coûté à celles-ci 5 milliards de francs au deuxième semestre ; 4 milliards aux sociétés, 1 milliard aux entrepreneurs individuels. La baisse de 2,5 milliards de francs de T.V.A. entraînée par le passage de 7 % à 5,5 % du taux réduit s'est traduite par un simple transfert de l'Etat aux ménages qui ne touche pas les entreprises.

Au seul titre de la T.V.A., l'Etat a gagné 2,5 milliards de francs (5-2,5) les ménages et entrepreneurs individuels 1,5 milliard de francs (2,5-1), ce qui correspond à une amélioration de 0,1 % de leur revenu disponible sur le semestre. Les entreprises, quant à elles, ont perdu 5 milliards de francs, soit 2,5 % d'excédent brut d'exploitation.

Tous comptes faits, le blocage des

Aux Etats-Unis

HAUSSE DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE EN JANVIER

La production industrielle a augmenté de 0,9 % en janvier aux Etats-Unis, a annoncé, le 16 février, la Réserve fédérale. Cette progression — nouveau signe important de reprise économique — est due essentiellement à l'amélioration des ventes d'automobiles et des équipements militaires, ainsi qu'à la production de matériaux de construction et de métaux de base.

L'augmentation de la production industrielle en janvier est la deuxième depuis juillet dernier, et la plus importante depuis février 1982, où elle avait augmenté de 1,6 %.

Dans les Alpes-Maritimes

LA MORT MYSTÉRIEUSE D'UN AGENT DU CONTRE-ESPIONNAGE

Le lieutenant-colonel Bernard Nut (quarante-sept ans), agent de la Direction générale de la sécurité extérieure (D.G.S.E., ex-SDECE), a été trouvé mort, une balle dans la tête, le mardi 15 février, au lieu-dit du Pont-de-Cians, près de Rigand (Alpes-Maritimes), à 70 kilomètres de Nice sur la R.N. 202. Les gendarmes de Puget-Théniers, alertés par les services de l'équipement, ont découvert les premiers, sous un amas de neige, le corps du lieutenant-colonel Nut peu avant 8 heures du matin. Tout à côté se trouvait un pistolet de calibre 11,43 mm. Une Peugeot 305, immatriculée à Paris, avait été garée à quelques mètres des lieux du drame.

Suicide ou crime ? On ignore tout pour l'instant des circonstances et des causes de la mort de cet agent du contre-espionnage. Une autopsie a été pratiquée le 16 février dont la police judiciaire de Nice, chargée de l'enquête, n'a pas fait connaître les résultats. Le lieutenant-colonel Nut aurait été chargé, au sein de la D.G.S.E., d'un « bureau des affaires alpines ».

En Espagne

Une demi-douzaine de membres de l'extrême droite internationale sont arrêtés

Madrid (A.F.P.). — Plusieurs militants de l'extrême droite internationale ont été arrêtés, mercredi 16 février, à Barcelone et à Valence, a-t-on annoncé de source officielle à Madrid. Le porte-parole du gouvernement, M. Eduardo Sotillo, qui a évoqué brièvement ces arrestations, sur l'ordre du conseil des ministres, s'est cependant refusé à fournir la moindre précision sur l'identité et le nombre des personnes arrêtées, arguant du fait que « l'opération est en cours ».

Selon l'agence espagnole Europa Press, qui cite des sources antérieures, certains des extrémistes arrêtés seraient impliqués dans les attentats de la gare de Bologne, en Italie (84 morts, le 2 août 1980), et contre la synagogue de la rue Copernic, à Paris (4 morts, le 3 octobre 1980). Toujours selon Europa Press, les personnes arrêtées seraient « moins de dix », dont certaines de nationalité italienne et française.

L'information rendue publique, mercredi 16 février, à Madrid, manque encore de consistance pour qu'on lui donne trop d'importance. Tant en Espagne qu'en France, certains responsables invitent encore à la prudence. Notre correspondant à Madrid, Thierry Malinik, nous indique que les personnes arrêtées sont au nombre de cinq ou six, dont M. Rafael Tormo, militant espagnol connu de la police. Le ministre espagnol de l'Intérieur refuse de donner d'autres précisions pour ne pas gêner l'enquête.

Emprisonné à Madrid

FRANÇOIS BESSE S'ÉVADE POUR LA SIXIÈME FOIS

François Besse, trente-neuf ans, considéré comme le « lieutenant » de Jacques Mesrine jusqu'à la mort de ce dernier, en 1979, s'est évadé, le mercredi 16 février, du fourgon cellulaire qui le conduisait de la prison d'Alcala-de-Henares, proche de Madrid, à un tribunal de la capitale espagnole.

Il semblerait que le malfaiteur ait profité d'une bousculade entre des détenus et des policiers survenue devant la porte du tribunal pour s'enfuir, en compagnie d'un détenu colombien, Alfonso Vargas.

François Besse avait été arrêté à Valence (Espagne), le 20 janvier 1982, au terme d'une enquête menée conjointement par les polices espagnole et française (Le Monde, des 22 et 23 janvier 1982). C'est la sixième fois que François Besse parvient à s'évader depuis 1975, dont une fois, avec Jacques Mesrine, de la prison de la Santé, en mai 1978, et une fois, en juillet 1979, du palais de justice de Bruxelles, en prenant un magistrat en otage.

VENEZ LÉZARDER
AU SOLEIL
DE ST TROPEZ
AU BYBLOS
PHONE : (94) 97.00.04 / TELER 470.235

février !
un mois exceptionnel
pour l'achat de votre
PEUGEOT ou TALBOT
Le meilleur prix — le meilleur service
NEUBAUER
M. GÉRARD 821.60.21

12-20 FÉVRIER
17^e BROCANTE
DE PARIS
150 ANTIQUAIRES
ET BROCANTEURS
PORTE DE VERSAILLES
Tous les jours 11 h - 19 h - Week-end 10 h - 19 h

13^e SALON DU
VIEUX PAPIER
DE COLLECTION
120 EXPOSANTS
HALL 9
PARCOURS PORTE DE LA PLAINE
du 1862 TROUVAILLES